THIERRY OBERLÉ

MOHAMMED VI

Le mystère

Flammarion

Mohammed VI

Le mystère

Du même auteur

Avec Jinan, *Esclave de Daech*, Fayard, 2015 ; Le Livre de Poche, 2017.
Avec Isabelle Lasserre, *Notre guerre secrète au Mali : Les nouvelles menaces contre la France*, Fayard, 2013.
L'Opus Dei, Lattès, 1993.

Thierry Oberlé

Mohammed VI

Le mystère

Flammarion

© Éditions Flammarion, Paris, 2026
ISBN : 978-2-0804-3638-2

« … *mox Tiberii principatum et cetera, sine ira et studio, quorum causas procul habeo.* »
(« ensuite je raconterai le règne de Tibère et les trois suivants, sans colère comme sans faveur, sentiments dont les motifs sont loin de moi. »)

Tacite, *Annales* I.1.

« Ces silhouettes arrachées à l'anonymat, ces visages dérobés à l'éphémère, me rappelaient que le Maroc n'est pas une chimère ou un concept et que par-delà l'abstraction du royaume chérifien, il y a ses habitants, pour moi lointains et proches, étrangers et embarqués dans un commun chemin d'humanité. »

Daniel Rivet, *Histoire du Maroc.*

Avant-propos

En décembre 1990, j'ai débarqué pour la première fois au Maroc, sur le tarmac de l'aéroport de Fès. L'armée, appuyée par des tanks et des hélicoptères, venait de tirer à balles réelles sur des manifestants qui protestaient contre le chômage et la vie chère.

Hassan II avait fait abattre plus de cent de ses sujets. La vérité a émergé quinze ans plus tard. Je suis revenu souvent sous le règne de son fils, Mohammed VI, dans un pays en apparence apaisé. Journaliste, j'ai cheminé d'Al Hoceïma à Laâyoune. Les routes m'ont toujours conduit, tant la centralité du pouvoir est puissante, vers le Makhzen, l'administration royale, et les brillantes élites de Rabat et de Casablanca. Pour l'observateur, le souverain exécutif est, selon l'expression de Winston Churchill à propos de la Russie, un « rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme ». Un miroir déformant le protège. Sa personne est le fil conducteur de cette enquête. Comme tout homme qui a vocation à l'exercice du pouvoir politique et, dans son cas, spirituel, Mohammed VI entretient clartés et ombres. Il se prête, lui et son entourage, au terrain de l'investigation et à l'épreuve des faits. Sa vie privée et sa santé interrogent. Elles sont des sujets d'enquête légitimes puisqu'elles

affectent sa gouvernance. J'ai interrogé de nombreux interlocuteurs au cours de ces trente ans de pérégrinations au Maroc. À Paris aussi, cette seconde capitale du royaume où des membres de la famille royale passent la moitié de leur temps. Je me suis souvent heurté à un mur de silence. Certains m'ont donné leur part de vérité. Qu'ils soient ici remerciés autant que les témoins et les acteurs de la relation franco-marocaine cités dans cet ouvrage. La nature autocratique du régime les oblige à la discrétion. J'ai respecté leur volonté d'anonymat.

Jeune monarque, Mohammed VI était décrit par ses proches et ceux qui l'approchaient comme un roi « cool ». Le pouvoir ne pouvait que le changer. Très tôt, il s'est délesté d'une partie de l'écrasant fardeau pour se ménager des espaces de liberté dans la cage dorée de son existence. De plus en plus absent au fil du temps, il a assumé a minima les contraintes de sa charge. Ses transgressions de jouisseur sont son jardin secret. Son style traduit ses fêlures et son attirance pour les nouvelles tendances sociétales. Ses absences trahissent ses faiblesses et son goût de l'ailleurs.

La question n'est pas de savoir s'il a été roi à contrecœur. La question est de savoir comment il a régné, comment il règne. Mohammed VI est un « roi fainéant ». C'est ainsi que les Carolingiens ont désigné péjorativement leurs prédécesseurs, les derniers rois mérovingiens. L'historiographie les a réhabilités : le royaume de France traversait une crise économique et politique affaiblissant le pouvoir central et ces rois dits fainéants ont assumé leur tâche lors de cette période de transition. Comme toute comparaison historique, l'analogie n'est qu'en partie pertinente, mais on peut dire que Mohammed VI est l'homme d'une transition, non pas vers la démocratie – mais celle d'une délégation non avouée de ses immenses attributions à une poignée de conseillers du Palais. Il ordonne quand bon lui semble,

pique des colères mémorables, les autres exécutent. Beaucoup d'observateurs prédisaient que son règne serait voué au chaos. Qu'on le déplore ou qu'on le loue, le royaume chérifien est toujours debout.

Pourtant, Mohammed VI est souffrant depuis au moins une dizaine d'années. Mourant, comme l'assurent certaines sources ? Résilient, en tout cas. Même affaibli, il reçoit en octobre 2024 le Président français, Emmanuel Macron. Son fils est présent à ses côtés. Quel roi sera-t-il à son tour, le jour où il lui reviendra de gouverner ? Ses futurs sujets n'en ont aucune idée.

Au Maroc, la question est sacrée. À vrai dire, tout ce qui entoure la famille royale est tabou.

Une bonne raison pour y consacrer un livre…

Prologue

Le temps de la maladie

Le roi va mal.

C'est le secret le mieux partagé du royaume.

Depuis les années 2016-2018, le souverain paraît de plus en plus désengagé. Il cumule les ennuis de santé, sans parler de son douloureux divorce. Le malaise est palpable, et même visible : le roi est atteint d'un embonpoint préoccupant, un surpoids qui pourrait être lié à des traitements médicamenteux. Bien que sportif, Mohammed VI a toujours été d'une constitution fragile. Surnommé à ses débuts sur le trône « Sa Majetski », allusion à sa passion pour le Jet-Ski, il ne mérite plus le sobriquet. Les rodéos dans les vagues au large des plages de Rabat ne sont que de lointains souvenirs. Sa condition physique le contraint à laisser au hangar ses motos de mer, à renoncer peu à peu aux longues balades à cheval puis à sa prestation sur un destrier lors de la cérémonie annuelle du serment d'allégeance.

C'est en 2009 que, pour la première fois, un communiqué de ses médecins signale un empêchement : Mohammed VI souffrirait d'une gastroentérite très contagieuse. Des journalistes marocains en déduisent qu'elle aurait pour origine « l'utilisation de corticoïdes contre l'asthme ».

Résultat : les insolents passent trois mois derrière les barreaux. Au Maroc, on ne plaisante pas avec le roi, et encore moins sur sa santé.

En 2015, il est cette fois victime d'une vilaine bronchopneumonie. Elle marque le début d'ennuis à répétition, nécessitant des bilans et des analyses, un suivi et des soins réguliers, des hospitalisations… Il est opéré à l'œil gauche en février 2017, à Paris. Plus précisément à la clinique ophtalmologique des Quinze-Vingts. L'équipe médicale lui a enlevé un ptérygion, une tumeur bénigne qui envahissait la cornée et entravait sa vision. Banale et bien maîtrisée, l'opération aurait pu être effectuée à Rabat, de l'avis des connaisseurs du système de santé marocain. Provoquée par l'exposition au soleil, l'infection présente un risque de récidive et nécessite de se protéger. Longtemps, Mohammed VI ne se sépare plus de ses lunettes noires.

Fumeur invétéré, le souverain s'essouffle facilement. En février 2018, il est opéré du cœur à la clinique privée Ambroise-Paré de Neuilly-sur-Seine, après avoir présenté un trouble du rythme cardiaque, un « flutter auriculaire sur cœur sain ». Les chirurgiens qui l'opèrent procèdent à une ablation par radiofréquence pour normaliser le rythme de son muscle cardiaque. Le patient rechute deux ans plus tard. En juin 2020, à la fin de la première vague du Covid-19, les cardiologues français se rendent à Rabat pour procéder à une ablation complémentaire. L'opération se déroule à la clinique royale en raison de la situation sanitaire.

À l'instar des dirigeants de la planète, Mohammed VI prend des précautions importantes pour se protéger du coronavirus. Peine perdue : il est contaminé en juin 2022. Selon son médecin personnel, il a contracté une forme asymptomatique du Covid-19. Il se rétablit au château de Betz, sa royale propriété, située dans l'Oise. Voilà pour la version officielle.

Les médecins du souverain, le docteur Abdelaziz Maaouni, directeur de la clinique du Palais royal, puis à partir de 2022 son successeur, le professeur Lahcen Belyamani, un urgentiste, ne publient pas de bulletin de santé complet et régulier du roi en dépit des examens qu'il subit régulièrement à l'hôpital militaire Mohammed-V de Rabat. Aucune loi ne le prévoit au Maroc, comme en France d'ailleurs.

Plusieurs sources marocaines et françaises que j'ai pu rencontrer m'ont cependant confirmé, sous couvert d'anonymat, que le roi souffrirait d'une maladie chronique. Mohammed VI a commencé à maigrir de manière conséquente en 2020. Il avait perdu à la fin de l'été 2024 plus de 40 kilos, passant de la taille XXL à la taille… S. En mai 2023, la diffusion d'images officielles du roi venu assister à la présentation d'un prototype de véhicule à hydrogène développé au Maroc avait inquiété la population. La séquence montrait un souverain à la silhouette frêle. Les joues creuses, le visage émacié, le pas peu assuré, il semblait flotter dans son costume gris foncé. Sa silhouette tranchait avec les images prises seulement six mois plus tôt, lors de la réception des footballeurs de l'équipe nationale revenant du Mondial, sur lesquelles pourtant son amaigrissement était déjà très marqué. Depuis, ses rares apparitions sont scrutées.

En juillet 2024, la télévision marocaine n'a pas diffusé en direct la *bey'a*, la cérémonie rituelle d'allégeance, dont la durée a été réduite pour le ménager. À l'occasion de son discours du trône, son pas paraissait mal assuré. Il semblait également peu en forme lorsqu'il a reçu dans son palais de Tétouan, pour le féliciter, Soufiane El Bakkali, médaillé d'or du 3 000 mètres steeple aux Jeux olympiques.

En coulisses, le futur Hassan III, son fils, se prépare à la succession. En mars 2025, durant le mois de ramadan, les activités de Mohammed VI ont été revues à la baisse en raison, officiellement, d'une fracture de l'épaule gauche

consécutive à une chute le 8 décembre. Il est toutefois apparu le 8 mars, en compagnie de son fils, le prince Hassan, se recueillant sur la tombe de son grand-père, Mohammed V. Tout un symbole.

C'est dans ce contexte particulier qu'a été organisé le déplacement d'Emmanuel Macron à Rabat… Ce 28 octobre 2024, la visite promet d'être fastueuse. Le chef de l'État français et le roi du Maroc se retrouvent pour signifier l'effacement d'une longue brouille. La fin d'une dispute qui a viré à la crise politico-diplomatique et s'est achevée par une victoire diplomatique de Mohammed VI sur son homologue. Elle avait commencé par une histoire d'écoutes téléphoniques attribuées au royaume et contestées par ce dernier, et s'est terminée par la reconnaissance par la France de la marocanité du Sahara occidental, une région disputée entre le royaume alaouite et les indépendantistes sahraouis du Front Polisario soutenus par l'Algérie.

Avare en invitations, Mohammed VI n'a pas reçu d'hôte de marque depuis 2019 et la venue du pape François. Le roi et le Président auraient pu se rendre à Rabat ensemble s'il n'y avait pas eu de protocole à respecter.

Sa Majesté rentre de Paris, sa ville de cœur, où il a ses habitudes et son hôtel particulier. Le rendez-vous, en dépit du glamour qui l'entoure, a des allures crépusculaires. Mohammed VI est si malade. Son état de santé précaire s'est aggravé au cours de l'été. Vieilli et encore amaigri, il s'appuie à 61 ans sur une canne pour tenir debout et requiert des soins fréquents. Sa fille, la princesse Lalla Khadija, 17 ans, est exceptionnellement présente. Son fils, qui apprend le métier, l'assiste.

Emmanuel Macron est, lui, un monarque républicain dont la fin de règne a été précipitée par une malencontreuse dissolution. Depuis, il est privé d'une partie de ses pouvoirs. En politique étrangère, son domaine réservé, la

France a perdu pendant sa mandature son influence traditionnelle sur ses anciennes colonies d'Afrique du Nord et du Sahel. Les pays subsahariens ont décroché les uns après les autres. L'échec de son projet de rapprochement avec une Algérie ténébreuse l'a contraint par réalisme à privilégier Rabat, son dernier allié sûr et pour le moins exigeant dans la région. L'enracinement d'échanges franco-marocains tournant souvent à la collusion a eu raison des chimères d'Alger.

Il s'agit désormais de montrer que la réconciliation n'est pas que de raison. Le couple présidentiel s'est déplacé avec une délégation pléthorique de 130 personnes. Il y a des patrons du CAC et des représentants de la Tech venus, espèrent-ils, récolter une moisson de contrats, des entrepreneurs franco-marocains. On discute gros sous. Le Maroc a besoin de soutien pour financer et développer ses programmes : le train à grande vitesse, l'autoroute énergétique, des infrastructures pour coorganiser le Mondial de football en 2030 et asseoir son *soft power*. En coulisses, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, traite les épineux dossiers de l'immigration et de la drogue. Des réadmissions des migrants en situation irrégulière à la lutte contre les narcotrafiquants. Paris dépend du bon vouloir marocain. « L'Élysée a commis la faute de ne pas intégrer ce dossier dans la balance avant de signer la reconnaissance du Sahara marocain », confie l'entourage du ministre [1]. Des célébrités « amies du Maroc », dont un trio d'humoristes, sont du voyage : Jamel Debbouze, de retour dans un palais qu'il a longtemps fréquenté, Yassine Belattar et ses casseroles, et Gad Elmaleh. Le spectacle ne manque pas de style.

Mohammed VI offre un tour en limousine décapotable de collection à son hôte avec en supplément une petite

1. Propos rapportés à l'auteur, 5 mars 2025.

balade à pied parmi ses sujets. Le dîner de gala est précédé par le passage remarqué de Rachida Dati. La « messagère de Tétouan » porte un caftan rose brodé fendu sur la jambe. En juillet, la ministre de la Culture avait remis en mains propres au souverain, dans son palais d'été, la lettre annonçant le revirement présidentiel sur la question du Sahara occidental. Un précieux présent. Le repas dure trois heures trente. Le roi et le Président ont pour la première fois une conversation personnelle.

Il est à parier qu'ils ne se sont pas tout dit.

En auront-ils à nouveau l'occasion ?

Acte I

LE ROI

Partie I

L'ombre

Chapitre 1

Le roi du silence

Avec Mohammed VI, le choc des images vient sans le poids des mots. Le monarque est une énigme pour les médias traditionnels. Depuis son arrivée au pouvoir il y a vingt-cinq ans, il fuit les interviews et les caméras au point d'avoir découragé les journalistes. Ses entretiens à la presse internationale, tous accordés au début de son règne, se comptent sur les doigts d'une main. Jamais il n'a répondu à des questions sur une chaîne de télévision étrangère ou sur un média marocain.

Il faut chercher longtemps sur une mappemonde avant de trouver un leader aussi taiseux. Le nom de Kim Jong-un, l'inaccessible dictateur nord-coréen, et celui de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien qu'aucun journaliste n'a rencontré depuis 1989, viennent à l'esprit, mais ils sont hors concours. En Asie, dans la catégorie des têtes couronnées, le foutraque roi de Thaïlande, qui a fait du *crop top* et du jean taille basse son uniforme, n'a quasiment pas parlé à la presse depuis les années 1980. Il paraît qu'il vaut mieux.

Chargé de la rubrique « Maghreb » au *Figaro*, je devais en 1999 rencontrer le prince. Le rendez-vous pour une entrevue – prévue *off the record* – dans un grand hôtel parisien était arrangé par Jean-François Girault, le conseiller

diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée. L'homme du Président le présentait comme un futur roi « timide » mais « prometteur ». J'avais évidemment accepté mais la déveine s'est abattue sur moi : le passage du futur Mohammed VI dans la capitale coïncidait avec l'un de mes visas à date fixe pour un reportage dans un pays en guerre. J'étais cependant convaincu que ce ne serait que partie remise. Après tout, Hassan II était rodé aux médias français et brillait sur les plateaux de télévision, son fils ne pouvait que s'engager, avec son propre style, sur la même voie. Je me trompais lourdement.

« On m'a collé une étiquette »

Quelques mois plus tard, Mohammed VI accède au trône. Un de ses proches me prévient que, contrairement à son père, il ne lit pas les journaux. « Ce n'est pas sa tasse de thé », dit-il. Le journaliste espagnol Ignacio Cembrero confirme : « Je l'ai croisé dans un avion de ligne : il lisait la presse people à scandale, pas le *Financial Times* [1] ! »

C'est le directeur adjoint de la rédaction du *Figaro*, Charles Lambroschini, qui décroche l'interview française de Mohammed VI à l'occasion de sa première visite officielle à Paris. Le jeune roi se plie à cet examen de passage médiatico-diplomatique. Il est d'usage que la rencontre d'un nouveau chef d'État avec un homologue d'un pays de premier plan soit l'occasion d'interventions dans la presse écrite et audio-visuelle. En presse écrite, les propos sont relus et corrigés. Pour la télévision, la prestation demande à être préparée et Mohammed VI n'est pas à l'aise devant des caméras. Il décline les invitations des chaînes françaises.

1. Entretien avec l'auteur, août 2024.

En juin 2000, à la veille de son voyage à Washington, son baptême sur la scène internationale, il s'entretient avec *Time Magazine*. L'interview est menée par Scott MacLeod, le chef du bureau du Caire de l'hebdomadaire. Avec le recul, il en reste une phrase : « Les Européens et les Occidentaux haïssent facilement les pays du Maghreb. Nous devons en finir avec cette mentalité. » Le roi a reçu l'envoyé dans son palais de Marrakech en tenue de jogging. Il l'a promené au volant de sa Mercedes Carlsson noire fabriquée sur mesure, puis l'a emmené courir sur un chemin de campagne. Scott MacLeod est séduit par le personnage : « Il est peut-être le plus impressionnant de la nouvelle génération arrivant au pouvoir au Moyen-Orient. Les Marocains l'appellent M6 et le roi des pauvres – de bon augure, compte tenu de l'immense tâche à laquelle il est confronté. » Il est « *hip and charming* », écrit-il. Son article est titré : « Le roi du cool. »

Dans *Le Figaro*, il commente pour la première et la dernière fois l'impression de secret que dégage son mode de gouvernance. « On m'a collé une étiquette, celle du mystère, simplement parce que j'ai décidé que, avant de parler, j'attendrai de mieux savoir. » On attend toujours. La même année, Mohammed VI fait une fleur à Anne Sinclair. Intervieweuse hors pair, on lui doit en 1993 dans *7 sur 7* sur TF1 un numéro de duettistes d'anthologie avec Hassan II, alors au sommet de son art de la pique et de l'esquive. L'entretien que lui accorde son fils dans *Paris Match* ne reste pas gravé dans les mémoires. On y apprend qu'il « ne voi[t] vraiment pas où est la menace islamiste » au Maroc et qu'il va se marier l'année suivante.

Journaliste vedette familier de Hassan II, feu Jean Daniel, le directeur du *Nouvel Obs*, a droit à un tête-à-tête en off. Il prend des notes qu'il publie chez Grasset dans *Soleils d'hiver. Carnets 1998-2000*. « Le roi. Jeune, en bras

de chemise à manches courtes. Cravate barrée d'une broche. Cheveux ras. Teint brun olivâtre. Regard tendre et bien élevé. Détendu, direct, à l'aise, bien dans sa peau. Déterminé, du bon sens, de la prudence. Pris au jeu. Joues qui ont à peine cessé d'être poupines. Un soupçon de gestes efféminés. À peine. Enfant gâté, content d'être seul à jouer avec ses jouets. Inspire un désir de protection. Ne veut rien changer à sa vie privée. Ne veut pas qu'on le compare à son père [1]. » Après *El País* le 16 janvier 2005, la corvée des présentations aux médias est terminée. Le projet de portrait documentaire de Séverine Labat, une chercheuse spécialiste du monde arabo-musulman, tourne court. Le rideau est tiré.

Les caméras suivent ses rares apparitions lors de visites de chefs d'État et de sommets internationaux, mais il est interdit de l'approcher. Handicapé par un filet de voix fluet qu'il n'est pas parvenu à corriger, Mohammed VI n'aime pas parler en public. À la télévision, il lit de longs textes enregistrés d'un ton monocorde pour le rendez-vous annuel de la fête du Trône et l'ouverture des travaux du Parlement. À sa décharge, ses discours se sont longtemps distingués par une langue de bois taillée dans les sapins du Haut Atlas.

Dans un seul d'entre eux transparaît de l'émotion : il est prononcé à Washington, en 2000, dans les jardins de la Maison-Blanche, devant Bill Clinton. D'une voix vibrante à force de timidité, le jeune roi lance dans son anglais au léger accent français un appel à la paix au Proche-Orient. En 2011, pendant les printemps arabes, il réussit à couper court à la contestation de son régime en annonçant à la télévision une démocratisation de la Constitution. L'Histoire retient de son allocution qu'il assure la stabilité du

1. Jean Daniel, *Soleils d'hiver. Carnets 1998-2000*, Paris, Grasset, 2000, p. 152.

régime. La petite histoire, sa rigidité dans l'expression. Ses sujets ne lui en tiennent pas rigueur. Ils suivent la routine rassurante de ses activités officielles qui font l'ouverture des journaux télévisés en toutes circonstances avec des images couvertes de commentaires élogieux. Même lorsque le roi réconforte une victime du tremblement de terre de 2023 sur son lit d'hôpital, la séquence est muette. Mohammed VI est l'incarnation d'une fonction sacrée atteinte d'aphasie. Il n'a, heureusement pour lui, pas besoin du verbe pour imposer sa présence car il a le don d'ubiquité. Il figure sur les pièces de monnaie, les billets de banque, son portrait est au fond de chaque échoppe. Des espaces sociaux, des complexes sportifs, la tour la plus haute d'Afrique, des centres médicaux, des musées, des fondations portent son nom de son vivant. Toutes les villes ont leur boulevard ou leur avenue Mohammed-VI.

Si ce roi parle si peu, ce ne fut pas le cas de ses illustres aïeux, en particulier de son père, qui nous en apprend beaucoup sur ce mystérieux monarque muet.

Chapitre 2

Dans les pas du sultan

Populaire et redouté. Le roi Hassan II était à la fois aimé et craint par ses sujets. À quoi tenait l'alchimie explosive unissant le père de Mohammed VI à son peuple ? À un simple réflexe de soumission ? Ou à une relation complexe où se mêlent l'autorité et la tradition, le religieux et le symbolique ?

Une chose est sûre : Hassan II, qui a régné de 1961 à 1999, savait déclencher la ferveur des Marocains, utilisant à merveille l'apparat festif de la monarchie. Comme ce jour de début de règne où il fend l'assistance sur son pur-sang, vêtu de sa djellaba blanche de commandeur des croyants, pour prier à l'occasion des fêtes de la fin du ramadan. Il allumait aussi la colère lors d'émeutes convulsives écrasées dans le sang. Comme ce 14 décembre 1990, où l'armée investit les rues de Fès, appuyée par des tanks, et tire à balles réelles sur les habitants. Son peuple était la foule dense et anonyme des villes et les *fellahs* courbés dans les champs, analphabètes pour la plupart. Beaucoup de misé-reux dans les *douars* et de précaires dans les bidonvilles, ce mot inventé par les colons français de Casablanca, dans les années d'enfance du souverain, pour désigner les quartiers de baraques construites avec de vieux bidons découpés.

À l'en croire, cette relation quasi charnelle était inspirée par la *hiba* chérifienne, un terme darija difficile à traduire, qui pourrait signifier le mélange de l'ascendant naturel, du prestige et du charisme. Il suggère aussi la crainte suscitée en silence par la sacralité du pouvoir. Le 23 juillet 1999 au soir, c'est au tour de Sidi Mohammed de s'en inspirer. Dans un bref message télévisé diffusé après l'annonce officielle du décès de Hassan II, il appelle son peuple à « être calme et patient ». À bientôt 36 ans, il a eu le temps de chercher les voies de sa future gouvernance en vivant dans le miroir du père, souverain féodal, moderne et hors norme.

La *hiba* ? L'autorité naturelle ? Au Méchouar, le palais de Rabat, épicentre confiné des intrigues des courtisans, elle se traduit par le souci de l'entourage de ne pas contredire Sa Majesté. Ne jamais le décevoir, mesurer son crédit à la fréquence des audiences, épier le jeu des proches. Pour le commun des mortels, la *hiba* est incarnée par l'esplanade conduisant aux portes du sanctuaire royal, vaste espace nu et désert hérissé de canons anciens marquant la distance entre le roi et ses sujets. Saluer, se taire, accepter… ou se révolter.

Hassan II échappa à deux tentatives de coup d'État et dirigea son royaume d'une main de fer. Ce n'est qu'au crépuscule de son règne de trente-huit ans que le 21e monarque de la dynastie alaouite régentant le Maroc depuis le milieu du XVIIe siècle vida les prisons des détenus politiques et délia les langues. Le deuxième autocrate à se dire roi au lieu de porter le titre de sultan avait organisé, dans la douceur sucrée du consensus, une succession qu'il voulait sans heurts afin de ménager l'avenir du trône. Il avait même accordé à la presse sa liberté.

Jeune homme, Moulay Hassan – le futur Hassan II – est, aux côtés de son père, le sultan Mohammed V, un acteur de la lutte pour l'indépendance. Choisi par les autorités françaises au détriment de ses frères, celui-ci s'est

accommodé avec pragmatisme de la tutelle pesante du protectorat français. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, à laquelle ont participé sous le drapeau tricolore de la France libre des soldats marocains, le sultan du Maroc change de cap. Il emprunte la voie de l'émancipation et de la fierté nationaliste. En 1947, le prince Hassan assiste au premier rang à l'allocution historique de Tanger prononcé par son père en faveur de l'émancipation. Il lance un appel à la jeunesse, l'invitant à se mobiliser pour la libération. Il participe à l'effervescence autour du discours du Trône de 1952, considéré comme la charte fondatrice du mouvement nationaliste. C'en est trop pour Paris. Mohammed V est poussé à abdiquer. Il refuse. Pour le punir, la France le déporte sur l'île de Madagascar. Moulay Hassan le suit à Tananarive. Le prince se rend indispensable. Il est le secrétaire particulier, le chef de cabinet, l'homme qui chuchote à l'oreille du sultan. L'exil a l'effet inverse de celui recherché par les autorités françaises : il soude le peuple marocain derrière la figure du souverain. Au Maroc comme dans toute l'Afrique du Nord française, la révolte gronde. Une vague de violences et d'attentats déferle dans les grandes villes du protectorat français. Le 6 novembre 1955, le gouvernement de Guy Mollet reconnaît le principe de l'indépendance du Maroc. Le 16 novembre, le sultan, flanqué du prince, effectue un retour à Rabat dans l'euphorie de la libération. Du protectorat, Hassan II garde ancré dans sa mémoire le mépris du colon. « Je me suis fait traiter de bicot. Cela m'a déplu, non pas souverainement mais nationalement. Cela constituait pour moi une brûlure effroyable », dira-t-il plus tard [1].

Le royaume sort du colonialisme dans la douleur mais sans le paroxysme de violences, de tragédies et de souffrances

1. Hassan II avec Éric Laurent, *La Mémoire d'un roi*, Paris, Plon, 1993, p. 13.

indicibles subies par les voisins algériens. La différence tient en partie à des statuts distincts. Un protectorat est un territoire non souverain, directement administré par la métropole. Pour en prendre le contrôle, l'empire a mené une guerre de trente ans qui a fait plus d'une centaine de milliers de victimes dans la résistance, selon l'historien Daniel Rivet. Sans compter les tribus décimées par les combats dans le Rif, cette région montagneuse du nord du pays. À l'est, l'Algérie est à la fois une colonie qui a subi une conquête sanglante et est divisée en trois départements français. Elle se dessine sur la carte de France dans les salles de classe hexagonales. Le Maroc, lui, est modelé par le maréchal Lyautey qui a maintenu des institutions locales placées sous le contrôle de la métropole.

D'un point de vue français, perdre le Maroc signifie se séparer d'une excroissance, perdre l'Algérie équivaut à s'amputer. Du point de vue maghrébin, le nouveau Maroc s'érige sur des fondations nationales consolidées par des siècles de pouvoir monarchique tandis que la nouvelle Algérie n'en a pas ou si peu.

Dès le divorce avec Paris prononcé, le sultan Mohammed V se donne le titre de roi, une distinction censée effacer les clivages ethniques et régionaux et gommer l'opposition entre Arabes et Berbères. Hassan comprend très vite que l'indépendance arrachée à la France ne sera pas, comme disait Yasser Arafat à propos de la révolution, « une partie de pique-nique ». Les alliés d'hier, les nationalistes de l'Istiqlal et la gauche, sont en embuscade dans la rue comme dans les rouages du nouvel État.

Mohammed V nomme Moulay Hassan chef d'état-major des Forces armées royales, la nouvelle armée à mettre en ordre de marche. Sa mission est d'écraser le soulèvement des Rifains qui s'estiment marginalisés et négligés par le pouvoir central. Il s'en acquitte au prix d'une répression

féroce. Une fois sa mission accomplie, il ne remet plus jamais les pieds dans cette région indocile qu'il traitera avec dédain. Durant l'épreuve du feu, son avion est touché à l'arme légère par un tir. Il a déjà la *baraka*, la chance que l'islam attribue aux descendants du Prophète. En domptant la rébellion du Rif, Moulay Hassan impose sa stature d'homme à poigne et se hausse au niveau de son père. Il est crâneur, séducteur et impulsif. Dans la vie privée, il apprécie les virées nocturnes et les jolies femmes, comme la comédienne française Etchika Choureau, le grand amour de sa vie et égérie éphémère du cinéaste Michelangelo Antonioni. En 1961, à la disparition subite de Mohammed V, il est aguerri et se voit d'emblée en défricheur et bâtisseur. Hassan II instaure une monarchie constitutionnelle de droit divin accoudée sur un parlement sans pouvoir issu du multipartisme et élu au suffrage universel.

« Une tête servie sur un plateau d'argent »

En ces années d'agitation révolutionnaire et tiers-mondiste, la gauche conteste ses prérogatives. Arrêtés et torturés, les adversaires du régime sont incarcérés. Hassan II manie le bâton et la carotte face à des opposants qui hésitent entre la rupture radicale et l'entrisme. Ces derniers ont un pied dans le système, un autre dans la dissidence. Le temps est aux foyers d'insurrection guévariste. Mehdi Ben Barka, chef de file du camp progressiste et ancien professeur de mathématiques du roi, brandit l'étendard de l'Internationale socialiste. Aux frontières, les jeunes États marocain et algérien se disputent pour une querelle de bornage. La guerre des Sables ne dure que quinze jours mais inaugure une méfiance réciproque et un conflit latent entre les deux voisins.

À Casablanca, l'aiguille du baromètre politique est, en 1965, sur la position tempête. La capitale économique est

agitée par de graves émeutes. Hassan II engage un mouvement de balancier. « Tu m'as mis à l'épreuve, cher peuple », déclare-t-il avant de promettre à la gauche de gouverner. Méfiant, Ben Barka récuse une offre qu'il juge minée.

Hassan II instaure l'état d'urgence. Le général Mohamed Oufkir, son chef de la sûreté, commande l'enlèvement de l'opposant vedette à l'étranger et ouvre un chapitre de série noire dans le roman du règne de son maître. Le 29 octobre à midi, Mehdi Ben Barka, coiffé d'un chapeau et portant des lunettes noires, monte à bord d'une 403 garée devant la brasserie Lipp, la cantine du Tout-Paris, pour ne plus réapparaître. Antoine Lopez, dit « Savonnette », inspecteur à Air France et petit télégraphiste de l'antenne au Maroc du SDECE, l'ancêtre de la DGSE, s'est entouré de truands et de barbouzes pour exécuter le rapt avec la complicité de vrais agents français. Sa mission accomplie, il prévient Oufkir : « Le colis est arrivé ! »

En janvier, les révélations de Georges Figon, un fils de bonne famille dévoyé, mêlé à l'affaire et accusant Oufkir d'avoir torturé et fait tuer le disparu, lancent l'enquête dans la presse. Le mystère du crime sans cadavre devient un feuilleton aux répercussions mondiales. À l'Élysée, l'affaire ulcère de Gaulle. Le général congédie le chef de ses services secrets. Un mandat d'arrêt international est lancé contre Oufkir et son adjoint, Ahmed Dlimi. Le scandale ouvre une crise diplomatique entre Paris et Rabat. Ahmed Dlimi se rend finalement à la justice française le jour de l'ouverture du procès aux assises.

« Il y a un accord pour enterrer l'affaire »

L'épilogue judiciaire de l'affaire est dénué de logique : Antoine Lopez écope de huit ans de prison, Ahmed Dlimi

est acquitté alors que le général Oufkir est condamné par contumace à la réclusion à perpétuité. Cherchez l'erreur !

Soixante ans après les faits, le dossier n'est toujours pas clos. Il a connu un regain d'intérêt après la mort de Hassan II. À partir de 2005, le juge parisien Patrick Ramaël relance les investigations. Il enquête au Maroc, perquisitionne le siège de la DGSE à Paris, interroge Driss Basri, l'ex-ministre de l'Intérieur et ancien homme fort du roi. Il souhaite fouiller le PF3 (PF pour Point fixe), un ancien centre de détention clandestin à Rabat devenu une orangeraie, où pourrait être enterrée la tête de Mehdi Ben Barka. Son travail est entravé. Pour Mohammed VI, le travail de mémoire sur le passé ténébreux du règne de son père ne va pas jusqu'à sortir ce cadavre du placard. Confronté au manque de coopération des autorités judiciaires marocaines, le juge Ramaël abandonne. Bachir Ben Barka, le fils du disparu, entretient presque seul la flamme. Quant à la vérité… « On sait que cette disparition a été le résultat d'un plan qui implique évidemment les Marocains avec des complicités françaises, peut-être américaines, sans doute israéliennes », commentait en 2019 sur le site du *Figaro* l'écrivain Gilles Perrault, décédé en 2023. « Ben Barka dérangeait beaucoup de monde. Il y a un accord pour enterrer l'affaire comme a été enterré Ben Barka », ajoutait-il.

Plusieurs hypothèses macabres entourent le sort de la dépouille : le corps aurait été coulé dans du béton près d'une autoroute en région parisienne, découpé en morceaux, dissous dans une cuve d'acide sur les conseils du Mossad, jeté dans la chaux ou enterré sous la mosquée d'Évry.

Dans une interview publiée le 4 mars 2000 dans *Le Figaro*, le docteur François Cléret, ancien médecin personnel de Mohammed V, puis de Hassan II, avance une

version alternative. Il affirme que la tête de Ben Barka a été présentée au roi dans son palais de Rabat sur un plateau d'argent. Le médecin aurait été témoin de la scène. Fils d'un dentiste militaire français et d'une Tibétaine, François Cléret est un ancien d'Indochine. Opposant au régime de Vichy, il œuvrait durant la Seconde Guerre mondiale pour les services secrets américains : il cachait les pilotes américains abattus sur le territoire indochinois par les Japonais qui l'ont finalement capturé. Cléret fut l'émissaire du général Leclerc auprès de Hô Chi Minh et rencontra le sultan Mohammed Ben Youssef à Madagascar durant l'exil de ce dernier. Le souverain l'engagea et fit du docteur son confident avant qu'il ne devienne le médecin personnel de son fils Hassan II avec qui les rapports se dégradèrent au fil des années. Il fut retenu à l'isolement, un châtiment que Hassan II n'hésitait pas à appliquer aux membres de sa famille. Le médecin le soupçonnait de vouloir l'éliminer en raison des secrets qu'il aurait pu livrer. Il prit la fuite en juillet 1967 après une tentative d'empoisonnement.

Installé dans le quartier de Beaugrenelle, près de la tour Eiffel, François Cléret m'avait reçu en prélude à la parution de son livre de souvenirs intitulé *Le Cheval du roi* dont les épreuves venaient de sortir de l'imprimerie. Il confiait avoir écrit l'ouvrage non pas tant pour soulager sa conscience que pour aider financièrement sa fille dont la maladie nécessitait des soins coûteux. Sa parfaite connaissance du sérail, sa sincérité apparente et l'absence de volonté de régler des comptes donnent du crédit à son témoignage. Le prince Moulay Hicham, cousin de Mohammed VI et cinquième dans l'ordre de succession au trône, confirme d'ailleurs dans son livre *Journal d'un prince banni*, publié en 2014, que le récit du médecin aujourd'hui décédé circulait bien dans l'entourage immédiat de Hassan II.

J'avais été mis en relation avec Cléret par l'un de ses amis, Yves de Chaisemartin. Malicieux, le P-DG du *Figaro* était peu soucieux des conséquences du récit sur la diffusion à 5 000 exemplaires de son titre au Maroc. Le journal avait la particularité d'être imprimé à Casablanca afin de permettre sa distribution dans les kiosques tôt le matin, avant l'arrivée par avion des autres quotidiens français mis en vente avec un jour de retard. Les autorités locales avaient ainsi la primeur de sa lecture et de sa censure. Parfois, les articles jugés indésirables, telle une enquête sur le particularisme berbère, étaient simplement caviardés et remplacés par une page de publicité. La censure pouvait aller plus loin : une simple légende accompagnant une carte utilisant l'appellation onusienne « Sahara occidental » au lieu de la dénomination officielle au Maroc « Provinces du Sud » provoqua l'ire des autorités. Le numéro du 4 mars 2000 ne sortit pas des imprimeries.

La vérité sera peut-être un jour connue, via l'exhumation d'archives par exemple. Elle n'intéressera plus que les historiens. Pour ces derniers, la disparition du chef de file de la gauche marocaine ouvre la période des « années de plomb ».

Disparitions et arrestations arbitraires se succèdent tandis que le peuple gronde. Les militants de gauche, qui tiennent le haut du pavé dans les universités, et les syndicats sont pourchassés. Ils sont suppliciés dans l'obscurité d'un ancien palais de vizir à l'abandon ou dans l'anonymat d'un commissariat, puis jugés dans un très relatif respect des droits de la défense, pour donner le change.

C'est qu'il vaut mieux éviter de se mettre à dos les démocraties occidentales…

Chapitre 3

La maman et le harem

Les noces royales ont eu lieu quelques mois à peine après l'accession au trône de Hassan II.

Le 9 novembre 1961, le nouveau souverain, alors âgé de 32 ans, épouse Latifa Amahzoune. Issue de la tribu amazighe des Zayanes, la femme qu'il a choisie pour être la mère de ses enfants a pour elle son « pedigree ». Elle est la fille du pacha de Khénifra, ville du Moyen Atlas, et son grand-père est Mouha Ou Hammou Zayani, une figure légendaire de la résistance à l'armée coloniale française. Il avait refusé de se plier aux entreprises de pacification du général Lyautey et s'était réfugié dans les montagnes d'où il conduisit une guérilla d'usure contre la Légion étrangère. Il lutta jusqu'à sa mort sur le champ de bataille en 1921, à l'âge de 80 ans. On raconte qu'aucun Français ne l'aperçut jamais, et qu'il ne vit des Français que des têtes tranchées et des cadavres.

Dans une nation aux équilibres identitaires encore fragiles, l'union du roi et de la petite-fille du rebelle consolide les liens entre la dynastie alaouite et les Berbères en donnant au futur prince héritier une identité à la fois arabe et amazighe. Du sang métissé coule dans les veines de Mohammed VI. À demi berbère, il a inscrit l'amazighe dans

la Constitution de 2011 en tant que langue officielle et patrimoine commun à tous les Marocains.

La belle Lalla Latifa est d'un caractère ombrageux. Le protocole royal l'a condamnée à l'invisibilité à perpétuité. La presse marocaine l'appelle la « mère des princes ». « Depuis que le Maroc est Maroc, il n'y a jamais eu de reine », explique Hassan II aux téléspectateurs français intrigués de ne pas la connaître. « Toutes les épouses de notre dynastie ont été morganatiques. C'est un choix très judicieux : Dieu sait que les régences féminines n'ont jamais été heureuses de par le monde. Par contre, je présente ma femme quand j'en ai l'occasion parce que je considère qu'elle est très bien élevée et très présentable. » Le protocole la confine à un statut de membre non public de la famille royale et elle n'a pas à apparaître dans les réceptions officielles. Son absence de prérogatives lui évite les foudres des représailles royales après la tentative de putsch au palais de Skhirat en 1971, auquel participe son demi-frère, le général Mohamed Medbouh. Chef de la Maison militaire du roi et commandant de la Garde royale, le mutin est passé par les armes avec neuf autres officiers de haut rang.

La « mère des princes » joue le rôle qui lui est dévolu : elle donne naissance, outre l'aîné Sidi Mohammed, à quatre enfants : trois filles – Lalla Meryem, Lalla Asma, Lalla Hasna – et un garçon, le prince Moulay Rachid. Réduite à sa fonction reproductrice, la première épouse légitime du souverain doit composer avec une rude concurrence. Grand amateur de femmes, Hassan II comptabilise une trentaine de concubines réunies dans des appartements du Méchouar dont les fenêtres grillagées donnent sur des cours. Hassan II est un féodal pour qui le harem est partie intégrante de ses attributs. Si son biculturalisme le fait lorgner en direction du Roi-Soleil, il n'oublie pas qu'il est le descendant de Moulay Ismaïl, un contemporain de Louis XIV qui entretenait un sérail de plus

de 500 femmes. Cet aïeul aurait été le géniteur, à en croire des travaux d'anthropologues, de plus d'un millier d'enfants. Hassan II reproduit la tradition de polygamie transmise de génération en génération. À la mort de Mohammed V, il a en toute simplicité remplacé le gynécée de son père par le sien.

Le harem ! Sa simple évocation ouvre en Occident la boîte à fantasmes. Le mot suggère dans l'imaginaire du « vieil homme blanc » un lieu à mi-chemin entre le bordel, le jardin d'Éden et la prison pour femmes. Au risque de décevoir les amateurs de littérature orientaliste, la description de la routine du harem de Hassan II par les auteurs qui se sont penchés sur le sujet dégage une charge érotico-exotique très relative. Le matin, les femmes assistent au réveil du roi qui, en pantoufles et en tunique, se rend à la salle du petit-déjeuner. Il s'installe un peu en hauteur, entouré des membres de sa famille et de ses principaux collaborateurs. Les concubines retrouvent leur maître pour le déjeuner. Le caftan est de rigueur, les tenues de couturiers parisiens proscrites. Le dîner est plus intime. Il est seul avec son entourage féminin dans ses appartements privés. Il y regarde pour se détendre ses films préférés : des westerns américains avec ses acteurs fétiches John Wayne ou Cary Grant. Les concubines sont parfois extraites en groupe du palais-prison pour accompagner le roi dans ses séjours à l'étranger. Les voyages sont strictement organisés et encadrés. En France, elles débarquent à l'aéroport du Bourget et sont acheminées au domicile parisien du monarque. Des agents de sécurité veillent sur elles durant les promenades et le shopping.

La « mère des princes »

Le roi a ses favorites, dont la cote varie au gré de son bon plaisir. Certaines sont des femmes couvertes d'or et

influentes, comme Farida ou Halima, la marraine du prince héritier. Quand le vent tourne, elles risquent la cravache ou le cachot. Dans les années 1990, une révolution technologique bouleverse leur entre-soi : le téléphone portable sort les favorites du confinement mental. Un petit monde se lézarde. Dans sa jeunesse, Sidi Mohammed est mi-troublé, mi-révulsé par cet univers. Dès la mort du roi, il juge la coutume du harem barbare et anachronique et le ferme.

Durant son mariage, la « mère des princes » compose avec son roi volage et lui aurait rendu à sa manière la pareille en entretenant une liaison avec Mohamed Mediouri, le chef de la sécurité royale. Selon le journaliste Jean-Pierre Tuquoi, le roi, informé de la rumeur, aurait laissé faire. Engagé au service de Sa Majesté alors qu'il était un simple commissaire de police, Mediouri a été propulsé aux plus hautes fonctions en aidant Hassan II à faire échouer le putsch des cadets à Skhirat. Il est les yeux et les oreilles de son roi dans les couloirs des palais et bien au-delà. Rien n'est censé lui échapper, d'une dispute entre concubines du harem aux combines financières des courtisans en passant par les tribulations du prince héritier.

Lalla Latifa et Mohamed Mediouri se sont mariés en France en mai 2000, moins d'un an après le décès de Hassan II. Mohammed VI n'a pas assisté à ces secondes noces. Il a auparavant relevé de ses fonctions son futur beau-père et rompu avec sa mère qui s'est installée avec son compagnon à Neuilly-sur-Seine, loin des regards de la cour. Depuis, l'eau a coulé sous les ponts de la Seine et Mohammed VI s'est rendu au chevet de la vieille dame.

Rentrée au Maroc après la dernière visite parisienne de son fils, elle est décédée le 29 juin 2024.

Chapitre 4

Les années de plomb

À l'épreuve des années, le pouvoir de Hassan II se révèle fragile. Aux crises sociales s'ajoute le cortège des trahisons. Le 10 juillet 1971, des putschistes de l'École militaire royale attaquent sa résidence d'été de Skhirat pendant qu'il célèbre son anniversaire avec ses invités. Enfermé dans une pièce, le roi s'en sort en retournant ses agresseurs. Le 16 août 1972, son avion est mitraillé en plein vol par des chasseurs marocains au retour d'une visite en France. La chance et la ruse sont de son côté. L'appareil posé sur le tarmac de l'aéroport de Rabat, il échappe aux militaires séditieux et organise la riposte. L'auteur de la tentative de coup d'État, le général Oufkir, se suicide avec un remarquable talent de contorsionniste. Son corps est criblé de cinq balles : dans le cœur, le foie, la clavicule, le bras et l'arrière de la tête.

Devenu paranoïaque et insensible, Hassan II élève la cruauté à un niveau de violence réservé à quelques tyrans et aux grands mafieux. Il interne les opposants, les acteurs du coup d'État, mais aussi leurs proches. Fatéma, l'épouse d'Oufkir, disparaît pendant dix-neuf ans avec ses enfants, ballottée de résidences surveillées en forteresses infestées de scorpions et de rats. La vengeance royale a pour épicentre un bagne maudit. Introuvable sur une carte d'état-major, il

est perdu dans un désert. Nul prisonnier ne s'échappe de la prison secrète de Tazmamart, où les conditions de captivité sont inhumaines. Les détenus croupissent enfermés à perpétuité dans des cellules sordides. Ils sont claquemurés vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans de sombres cachots, subissant le gel l'hiver et la fournaise l'été. Ils sont battus et humiliés, ne mangent pas à leur faim, n'ont pas accès aux soins de santé. Trente-cinq séquestrés, soit plus de la moitié des bagnards, ne sortiront pas vivants de cet enfer.

Face à l'adversité, le travail et l'autoritarisme sont des refuges. Insomniaque, le despote épluche ses dossiers la nuit et s'entoure le jour de conteurs et de… fous du roi. Ces confidents sont censés le connecter aux « vraies gens » et l'extraire de la complaisance et de la fatuité des courtisans. Il compromet ses conseillers et ses proches, offrant à l'un un business juteux pour son fils, à l'autre des terrains à Essaouira.

« J'énerve »

As du marketing politique avant même son invention, le roi vend avec succès à l'étranger un Maroc de carte postale. Gilbert Trigano inaugure dès 1961 le Club Méditerranée d'Al Hoceïma. Hassan II donne l'image cathodique d'un monarque décontracté, soufflant les volutes de ses cigarettes blondes insérées dans un précieux fume-cigarette, s'exprimant sur tous les sujets avec brio et un solide sens de la repartie. Il traite ses dossiers sur le green de jour comme de nuit grâce aux projecteurs qu'il a fait installer sur son terrain de golf. Il développe le tourisme, plante des tomates pendant que les Algériens dressent des derricks, rejette le « socialisme scientifique » dans lequel tant de pays du tiers-monde s'enlisent et opte pour son plus grand profit en

faveur d'un modèle économique libéral piloté par ses courtisans. Le monarque possède autant de terres qu'il le veut. De nouveaux palais et sa grande mosquée de Casablanca se construisent avec les deniers des caisses de l'État. Hassan II aime le luxe tapageur. Il apprécie les belles voitures – Jaguar, Rolls-Royce, Bentley, Mercedes –, collectionne les montres de grandes marques, les costumes parisiens de chez Smalto, son tailleur attitré. Son dressing est rempli de milliers de cravates et de paires de chaussures.

Si occidentalisé et si profondément arabe, si cultivé et si séduisant, Hassan II plaît autant dans les milieux d'affaires que dans le monde politique français de droite et de gauche. Il agace aussi et en est fier.

« J'énerve. D'autant plus que je manie trop bien le français, et je connais trop bien vos réflexes sans être des vôtres », remarque-t-il [1].

Hassan II cultive avec brio la représentation satisfaite de son ego. Il écrit le roman de son règne où la démesure et l'extravagance côtoient la brutalité et la bassesse. Il est shakespearien, version *Scarface*. Une région attisant les convoitises depuis des siècles va être l'occasion pour lui de renforcer son trône.

La Marche verte

Aux confins du plus grand désert du monde, le Sahara occidental, un territoire caillouteux de 266 000 kilomètres carrés (la moitié de la France métropolitaine), est une colonie espagnole depuis 1860. La région cristallise le rêve des nationalistes marocains d'un « Grand Maroc », englobant sur les cartes d'état-major aussi bien les enclaves espagnoles

1. Interview par Anne Sinclair, *7/7*, TF1, 1993.

de Ceuta et Melilla que ce morceau de désert ou une partie de l'Algérie. Les tribus sahraouies autochtones, quant à elles, réclament leur indépendance, selon le principe de l'autodétermination des peuples.

En 1975, alors qu'à Madrid la chute du régime franquiste est annoncée, Hassan II se saisit d'une occasion unique de rassembler son peuple, dans un élan nationaliste et patriotique. À la suite d'une décision contestée de la Cour internationale de justice de La Haye reconnaissant aux tribus sahraouies leur droit à l'autodétermination, le monarque crée l'union sacrée, le 6 novembre 1975, en lançant la Marche verte, un mouvement pacifique de conquête du Sahara espagnol. L'euphorie s'empare de tout un peuple. Une colonne de 350 000 marcheurs converge vers la frontière des « Provinces du Sud spoliées par les colonisateurs », où les attendent les soldats de Franco. « Si un Espagnol tire sur toi, poursuis ta marche, armé de ta seule foi », ordonne Hassan II à ses partisans. Les manifestants brandissent dans une main le drapeau rouge marocain frappé de l'étoile verte et dans l'autre un coran. L'écrivain Tahar Ben Jelloun évoque « un moment fulgurant ». Il est surtout fort opportun. À Madrid, le vieux dictateur Franco agonise. Juan Carlos, le chef de l'État par intérim qui n'est pas encore proclamé roi, répugne à entamer son règne dans un bain de sang et opte pour le désengagement.

Le retrait espagnol est scellé par les accords de Madrid, qui partagent la région entre le Maroc et la Mauritanie. « Pour la première fois depuis des siècles, le territoire du Maroc cessait de s'amenuiser et même se dilatait en direction du sud », note l'historien Daniel Rivet [1]. La Marche verte a, selon lui, réactivé dans la psychologie des profondeurs d'un peuple des souvenirs remontant au temps de la

1. Daniel Rivet, *Histoire du Maroc*, Paris, Fayard, 2012.

dynastie des Almoravides des XI^e^ et XII^e^ siècles. À Rabat, la classe politique célèbre le « réunificateur ».

S'ouvrent alors treize années d'un long conflit opposant le royaume, décidé à avoir la mainmise sur ce territoire, au Front Polisario, qui réunit les tribus sahraouies depuis 1973, et à son parrain, l'Algérie. Un cessez-le-feu est signé en 1991, au terme duquel les positions se figent : la muraille du Sahara tranche le désert sur 2 700 kilomètres de la frontière algérienne, au nord-est près de Tindouf, jusqu'aux plages de l'océan Atlantique, aux portes de la Mauritanie. Tapissée de centaines de milliers de mines antipersonnel, elle est hérissée de bunkers, de batteries d'artillerie et flanquée de fossés antichars. Ses doubles ou triples remblais sablonneux sont surveillés par des radars et des drones, sauterelles bourdonnantes. Sa protection mobiliserait plus de 100 000 militaires. La région n'a pas de statut juridique international. L'ONU considère ce territoire décolonisé comme occupé et en attente d'attribution officielle. Rabat contrôle 80 % du territoire et le Front Polisario les 20 % restants.

En polarisant les esprits sur une cause « sacrée », Hassan II a réussi un habile coup politique : son trône est renforcé par le bouillonnement nationaliste alors qu'il tanguait dangereusement.

Le monarque conforte alors son pouvoir en s'appuyant sur l'homme fort du royaume : Driss Basri, nouveau chef de la sûreté. Un flic pur jus. Avec lui, la fonction d'homme lige s'étoffe d'un volet politique : le chaouch du roi exerce les fonctions de ministre de l'Intérieur. Il surveille, punit et rebat les cartes électorales avec la même efficacité.

Et une fidélité absolue à son maître.

Chapitre 5

Notre précieux ami

La Realpolitik se décline aussi à la sauce marocaine.

Fidèle allié des Occidentaux, Hassan II privilégie clairement le réalisme en politique étrangère. Son pragmatisme sait toutefois se teinter d'audace. Singulières, ses initiatives font résonner une petite musique différente dans le concert des nations arabes. Il est le monarque d'un pays excentré du monde arabo-musulman, passerelle entre l'Occident et l'Orient, et un porte-parole de la cause arabe dans les grandes capitales à l'époque de la guerre froide. À défaut d'être entendu, il est écouté. Manœuvrier, il cultive le paradoxe pour parvenir à ses fins. Il demande l'adhésion au Marché commun européen sans ignorer qu'elle est impossible : il s'agit de négocier un statut commercialement avantageux avec Bruxelles.

L'affaire Ben Barka, lourde de conséquences diplomatiques, n'eut jamais de répercussions économiques. Hassan II s'entend avec le dictateur libyen Mouammar Kadhafi, l'ennemi juré de ses amis américains, dans un projet d'union mort-né visant à isoler les indépendantistes du Front Polisario. Il réitère l'opération avec la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA), fondée en 1989 avec l'Algérie, la Libye, la Mauritanie et la Tunisie : le projet

aurait pu changer la face du Maghreb et contribuer à sa prospérité. Il ne résiste pas aux rivalités. Il est surtout un précurseur du rapprochement entre Israël et ses voisins arabes en prenant le contre-pied des pays du « front du refus » qui nient l'existence de l'État d'Israël qualifié d'« entité sioniste ».

Le roi ouvre les canaux d'une diplomatie parallèle, navigue entre les deux camps, n'hésite pas à fournir des informations sensibles à Israël sur les orientations du régime syrien et de son chef Hafez el-Assad qu'il exècre, et ses agents collaborent avec le Mossad. Hassan II joue un rôle de catalyseur dans les premières rencontres entre Israéliens et Palestiniens à l'origine de la signature, en 1993, des accords d'Oslo. Il défend les Palestiniens tout en conservant l'estime de bon nombre d'Israéliens d'origine marocaine qui ont, par nostalgie du pays, son portrait accroché dans le salon de leur appartement d'Ashdod ou de Jérusalem Ouest. Hassan II n'a pas entravé leur départ vers la Terre promise. La communauté juive marocaine, qui comptait 230 000 individus en 1948, l'année de la création de l'État hébreu, s'est réduite à quelques milliers de personnes, âgées pour la plupart, à la fin de son règne. L'un de ses conseillers les plus influents est André Azoulay et il compte pendant quelques années, dans son gouvernement, Serge Berdugo, ministre du Tourisme – « un poste qui ne sert à rien au Maroc », dira plus tard celui qui est le président de la petite communauté israélite de Casablanca et ambassadeur sans portefeuille de Mohammed VI.

« Vous ne serez jamais français »

Favorable à l'immigration mais contre l'intégration des Marocains en France, le roi estime que la fibre nationale se

dilue en vivant en dehors de la patrie. Pour lui, un bon travailleur immigré est un travailleur qui envoie son argent au Maroc et à la fin rentre chez lui. « Vous ne serez jamais français », lance-t-il aux Marocains dans *L'Heure de vérité* sur Antenne 2 en février 1989. Atypique, il ne croit pas, en dépit de sa double culture, à la réussite des mariages mixtes et regrette la déchristianisation de l'Occident.

À Rabat, la cour est un théâtre de la comédie humaine. Côté pile, elle se prosterne, côté face, elle se livre à des trafics en tout genre. Le Palais royal compte 3 000 employés, dont des centaines de serviteurs. Les laquais exercent des métiers de petites mains de père en fils, de mère en fille. Pour eux, le temps semble s'être arrêté depuis des générations. Il s'est figé dans des coutumes d'un autre âge. Un valet est préposé au rituel de la babouche : il chausse et déchausse le monarque à son entrée et à sa sortie de la mosquée. Appelés les *abid*, les serviteurs sont les descendants des esclaves noirs des sultans alaouites. Ils sont surveillés par les « esclaves du feu », une police intérieure dont les membres forment une classe supérieure. Les employés soupçonnés d'indélicatesse et à l'occasion les courtisans en disgrâce risquent des châtiments ou le cachot sans autre forme de procès.

Au tournant des années 1990, *Notre ami le roi*[1], le fameux livre-brûlot signé Gilles Perrault, ouvre une brèche. Les « jardins secrets » du monarque sont inondés par les livres de révélations de Malika Oufkir ou d'Ali Bourequat, un homme d'affaires ayant eu ses entrées à la cour, enlevé avec ses deux frères puis détenu à Tazmamart. Lorsque *Notre ami le roi* est publié, Hassan II assume, se défausse ou déplore Tazmamart selon les interlocuteurs. Il a compris qu'avec la chute du Mur de Berlin et le vent de démocratisation qui l'accompagne, il n'est plus indispensable aux

1. Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, Paris, Gallimard, 1990.

Occidentaux. Il ferme son bagne en 1991 et tire les enseignements de la crise en adaptant son logiciel politique. La gauche traditionnelle rentre dans le rang à mesure que, cran par cran, l'étau intérieur se desserre. Des ultras s'intègrent à un système monarchique dont la force repose, au gré des circonstances, sur sa capacité de neutralisation et d'intégration des voix dissidentes

Le régime entame sa mue. Hassan II veut avant de partir confier la gestion quotidienne des affaires à l'opposition sans qu'elle touche à ses grandes orientations. Il propose une réforme du bas vers le haut mais sous contrôle, alors que l'écart entre riches et pauvres est immense et que la corruption freine les initiatives et le développement. La gauche est contrainte après bien des réticences d'accepter la proposition. En refusant, elle risque de perdre son crédit sans l'avoir utilisé et d'ouvrir un boulevard à la contestation islamiste qui monte. Mais sa longue traversée du désert a rogné sa substance, ses forces militantes et ses idéaux. C'est la dernière scène du dernier acte. Le roi peut s'en aller en laissant à son fils un pays apaisé.

Chapitre 6

Au Collège royal

Dès son plus jeune âge, Smit Sidi (littéralement « Monseigneur ») est confié aux bons soins d'une gouvernante française. Il loge dans la villa des Princes en compagnie de ses sœurs et de son frère, Moulay Rachid, son cadet de sept ans. L'enfant appelle son père « papa », puis à la puberté « Sa Majesté ». Il est entouré de ses domestiques, de ses jouets et de ses chiens. Plus grand, il en possédera sept, dont un braque offert par Valéry Giscard d'Estaing.

Son père est exigeant. Hassan II préfère la nullité à la médiocrité, vomit les tièdes. Il lui inculque sa recette pour devenir un gagnant, mériter l'excellence et légitimer la place que lui a conférée l'hérédité : la maîtrise des émotions. Pas question de pleurnicher ! Il impose les vertus d'une éducation rigide, austère et spartiate, à coups de trique si nécessaire. « Chez nous, dans la société marocaine, Freud, nous ne connaissons pas », déclare-t-il en 1996 dans une interview [1]. « On manipule ses enfants directement, même si ça fait mal à une jointure. »

Au Collège royal, la classe est habillée à l'occidentale et les élèves sont assis sur des bancs posés comme dans une

1. Dominique Lagarde, « Mohammed VI élevé pour régner », *L'Express*, 29 janvier 1999.

médersa autour du professeur. Les professeurs l'appellent Monseigneur et rendent compte quotidiennement de son travail au monarque. Noblesse oblige, l'enfant sort toujours premier des classements, quelle que soit la matière dispensée. Il en va de même en sport. L'équipe de foot du prince héritier gagne, même quand les adversaires sont meilleurs. Au tir au fusil, les cibles sont trafiquées et les armes de ses adversaires déréglées pour lui donner l'avantage en dépit des protestations de son géniteur.

« Me promener un peu, seul, sur les quais »

Dans un reportage télévisé qui lui est consacré, Smit Sidi apparaît en 1976 sur Antenne 2, la deuxième chaîne française, en gamin charmant et doux. Il dit son goût pour le volley-ball, la natation et les courses dans les allées des jardins au volant de ses mini-voitures électriques. Les sciences naturelles et les arts plastiques sont ses matières préférées. Ses enseignants le décrivent comme un enfant « docile, gentil, attachant, pas prétentieux ni orgueilleux ». Il a un tempérament artistique : il est doué pour l'aquarelle et a un bon coup de crayon. « Il est timide avec les étrangers quand il y a du monde qui vient, sinon il n'est pas timide », dit de lui sa sœur aînée Lalla Meryem. Interrogé par la journaliste qui lui demande ce qu'il aimerait faire s'il pouvait sortir à Paris, il répond : « Me promener un peu, seul, sur les quais. » Un désir qui ne le quittera jamais.

Les professeurs sont marocains ou français. Certains enseignants autochtones de cette institution unique en son genre ont poursuivi des carrières politiques. Ceux venus de France sont des agrégés sous contrat recrutés par le ministère français de l'Éducation nationale. Ils sont payés en partie par Paris selon des accords toujours en vigueur et

recrutés pour quelques années à partir d'annonces publiées en interne.

Le Collège royal, appelé à sa création en 1942 Collège impérial de Rabat, a été fondé dans le périmètre du Méchouar par le sultan Mohammed V afin d'assurer une éducation de qualité à ses enfants. Le sultan avait été instruit par des précepteurs. Il connaissait le Coran par cœur mais parlait mal le français et avait dû interrompre ses études pour régner à l'âge de 18 ans. Le Collège royal demeure une école d'esprit et de culture franco-arabe au service des descendants de la dynastie alaouite. Pour chacun d'eux, on compose de toutes pièces un milieu propice à l'entraîner vers le haut. Les enfants choisis pour entourer dans leurs études les princes et les princesses sont issus de toutes les classes sociales. Le tri des candidats se fait au mérite, sur dossier.

Les camarades de Smit Sidi l'accompagnent jusqu'au baccalauréat. Ils sont onze comme dans une équipe de football. Quatre d'entre eux sont des enfants du Makhzen et sept des jeunes dits « méritants », venant de diverses régions du royaume. C'est sur cette équipe que Mohammed VI va s'appuyer pour gouverner tout au long de son règne.

En 1975, Sidi Mohammed et ses camarades voient débarquer dans l'établissement un petit nouveau portant le même prénom que lui, le fils du cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyane, fondateur des Émirats arabes unis, une nation indépendante depuis à peine quatre ans. Le futur M6 et le futur MBZ (Mohammed ben Zayed) sympathisent. Les deux dauphins skient ensemble l'hiver à Ifrane, dans les montagnes du Moyen Atlas. Envoyé par son père au Maroc, il dispose d'un passeport avec un nom différent du sien pour apprendre à vivre incognito. Le prince émirati habite seul, fait sa lessive et travaille dans un café. Le 6 novembre 1975, l'adolescent participe à la Marche verte aux côtés des

centaines de milliers de Marocains pour affirmer l'appartenance du Sahara occidental au royaume. Quarante-cinq ans plus tard, le 4 novembre 2020, les Émirats arabes unis sont le premier pays arabe à inaugurer un consulat général à Laâyoune, dans la partie de l'ancienne colonie espagnole contrôlée par le Maroc.

Les laudateurs du Collège royal le considèrent comme un creuset d'excellence. Mohammed VI en fait partie. Il a maintenu la tradition pour ses deux enfants, son fils Moulay Hassan et sa fille Lalla Khadija. Ses détracteurs mettent en avant ses effets pervers. Le prince Hicham El Alaoui, qui a effectué une partie de sa scolarité dans l'établissement, estime qu'il fabrique des « janissaires » coupés de leur environnement familial, ayant intégré très tôt les codes de l'obéissance, une élite apte à diriger mais déconnectée de la réalité en dépit de l'origine populaire de certains élèves. Selon lui, cette institution forge une génération empreinte de rancœur. « Des oligarques et des potentats grisés par les abus de pouvoir », assène-t-il même [1].

1. Entretien avec l'auteur, décembre 2024.

Chapitre 7

La dolce vita

En 1981, pour récompenser l'obtention de son baccalauréat avec mention, Moulay Mohammed se voit offrir… une villa : la résidence des Sablons, au cœur de Rabat. Majeur et bachelier, il bénéficie désormais d'une relative autonomie de mouvement, même s'il ne peut s'émanciper de l'ombre ni du regard vigilant de son père. Mohamed Mediouri, le garde-chiourme du Palais, et Driss Basri, le « premier flic du roi », le surveillent. Il est espionné, tracé, traqué. Les années 1980 sont malgré tout le temps des copains et de l'insouciance. Des études supérieures aussi qu'il mène à Rabat plutôt que dans une université de premier plan dans un pays anglo-saxon ou en France. Une exigence de son père qui ne veut pas qu'il s'éloigne pour l'avoir à l'œil. Ses camarades du Collège royal constituent son cocon. Promis à des carrières dans les rouages de l'État, ils sont plusieurs à étudier, comme lui, à l'université Mohammed-V et à squatter sa résidence des Sablons. Son complice, Fouad Ali El Himma, a pris un appartement dans le centre de Rabat, au-dessus de l'Amnesia, le haut lieu des nuits branchées. C'est pratique pour sortir en boîte sans attirer l'attention. Le prince héritier fréquente Le Crépuscule, un restaurant voisin du palace La Tour Hassan. Ses amis sont reconnaissants de ses largesses et la clientèle loue sa simplicité.

« À Paris, il faisait fermer les magasins pendant ses emplettes »

Le Rabat d'avant la mondialisation est une ville de fonctionnaires aux allures provinciales. Elle n'a pas l'agitation de Casablanca, la folie de Tanger ou l'authenticité de Fès. Son centre, avec ses boutiques surannées, ses palmiers et ses rares terrasses de café, suinte l'ennui. Les « Champs-Élysées de Rabat », quand on est jeune et riche, donnent envie de partir loin, très loin. Le prince héritier ne résiste pas à l'appel du large. Moulay Mohammed voyage avec des liasses de devises fournies par l'intendance du roi. Il descend au Ritz à Paris, au Claridge's à Londres, au Hemsley ou au Plaza à New York, où le personnel est reconnaissant de sa prodigalité, gage de discrétion. Une noria d'invités, de domestiques et d'anges gardiens l'escorte. Lors de ces visites, il est beaucoup question de shopping, ou plutôt de razzias dans les boutiques à la mode des capitales européennes ou dans les magasins de gadgets technologiques dernier cri et de matériel de musique de Manhattan. « À Paris, il faisait fermer les magasins pendant ses emplettes. Chez Shogun, un magasin d'ameublement alors tendance de l'avenue des Ternes, il s'était offert un lit à baldaquin XXXL plutôt que le fauteuil en rotin Emmanuelle que la maison se flattait d'avoir dessiné », se souvient un ancien de la DGSE, les services secrets français [1].

Ces moments de liberté laissent peu de place à la culture. Les réveils sont tardifs. On enchaîne les courses du côté de la place Vendôme, le cinéma sur les Champs-Élysées, les dîners en bande, avant l'inévitable virée en discothèque…

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

Chapitre 8

L'apprenti roi

En 1985, le futur roi obtient sa licence en droit à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat. Le sujet de son mémoire porte sur *L'Union arabo-africaine et la stratégie du royaume du Maroc en matière de relations internationales*. Il témoigne d'un tropisme africain qui se confirmera. En 1987, il obtient un certificat d'études supérieures en sciences politiques, puis l'année suivante un DEA en droit public.

Dans son enfance, le dauphin, flanqué de son frère cadet, est préposé à la remise des coupes aux sportifs. Sa première apparition sur la scène internationale est précoce : à l'âge de 11 ans, il représente Hassan II aux obsèques de Georges Pompidou, le 6 avril 1974. Seul enfant présent dans la cathédrale Notre-Dame de Paris, en djellaba et tarbouche, il semble un peu perdu au milieu des grands de ce monde…

Dès sa majorité, il parcourt la planète de sommets en remises de messages personnels du roi. Son activité diplomatique est qualitativement moindre que celle de son père au même âge. Hassan II pouvait se targuer d'avoir rencontré en 1943 à l'hôtel Anfa de Casablanca, à l'âge de 14 ans, Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill. Le Président américain et le Premier ministre britannique préparaient

l'invasion de la Sicile et de l'Italie pendant que les généraux de Gaulle et Giraud s'écharpaient dans les jardins.

Vivre à l'ombre d'un Roi-Soleil n'est pas une sinécure. Hassan II tient son dauphin à l'écart des prises de décision importantes et ne le convie qu'aux rendez-vous diplomatiques de seconde zone. Il est invité à palabrer avec les amis gabonais ou à saluer des dignitaires d'Europe de l'Est. Le père manque-t-il de confiance en son fils ? Au sujet de Hassan II, qui n'évoque jamais sa succession, Moulay Hicham raconte dans son livre, *Journal d'un prince banni*, une plaisanterie qui circule à Rabat : en déplacement à Alger, Hassan II présente Sidi Mohammed et Moulay Hicham à Chadli Bendjedid, le Président algérien. « Je vous présente mes dauphins », dit-il. « Et voici mes requins », répond le chef de l'État algérien en désignant ses généraux [1].

« L'inquiétude du roi a été supérieure à celle du père »

Durant ses années d'apprentissage, le prince héritier n'est pas autorisé à donner son avis en public. Ceux qui le rencontrent le trouvent « posé », « intelligent », avec des « fulgurances ». Ils insistent sur sa « sensibilité » et son « humanité ». D'autres soulignent son caractère « très réservé » et « introverti ». Sidi Mohammed se détend en privé. Son entourage le dit « espiègle », « impulsif » et « drôle ».

Et casse-cou. En septembre 1985, le prince fonce au volant d'une Mercedes vers un complexe touristique qu'il doit inaugurer. Il roule à tombeau ouvert, glisse dans un virage, percute un palmier et tombe dans un fossé. Il s'en tire avec une épaule cassée. Son père pique une colère

1. Moulay Hicham El Alaoui, *Journal d'un prince banni*, Paris, Grasset, 2014, p. 117.

homérique. Il confie dans une interview avoir éprouvé une « double inquiétude » : « L'inquiétude du roi a été supérieure à celle du père. Je me suis rendu compte que le prince héritier avait frôlé la catastrophe. Je voyais vingt années d'éducation, de formation complètement anéanties. » Driss Basri redouble ses efforts pour « le protéger de lui-même ». À 25 ans, le futur Mohammed VI effectue son premier séjour prolongé en solo hors des frontières. Il se rend à Bruxelles en novembre 1988, pour un stage d'observation dans les services de Jacques Delors, président de la Commission européenne et ancien ministre de l'Économie et des Finances de François Mitterrand. Il reste huit mois en Belgique, logé avec ses proches dans une villa d'une banlieue huppée de la capitale européenne. Le stagiaire assiste aux réunions de travail et tourne dans les différentes directions de la Commission. Sidi Mohammed se montre appliqué et travailleur. Les hauts fonctionnaires européens qui l'ont côtoyé se souviennent surtout de sa cheville cassée à l'occasion d'une chute dans un couloir et du bureau de ses gardes du corps. Ces derniers posent sur la table leur flingue et à l'heure du déjeuner leur sandwich. « On n'a pas l'habitude de voir ça ici », signale un fonctionnaire à l'un d'eux. Le gorille range alors dans un tiroir son… casse-croûte. Dans les clubs bruxellois, le prince laisse en revanche l'image d'un bringueur.

La parenthèse bruxelloise refermée, le prince héritier est inscrit à l'université de Nice-Sophia-Antipolis, il va plancher sur un doctorat de droit. Le sujet ? *La coopération entre la Communauté économique européenne et l'Union du Maghreb arabe*. La thèse est documentée et rédigée en distanciel depuis Rabat. Sidi Mohammed travaille sous la direction conjointe de Maurice Torrelli, le doyen de l'Institut du droit de la paix et du développement de Nice, et du professeur Saïd Ihrai, le recteur de l'université de Rabat, que

Mohammed VI nommera en 2017 président de la Cour constitutionnelle.

Sidi Mohammed se rend à Nice pour la soutenance, le 29 octobre 1993. Dans l'assistance se pressent des sommités réputées pour leur allégeance au royaume chérifien, comme le professeur Charles Debbasch, qui a formé au droit comparé le prince héritier durant ses études à l'université de Rabat. Le juriste défraie un an plus tard la chronique judiciaire quand il est placé en détention provisoire à la prison des Baumettes de Marseille après une interpellation haute en couleur. Charles Debbasch s'est retranché dans l'amphithéâtre de l'université d'Aix-en-Provence, puis dans son bureau, avec la complicité d'étudiants, avant de se rendre au bout de trois jours. La justice lui reproche sa gestion de la Fondation Vasarely abritant l'œuvre du plasticien franco-hongrois. Il est condamné pour abus de confiance à deux ans de prison dont un an avec sursis, peine assortie d'une amende de 150 000 euros. Le constitutionnaliste se réfugie au Togo, le pays de son ami le général-président Gnassingbé Eyadéma qui a assisté, lui aussi, à la soutenance de thèse. La présence du dictateur peut sembler incongrue pour qui ignore sa proximité avec la famille royale. L'ancien caporal de l'armée coloniale française a quitté les bancs de l'école après le cours élémentaire et il est peu porté sur les subtilités du droit. En 1998, je l'avais interviewé au petit matin dans son avion personnel devant des coupes de champagne rosé millésimé avant une élection présidentielle tronquée. Il tenait comme à son habitude des propos désarticulés dont la mise en forme fut pénible.

Parue aux éditions Nathan, la thèse soutenue par Sidi Mohammed a la particularité de ne pas traiter des relations bilatérales entre la Communauté économique européenne et les pays du Maghreb. Son auteur a pris le parti d'aborder le sujet sous l'angle du partenariat avec l'UMA. Un choix à

contretemps puisque l'UMA est mise en sommeil en 1994, l'année de la publication du pensum. Quoi qu'il en soit, le jury décerne à l'impétrant ses félicitations assorties de la mention « très honorable », soit la plus haute distinction. Le voici docteur en droit.

« Si je ne fais pas l'affaire… »

La même année, Sidi Mohammed ne fait plus mystère des tensions familiales. Il les évoque dans *Paris Match*. « Mon père me dit que, si je ne fais pas l'affaire, il peut toujours passer le pouvoir à mon frère ou à mon cousin germain », assure-t-il avant d'admettre qu'il « a le trac ». Ses déclarations déclenchent une explication – qualifiée de « terrible » par son cousin Moulay Hicham – entre ce dernier, le roi et l'héritier putatif. Hassan II reproche à son fils de l'avoir mis dans l'embarras en évoquant dans un média la succession. Hassan II est libre de modifier l'article 20 de la Constitution selon lequel « la couronne du Maroc et ses droits constitutionnels se transmettent par ordre de primogéniture de Sa Majesté le roi ». Il peut théoriquement inverser la succession au profit de Moulay Rachid, son autre fils décrit comme dévoué, mal dégrossi et résigné à son destin de second, ou du prince Hicham, une tête bien faite formée aux États-Unis, mais dont les idées progressistes sont mal vues par le sérail. Agite-t-il un chiffon rouge afin d'aiguiser la combativité du prince héritier ou doute-t-il de sa capacité à assumer la charge ?

Toujours est-il que le fossé entre le père à la personnalité écrasante et son fils aîné se creuse à mesure que la fin approche. « À partir de 1995, Hassan II et Sidi Mohammed sont comme un couple divorcé, qui s'efforce de maintenir les apparences pour les enfants et le monde alentour », écrit

Moulay Hicham dans *Journal d'un prince banni* [1]. Hassan II tance Sidi Mohammed, n'hésite pas à l'humilier devant leur entourage, l'accuse de manquer de flair. Il semble le trouver trop friable. Reproche-t-il à son fils un défaut majeur dans sa cuirasse de futur souverain ? Les deux hommes communiquent a minima, s'évitent autant que possible. Le père est arrogant, le fils révèle son caractère irascible. Les fâcheries aboutissent à de longues périodes de silence. Selon le journaliste Jean-Pierre Tuquoi, Hassan II ne comprend pas que son fils ne se marie pas et lui en fait le reproche régulièrement. De son côté, le futur Mohammed VI ne comprend pas le refus paternel d'officialiser le choix de ses collaborateurs, sa bande d'amis du Collège royal. « Tu ne dois pas mélanger ta vie privée et ta vie publique », aurait dit le père au prince héritier [2].

Le prince héritier parvient malgré tout à tracer sa voie. Il fait tinter une petite musique différente qui donne l'espoir d'un renouveau à la société civile. Il affirme son attachement à l'État de droit et assume des responsabilités dans le secteur caritatif. Ses proches développent des relais dans les nouveaux médias apparus avec la libéralisation du régime, tissent leur toile dans la société civile et font passer des messages.

Le vendredi 23 juillet 1999, le cœur de Hassan II cesse de battre. Vers 22 heures, un conseil de famille se réunit dans la salle du trône. Vêtu d'une djellaba, visage tendu et ombré d'une barbe naissante, le prince héritier reçoit l'allégeance, la *bey'a*, de ses proches, des oulémas, des membres du gouvernement, puis des chefs de l'armée. La dépouille du souverain est exposée pour la veillée mortuaire dans une salle au cœur du palais en attendant les funérailles. Smit Sidi caresse la tête de son père, un geste impensable de son vivant.

1. *Journal d'un prince banni*, *op. cit.*, p. 123.
2. Jean-Pierre Tuquoi, *Le Dernier Roi*, Paris, Grasset, 2001, p. 90.

À presque 36 ans, il devient Mohammed VI.

Après avoir passé sa vie à obéir à son père, il va commander, enfin.

Partie II

Le soleil

Chapitre 9

Le jeune roi

Les planètes sont alignées.

En ce mois d'août 1999, l'alternance, la première depuis l'indépendance, est en place au Maroc, avec un Premier ministre de gauche, Abderrahmane Youssoufi. Oubliés les procès à répétition, les séjours en prison et les exils en France. Après cinquante-cinq années d'opposition, le chef des socialistes a quitté sa retraite niçoise pour diriger un gouvernement de centre droit. Son parti, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), ne compte en effet au Parlement que 57 députés sur 325. Il doit s'appuyer sur une coalition composée de partis hétéroclites. Dans un mariage de la carpe et du lapin, il cohabite avec le Rassemblement national des indépendants (RNI) de l'ancien Premier ministre et beau-frère du roi défunt, Ahmed Osman. À 75 ans, le militant socialiste essaie de faire du neuf avec du vieux dans un royaume où les inégalités sociales sont l'un des points noirs du bilan de Hassan II. Ses amis socialistes et les activistes de la société civile prêtent des intentions de démocrate moderniste à Mohammed VI. De là à en déduire que le nouveau souverain sera l'artisan de grandes ruptures, il y a un pas difficile à franchir. Son éducation l'a programmé pour perpétuer le règne de la dynastie des

Alaouites. Elle lui a enseigné que la monarchie, par son essence divine, « ne peut être mise en équation », selon l'expression favorite de son père et de son grand-père. Dans les pays arabo-musulmans, la marge de manœuvre accordée à la presse et aux humoristes est un instrument de mesure de la libéralisation d'un régime. Au Maroc, durant l'été 1999, la jauge semble dans le vert. Le jeune hebdomadaire *Le Journal* pulvérise ses ventes avec des unes accrocheuses sur des sujets tabous. Il interviewe Mohamed Abdelaziz, le chef sahraoui du Front Polisario, publie des témoignages sur le bagne de Tazmamart, enquête sur la fortune du Palais et analyse la légitimité religieuse du roi. Quant au très populaire comédien Ahmed Snoussi, alias Bziz, il aspire à sortir de sa mise à l'index. L'humoriste avait osé se moquer du golf, le sport préféré de Hassan II. Son roi l'avait châtié en le bannissant des écrans et des ondes des médias publics. « Lorsqu'il y a des lettres avec la mention Ben Barka, le facteur doit être tenté de remettre tout ça à la police », ironise-t-il après le baptême symbolique d'une avenue de Rabat au nom du disparu. En verve, il affuble Mohammed VI d'un surnom au retentissement international : « Sa Majetski ». Le sobriquet va coller au souverain comme le sparadrap aux doigts du capitaine Haddock… et la censure aux basques du clown. « Youssoufi m'a dit qu'il n'y pouvait rien, que lui aussi n'avait pas un accès facile aux médias », confie-t-il plus tard [1].

« J'avais contre moi tout l'establishment royal »

Le 30 juillet 1999, Mohammed VI traverse Rabat en carrosse pour assister au premier rang des fidèles à la prière

1. Omar Brousky, « Bziz, l'humoriste qui ne fait pas rire le roi du Maroc », *Orient XXI*, 15 janvier 2019.

du vendredi, puis il enregistre son premier discours du Trône. Il confirme vouloir aller vers plus de démocratie et d'État de droit et porter son attention sur la crise sociale traversée par son pays. Les défis à relever sont immenses. Cinq millions de Marocains survivent avec moins d'un dollar par jour. Plus de la moitié de la population est analphabète, les systèmes de santé et d'éducation sont délabrés et ils ne bénéficient qu'aux personnes aisées. Le Maroc est, selon un cliché éculé mais qui s'impose, une terre de contrastes : sur l'autoroute Rabat-Casablanca, les Mercedes croisent à contresens des charrettes tirées par les ânes.

Le Maroc n'atteint que la 126e place mondiale, sur un total de 174 pays, à l'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le Sud saharien se développe au détriment de la façade méditerranéenne, favorisant dans le Nord la culture du cannabis et l'immigration clandestine vers l'Europe. Les grands groupes nationaux et multinationaux et les industriels du tourisme ont contribué au décollage économique mais la dynamique est freinée par la prébende. La corruption frappe l'appareil judiciaire et l'administration, du petit fonctionnaire préposé aux titres d'identité aux gendarmes. Ils sont des adeptes du pot-de-vin ou *réchoua*, le terme arabe qui désigne ce qui est pourri.

Le « jeune » roi (un adjectif qui ne tarde pas à l'agacer) a prévu de lancer de grands chantiers et entend promouvoir « une nouvelle conception de l'autorité ». Hassan II voulait réformer par le bas, Mohammed VI entreprendra des réformes par le haut.

L'étau despotique se desserre par des gestes symboliques. Dès septembre 1999, Abraham Serfaty, le plus ancien prisonnier politique marocain, exilé en France, est autorisé à rentrer au Maroc. Issu d'une famille de juifs de Tanger, cet ingénieur fut l'un des promoteurs de la politique minière

du Maroc indépendant. Farouche opposant marxiste, proche des thèses indépendantistes du Front Polisario, il avait été arrêté et torturé, puis condamné à la prison à perpétuité. Abraham Serfaty a passé dix-sept ans dans le pénitencier de Kénitra. À sa libération en 1991, après une importante campagne internationale en sa faveur, il fut aussitôt expulsé du Maroc par le ministre de l'Intérieur, Driss Basri, au motif qu'il était un « ressortissant brésilien » et déchu de sa nationalité marocaine. En France, il retrouva la femme qu'il avait épousée durant sa détention, Christine Daure-Serfaty, une enseignante qui contribua, avec d'autres, à nourrir l'enquête retentissante de Gilles Perrault, publiée en 1990, *Notre ami le roi.* Célébré à l'étranger, Serfaty rentre au Maroc et s'installe à Mohammédia avec son épouse pour couler des jours paisibles au bord de l'océan. Puis, c'est au tour des enfants de Mehdi Ben Barka d'être *personæ gratæ*. Le retour des exilés lustre l'image de Mohammed VI, surnommé M6 en référence à la chaîne de télévision, nouvelle venue dans le paysage audiovisuel français (PAF). La fin des bannissements s'accompagne d'une reconnaissance de la réalité de la répression des « années de plomb » avec l'annonce de la création de l'IER (Instance équité et réconciliation), animée par d'anciens opposants politiques d'extrême gauche, et du versement d'une indemnisation aux familles de disparus et aux victimes de détention arbitraire.

Mohammed VI est couvert de louanges et de vertus par les médias internationaux. « Le roi des pauvres » n'a pas le pouvoir de guérir les écrouelles mais presque. « Chaque vendredi, jour saint, Sidi Mohammed recevait dans sa villa estropiés et miséreux patientant en file interminable », écrit Danielle Rouard, l'envoyée spéciale du *Monde* [1].

1. Danielle Rouard, « Le commandeur des croyants », *Le Monde*, 9 octobre 1999.

Et de citer une profusion d'exemples de sa sollicitude et de sa bonté : « Mon voisin a obtenu une allocation pour son fils handicapé », témoigne un musicien sur le pas de son échoppe. « Mon jeune frère, diplômé de la fac de droit, a eu enfin son agrément de taxi, après trois ans de galère, grâce à l'intervention princière », ajoute son collègue. Un badaud sort de sa poche une lettre signée de la main du nouveau roi. « Je lui avais envoyé une lettre de condoléances. Il m'a personnellement répondu », se félicite-t-il. Des automobilistes assurent avoir vu le « roi des pauvres » au volant de sa voiture s'arrêtant à un feu rouge à un carrefour sur la route entre Rabat et sa résidence. L'anecdote marque l'opinion et peu importe si Hassan II et Mohammed V pilotaient leur véhicule en respectant le code de la route.

Le mythe du « roi des pauvres » court les trottoirs. La poste centrale de Rabat reçoit en une seule journée du début de l'automne des milliers de lettres qui lui sont destinées. En octobre, une tournée dans les provinces montre qu'il entend donner une impulsion économique et politique aux régions sans discrimination. L'élan populaire est au rendez-vous. Le périple de 2 000 kilomètres le conduit de palais en palais sur les traces de ses ancêtres ou sur des routes ignorées par son père. Voyageur impénitent, le sultan Hassan I^er^ avait pour trône sa selle de cheval, son lointain successeur opte pour le confortable siège en cuir d'une Mercedes 600 de collection. Une flotte de limousines américaines décapotables lui emboîte la roue en actionnant leurs klaxons dignes des sirènes des paquebots. Le voyage débute par un crochet par Casablanca, le poumon industrialo-commercial du royaume. Cheveux gominés en brosse, allure sportive, Mohammed VI avance en zigzag d'une démarche saccadée vers la foule venue l'acclamer sous une averse. C'est bon signe. « Que la pluie bénisse ses pas »,

scandent ses admirateurs. Direction Tanger pour la première halte royale depuis l'écrasement de la rébellion rifaine matée au napalm par Hassan II et le général Oufkir en 1959. La visite rabiboche le Palais et la cité sulfureuse célébrée par des générations d'artistes mais négligée depuis des décennies. Vient Oujda. Ville sinistrée depuis la fermeture de la frontière algérienne en 1994 après des attentats commis sur le sol marocain par des islamistes franco-algériens de Barbès. Le roi y sonde la déception engendrée par le refroidissement des relations entre Rabat et Alger après une courte lune de miel estivale. Un mur de méfiance sépare déjà Mohammed VI et ses services de sécurité d'Abdelaziz Bouteflika et du pouvoir militaire algérien.

Casablanca, Tanger et Oujda tracent sur une carte les points du triangle des ambitions royales autant que les contours de son entourage. Mohammed VI s'est déplacé avec ses hommes de confiance. Il y a dans la caravane Fouad Ali El Himma et Mohamed Rochdi Chraïbi, deux de ses proches camarades du Collège royal. Dans le sérail de Rabat, les nouvelles têtes croisent les anciennes. Les proches de Mohammed VI cohabitent avec les familiers de Hassan II. On ne sait pas trop qui fait quoi mais on sait qui va partir. Le roi s'initie au métier en ménageant ses propres contradictions. Il assume l'œuvre de son père tout en la désapprouvant. « Il ne faut pas se méprendre, nous sommes dans une transition en douceur, nous sommes dans la continuité. Nous allons vers le changement d'un système dont Hassan II était devenu l'otage, pas vers une révolution ou un changement de régime », m'explique en *off* au cours d'un entretien Hassan Aourid, le porte-parole du roi, une fonction qui n'existait pas dans l'organigramme du Palais.

Le crâne dégarni avant l'âge, de fines lunettes dorées sur le nez, lecteur de Spinoza, Hassan Aourid est un intellectuel

inclassable. Né dans une famille berbère d'un père instituteur, son destin bascule avec son admission au Collège royal dans la classe de Sidi Mohammed. Diplomate, il se reconvertit dans le journalisme pour l'hebdomadaire frondeur *Le Journal* puis préside le Tariq Ibnou Ziyad Initiative, un think-tank sans grands moyens financiers mais réputé pour la qualité de ses débats. Des intellectuels y discutent librement du devenir des mouvements berbères ou islamistes. La création d'un poste de porte-parole est considérée comme un des signes d'ouverture du Palais. Hassan II, qui était son propre communicant, n'en voyait pas l'utilité. En définitive, l'expérience se révèle peu concluante tant le porte-parole parle en sourdine. Et le poste disparaît avec le départ de son titulaire en 2005. Hassan Aourid rentre au bercail : il est nommé préfet de Meknès-Tafilalet, sa région de naissance, pour s'opposer aux islamistes. Il devient ensuite l'historiographe officiel du royaume en 2009 mais il s'ennuie et recouvre sa liberté. Il apparaît, dès les premiers mois du nouveau règne, que Mohammed VI ne s'effacera pas à la manière d'un Juan Carlos. Ceux qui rêvaient d'une monarchie constitutionnelle à l'espagnole en seront pour leurs frais…

Chapitre 10

Les purges

S'il y a une révolution, elle est de palais.

Sa victime emblématique est toute désignée, il s'agit de Driss Basri. Le ministre de l'Intérieur, en poste depuis vingt-cinq ans, est un bouc émissaire idéal. Il est détesté par Mohammed VI qui le trouve fruste et intrusif. Il est honni par ses collègues du gouvernement qu'il a pourchassés, manipulés et intimidés quand ils étaient dans l'opposition. Il est depuis des lustres la tête de Turc d'une opinion publique qui reportait sur sa personne les reproches qu'elle n'osait pas diriger contre Hassan II.

Driss Basri est isolé. Il est même dans le collimateur, c'est une évidence pour le Tout-Rabat, mais de là à annoncer sa future éviction il y a loin.

Hassan Aourid a franchi le pas. Interrogé, le porte-parole de Mohammed VI me confirme dans son modeste et exigu bureau privé du centre de Rabat que les jours du premier flic du royaume sont comptés.

Les « indiscrétions » de Hassan Aourid me poussent à envoyer sans tarder un papier à la rédaction parisienne du *Figaro*.

« Qui vous a dit que j'allais être viré ? »

L'article est rédigé dans une chambre de l'hôtel Balima, un établissement à l'architecture Art déco de l'avenue Mohammed-V. Autrefois prestigieux, il a perdu de sa superbe mais occupe une place centrale, juste en face du Parlement. Les jours de visite du roi aux députés, ses persiennes sont rabattues à la demande de la police pour ne pas offrir d'angle à un tireur. Bien que vétuste, l'hôtel est très écouté. Un journaliste allemand basé à Rabat, Samuel Schirmbeck, correspondant de la chaîne ARD au Maghreb, m'a raconté avoir visité son centre d'écoutes téléphoniques souterrain à l'invitation du directeur de l'information du ministère de la Communication. En 1999, les reporters de presse dictent encore leur copie à une sténo par le téléphone fixe des chambres d'hôtel. Dès la transmission achevée, je décide par prudence de rejoindre l'aéroport pour embarquer sur un vol pour Paris. Dans le taxi, mon portable sonne :

— Bonjour, mon cher Monsieur Oberlé. C'est Driss Basri ! Vous allez bien ? Le séjour se passe bien ?

— Bonjour, Monsieur le ministre. Oui, je vais bien.

— Vous n'êtes pas passé me voir, c'est dommage !

— Je n'ai pas eu le temps et là je suis sur la route de l'aéroport !

— Mais vous ne pouvez pas partir comme ça ! Vous avez écrit que j'allais être démis de mes fonctions.

— …

— Faites demi-tour et passez me voir s'il vous plaît !

— Je suis navré mais je ne peux pas, mon avion m'attend.

— Qui vous a dit que j'allais être viré ?

— …

— Ne vous inquiétez pas, on n'en aura pas pour longtemps !

— Impossible ! Pouvez-vous me confirmer votre prochain départ du ministère ?

— Mon sort est entre les mains de Sa Majesté. Je ne suis pas un homme politique mais un grand commis de l'État et je le resterai.

— Merci, Monsieur Basri, et à bientôt !

À l'aéroport, je franchis la police des frontières sans obstacle. J'en déduis que les pouvoirs du ministre de l'Intérieur ne sont plus ce qu'ils étaient. Quelques jours plus tard, un incendie mystérieux ravage le siège de la DST et ses archives. Le 9 novembre 1999, le dernier homme de main de Hassan II est révoqué. Le même jour, Fouad Ali El Himma est nommé ministre délégué à l'Intérieur. Driss Basri plie bagage et s'installe en exil volontaire à Paris. Une poignée de journalistes et de chercheurs français lui rendent visite dans son appartement du quartier de Passy, dans le 16e arrondissement, en entretenant le maigre espoir de révélations. Il invite au restaurant La Gare où il a son rond de serviette. Aimable, Basri disserte sur les « incompétents » de l'administration marocaine, déverse son fiel sur les « minables » qui l'ont remplacé, se paie le luxe de critiquer les entraves dans l'affaire Ben Barka. Jamais il ne s'en prend directement au roi « par loyauté au Trône ». « Je ne comprends pas pourquoi la France s'intéresse tant au Maroc. Par intérêt économique ? Ce pays ne pèse même pas le PIB de la région PACA », juge, l'air faussement songeur, l'ex-ministre de l'Intérieur.

En 2004, il laisse entendre qu'il pourrait en dire plus. Son passeport a expiré et il a besoin d'un moyen de pression pour le renouveler. Il n'en manque pas : il sait tout de l'argent occulte qui circule entre Rabat et le Paris-politique, et tout de la vie privée des figures de la République invitées

du royaume. Jacques Chirac en personne intervient pour que soit régularisé le « sans-papiers » le plus chic de Paris. Malade, Driss Basri meurt en août 2007. Je me souviens alors d'un tour qu'il m'avait joué une nuit de ramadan. Après un whisky et un entretien chez lui en présence de son directeur de cabinet, Othman Bouabid, il avait insisté pour que je patiente dans une petite pièce séparée de son salon par une maigre cloison. Le temps de recevoir en tête à tête l'ambassadeur des États-Unis au Maroc pour discuter des négociations sur le référendum au Sahara occidental. « Vous n'avez pas écouté, n'est-ce pas ? » m'avait-il glissé après avoir raccompagné son hôte. Il me revient aussi en mémoire un déplacement en avion au Sahara occidental au cours duquel un transfuge du Front Polisario me demandait benoîtement si le ministre m'avait offert une villa. Je lui avais répondu que non. « Moi, j'ai eu la mienne », commenta le dignitaire sahraoui.

En novembre 1999, le renvoi de Driss Basri est perçu comme un acte d'autorité. Un restaurateur de Casablanca raconte avoir sablé le champagne en apprenant la nouvelle et avoir aussi pensé : « S'il revenait et qu'il apprenait que j'avais offert la tournée, je serais mal. » L'éviction du ministre de l'Intérieur est la face la plus visible d'un large mouvement de *spoil system.* Chaque secteur stratégique de l'État change de direction, des affaires étrangères à la télévision en passant par les finances publiques, tandis que les dossiers prioritaires sont confiés à des commissions royales. Le Maroc « entre en transition », selon l'expression de l'historien Pierre Vermeren.

Une transition qui restera inachevée.

Chapitre 11

Tout changer… pour ne rien changer ?

Un vrai best-seller. En 2001, *Dans les prisons du roi*, le livre d'Abraham Serfaty, se vend à des dizaines de milliers d'exemplaires.

Mais les lignes à ne pas franchir se dessinent : la personne du roi est intouchable, la marocanité du Sahara occidental n'est pas à mettre en doute et il vaut mieux éviter d'évoquer le rôle des baronnies mafieuses, militaires ou civiles. En 2005, les comptes avec le passé sont en apparence soldés : l'Instance équité et réconciliation (IER), dirigée par Driss Benzekri, un ancien prisonnier politique détenu pendant dix-sept ans, rend son rapport sur les violations des droits humains de 1956 à 1999. Elle a entendu des milliers de témoins. Diffusées à la télévision à des heures de grande écoute, les audiences publiques ont provoqué une forme de catharsis. Les victimes ont également eu la possibilité de désigner leurs tortionnaires uniquement dans des dépositions confidentielles.

La voie vers la réconciliation est différente de celle empruntée par l'Afrique du Sud à la fin de l'apartheid, où les auteurs présumés de crimes ont bénéficié d'une amnistie pleine et entière en échange de leurs confessions. La commission a établi la vérité mais les coupables sont épargnés.

Le processus est certes incomplet, il vaut sans doute mieux que la « concorde civile » algérienne qui à la fin de la « décennie noire » a effacé, invisibilisé, oublié les morts, les massacres, les victimes et leurs bourreaux, au bénéfice de ces derniers, et interdit d'en parler. Au Maroc, la réconciliation nationale n'a pas mis un terme aux atteintes aux droits humains. En Algérie, elle a parachevé en supplément la victoire des islamistes sur la société.

L'autre grande affaire est la réforme de la Moudawana, ou Code du statut personnel, qui régit les rapports entre les sexes. Homme de son temps et de son monde, le roi Hassan II ne se souciait guère de l'égalité homme-femme. Il a fallu attendre 1993 pour qu'il modifie, à la marge, sous la pression des associations féministes, le Code de la famille datant de l'indépendance, un texte fondé sur des hadiths et la jurisprudence islamique malikite qui place la femme sous la tutelle de l'homme.

« L'obéissance de l'épouse à son mari »

Son successeur affiche sa volonté de rompre avec son père dans ce domaine aussi. « Comment aspirer au progrès alors que les femmes qui constituent la moitié de la société voient leurs intérêts bafoués ? » s'interroge-t-il. Le gouvernement socialiste propose dans son sillage un projet de modification de la Moudawana. Le débat qu'il suscite déchaîne les passions. Il oppose les féministes et les milieux modernistes à la mouvance islamiste et aux conservateurs. La polémique descend dans la rue avec un avantage aux partisans du statu quo. Les islamistes mobilisent plus d'un demi-million de manifestants à Casablanca au printemps 2000. Les féministes et leurs alliés, moitié moins. Le roi nomme une commission consultative, le meilleur moyen

d'enterrer la réforme. Mais Mohammed VI persiste et en octobre 2004, à la faveur d'un reflux des intégristes après les attentats djihadistes de Casablanca, il présente le nouveau Code de la famille dans une intervention émaillée de références religieuses. La Moudawana revue et corrigée se rapproche d'une certaine idée de l'égalité. La règle de « l'obéissance de l'épouse à son mari » disparaît, la femme n'a plus besoin de tuteur pour se marier, l'âge minimum légal du mariage passe de 15 ans à 18 ans, la polygamie n'est pas abolie mais elle est soumise à des conditions. La femme peut divorcer pour « cause de préjudice subi » ou par « consentement mutuel » sur la base d'un contrat des biens acquis pendant le mariage. Le changement sociétal est incomplet. L'inégalité face à l'héritage est maintenue : l'homme dispose d'une part, la femme d'une demie et l'héritage d'un défunt sans descendance masculine va à ses frères.

Il est peu aisé, sans volontarisme soutenu, de bousculer les traditions. Au Maroc, des pratiques comme le mariage de mineures perdurent et de nombreux Marocains, souvent jeunes, considèrent que les femmes bénéficient de trop de liberté. Le harcèlement, les agressions sexuelles et les tentatives de domination psychologique ou morale sont répandus. Les victimes se taisent par peur et par absence de lois punissant ces actes. Dans la société civile, les mouvements de défense des droits des femmes dénoncent sans relâche les lacunes des textes. Le roi semble les avoir entendus. « Le Code de la famille a représenté un véritable bond en avant. Désormais, il ne suffit plus en tant que tel », déclare-t-il en juillet 2022 [1].

En septembre 2023, il demande au gouvernement de lui soumettre des propositions d'amendements de la Moudawana

1. Discours prononcé par Mohammed VI lors de la fête du Trône le 31 juillet 2022.

qui sont soumises à son arbitrage. Les changements proposés sont homéopathiques. Ils touchent la garde des enfants en cas de divorce, l'héritage et la polygamie. Pas assez ou bien trop ? La question n'est toujours pas tranchée.

En 2005, alors qu'entre en vigueur la première réforme, le Maroc a changé d'époque mais la mutation est ambiguë. Si les droits humains sont mis à l'honneur sur le papier, les médias sont mis au pas, comme *Le Journal* contraint à la fermeture en 2010. Quant au système politique, il est figé. La démocratisation semble en panne. Elle reposait en réalité sur une méprise : le régime n'avait pas l'intention de revoir le partage du pouvoir.

Mohammed VI modifie le logiciel, mais se garde bien de reconfigurer son disque dur…

Chapitre 12

L'allégeance

Le cérémonial est bien rodé. La chorégraphie de la *bey'a*, la cérémonie de l'allégeance au roi, fait en effet l'objet d'un codage strict.

Chaque année, dans l'après-midi du 30 juillet les portes du Palais royal s'ouvrent au son des trompettes. Les écuyers portant des turbans en forme de cône apparaissent l'épée en bandoulière et le bâton à la main. Des domestiques vêtus de caftans et coiffés de calottes, et des cavaliers porte-étendards montés sur des palefrois fièrement harnachés les entourent. Les soldats de la Garde noire, la garde personnelle du roi, tiennent haut leurs lances, insignes du pouvoir militaire. Mohammed VI s'avance en toute majesté, tirant les rênes d'un pur-sang arabe noir. Couvert d'un vêtement à capuche blanc, il est protégé du soleil par ses lunettes noires et par une immense ombrelle, attribut du pouvoir symbolisant l'axe de la Terre et la voûte céleste.

Son fils, le dauphin Moulay Hassan, et son frère, Moulay Rachid, marchent à ses côtés, suivis de personnages que l'on devine importants, chaussés de babouches. Le cortège ne compte que des hommes. Tiré par un attelage de chevaux, le carrosse de parade offert par la reine Victoria ferme la marche. L'espace d'un moment, le temps est suspendu.

Superstitieux, Mohammed VI a-t-il glissé dans sa poche un chapelet protégeant du mauvais œil, des coups du sort et des complots ? Selon l'historien Nabil Mouline, ses prédécesseurs, les sultans, ajoutaient au cordon à grains un livre saint soufi et un talisman.

La scène du roi à cheval au milieu des siens n'est pas sans rappeler le tableau d'Eugène Delacroix *Moulay Abd-Er-Rahman, sultan du Maroc, sortant de son palais de Meknès, entouré de sa garde et de ses principaux officiers*, la toile majeure de la période nord-africaine du peintre. Le roi n'a modifié que par touches le protocole de la cérémonie d'allégeance, reproduite chaque année pour l'anniversaire de sa montée sur le trône. Ces dernières années, il a troqué le blanc de sa tenue, la couleur du califat d'Occident, pour un jaune beige, remplacé – pour des raisons de santé – son destrier par une limousine de collection, une grande décapotable américaine conduite au pas par son chauffeur, et délocalisé les festivités de Rabat pour les adapter à ses vacances qu'il passe souvent dans le Nord et à sa maladie.

Dans le creux de l'été, lorsque la canicule plombe son royaume, le souverain apprécie la fraîcheur toute relative de Tétouan, la « ville des fontaines » et son palais royal enchâssé dans la médina andalouse. Ce 30 juillet 2023, la cérémonie est, comme à l'accoutumée, diffusée en direct à la télévision. Sur le vaste parvis du Palais, la place du Méchouar ceinte de murailles crénelées, est réuni ce que le régime compte de dignitaires, de hiérarques militaires, de députés et d'élus locaux, de hauts fonctionnaires, tous vêtus des pieds à la tête du même costume traditionnel à la blancheur immaculée. Ils attendent leur souverain depuis plusieurs heures sous un soleil écrasant. Enfin, Mohammed VI paraît, debout, à l'arrière de sa décapotable. Il salue d'une main, l'autre posée sur le cœur, le drapeau de la dynastie

porté par un gradé de sa garde, et passe en revue l'alignement des ministres du gouvernement. Lorsqu'il fait face aux membres du ministère de l'Intérieur venus renouveler leur soumission, le spectacle connaît son apogée.

Un porte-voix déclame des bénédictions. « Que Dieu octroie longue vie à Notre Seigneur ! » Quand les premières rangées d'hommes en blanc se courbent en deux, l'assemblée ondule comme une mer agitée par une vague. Au bout de cinq prosternations, elles se dispersent sur les côtés dans un ballet bien réglé. Le roi progresse à l'intérieur de la place pour faire face aux rangées suivantes jusqu'au dernier carré des fonctionnaires du Makhzen (l'entrepôt, en arabe). Le cortège opère alors un demi-tour et regagne le palais accompagné d'une musique martiale. Cinq coups de canons résonnent. La *bey'a* consacre le Commandeur des croyants et descendant du Prophète par Fatima, sa fille préférée, épouse d'Ali, quatrième calife de l'islam vénéré par les chiites. Elle magnifie physiquement l'hyperpuissance du monarque.

« Légitimation du système »

Si Mohammed VI est le représentant de Dieu, il se doit d'être son ombre sur terre. L'élite de ses serviteurs jure de lui obéir. Il s'engage en contrepartie à gérer les affaires terrestres et spirituelles de la communauté. Apparue à l'époque médiévale, la *bey'a* a traversé les siècles. Les sultans alaouites l'ont reprise à leur compte, puis elle s'est transformée au siècle dernier, sous la poussée des nationalistes, en fête du sultan, et a pris le nom de fête du Trône pour narguer l'occupant. Hassan II l'a réinventée en la réservant aux hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Pratique ancestrale importée de Médine, la cité où, fuyant La Mecque, le

Prophète est entré en politique, elle a disparu du monde musulman. À l'exception du Maroc et – en petit format – de l'Arabie saoudite où subsiste un conseil d'allégeance. Selon le politologue Mohamed Tozy, sa pratique est « capitale dans la stratégie de légitimation du système [1] ».

Le roi est l'ombre de Dieu et peu importe dans le fond son enveloppe humaine. Il est à la fois une incarnation et un homme. Ce symbole à qui on doit obéissance, respect et fidélité est le ciment assurant, siècle après siècle, la stabilité et la durabilité du Maroc. « Tous les producteurs de sens attachés au service du royaume s'acharnent à rappeler la filiation de la monarchie avec les premiers gouvernements de l'islam et s'appliquent à reproduire le rituel politique traditionnel », explique Mohamed Tozy dans son livre *Monarchie et islam politique au Maroc* [2].

Le caractère féodal du rituel est peu remis en cause bien que certains trouvent l'événement dégradant. Il faut remonter treize ans en arrière pour trouver une manifestation d'une poignée d'abolitionnistes, dispersés sans ménagement par les forces de l'ordre. À défaut de la voir supprimée, les islamistes ont souhaité des aménagements pour éviter la comparaison avec la prière tournée vers La Mecque.

Mohammed VI, évidemment, n'en a jamais exprimé le désir.

---

1. Entretien avec l'auteur, juin 2011.

2. Mohamed Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p. 27.

Chapitre 13

Une certaine habileté politique

Le Maroc ne pouvait y échapper.

Quand surgit le printemps arabe, le royaume chérifien est rattrapé par la contestation. Mais le roi va se révéler d'une habileté certaine.

Le 20 février 2011, neuf jours après le départ du raïs égyptien, des milliers de personnes manifestent pour réclamer des réformes politiques, une limitation des pouvoirs du roi, moins de passe-droits et plus de justice sociale. La fronde est soudaine et insolente. Les manifestants ne sont pas assez nombreux pour une révolution, mais assez déterminés pour réveiller une société en quête de libertés à conquérir. Le mouvement est une auberge espagnole rassemblant des déçus des partis politiques, des facebookistes, des gauchistes, des militants islamistes de Justice et Bienfaisance, une mouvance fondamentaliste souterraine qui fournit son contingent de troupes pour étoffer les défilés, des briseurs de tabous sur le sexe et la religion, des gosses de riches et des enfants des classes moyennes attirés par la culture occidentale, des petits marchands des quartiers périphériques… À son acmé, il draine quelque 350 000 manifestants à travers une cinquantaine de villes.

Le Palais est préoccupé : le régime ne semble pas menacé dans ses fondements mais les précédents de la chute de

Ben Ali et de Hosni Moubarak font trembler d'effroi les dirigeants arabo-musulmans. Le 9 mars, Mohammed VI prend de vitesse les manifestants : il promet une révision de la Constitution. Une partie de ses pouvoirs seront transférés au Premier ministre qui deviendra le chef avéré de l'exécutif et sera pleinement responsable du gouvernement, de l'administration publique et de la conduite de son propre programme.

Il promet la séparation des pouvoirs et une justice indépendante garantie. Sans mettre un terme au tumulte, son intervention le désamorce. Réunie sur-le-champ, une commission consultative royale accouche d'un projet de Constitution amendée. Le roi reste l'ordonnateur des domaines régaliens et conserve son autorité religieuse. La sacralité de sa personne disparaît pour être remplacée par une notion plus contemporaine de respect dû. La langue amazighe parlée par les Berbères est officialisée aux côtés de l'arabe. La nation marocaine grave dans le marbre constitutionnel sa diversité, qu'elle soit andalouse, hébraïque ou africaine. Et la charte des libertés prohibe la torture, assure la liberté de pensée et d'expression et bannit les discriminations. Le droit à la liberté de conscience est en revanche recalé.

Le texte est approuvé par référendum le 1er juillet avec un score mirobolant de 98,5 % de « oui » pour un taux de participation de 70 %. C'est un plébiscite. Mohammed VI garde la main en conservant l'essentiel de ses prérogatives politiques et militaires. Exit le mouvement du 20 février. Les contestataires qui n'affrontaient pas une dictature pure et dure lui ont facilité la tâche. Ils n'ont pas réussi à fédérer les aspirations diverses d'une société en quête d'une vie meilleure. Le refus de transformer l'élan en mouvement politique a autant plombé les dynamiques que les manœuvres du pouvoir. Enfin, la crainte diffuse d'un plongeon dans le

chaos semble avoir calmé les ardeurs d'une partie des manifestants.

Un dossier « existentiel » : les « Provinces du Sud »

À Rabat, le dossier du Sahara occidental est placé sous le contrôle strict de Mohammed VI. Le roi capitalise sur la présence marocaine dans le territoire annexé pour la rendre irréversible sur le terrain comme dans les esprits. Dans ce Sud, à la fois proche et lointain, l'exode d'une partie de la société sahraouie organisée en tribus et clans et l'arrivée de milliers de migrants ou colons venus du Nord ont bouleversé en profondeur les anciens équilibres et en ont fabriqué de nouveaux. À Laâyoune, la capitale régionale selon le découpage administratif marocain, la torpeur et la nonchalance sahélienne dans lesquelles est plongée la ville sont trompeuses : la région est en plein boom. Les produits subventionnés et le doublement du salaire des fonctionnaires ont attiré des cadres des secteurs privé et public, des petits entrepreneurs séduits par les exonérations fiscales et des travailleurs sans emploi. La population sahraouie est également aidée. Ses étudiants bénéficient sur les campus marocains de privilèges à rendre jaloux leurs camarades.

Souvent désœuvrée, une partie de la jeunesse autochtone se plaint pourtant des « patrons des usines de conservation de poissons qui préfèrent employer des gens venus du Nord ». Elle est tentée de rejoindre les cohortes de clandestins subsahariens qui embarquent à bord de pirogues à moteur pour rallier les îles Canaries ou se noyer dans l'océan. Il est peu aisé de connaître son sentiment profond. Dans les Provinces du Sud, l'expression publique du nationalisme sahraoui est interdite et ne s'exprime qu'à travers les malaises sociaux. L'une des voix les plus connues de

la dissidence, l'activiste Aminatou Haidar, dénonce, depuis l'Espagne où elle s'est expatriée en 2009, le « désespoir d'un peuple qui n'a pour unique horizon que la guerre ». La dernière « crise sociale » remonte à 2010. Plusieurs milliers de Sahraouis s'étaient installés dans un campement à l'extérieur de Laâyoune pour protester contre leurs conditions de vie. L'assaut des forces de l'ordre avait tourné en violents affrontements. Les autorités marocaines annoncèrent la mort de 10 policiers et de 2 civils, tandis que le Front Polisario déclarait 10 morts sahraouis et 169 « disparitions ». Depuis, la province a ses propres institutions avec des élections locales qui concourent à l'assimilation. Elles donnent l'occasion aux citoyens sahraouis de jongler entre les considérations tribales et les étiquettes des partis politiques de Rabat. Les taux de participation record aux scrutins (66 % dans la région de Laâyoune aux législatives de 2021 pour une moyenne nationale de 50 %) témoigneraient, selon les autorités marocaines, de l'adhésion des habitants au royaume.

Pour elles, l'idée de « coût économique » associé à l'annexion du Sahara occidental n'a pas de sens. Elles préfèrent le terme d'« investissement ». La grande mine de Boucraâ extrait 10 % du phosphate marocain. Le minerai est transporté jusqu'à la côte pour être exporté sur un tapis roulant long de 100 kilomètres. Les zones de pêche représentent plus de la moitié des captures marocaines de poissons. Même le sable du Sahara occidental est exporté : des vraquiers font la navette avec les Canaries pour le lifting des plages touristiques des îles. Le développement des mines de phosphate, les ports, les routes et les projets d'énergies renouvelables absorbent des milliards de dirhams.

Les Provinces du Sud ne regorgent pas d'hydrocarbures, elles ont failli entraîner le royaume dans un désastre financier et engendrent une coûteuse course aux armements avec

l'Algérie, elles entretiennent la corruption des militaires, mais elles soudent les Marocains. L'immense majorité des citoyens du royaume sont favorables à la cause sacrée. Un gigantesque port est en construction à Dakhla pour ouvrir une nouvelle porte sur la route atlantique de l'Afrique. Il réveille économiquement l'ancienne cité coloniale espagnole endormie tandis que le tourisme international progresse. Dakhla est aujourd'hui une destination incontournable pour les férus de kitesurf qui s'y retrouvent tous les ans.

Cette stratégie de développement est à double tranchant, elle se heurte au mur invisible du conflit persistant avec l'Algérie et le Front Polisario, qui, appuyé par ses avocats européens, mène une bataille juridique acharnée contre l'exploitation de la région.

Le Sahara occidental devient pour Mohammed VI l'alpha et l'oméga de sa politique internationale. Durant le premier mandat de Donald Trump, en décembre 2020, le Maroc se rapproche d'Israël, à l'initiative du Président américain, en signant les accords d'Abraham, par lesquels le royaume reconnaît officiellement l'existence de l'État hébreu, puis conclut avec celui-ci un accord de coopération militaire lors d'une visite à Rabat du ministre israélien de la Défense Benny Gantz. En rejoignant les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Soudan au sein de ces accords, Mohammed VI s'offre un soutien américain de taille dans le dossier du Sahara occidental qu'il considère comme « existentiel ». « Aujourd'hui, j'ai signé une proclamation reconnaissant la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. La proposition d'autonomie sérieuse, crédible et réaliste du Maroc est la SEULE base d'une solution juste et durable pour une paix et une prospérité durables ! » tweete Donald Trump.

Même au plus fort de la sanglante guerre de dévastation de Tsahal dans la bande de Gaza, la coopération marocaine avec

Israël a été maintenue, voire renforcée. Elle s'est faite seulement plus discrète et les manifestations pro-palestiniennes ont été tolérées, contrairement à d'autres pays arabes pour désamorcer la pression de l'opinion publique opposée à une écrasante majorité au rapprochement avec l'État hébreu.

Après le revirement américain en faveur de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, Mohammed VI veut entraîner par un effet de dominos l'Europe dans son sillage. Il engage pour commencer un bras de fer avec l'Espagne, qui débute en avril 2021 à la faveur de l'hospitalisation de Brahim Ghali, le chef du Front Polisario. L'ennemi public numéro un de Rabat est soigné sous une fausse identité pour un Covid grave dans un établissement médical espagnol à la demande d'Alger. En représailles à l'hospitalité ibérique, le Maroc ouvre les vannes de l'immigration clandestine. Plus de 10 000 migrants illégaux, dont 2 000 mineurs, déferlent sur l'enclave de Ceuta. Beaucoup atteignent la ville espagnole à la nage. Les autorités marocaines justifient la passivité de la police marocaine par « la fatigue due aux fêtes du ramadan ». Pendant que les négociations entre Rabat et Madrid s'engagent, le chantage continue. En mars 2022, l'enclave de Melilla supporte deux attaques massives de la frontière par des clandestins. Des dizaines de gardes civils sont blessés dans les affrontements et près d'un millier d'assaillants parviennent à franchir les hauts grillages. Madrid finit par faire volte-face. Le chef du gouvernement socialiste Pedro Sánchez sort de sa « neutralité » et considère « l'initiative marocaine d'autonomie comme la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend ».

Face à l'Allemagne, qui se permet de critiquer la décision de Donald Trump, Mohammed VI actionne des leviers classiques : il suspend les contacts avec l'ambassade d'Allemagne à Rabat en mars 2021 en raison de « malentendus

profonds » et ne les rétablit qu'en août 2022, après un changement de cap de Berlin. Puis vient le tour des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de l'Autriche. Désormais, la majorité des pays de l'Union européenne (UE) apprécient et soutiennent le plan marocain. La France en fait partie, sans pour autant reconnaître la marocanité du Sahara occidental. Mais le Maroc attend plus de Paris.

En juillet 2024, Mohammed VI obtient ce qu'il réclame : le Président français reconnaît dans une lettre au roi que « le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine ». « Le revirement semble dicté par des intérêts économiques et stratégiques sur le court terme », juge la chercheuse Khadija Mohsen-Finan [1]. « Les prédécesseurs de Macron ont toujours inscrit le traitement de ce conflit de décolonisation en considérant le rôle de la France dans la région par le passé, la géopolitique régionale et le fait que son règlement a été confié à l'ONU. Et ce malgré un soutien au Maroc. Il se dispense des leçons de l'Histoire. » L'Élysée affirme au contraire que le pas en avant s'inscrit dans la continuité de la position française. Menée avec succès, la campagne marocaine ouvre quoi qu'il en soit une perspective : concrétiser l'avantage aux Nations unies par un règlement politico-diplomatique du conflit.

Un premier pas est franchi sous l'impulsion de la diplomatie trumpienne. Le 31 octobre 2025, le conseil de sécurité de l'ONU considère qu'une autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine « pourrait être une solution des plus réalistes » pour un règlement du conflit. Une victoire !

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

Chapitre 14

Le roi et les islamistes

« Si le roi ne m'aime pas, ce n'est pas mon problème »

À l'automne 2011, la victoire des islamistes du PJD (Parti de la justice et du développement) aux élections législatives anticipées du 25 novembre semble inévitable. « S'ils gagnent, je nommerai l'un des leurs Premier ministre. Il vaut mieux qu'ils soient confrontés aux réalités du pouvoir plutôt que d'en faire des martyrs en les mettant en prison », confie Mohammed VI à Nicolas Sarkozy [1].

La campagne est une formalité pour les émules des Frères musulmans face à des rivaux en déclin. À l'automne des printemps arabes, les islamistes dirigent un gouvernement pour la première fois. À l'étranger, un parallèle est dressé avec la Tunisie de Rached Ghannouchi et l'Égypte de Mohamed Morsi. Mais comparaison n'est pas raison : si Abdelilah Benkirane a gagné les élections, il n'a pas les coudées franches, ni au Parlement faute de majorité, ni face aux conseillers du roi en dépit des changements constitutionnels. Dès l'annonce des résultats officiels, Benkirane a

1. Nicolas Sarkozy, *Le Temps des combats*, Paris, Fayard, 2023, p. 243-244.

réitéré son allégeance au souverain et il ne s'offusque pas de voir les ministères régaliens chapeautés par le Palais échapper à son parti. « Si le roi ne m'aime pas, ce n'est pas mon problème, il finira certainement par nous aimer lorsqu'il verra notre travail », glisse-t-il [1].

Le roi n'a à vrai dire pas grand-chose à craindre de ses « frérots ». Venus de loin et de partout, ces islamistes ont longtemps prêché chacun pour leur chapelle, ou plutôt leur mosquée. Divisés en courants et dispersés dans des associations rivales, ils se sont unis à la faveur du bouillonnement politico-religieux de la fin des années 1990. En 1996, ils posent les fondations du MUR, le Mouvement de l'unicité et de la réforme.

Le ministre de l'Intérieur Driss Basri observe alors à la loupe et au scalpel leur cristallisation. Il incite à l'époque un proche du Palais à ouvrir aux activistes son micro-parti en sommeil, le Mouvement populaire démocratique et constitutionnel (MPDC). Le coup est à triple détente : il assure l'arrimage des primo-arrivants en politique au Makhzen, il économise la création *ex nihilo* d'un parti islamiste et il divise le MUR entre idéologues et pragmatiques. La politique d'endiguement et de canalisation de l'islamisme légal est lancée.

Aux élections législatives de 1997, pour prouver sa bonne volonté, le MPDC a limité le nombre de ses candidats comme le souhaitait Driss Basri. L'année suivante, le MPDC change de nom pour devenir le PJD, avec un partage des rôles entre le théologien Ahmed Raïssouni, qui dirige le MUR, la boîte à idées des islamistes, et Abdelilah Benkirane, qui conduit la barque du PJD dans les eaux de la politique politicienne. La formation a choisi pour logo

1. Thierry Oberlé, « Mohammed VI et Benkirane : cohabitation à la marocaine », *Le Figaro*, 29 novembre 2011.

électoral la lampe à huile. Il ressemble à s'y méprendre à celui de son éponyme turc (l'AKP). Les deux partis ont opté pour la lumière : à la différence près que les Marocains s'éclairent à la lampe à huile et les Turcs à l'ampoule électrique.

La similitude va au-delà du symbole. Les deux PJD se définissent comme des partis démocrates musulmans et affirment à leur création ne pas vouloir imposer à la société leur projet religieux. Une promesse qui ne sera pas tenue par les Turcs. « Il y a une communauté de vue entre nous et eux », reconnaît à l'époque Abdelilah Benkirane qui ne cache pas son admiration pour Recep Tayyip Erdoğan [1].

Lorsque je l'interroge, avant qu'il ne devienne Premier ministre, sur son appartenance au mouvement fériste, Abdelilah Benkirane botte en touche comme le font tous les Frères musulmans : il rejette une filiation directe mais reconnaît l'influence culturelle exercée par Hassan Al Banna et Sayyid Qutb, les penseurs historiques égyptiens de la nébuleuse internationale. Dans sa jeunesse, Abdelilah Benkirane a été membre de la Chabiba islamiyya, un groupuscule radical du début des années 1970, avant de se convertir à la non-violence. Le leader du PJD cherche dans la période d'ascension de son parti à rassurer. Il affirme être démocrate mais insiste surtout sur son monarchisme. « Notre objectif n'est pas de porter préjudice au Palais royal mais de s'entendre avec lui. Le roi a tous les pouvoirs et, si nous voulons réussir, nous devons être avec lui », martèle-t-il en guise de profession de foi.

Trapu et imposant, Abdelilah Benkirane se laisse facilement emporter par sa fougue. Son air patelin, son sens de la formule et ses blagues en darija font mouche. Si Abdelilah Benkirane dénonce sans relâche la corruption et les

1. Propos tenus à l'auteur en septembre 2006.

« magouilles » de la classe politique, il cible également les laïcs accusés de vouloir répandre la « déviation sexuelle », autrement dit l'homosexualité. Dans les années 2000, son parti condamne les festivals musicaux ou les méga-concerts de Shakira et consorts, et promet d'interdire l'alcool. Il écarte ses dirigeants les plus radicaux pour assumer un islamisme de cour.

« Il s'infiltre dans les rouages de l'État »

Le roi surplombe d'emblée son nouveau Premier ministre qu'il considère, au-delà de son étiquette partisane, comme le capitaine d'une mêlée politicienne sans grand intérêt. Les escarmouches partent des entourages. Le PJD dénonce les intrigues des conseillers royaux. Le Palais dispose sur l'échiquier étatique des pièces maîtresses entourant le roi : les forces de sécurité intérieure, l'armée, les secteurs stratégiques de l'économie et la religion. Le PJD a ses pions qu'il place dans les administrations. « Il s'infiltre dans les rouages de l'État mais il n'a pas la masse critique nécessaire pour s'emparer de sphères sensibles », se félicite Fayçal Laraïchi, le P-DG de la radio-télévision nationale [1].

À la fin du quinquennat, le PJD fournit un bilan en demi-teinte à ses électeurs. La croissance est décevante, le chômage demeure une calamité, la corruption est florissante et sa marge de manœuvre politico-sociétale infime. En course pour un second mandat, le Premier ministre affronte les libéraux du PAM (Parti authenticité et modernité), le parti du Palais, dans un scrutin bipolaire. Verdict des urnes : le PJD améliore son score de 2011.

Si Abdelilah Benkirane pense reprendre du service pour cinq ans, il se trompe. Le piège de la proportionnelle s'est

1. Entretien avec l'auteur, octobre 2016.

refermé sur lui. Il a été tendu par Aziz Akhannouch, milliardaire et ministre de l'Agriculture qui s'est emparé d'un parti libéral, le RNI. Familier du souverain et intime de Fouad Ali El Himma, le maître-queux de la cuisine électorale de la Maison royale, il a constitué une alliance post-électorale pour bloquer le Premier ministre sortant. L'islamiste un brin rétif est débarqué par Mohammed VI au profit de Saadeddine El Othmani, un dirigeant du PJD au profil plus policé que celui de son compagnon de route. Psychiatre de formation, Saadeddine El Othmani est favorable à l'avortement dans certains cas et à la légalisation du cannabis à certaines conditions. L'islamisme « *ultra light* » remplace l'islamisme « *light* ».

En septembre 2022, le PJD subit une déroute aux législatives au profit de partis plus proches du Palais royal. Il s'effondre, passant de 125 sièges dans l'Assemblée sortante à 12 ! Les trois quarts de ses électeurs l'ont abandonné, sans bouder pour autant les urnes puisque la participation a franchi la barre des 50 %.

Prématurément usé par l'exercice d'un pouvoir qu'il n'a exercé que partiellement sous le contrôle du Palais et sans doute démonétisé par l'échec des printemps arabes de 2011, l'islamisme apparaît en recul politique mais il n'a pas dit son dernier mot car il gagne la société par le bas.

« L'islamisme a la "patience de l'araignée" » pour reprendre l'une des formules dans *Les Vigiles* de l'écrivain Tahar Djaout, l'un des premiers intellectuels assassinés durant la « décennie noire » en Algérie. Il bâtit son projet à son rythme, en donnant du temps au temps. Il peut se mettre en veilleuse puis, quand les vents sont favorables, avancer « toutes voiles dehors », comme dirait Nadia Yassine, fille du cheikh Abdessalam Yassine, fondateur du mouvement islamiste Al Adl Wal Ihsane, Justice et Bienfaisance [1].

1. Nadia Yassine, *Toutes voiles dehors*, Paris, Alter éditions, 2003.

Au Maroc, ce mouvement est une quatrième voie pour l'islam politique, entre l'islam royal, le djihadisme des salafistes et les Frères musulmans. Son créateur, cheikh Yassine – un homonyme du fondateur du Hamas palestinien –, s'était fait remarquer en 1974 en adressant une lettre ouverte d'une centaine de pages ronéotypées à Hassan II. Sa missive intitulée *L'Islam ou le Déluge* était une invitation à revenir aux fondements de l'islam. Chef de sa propre écurie religieuse, il se présentait comme le véritable commandeur des croyants et expliquait au roi qu'il n'était qu'un usurpateur. « Viens qu'on s'assoie ensemble : toi, moi et l'armée ! » écrivait-il. Hassan II jugea la supplique déplacée. Il fit interner l'insolent pendant plusieurs années dans un hôpital psychiatrique. À sa mort en 2012, ses obsèques rassemblèrent des dizaines de milliers de personnes dans Rabat.

L'influence de sa mouvance est difficile à mesurer en raison de sa nature souterraine. Sa capacité de mobilisation populaire en faisait et en fait toujours le principal mouvement islamiste non institutionnel. Ses adeptes, dont le nombre varie de 20 000 à 150 000 en fonction d'estimations officieuses contradictoires, mènent sans tapage un efficace travail de maillage social et caritatif.

Les partisans de Justice et Bienfaisance croient aux prophéties autoréalisatrices : ils voient en Mohammed VI le dernier roi dont le régime tombera comme un fruit mûr. Une façon de concilier leur rêve d'instauration d'un califat avec leur non-violence tactique. À chaque crise sociale, ils apparaissent en bon ordre de bataille puis disparaissent, convaincus que leur heure n'a pas sonné.

L'islam « authentique » prôné par Justice et Bienfaisance prospère en occupant le créneau vacant de l'opposition au système. Fer de lance de la contestation pro-palestinienne, ce mouvement a célébré l'attaque perpétrée par le Hamas

le 7 octobre 2023 au cours de laquelle 1 200 civils ont été massacrés. Il l'a qualifiée d'« épopée » et de « tournant décisif dans la performance de l'offensive de la résistance ». Puis il a manifesté contre la guerre à Gaza et la coopération maroco-israélienne. En février 2024, il s'est prononcé dans un manifeste pour un gouvernement responsable devant le peuple, c'est-à-dire pour la démocratie pluraliste. Un virage stratégique qui pourrait lui ouvrir la voie des urnes. L'islam radical n'a pas dit son dernier mot. Le prochain roi du Maroc parviendra-t-il à l'absorber, comme la monarchie a su le faire avec toutes les contestations, qu'elles soient militaires, politiques ou religieuses ?

Défait en Algérie par une armée qui a fini par s'islamiser, par les urnes en Tunisie et par le poids d'une monarchie d'inspiration religieuse au Maroc, l'islamisme remporte des victoires culturelles en s'agglomérant au conservatisme religieux ambiant dans lequel baignent les sociétés d'Afrique du Nord. Il s'est dilué et a métastasé dans les esprits et les corps.

Les Maghrébins consomment à profusion du nationalisme et du sacré, du surnaturel et de la bigoterie. Les études sociologiques convergent pour constater la prégnance des comportements traditionalistes ou fondamentalistes. Le Maroc n'échappe pas à la tendance.

L'« islam du juste milieu » de Mohammed VI en tient compte et navigue entre ouverture et verrouillage, en imposant sa propre interprétation de la moralité. Ainsi la loi peut-elle conduire en prison deux adolescents pour un baiser posté sur Facebook ou deux jeunes filles surprises enlacées sur le toit-terrasse d'une maison, et l'adultère et l'homosexualité sont-ils toujours réprimés. La modernité a ses limites.

« En édictant des règles sociales de façon discrétionnaire, les autocraties répondent au conservatisme exprimé par de

larges secteurs de la société, tout en réprimant les désirs d'émancipation. Mais en soumettant les espaces religieux au pouvoir de l'État, ces régimes répètent l'erreur des islamistes », note Hicham El Alaoui depuis son observatoire de Harvard et de Berkeley. Ils ouvriraient ainsi le chemin à la surenchère et à la concurrence spirituelle dans des pays où le sentiment identitaire de la religiosité prime sur celui de la citoyenneté. Désormais, dans les conversations, il est fréquent d'entendre son interlocuteur commencer une phrase par « en tant que musulman », plutôt qu'« en tant que Marocain » [1].

1. Selon le rapport *Les Libertés individuelles au Maroc, représentations et pratiques* du Centre Menassat pour les recherches et les études sociales de Casablanca réalisé en 2021, 50 % des personnes interrogées se définissent d'abord comme musulmanes et 23,6 % d'abord comme marocaines.

Chapitre 15

À l'épreuve des djihadistes

Au Maroc, le 11-Septembre s'est déroulé un 16 mai. Ce vendredi soir du printemps 2003, une série d'explosions sème la mort à Casablanca. Les attentats visent des restaurants, un hôtel et un centre culturel juif. Ils coûtent la vie à 33 personnes et en blessent une centaine. Les assauts portent la marque d'Al-Qaïda. Les terroristes venaient du bidonville de Sidi Moumen, un quartier de la banlieue nord-est. Prévenus au dernier moment des cibles qu'ils devaient frapper, les candidats au suicide ne connaissaient pas la topographie du centre-ville de la mégapole et pour la plupart n'y avaient jamais mis les pieds.

En 2003, un désordre nouveau a émergé dans l'immense bidonville où des bandes de barbus en djellaba blanche imposent leurs règles. Organisées en milices islamistes, elles sont armées de sabres et de couteaux. Ici, les rues n'ont pas de nom ni de numéro, les taudis n'ont pas l'eau courante et souvent pas l'électricité. Les habitants n'ont pas de carte d'identité, ils n'existent pas pour l'administration. Les seules lucarnes sur le monde sont les cybercafés où les connectés découvrent un langage qui leur parle, ils s'ouvrent au djihad global.

L'islamisme radical peut prospérer dans l'opulence, mais la misère lui sert de terreau dans le Maroc du début du deuxième millénaire. À Tanger, les mosquées sont des pépinières à djihadistes. Les salafistes ont leur prédicateur vedette, Mohamed Fizazi : en 2000, il a prononcé des prêches en Allemagne, à Hambourg, auxquels a assisté Mohammed Atta, le coordinateur des attentats du 11-Septembre. Familier des plateaux d'Al Jazeera, le polémiste doit son succès à sa radicalité sarcastique. L'été précédant la vague kamikaze de Casablanca, un certain Jamal Zougam assiste à ses harangues. Le 11 mars 2004, il est l'un des terroristes en sac à dos du pire attentat djihadiste jamais perpétré en Espagne. Dix bombes ravagent des rames de la gare de Santa Eugenia de Madrid, tuant 191 voyageurs et en blessant environ 1 900 autres. Jamal Zougam est condamné en 2007 à une peine cumulée de 42 922 ans de prison. Au total, six Marocains au moins, originaires de Tanger ou de Tétouan, ont participé à des degrés divers au massacre.

New York, Casablanca, Madrid. Les filières marocaines s'insèrent très tôt dans les réseaux internationaux tissés par Al-Qaïda, avec Tanger en passerelle entre le point le plus reculé de l'Orient et l'Occident. Pour les contrer, les forces de sécurité du royaume se lancent dans la « pêche industrielle » aux suspects. Les coups de filet ratissent large. Ils permettent la capture des idéologues du salafisme, des émirs de quartier, du menu fretin et de bans entiers d'islamistes présumés puisés dans l'écosystème. Une partie des suspects n'a souvent qu'un rapport au mieux lointain avec la Salafia Jihadia, la nébuleuse prônant la guerre sainte. Quelque 10 000 individus sont arrêtés et 5 000 emprisonnés.

Dans un discours, Mohammed VI, qui a jusque-là nié l'existence d'une menace islamiste, annonce « la fin de l'ère

du laxisme face à ceux qui exploitent la démocratie pour porter atteinte à l'autorité de l'État [1] ».

La fin de la récréation a sonné. Le quadrillage policier allégé au début du règne reprend de la vigueur avec au cœur du dispositif le Moqadem, ce pion du modèle sécuritaire marocain méconnu des étrangers de passage. Chaque pâté de maisons en compte un. À l'autre bout de la chaîne, règnent des hommes comme le général Hamidou Laânigri. Chef du contre-espionnage, ce gendarme craint que son pays ne bascule dans un « scénario à l'algérienne ». Ses détracteurs l'accusent d'« instrumentaliser la menace islamiste ». Elle est pourtant bien réelle dans un monde arabe où Ben Laden est souvent célébré en héros, et où dans l'imaginaire salafiste Tanger est « la base avancée de la décadence occidentale », Essaouira, « la capitale des Juifs » et Marrakech, « la nouvelle Sodome et Gomorrhe ».

Au contre-espionnage, Hamidou Laânigri est l'homme des États-Unis. Sous l'effet du 11-Septembre, la collaboration entre les deux pays s'est intensifiée. Son engagement aux côtés des Américains dans la guerre de l'ombre contre Al-Qaïda est à la fois sa force et sa faiblesse. Elle abrite le royaume sous le parapluie américain mais en fait une cible privilégiée des réseaux djihadistes. « Casablanca est une punition visant le Maroc pour son alliance avec l'Occident », explique le général [2].

Hors micro, Hamidou Laânigri reconnaît, avec une fierté non dissimulée, la contribution de ses services aux actions antiterroristes souterraines de la CIA. Après le 11-Septembre, le Maroc a été l'un des relais de la politique de

1. Isabelle Broz, « Mohammed VI : "la fin de l'ère du laxisme" », *RFI*, 30 mai 2003.

2. Entretien avec l'auteur à retrouver dans l'article « Hamidou Laânigri : "Al-Qaïda est responsable des attentats du 16 mai au Maroc" », *Le Figaro*, 8 mai 2004.

délocalisation des interrogatoires des membres d'Al-Qaïda. Des milliers de terroristes présumés furent, à cette époque, arrêtés, torturés et placés dans des prisons secrètes dans des pays alliés de Washington. Rabat n'en a pas pour autant fini avec le terrorisme. Ni l'Occident.

Quand en 2014 est proclamé le califat de l'État islamique, les recrues affluent au Levant. Selon la police marocaine, plus de 1 500 Marocains rejoignent Daech, soit un peu plus de 10 % de l'effectif de la Légion étrangère du proto-État. À son corps défendant, la communauté marocaine devient une matrice à terroristes. De Madrid à Bruxelles en passant par Paris, les attentats les plus meurtriers commis en Europe sont liés à des djihadistes natifs du royaume chérifien. Sept des neuf terroristes des attentats de Paris du 13 novembre 2015 sont d'origine marocaine, comme Salah Abdeslam ou Abdelhamid Abaaoud. Il en va de même en Espagne. En 2017, les attaques à la voiture-bélier qui tuent 16 personnes sur La Rambla de Barcelone et à Cambrils en Catalogne sont commises par des terroristes « made in Morocco ».

Les repentis de La Mamounia

S'il n'a pas su prévenir la montée du djihadisme, le royaume s'est employé à faire tomber la fièvre par la reconversion. On ne compte plus les prêcheurs « récupérés » en prison. L'un d'eux, Abou Hafs, s'est recyclé en expert en déradicalisation avant d'être recruté en qualité de conseiller au cabinet du ministre de la Justice. Mohamed Fizazi, l'influent prêcheur radical de Tanger, a mis, si l'on peut dire, de l'eau dans son vin dès sa libération. Un bref séjour offert à La Mamounia a sans doute aidé à lui ouvrir l'esprit. En 2014, le Palais lui accorde une confiance telle qu'il a pu

assurer le sermon de la prière du vendredi devant Mohammed VI [1].

Les cheikhs ont été au préalable suivis en détention par des agents du contre-terrorisme à la solide formation religieuse. En janvier 2016 je suis autorisé à rencontrer l'un de ces repentis, un certain Abou Ilyas, ex-cadre de Daech à Raqqa [2]. L'entrevue se déroule dans un petit bureau du pénitencier de Kénitra aux murs nus et au mobilier sommaire composé d'une table et de deux chaises. Son agent traitant se tient debout en retrait. Le policier de la DST m'a confié qu'il n'avait pas de doutes sur les informations fournies par son repenti. « Il ne ment pas, mais il ne dit peut-être pas tout ce qu'il sait. »

Le salafiste travaillait pour l'Amaq, l'organe de propagande de Daech, et avait exercé les fonctions de juge islamique à Raqqa. Ma curiosité avait été piquée au vif par un détail dans son CV : il avait croisé à Kobané, au Kurdistan syrien, John Cantlie, le journaliste britannique enlevé en 2012 par Daech avec le correspondant de guerre James Foley, qui avait été égorgé et décapité par un sicaire cagoulé. Épargné, John Cantlie s'était métamorphosé en propagandiste de l'organisation avant de disparaître à tout jamais durant la bataille de Mossoul. Il ne sait pas ce qu'il est devenu.

Abou Ilyas a prononcé des sentences de mort par lapidation puis couvert, caméra Canon au poing, des exécutions sommaires de soldats du régime de Bachar el-Assad. Durant l'entretien, il dit avoir des « regrets » et critique le meurtre des apostats. Non par principe mais en raison de l'extension

1. Meriama Moutik, « Le prêche historique de Fizazi devant le roi Mohammed VI », *Le360*, 29 mars 2014.

2. Thierry Oberlé, « Avec les repentis marocains de Daech », *Le Figaro*, 18 janvier 2016.

du concept de mécréance à tous les contradicteurs musulmans de Daech.

Sur le trajet du retour à Rabat, la conversation avec l'agent de la DST porte sur son propre attachement à Dieu. À l'auriculaire de sa main gauche fixée sur le volant, il porte une bague chevalière malikite. « Mon point commun avec notre prisonnier est la foi musulmane. Nous sommes tous les deux des croyants, cela nous rapproche. Je pense que j'ai son respect », dit-il. Puis il ajoute : « Si vous ne comprenez pas la religion, vous pourrez faire tous les efforts que vous voulez mais vous ne comprendrez jamais rien au Maroc ! »

Vrais attentats et « affaires bidon »

Ce jeudi 28 avril 2011, les conversations des déjeuners diplomatiques rbatis tournent autour de l'avenir du M20, le mouvement protestataire issu des printemps arabes et des réformes institutionnelles proposées par Mohammed VI pour le contrecarrer. À la table de l'ambassadeur de France dressée sur la terrasse du jardin de la résidence, les entrées sont à peine servies qu'un appel urgent interrompt Bruno Joubert. Un attentat vient de frapper un café de la place Jemaa el-Fna à Marrakech. L'ex-Monsieur Afrique de Nicolas Sarkozy réagit à chaud sans pointer d'emblée la piste djihadiste. Il replace l'attaque dans son contexte et s'interroge : « À qui profite le crime ? » Il pourrait s'agir, selon lui, d'un acte commis par des milieux sécuritaires hostiles au projet de révision de la Constitution annoncé par Mohammed VI… Au fil des minutes et des appels téléphoniques, le bilan s'alourdit. Il atteint 17 morts, dont 8 de nationalité française, et 20 blessés. Je file à Marrakech et l'ambassadeur à son bureau.

Sur la place Jemaa el-Fna, les charmeurs de serpents ont repris leur manège. Mohammed VI est dans les murs du café-restaurant Argana. Il porte des chaussons de protection enfilés sur ses mules jaunes avec l'aide d'un membre du protocole pour ne pas dénaturer la scène de crime. Lorsqu'il apparaît ce samedi matin, sur ce qui reste de la terrasse, une clameur monte de la foule massée en contrebas derrière des barrières métalliques. « Nous avons un seul roi, c'est Mohammed VI », scandent les Marrakchis. L'attentat sanglant n'aura pas de répercussion sur le processus référendaire qu'il a engagé.

La semaine suivante, les autorités marocaines appréhendent le terroriste présumé. Au téléphone, un haut responsable de la sûreté nationale joint depuis Paris me détaille les investigations. « Il a été trahi par les morceaux de téléphone portable retrouvés dans le café et dit avoir fait allégeance à Aqmi », indique le policier. Fait inhabituel, Aqmi dément [1].

Durant les mois et les années suivantes, les démantèlements de cellules se suivent et se ressemblent. Dans un autre pays, ces résultats aussi spectaculaires qu'inquiétants auraient incité le ministère français des Affaires étrangères à adresser sur son site des avertissements aux voyageurs. Il n'en est rien. Certains des dossiers judiciaires traités en l'absence d'un parquet antiterroriste paraissent il est vrai mal ficelés. En février 2016, le Bureau central d'investigations judiciaires se targue ainsi d'avoir saisi des agents chimiques et biologiques servant à la confection de bombes sales et d'armes « pour commettre un attentat de grande envergure [2] ».

---

1. « Attentats de Marrakech : Aqmi nie toute responsabilité », *RFI*, 8 mai 2011.

2. « Maroc. Des attentats à l'arme chimique déjoués », *Ouest-France*, 23 février 2016.

Un Français est arrêté. Ce n'est pas l'affaire du siècle : les fameux produits de la bombe sale sont en vente libre et le fusil à lunette annoncé est une carabine à plomb. « L'expérience nous montre que les coups de filet étaient surtout destinés à faire du chiffre », se souvient un ancien policier français en poste à Rabat pour qui « beaucoup d'affaires étaient bidon et reposaient sur des témoignages fragiles » [1].

Quand elles n'exagèrent pas sur la qualité de leurs prises, les autorités marocaines cèdent, parfois, à la tentation de surjouer leur rôle. Au lendemain de la mise hors d'état de nuire d'Abdelhamid Abaaoud, le commandant des attentats du 13 novembre 2015 tué le 18 novembre à Saint-Denis, Rabat assure être à l'origine du renseignement qui a permis de le localiser. Une version contredite par le procureur de la République de Paris, François Molins.

Abaaoud a en effet été dénoncé par une jeune femme appelée « Sonia » par la justice française pour préserver son anonymat. La crédibilité de son témoignage avait été corroborée grâce à l'interrogatoire au Maroc, par un policier français, de l'un des oncles du terroriste. François Hollande avait remercié Rabat pour sa coopération, mais la façon marocaine de tirer la couverture à soi avait exaspéré la police française. « Sur le plan opérationnel, la collaboration marocaine à des enquêtes n'a jamais permis de déjouer un attentat sur le sol français », tranche un ancien haut responsable des services français [2].

Entre espions amis et ennemis, même un succès commun peut tourner à l'embrouille.

---

1. Entretien avec l'auteur, mai 2024.
2. Entretien avec l'auteur, octobre 2024.

Chapitre 16

La balafre du Rif

Le poisson pourrit par la tête.

Mohammed VI le sait mieux que personne. En octobre 1999, le jeune souverain concentre d'emblée son attention sur un territoire situé à l'extrême nord du pays : le Rif. Il apprécie cette terre enclavée quasi insulaire dédaignée par son père. Il engage de grands travaux d'aménagement censés l'extirper de son sous-développement. Il faut aujourd'hui huit heures de route pour longer son rivage, de criques sauvages en promontoires tombant à pic dans les eaux turquoise, de Tanger à la cité balnéaire de Saïdia, à la frontière algérienne. Soit trois heures de moins qu'il y a une vingtaine d'années grâce à de nouvelles infrastructures routières.

Tanger est devenue, avec sa corniche pimpante, une vitrine africaine tournée vers l'Europe. La cité vibrante et légère s'est métamorphosée en hub industriel. Le secteur automobile est en pleine croissance depuis l'implantation de Renault qui emploie 7 000 salariés tandis que le secteur aéronautique de sous-traitance s'affirme. Le port en eaux profondes s'est branché sur le trafic mondial de conteneurs qui passe par le détroit de Gibraltar. Construit à une quarantaine de kilomètres de l'agglomération, il remplace

l'ancien port, reconfiguré en centre de plaisance. Les dix kilomètres carrés du complexe de Tanger Med sont éclairés la nuit par des projecteurs surpuissants.

Plus à l'est, la route conduit vers Cabo Negro et sa jet-set marocaine, puis contourne les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Sur les places des bourgs, les taxis chargeaient jusqu'en 2020 des cohortes de passagers lestés de ballots de vêtements et d'ustensiles divers et variés. La contrebande avec les deux cités hispaniques du continent africain était la principale source de revenus des habitants des environs qui rêvent devant les grillages hérissés de barbelés de basculer de l'autre côté de la frontière. Elle est interdite depuis le Covid et les restrictions douanières, privant les Rifains des revenus de cette économie de subsistance.

Le désenclavement par la rocade méditerranéenne a suscité des espoirs mais également des désillusions et des frustrations. La côte s'est urbanisée de façon anarchique et le déséquilibre avec l'arrière-pays s'est accentué. Les bouleversements économiques initiés par Mohammed VI ont laissé sur le bas-côté une grande partie de la population. L'hiver, les contreforts montagneux sont impraticables. La région est dépendante du transfert en devises des autochtones travaillant en Europe et du trafic de drogue. Le Rif est un autre Maroc avec ses traditions, sa culture, sa musique et sa langue. L'amazighe est parlé par la moitié de la population. La région a toujours entretenu une relation tumultueuse avec le pouvoir central, qu'il soit colonial avec Madrid ou national avec Rabat. Durant trois ans, de 1923 à 1926, la république du Rif fut un État indépendant, un cas unique dans l'histoire amazighe depuis la fin des royaumes berbères à la fin du XI^e^ siècle. Son homme fort, Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi, un guérillero précurseur du Che, combattit les Espagnols. Il avait son armée,

sa monnaie, son administration et son parlement. Le personnage fascinait le monde musulman qui le comparait à Saladin, la gauche anticolonialiste européenne en quête de héros et même le magazine *Time*. La revue américaine en fit son homme de l'année en 1925 avant qu'il ne soit vaincu par une coalition hispano-française. Abdelkrim se rendit le 26 mai 1926.

« Parler au nom des pauvres »

Quatre-vingt-onze ans plus tard, des milliers de jeunes se rassemblent pour commémorer l'anniversaire de l'adieu aux armes du fondateur de la République du Rif. Ils brandissent des étendards berbères et des portraits du héros en scandant : « Repose en paix Abdelkrim, nous continuons la lutte. » La région est en effervescence depuis la mort, filmée par des passants en octobre 2016, de Mohcine Fikri, 31 ans. Le poissonnier à la sauvette est mort dans une benne à déchets en tentant de récupérer sa marchandise, jetée aux ordures par la police. Le drame rappelle l'histoire de Mohamed Bouazizi, le jeune Tunisien qui s'était immolé, provoquant la chute du régime de Ben Ali. Le face-à-face entre les militants et le pouvoir monte en intensité au fil des mois. Le Rif est en état de siège.

Le 26 mai 2017, Nasser Zefzafi, figure de proue de la contestation et petit-fils du ministre de l'Intérieur d'Abdelkrim, interrompt le sermon du vendredi de l'imam de la mosquée d'Al Hoceïma. Zefzafi l'accuse d'être un vendu. Il est arrêté comme des dizaines de militants, artistes et journalistes. La police rafle les meneurs du *hirak chaâbi*, un mouvement social perçu par le Palais comme un double danger en raison de sa dimension à la fois identitaire et nationale. La révolte se revendique d'Abdelkrim tout en

réclamant des droits pour l'ensemble du royaume, ce qui l'arrime aux luttes du printemps arabe.

Avant le soulèvement, Nasser Zefzafi vivotait de petits boulots. Son charisme et son activisme sur les réseaux sociaux ont fait de lui un leader. Il affirme « parler au nom des pauvres », dénonce la corruption des élites locales, quitte à s'attirer des menaces, et dit vouloir le changement, pas la révolution. Il dénonce la *hogra* – le mépris des autorités – dans des discours aux références parfois religieuses et conservatrices. Ses détracteurs le trouvent sectaire et tribal. Sa filiation avec Abdelkrim accroît sa popularité. Le souvenir de l'icône rifaine est partout : son portrait est sur le dos des vestes de survêtement, sur des bonnets, sur des porte-clés. Le rap local et le *chaâbi*, la musique populaire maghrébine, chantent sa gloire. Il est l'emblème culturel d'un Maroc alternatif. Ses admirateurs se réunissent sur les ruines du siège de sa république à Ajdir. Les changements constitutionnels de 2011 ont pourtant conforté les droits des Berbères, et la langue amazighe a pignon sur rue dans l'ensemble du Maroc. Ils n'empêchent pas le mouvement de perdurer tant le malaise est concret. À Rabat et à Casablanca, des contestataires défilent en reprenant le slogan fétiche des Rifains : « Êtes-vous un gouvernement ou un gang ? »

À partir de juin, le *hirak* axe ses revendications sur la libération des militants emprisonnés. Sans succès. Les vagues d'arrestations s'amplifient, la police antiémeutes durcit ses interventions. Le 26 juin 2017, jour de l'Aïd, des dizaines de blessés graves sont dénombrées à Al Hoceïma. Fin juillet, les forces de l'ordre se retirent enfin de la ville. Nasser Zefzafi affirme avoir été torturé et violé en prison. Il est condamné en 2019 en appel à vingt ans de réclusion avec 41 militants. Pour l'exemple. Ou pour faire oublier l'échec d'une politique de développement mal adaptée, qui

pousse les laissés-pour-compte du Rif à tenter de rejoindre clandestinement leurs compatriotes exilés en Europe. La révolte a balafré le règne de Mohammed VI.

Cette brutale intrusion du monde réel dans sa bulle de confort est pour lui un terrible camouflet. Une amère et silencieuse déception dont les responsables présumés sont lourdement punis quand ils sont militants ou écartés du pouvoir quand ils occupent d'importantes fonctions.

En juillet 2024, Nasser Zefzafi aurait pu être gracié avec les journalistes Omar Radi, Soulaimane Raissouni et Taoufik Bouachrine ainsi que l'historien Maâti Monjib. Ce ne fut pas le cas. Il croupit en prison, comme Mohammed Ziane, ancien ministre des Droits de l'homme à la fin du règne de Hassan II. Cet avocat purge une peine de trois ans d'emprisonnement. Âgé de 82 ans, il est un opposant notoire au régime et en paie le prix fort. Souvent présenté comme un des « plus vieux prisonniers politiques du monde », son sort n'a rien à envier à celui de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, 81 ans, embastillé en Algérie pendant près d'un an. Mohammed Ziane est notamment condamné pour détournements de fonds publics et… adultère. Que sait-il pour gêner autant le pouvoir ?

Chapitre 17

Sexe, ânes et vidéos

Le constat est à la fois surprenant et cruel.

La presse marocaine est moins libre et indépendante qu'elle ne l'était à la fin du règne de Hassan II. Du *Journal* à *TelQuel* en passant par *Demain*, les médias de la « movida » marocaine des années 2000 ont disparu, étranglés par les procès et la fuite des annonceurs, ou sont rentrés dans le rang. « Les autorités marocaines ont adopté un ensemble de mesures conçues pour faire subtilement taire les journalistes critiques, les dissidents et les militants des droits humains qui ont refusé d'adoucir leur ton ou de s'exiler », estime Éric Goldstein, ancien directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch [1]. « Les médias pro-gouvernementaux publient des histoires sordides visant les voix simplement critiques et parfois leurs proches. Ces personnes se retrouvent parfois sous le coup d'une surveillance physique ou numérique et de menaces anonymes », déplore cet expert qui a travaillé trente ans sur la région [2].

1. Entretien avec l'auteur, 2018.

2. Éric Goldstein, « La répression cachée au Maroc », *Human Rights Watch*, 29 juillet 2022.

Depuis la crise du Covid-19, les salaires des journalistes sont payés par l'État sur le budget du ministère de la Communication, qu'ils travaillent pour des entreprises publiques ou privées. Le Maroc a dégringolé de la 89e place en 2002 à la 120e en 2025 au classement de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF). « La pluralité de la presse marocaine n'est qu'une façade », écrit l'ONG internationale pour qui la situation est passée de « difficile » à « problématique » [1].

En janvier 2023, les eurodéputés, dans une initiative inédite, ont adopté un texte demandant « instamment » aux autorités marocaines de « respecter la liberté d'expression et la liberté des médias » et de « garantir aux journalistes incarcérés […] un procès équitable ». Les parlementaires ont insisté sur le cas d'Omar Radi, journaliste d'investigation et activiste du *hirak*, condamné en appel en 2022 à six ans de prison ferme pour « viol » et « espionnage » et libéré le 29 juillet 2024. Les faits d'espionnage sont des travaux pour des sociétés britanniques de conseil économique et pour la Fondation Bertha basée en Suisse, une ONG offrant des bourses à des journalistes d'investigation et à des activistes. Le viol, qu'il nie, repose sur les accusations d'une femme collaboratrice comme lui du média en ligne *Le Desk*. Une affaire trouble dans laquelle, selon les eurodéputés, « de nombreux droits de la défense n'ont pas été respectés, ce qui entache d'iniquité et de partialité l'ensemble du procès ».

« Vous n'êtes qu'un roi symbolique »

Il n'est pas le seul opposant à avoir subi les foudres de la justice pour des dossiers classés X. Une mystérieuse épidémie de crimes sexuels semble avoir touché les journalistes

1. « Maroc / Sahara occidental », *Reporters sans frontières*, 2024.

trop encombrants. Soulaimane Raissouni a été arrêté par la police marocaine en mai 2020 à la suite d'une plainte pour agression sexuelle déposée par un militant LGBTQ et emprisonné pour cinq ans. Il dirigeait la rédaction d'*Akhbar Al Yaoum* depuis la condamnation en 2018 de son directeur de la publication, Taoufik Bouachrine, à quinze ans de prison pour « viol, tentative de viol et traite d'êtres humains ». Sa nièce, Hajar Raissouni, reporter en poste au même journal, avait été condamnée à un an de prison pour « avortement illégal » et « relations sexuelles hors mariage » en 2019. Le titre a cessé de paraître faute de recettes publicitaires suffisantes. Les autorités affirment n'être pour rien dans la série noire. Un militant de Transparency International a été victime d'un *revenge porn*. Des caméras installées clandestinement à son domicile ont filmé ses ébats avec sa compagne. Les vidéos ont circulé.

Principale source d'« information » des Marocains, les réseaux sociaux ne sont pas épargnés par des procédures de bâillonnement. Le youtubeur Moul Kaskita est libéré en janvier 2024 après avoir purgé sa peine de quatre ans d'incarcération. Il avait osé interpeller avec véhémence Sa Majesté dans une vidéo vue plus de 300 000 fois en deux jours avant d'être supprimée. Il s'en était pris à « l'arrogance des puissants » en s'adressant à Mohammed VI. « Pour moi, vous n'êtes qu'un roi symbolique. Pendant que vous vivez votre vie dans le confort, le peuple, lui, souffre de la dictature, de la pauvreté et de la corruption. L'élite politique fait de nous ce qu'elle veut. Vous avez de la chance d'avoir affaire à un peuple d'ânes », s'était emporté le youtubeur. « On ne doit pas vous critiquer, comme si vous étiez un prophète, un envoyé de Dieu. Vous êtes un humain, vous vous trompez aussi. Jusqu'à quand allons-nous encore avoir peur ? » dénonçait-il.

Une répression de moyenne intensité s'abat sur un Maroc qui se dit attaché à sa singularité mais ne se distingue pas de ses voisins. Car les régimes du Maghreb s'accordent pour étrangler la presse. De Tanger à Tataouine en passant par Tamanrasset, les libertés reculent. En Tunisie, les méthodes de Ben Ali sont de retour, sous la férule ubuesque de Kaïs Saïed. En Algérie, la machine à remonter le temps s'est arrêtée sous l'ère glaciaire de Boumediene tandis que la haine se déverse, sans retenue, sur les écrivains Boualem Sansal et Kamel Daoud. Le journalisme maghrébin indépendant est une espèce en voie d'extinction. La génération montante lui préfère des métiers de communication mieux payés que les salaires de la presse réglés par les subsides de l'État.

Mieux payés et surtout moins dangereux…

Partie III

Le roi vagabond

Chapitre 18

Nomade de luxe

Discret ne veut pas dire austère. Mohammed VI est loin d'avoir adopté un mode de vie spartiate, et encore moins casanier. Le souverain est un roi sensible aux quatre saisons. Itinérant, il migre en fonction du climat et bouge selon ses envies. Son nomadisme est placé sous le signe du soleil. L'hiver au sud et l'été au nord. Marrakech ou Agadir, Tétouan ou Tanger. Les plages du Gabon et les rivages de la Méditerranée. Une île d'un archipel perdu et la campagne française profonde. De Zanzibar à New York, des Seychelles à Singapour. Les pérégrinations du roi voyageur varient au gré de ses humeurs.

« Touriste régulier »

Dans les grandes occasions, lors des longs périples à l'étranger, officiels ou privés, en Afrique ou en Inde, la caravane de Mohammed VI compte plusieurs centaines de personnes et mobilise au moins trois avions spéciaux.

Au Maroc, M6 se déplace de palais en palais. Il a l'embarras du choix : le royaume en compte une dizaine. Les Dar el-Makhzen (« les maisons de l'entrepôt ») ont été

bâtis au fil des siècles par les sultans et les rois, surtout par Hassan II. Ce dernier a construit, agrandi et ravalé avec frénésie de somptueuses demeures. À Rabat, il a longtemps préféré au Dar el-Makhzen sa résidence privée des Sablons, à Salé, puis en famille avec son épouse Lalla Salma et ses deux enfants, la résidence Dar Es Salaam. En descendant vers le sud, le palais Skhirat, proche de la capitale, était le favori de Hassan II jusqu'à la tentative de putsch de 1971. Le cœur de Mohammed VI balance pour celui de Marrakech, l'un des plus vastes. Ses fondations remontent au XII^e^ siècle. Les touristes le devinent derrière les murs d'enceinte en apercevant les chapeaux de tuiles vertes de ses toits.

Cap sur l'Atlantique. La ville d'Agadir dispose de deux palais du siècle dernier. L'ancien aux allures de château fort est posé dans un domaine boisé. Le trouvant humide, Hassan II en a fait construire un autre au bord de l'océan. Le secteur est préservé de la frénésie de la spéculation. Un projet immobilier qui sortait de terre a été rasé par les bulldozers et les pelleteuses sous l'œil vigilant des voisins : le secrétaire particulier du roi et le ministre de l'Intérieur.

Remontons vers le détroit de Gibraltar. À Tanger, le roi prend de la hauteur dans ce Nord qu'il affectionne. Niché sur les contreforts du Jbel El Kebir au-dessus de l'océan, le palais local, de facture récente, bénéficie d'un air rafraîchi par des forêts de pins et de chênes battues par les vents du détroit. Depuis l'hôtel Le Mirage, un chemin privé le conduit à un embarcadère où est amarré l'un de ses yachts. Pas très loin, à Tétouan, le Dar el-Makhzen est un joyau mauresque flanqué d'une médina classée au patrimoine universel de l'Unesco. À l'ouest, le palais impérial de Fès aux extérieurs éclairés par un jeu de lumières chatoyant est une étape un temps appréciée. Dans le Moyen-Atlas, à 1 600 mètres d'altitude, le palais d'Ifrane, legs des Français,

décroche la palme de l'originalité. Montagnard et orné de tourelles de style médiéval, il évoque un château de comtes de l'Empire austro-hongrois.

Outre les palais royaux, une vingtaine de résidences royales sont dispersées aux quatre coins du Maroc. Contrairement aux palais qui font partie du patrimoine de l'État, les demeures du roi lui appartiennent directement et sont héritées de génération en génération. À dimension plus humaine, elles tranchent avec la froideur parfois glaçante des immenses édifices. Durant la période estivale, Mohammed VI fréquente celles d'Al Hoceïma et de M'diq, sur la côte méditerranéenne.

Dans le passé, le vagabondage royal était destiné à rapprocher le sultan des tribus. Il aidait à fédérer un pays fragile et instable menacé en permanence d'éclatement. Mohammed VI a repris la tradition au début de son règne pour paraître au plus près des préoccupations des Marocains. Il voyageait dans son royaume par la route, dans sa limousine. Les hauts responsables entraient et sortaient de sa voiture leurs dossiers sous le bras à chaque arrêt du cortège de véhicules. Mais les tournées sur le terrain appartiennent au passé.

Les velléités d'entrouvrir ses palais délaissés au public n'ont pas survécu aux attentats djihadistes de 2003…

Chapitre 19

Un roi en cavale

Grand voyageur, Mohammed VI brille pourtant par ses absences sur la scène internationale.

À la différence de Hassan II, il ne pèse guère sur les grands dossiers du monde arabe. Le temps où le Maroc était un médiateur et un partenaire écouté dans les affaires au Proche et au Moyen-Orient est révolu. Rattrapé par sa réticence à s'exprimer devant une assistance mais aussi par un manque d'appétence pour la haute voltige diplomatique, quand elle ne concerne pas le Sahara occidental, Mohammed VI s'ennuie dans les réunions planétaires dont l'apparat est ponctué d'apartés entre chefs d'État où se tissent les rapprochements. Le 1er décembre 2023, il sèche la COP28 de Dubaï, aux Émirats arabes unis, siège des négociations sur la transition hors des énergies fossiles. Il est pourtant en visite officielle les 3 et 4 décembre à Abu Dhabi, la capitale émiratie où il est reçu par son camarade de jeunesse, l'émir Mohammed ben Zayed, dit MBZ. Un déplacement qu'il prolonge par un séjour privé à Dubaï. Pendant que se discute l'avenir du climat dans une conférence dont il mesure l'importance pour l'avoir accueillie à Marrakech en 2016, Sa Majesté apparaît sur les réseaux sociaux en sweat à manches courtes au Dubaï Mall, le

temple du shopping. Son Boeing 740 reprend son envol le 17 décembre pour se poser sur le tarmac de l'aéroport international de Mahé, dans l'archipel des Seychelles, où il a décidé de passer des vacances de fin d'année sur les plages de sable fin, une destination dont il est familier. L'avion redécolle en direction de Singapour avant le réveillon passé avec son fils, Moulay Hassan. Le périple s'achève par un retour à Rabat le 11 janvier. La brièveté de ses congés d'hiver, d'une durée de cinq semaines seulement, étonne pour une personne réputée consacrer une bonne partie de son temps à des séjours d'agrément à l'étranger. L'année précédente, Mohammed VI avait disparu des radars pendant trois mois à la même période.

Du 25 décembre 2022 au 23 mars 2023, le monarque alaouite se trouvait au Gabon, chez son ami de jeunesse Ali Bongo. Mais les circonstances l'ont contraint à renoncer à ses congés gabonais à la résidence du cap de la Pointe Denis, construite pour lui en bordure de lagons bleus dans un paysage tropical. Fin août 2023, son hôte a été victime d'un « accident de travail » assez fréquent chez les Présidents d'Afrique francophone : accusé de fraudes massives à l'élection présidentielle par ses opposants, il a été renversé par un putsch.

Durant son séjour de l'hiver 2022-2023, Mohammed VI était bien protégé. Une indiscrétion du journal espagnol *El Confidencial* indiquait que par prudence une frégate de la Marine royale marocaine mouillait en mer à une courte distance de sa résidence avec à son bord des forces spéciales. À l'abri avec ses amis dans son coin de paradis de l'estuaire du fleuve Komo, il a évité les sorties. Puis il a fait un tour en mars à Zanzibar, une île qu'il a découverte en 2016 lors de cinq jours de farniente marqués par l'acquisition d'un ancien palais de sultan à rénover. Il reste de cette première escapade, outre l'achat immobilier, une étrange photo

publiée par un média local, le *Swahili Times*. En tenue de touriste, le roi pose avec deux hôtesses d'accueil voilées dans un centre commercial. La mine joyeuse, il porte un bermuda et un débardeur à l'effigie d'une feuille de cannabis aux couleurs du drapeau des États-Unis.

« Vous savez qui je suis ? »

Quand, à la mi-mars, le ramadan approche, il est temps de rentrer. Les téléspectateurs le retrouvent assis en tailleur sur un tapis pour la première causerie du mois sacré et distribuant des sacs de nourriture aux nécessiteux de Kénitra. Le printemps passé, viennent les grandes vacances dans le Rif. Mohammed VI est à M'diq, près de Tétouan, une cité balnéaire. Le roi possède une goélette à trois mâts de 53 mètres de long, *El Boughaz 1*, acquise via la SCMC Limited, une société immatriculée aux îles Vierges britanniques et enregistrée au Maroc. Elle est arrimée l'été devant sa demeure. Le yacht avait servi de base pour des recherches scientifiques au large de l'Alaska, pour des chasses au trésor dans les mers des Caraïbes, puis de navire-école avant d'être aménagé en bateau de luxe. En 2014, il avait été arraisonné par erreur par la Guardia Civil espagnole dans les eaux territoriales ibériques au large de l'enclave de Ceuta. Intrigués par une armada de scooters des mers sur le pont, les gendarmes avaient cru être tombés sur des passeurs de drogue. « Savez-vous qui je suis ? » leur avait lancé M6.

Acquis en 2019, un second yacht, le *Badis 1*, peut accueillir dans 6 cabines 12 invités pour des croisières. D'une longueur de 70 mètres, sa valeur estimée est de 90 millions d'euros et son coût de fonctionnement annuel d'environ 10 millions de dollars selon le site spécialisé SuperYachtFan. Sorti des chantiers Perini, le voilier d'aluminium, de carbone et de titane est le plus grand yacht

jamais construit en Italie et l'un des dix plus grands du monde. Le *Badis 1* aurait été offert au roi par son ami émirati MBZ. Il ne peut rivaliser avec l'*Al Lusail*, appartenant à l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani, long de 123 mètres. Un méga-yacht de tous les superlatifs que le cheikh avait eu l'obligeance de prêter à son homologue marocain pour une entrée remarquée dans le port d'Al Hoceïma en 2018.

Sur la terre ferme, son arrivée dans un de ses points de chute est annoncée par des signes avant-coureurs : les lignes blanches des routes sont repeintes, les lampadaires réparés, les ronds-points fleuris. La résidence de M'diq dispose d'une plage privée et d'un ponton d'accostage.

En grandes vacances, Mohammed VI n'oublie pas d'être un businessman avisé. Il est l'heureux propriétaire du Royal Mansour Tamuda Bay, le dernier né de la chaîne hôtelière royale, qui a ouvert sur le front de mer et dont il a suivi de près les travaux d'aménagement. En septembre 2024, *Le Figaro* a été invité à le visiter en « exclusivité ». « Un doux ressac embrasse la plage avec de petits bruits de baisers. L'eau de votre piscine privée vous emprisonne d'un voile de soie, il faudra pourtant s'en libérer : sur la table, un cocktail de fruits frais vient d'être déposé par le majordome », écrit l'intrépide reporter. La plage privée est longue de 700 mètres, la nuit dans une suite front de mer vous sera facturée 2 800 euros et la villa princière 25 000 euros. L'établissement d'ultra-luxe s'inspire de son aîné, le Royal Mansour de Marrakech, le précédent palace imaginé par le roi. Ses tarifs ne sont pas, non plus, à la portée de tous. Ils oscillent entre 1 800 et 8 600 euros la nuit, avec des pointes à 13 000 euros. Les chambres sont des *riads*. Elles donnent sur des jardins magnifiques. Le *must* est l'appartement de 850 mètres carrés avec ascenseur intérieur et sur le toit une grande terrasse dotée d'un salon sous tente et d'un coin

salle à manger à côté de la cheminée. C'est dans ce palace hyper-luxueux que Mohammed VI convie ses invités de marque, ses amis et ses courtisans étrangers. Il a remplacé dans son esprit La Mamounia. Jack Lang, queue de comète du Paris-Marrakech d'antan et président de l'Institut du monde arabe, a une suite à disposition. Ami du roi, Teddy Riner y réside avec sa famille une partie de l'année et y a préparé les Jeux olympiques.

En janvier 2022, il avait racheté le jet privé – un Falcon 900EX – du Premier ministre Aziz Akhannouch. En toute simplicité.

Chapitre 20

France terre d'asile

Seuls les membres du premier cercle connaissent sa destination. Lorsqu'il est en déplacement privé, Mohammed VI disparaît des radars. Il se trouve à Paris, à New York ou ailleurs. Lorsque l'escapade est française, la DGSE est en général informée par Rabat pour assurer sa sécurité, et ce, même pendant les périodes de mésentente. En 2022, Mohammed VI a passé quatre mois pratiquement ininterrompus en France, de juin à début octobre, en dépit de ses clashs avec Emmanuel Macron. Il en allait de même durant la brouille avec François Hollande. Le séjour le rapprochait de ses sœurs, Lalla Meryem et Lalla Hasna, également propriétaires de pied-à-terre dans la capitale et parisiennes d'adoption. « Fouad Ali El Himma l'a rejoint deux semaines et a effectué plusieurs allers-retours » notait le site *Africa Intelligence* [1].

« Paris, c'est Souissi, la banlieue chic de Rabat », ironisait un diplomate. De ses voyages anonymes dans sa ville de cœur, il reste sur les réseaux sociaux une vidéo qui ne l'est pas. Prise sur le vif par le passager d'une voiture, étonné de

1. « Comment Mohammed VI règne depuis Paris », *Africa Intelligence*, 20 septembre 2022.

voir le roi, elle montre le souverain en virée nocturne avec des proches, dont un combattant d'arts martiaux hispano-marocain, avançant sur un trottoir, le regard désorienté. Devenue virale, la séquence a fait jaser.

Rien de tel en cette fin d'été 2023. Depuis trois ans, il n'est plus contraint de descendre au Ritz, place Vendôme, ou au Crillon, place de la Concorde, où il avait ses habitudes. Il est propriétaire d'un hôtel particulier près de la tour Eiffel, du côté du Champ-de-Mars, acquis pendant la période du Covid. Un modeste investissement de 80 millions d'euros dont il souhaite, selon un familier du Palais, faire profiter son fils qui, à la différence de son père et de son défunt grand-père, n'éprouve pas une attirance particulière pour la Ville Lumière et plus généralement pour la culture française.

Si elle avait une carte au Monopoly, son adresse proche du Champ-de-Mars serait vert foncé. Mohammed VI est en bonne compagnie. Le cofondateur de la messagerie WhatsApp et les propriétaires d'une compagnie pétrolière franco-britannique sont quelques-uns de ses voisins. Le souverain chérifien a acheté la propriété à un membre de la famille royale d'Arabie saoudite, le prince Khaled ben Sultan ben Abdelaziz Al Saoud. Le réseau immobilier Belles demeures de France s'est chargé de la transaction. Elle a été négociée par Mounir Majidi, le grand argentier du roi et gérant de la SCI dont le bénéficiaire effectif est Mohammed VI. « Il y a plusieurs années, nous avons été mandatés par des représentants de la famille royale saoudienne pour vendre cet hôtel particulier », avait raconté au *Figaro* [1] Marie-Hélène Lundgreen, la directrice de Belles demeures de France, spécialiste de l'immobilier d'ultra-luxe. « Les deux parties ont préféré négocier en privé. »

1. Guillaume Errard, « Les coulisses de la vente d'un hôtel particulier parisien au roi du Maroc », *Le Figaro Immobilier*, 8 octobre 2020.

Interrogée sur la superficie du bien, elle avait tenu à rectifier les informations circulant sur un bien de 1 000 mètres carrés environ : sa surface réelle s'élève à 1 600 mètres carrés habitables, avec 1 400 mètres carrés de surfaces annexes (sous-sol, parking, terrasse, locaux techniques…) !

Érigée en 1912, la bâtisse dispose d'une dizaine de chambres, de trois niveaux d'une surface d'environ 500 mètres carrés chacun – avec un penthouse au dernier étage. Sans compter une salle de jeux, une piscine, un spa, une salle de réunion, un salon de coiffure et bien sûr une terrasse de 229 mètres carrés avec une vue imprenable sur le dôme serti de feuilles d'or des Invalides et sur la tour Eiffel. Les jardins donnent sur le Champ-de-Mars et durant l'été 2024 sur la palissade du site olympique de volley de plage puis de cécifoot. Mohammed VI a attendu la fin des épreuves pour venir s'y reposer.

Le souverain possédait aussi un château en Seine-et-Marne, à Gretz-Armainvilliers. Le domaine comprenait une résidence principale du XIX^e^ siècle, des pavillons de garde, des fermes normandes… Hassan II avait rénové l'ensemble mais il ne lui convenait pas. Au fils non plus. Ce dernier l'a vendu en 2008 à la SCI Armainvilliers, gérée par un financier islamique proche du roi du Bahreïn. Remis sur le marché via l'émission *L'Agence* diffusée par Netflix et TMC en février 2025, le bien avait stupéfié la famille Kretz, les agents immobiliers de la série, pourtant habitués à être éblouis par les résidences d'ultra-riches. Au Maroc, cet étalage de luxe repris par les réseaux sociaux a choqué [1].

C'est qu'en France, le roi est chez lui, à la ville comme à la campagne, où l'attendent son palais de Betz, dans l'Oise, et son écurie de pur-sang. On devine ces derniers

1. « Un manoir hors du commun ! », *L'Agence*, TMC, diffusée pour la première fois le 5 décembre 2024.

en apercevant les casques des cavaliers au-dessus de l'interminable mur qui longe le parc. Souvent qualifiée de secrète, la propriété ne l'est pas pour les employés de maison, les maraîchers et jardiniers recrutés dans la région pour l'entretien à l'année du domaine de 70 hectares. Mohammed VI est un châtelain apprécié même si les anciens regrettent le temps de son père. À Betz, Hassan II était d'une générosité légendaire. Grand seigneur, il sortait le carnet de chèques en dédommagement des perturbations. Il avait acquis le domaine sous Pompidou et avait fait bâtir pour son fils une annexe au château à l'architecture inspirée de l'hôtel Le Normandy, à Deauville. Mohammed VI n'a pas parcouru les rues du village depuis l'enfance mais aide à sa manière la commune de 1 121 habitants. Un voyage au Maroc aux frais du souverain était offert chaque année à 15 gagnants d'un tirage au sort organisé pour les élèves du collège Marcel-Pagnol jusqu'à sa suspension pour cause d'épidémie de Covid. Les lauréats du jackpot avaient droit à un séjour de trois semaines dans un hôtel cinq étoiles, à 400 euros d'argent de poche, à l'assistance d'un secrétaire gentil organisateur et d'un médecin pour soigner les bobos. Sollicité par la commune, Mohammed VI a rénové le clocher du village, subventionné le club de foot et financé le centre de loisirs. On n'a pas vu son cortège depuis l'été 2022. En avril 2024, un remue-ménage inhabituel a pu laisser penser qu'il allait revenir. « Tout a été annulé, il n'a pas pu se déplacer car il est, paraît-il, malade », glissait au cours de l'été 2024 la nouvelle gérante de la supérette située en face des grilles closes [1].

Ce n'était que partie remise. Rentré de Paris pour accueillir Emmanuel Macron au Maroc, il est revenu dans la capitale sitôt la visite achevée. L'occasion de selfies aux

1. Entretien avec l'auteur, août 2024.

Galeries Lafayette en tenue de *streetwear* branchée et de photos avec ses enfants dans ses boutiques préférées.

« Il est beaucoup dans l'évitement »

Le roi a toujours eu le goût de l'ailleurs, du lointain. Dès le début de son règne, il voyage, emmenant avec lui sa cour et ses amis. Ses déplacements sont secrets au point que des collaborateurs le rejoindraient avec de vrais faux passeports. « Mohammed VI, qui accumule autant de titres royaux, a-t-il le droit de s'absenter si souvent et pendant si longtemps sans même annoncer la date de son voyage et sa durée ? » interrogeait le journaliste marocain Ali Anouzla dans un éditorial publié en juin 2013 sur le site d'information Lakome. Est-ce cette interrogation qui lui a valu un bref séjour en prison et la fermeture de son journal officiellement accusé d'avoir diffusé une vidéo d'Al-Qaïda au Maghreb islamique ?

À partir de 2015, la tendance au voyage s'accentue. En 2017 et 2018, Mohammed VI passe plus de la moitié de son temps loin de son pays.

« Le roi est un hédoniste, confie un de ses fidèles [1], il aime les plaisirs de l'existence. » Cela signifie-t-il qu'il est peu studieux ?

Les avis divergent. Adepte avant l'heure du télétravail, il gouvernerait au quotidien par téléphone. En 2018, année quasi sabbatique, il est absent presque toute l'année. Oublié le distanciel ! Ses collaborateurs insistent sur son implication dans les grands dossiers et son acuité intellectuelle. « Il s'intéresse aux sujets prioritaires comme à des sujets a priori

1. Propos *off the record* tenu à l'auteur par un conseiller du Palais, mars 2023, Rabat.

secondaires, avec une patience pointilleuse, en leur accordant une importance identique », indique l'un d'eux [1].

« Il est beaucoup dans l'évitement et sa concentration sur son immense charge est séquentielle », commente un ancien diplomate français à Rabat [2].

Mohammed VI dédaigne la politique marocaine mais se passionne pour le développement des lignes TGV. Il surveille dans ses moindres détails le chantier de construction du Royal Mansour de Marrakech. Durant les travaux, il fait installer des caméras sur place et des écrans de contrôle chez lui. S'il voit un maçon peu absorbé par sa tâche, il signale le tire-au-flanc.

Ses journées de labeur peuvent pourtant commencer tard et finir tôt. Elles suivent son tempo de maître des horloges. « Dans l'entourage du roi, on fait remarquer non sans ironie que son style devrait plaire aux partisans d'une monarchie à l'espagnole puisqu'ils réclament un plus grand retrait du roi des affaires publiques », commente Ali Amar, le patron du *Desk* [3].

Parfois, l'humour marocain s'en mêle. Une vieille blague dit que deux pays africains seulement ont déménagé leurs capitales : « Le Nigeria, de Lagos à Abuja, et le Maroc, de Rabat à Betz. » À quoi correspond ce besoin de mise à distance, cette variante de l'exil volontaire ? L'hypothèse d'un roi malgré lui est avancée par le journaliste et chercheur à l'université de Stanford, Ahmed Réda Benchemsi. Ses lignes de fuite géographiques, ses simulacres d'exils sporadiques et sans cesse répétés sont la quête d'une impossible liberté par ce roi errant.

---

1. Entretien avec un ancien collaborateur du roi, janvier 2024.
2. Entretien avec l'auteur, février 2024.
3. Entretien avec l'auteur, mars 2023.

Chapitre 21

Selfie king

On appelle ça un grand écart.

Sa Majesté donne via les réseaux sociaux une image aux antipodes de la *bey'a* et de la rigidité des convenances du Makhzen. Ses débuts dans la révolution numérique ont pourtant été tardifs : user des nouveaux modes de communication semble inapproprié pour un souverain.

Dans les premières années de règne, le monarque et sa famille sont absents de Facebook, le roi… des réseaux de l'époque. En 2008, un quidam est condamné à trois ans de prison pour avoir publié pour s'amuser un faux profil du prince Moulay Rachid. La lourdeur de la sentence a valeur d'avertissement aux audacieux mais l'histoire émeut des internautes qui se mobilisent pour sa libération. Le facebookeur est gracié et presque au même moment des photos privées de Mohammed VI apparaissent sur la Toile. Par ici un portrait du roi, par là un cliché jauni et attendrissant du gamin qu'il fut, jouant au foot les chaussettes remontées sous les genoux. Puis tombe sur un site qui lui est dédié une avalanche de selfies. La garde rapprochée du souverain aurait-elle subitement relâché sa vigilance sur les portables dégainés au passage du roi ? On raconte que les gardes du corps iraient même jusqu'à aider les gens à se prendre en

photo avec lui. Le roi passe en tête des tendances sur les fils Facebook et Twitter marocains. Il est croqué avec des anonymes sur un bout de trottoir, devant des boutiques ou dans des magasins de Tanger ou de Paris. Les passants semblent ne pas lui lâcher les baskets. Un ouvrier en tenue de chantier lui baise l'épaule. Mohammed VI se prête au jeu comme n'importe quelle star. Un badaud le reconnaît, arrêté à un feu rouge au volant de sa voiture : le monarque baisse la vitre avant et accepte de poser pour un selfie. À l'heure où les présidents et les têtes couronnées se barricadent derrière leurs services de sécurité par crainte du terrorisme, ce chef d'État prônant un islam de tolérance donne l'impression d'être accessible.

« Il est trop stylé »

Mohammed VI apparaît tel qu'il est dans la vie et tel qu'il s'habille quand il est en vadrouille. Il porte des jeans, la chemise pendant sur le pantalon, un polo échancré sous une veste à bords brodés ou un treillis de camouflage d'une marque branchée et hors de prix. On ne voit pas ses yeux, masqués par des lunettes de soleil rondes quel que soit le temps, mais son sourire appuyé et ses bonnets rayés.

Ses goûts le poussent à porter d'incroyables T-shirts flashy ou un « marcel » aux couleurs psychédéliques mettant en évidence ses larges épaules et ses bras épais. En termes de marketing, l'effet est garanti ! Mohammed VI s'affiche avec les stars du hip-hop qu'il admire. Il fait le buzz aux côtés de l'artiste marocain RedOne au palais de Marrakech. « Il est trop stylé », commentent des followers à propos de sa veste bleue à carreaux jaunes et blancs et de son slim noir brillant lardé de déchirures. Il pose avec Jamel Debbouze et Teddy Riner. On le voit dans un restaurant

pendant ses vacances au Gabon aux côtés d'une cliente marocaine présentée comme une expatriée lambda, avec son ami le président Ali Bongo ou avec le rappeur Gims. Dans ce kaléidoscope excentrique se glissent des instantanés compassionnels.

Sur une photo publiée sur Facebook, Mohammed VI est couché sur un brancard d'hôpital, les paupières fermées, des patchs collés sur la poitrine. Le cliché a été pris dans un couloir du bloc d'une clinique privée de Neuilly-sur-Seine où il subit une opération bénigne du cœur. Un autre le montre sur son lit d'hôpital entouré de l'affection des siens. Elle l'humanise tout en soulignant l'absence de son épouse, Lalla Salma, pour faire comprendre au public que le couple est séparé.

La familiarité de Mohammed VI avec son peuple démontrerait sa popularité. Elle déconstruit dans les anciennes générations la peur qu'inspirait Hassan II, dont les Marocains n'osaient même pas prononcer le nom. Sa proximité supposée avec une frange de la jeunesse, dont il partage des codes en dépit de son âge, conforte sa popularité dans les nouvelles générations. Son goût pour le luxe *streetwear* ostentatoire et tape-à-l'œil des rappeurs américains intrigue et heurte les conservateurs pour qui il désacralise la fonction. Au Maroc, l'originale stratégie de « peopolisation » n'est pas analysée. C'est un tabou de plus. Il faut dire que l'idée des selfies vient du roi en personne. À l'international, la « street.com » du roi génère du *bad buzz*.

Elle a été relayée pendant un temps par un certain Soufiane El Bahri, un jeune homme que sa tante a présenté à Mohammed VI. La visite de son compte Facebook était une expérience surréaliste à laquelle se sont adonnés des millions de Marocains.

« Le Cobaye »

Avec ses 3,5 millions de followers et plus de 7 millions d'abonnés cumulant Twitter, Instagram et YouTube, l'influenceur aurait de quoi rendre jaloux les vrais paparazzis. Au début, personne ne le connaît. On sait juste qu'il réside à Salé, l'agglomération jumelle de Rabat, où il est une sorte de djinn numérique. Son admiration pour le monarque, inculquée par sa mère, viendrait de son enfance, quand il embrassait l'écran de télévision à chacune de ses apparitions cathodiques. Un coin de voile est levé dans une interview écrite donnée à CNN en 2016, enfin plutôt à son site internet en langue arabe. Soufiane El Bahri reconnaît « travailler en coordination » avec le cabinet du roi.

Sorti de sa boîte, Soufiane El Bahri jouit de sa notoriété. Il est attiré par la lumière et les célébrités locales. Sur un post, il pose avec la « diva » Latifa Raâfat, une chanteuse amie des gens de cour et divorcée du « Malien », le « Pablo Escobar du Sahara ». Mais le facebookeur s'attire des inimitiés au point de se déclarer « touché par la nuisance » et de se sentir « menacé ». Le 22 octobre 2020, le site d'information en ligne *Barlamane*, passeur des messages des milieux sécuritaires, dresse un portrait au vitriol titré : « Un clown nommé El Bahri ». Il lui est reproché d'avoir outrepassé son rôle de fan et de s'être rapproché du prince Moulay Hicham, membre de la famille royale et bête noire des sécuritaires. Une photo de l'influenceur, prise après une bagarre, le montre la chemise couverte de sang, l'œil fermé et l'arcade sourcilière ouverte. Elle s'étale à la une des journaux en ligne. Le jeune homme noie son stress dans l'alcool. Sa santé vacille. Arrêté, selon les médias sécuritaires qui lui sont hostiles, devant une guinguette à Rabat pour troubles à l'ordre public, il est condamné à un an de prison.

Une peine raccourcie par une grâce royale. « Ne jouez pas le jeu avec le propriétaire du jeu car vous deviendrez un cobaye », commente-t-il sur son compte Facebook. Le djinn a perdu ses pouvoirs.

Avec ses tenues excentriques au style déjanté, Mohammed VI bouscule les codes. Un roi peut-il se montrer comme ça ? La réponse du monarque silencieux se devine : elle est affirmative. En adoptant le *streetwear* de luxe, tendance hip-hop, il affirme sa liberté et envoie des messages sur sa personnalité, son statut de riche et sa supposée audace. L'étalage de ses accoutrements sur les réseaux sociaux soulève toutefois une autre interrogation : pourquoi a-t-il besoin de s'afficher ainsi ?

Partie IV

Rupture et emprise

Chapitre 22

La princesse disparue

Une rupture. Le mot peut surprendre lorsqu'il est question d'évoquer un mariage. Pourtant, à la mi-juillet 2004, les noces de Mohammed VI, 38 ans, souverain d'ascendance « divine », et de Salma Bennani, une roturière de 24 ans, bousculent bel et bien les conventions et les apparences de la dynastie alaouite. Repeinte et pomponnée, Rabat, la petite capitale encore provinciale du royaume, est en fête. La foule s'est massée devant Bab es-Soufara, la porte d'entrée du Palais royal, pour le passage des porteurs d'offrandes venus du fin fond du royaume afin d'offrir aux mariés des jarres de présents : du henné, de la gomme arabique, du santal, des dattes et du lait. Danseuses, danseurs et musiciens en costumes défilent sur l'esplanade du Dar el-Makhzen. Mohammed VI descend de son estrade et se mêle à eux. La mariée est confinée, en ce premier jour de célébration publique, dans une annexe du palais, avec sa famille et des servantes. Le soir, un millier d'invités triés sur le volet assistent dans les jardins à la cérémonie du henné. Aucun chef d'État, aucune tête couronnée n'a été convié, à l'exception de l'ancien Président américain Bill Clinton venu avec sa fille, Chelsea. L'académicien Maurice Druon, ami du défunt père du marié, et Jamel Debbouze

ont reçu un carton, mais la famille Chirac est absente. Dans la nuit bleutée, au milieu des youyous et des incantations, la tatoueuse dessine des arabesques sur la paume des mains et des pieds de la mariée dissimulée sous un voile. Puis, le couple nuptial embarque dans des *amariya*, des sièges à porteurs, pour un tour d'honneur.

Le lendemain soir, Salma apparaît dans sa robe de mariée de conte des *Mille et Une Nuits*, une couronne sertie de diamants dans les cheveux. Salma Bennani devient Son Altesse Royale Lalla Salma. L'étiquette lui attribue le rang de princesse sans avoir à justifier un lien de sang. Avant elle, la première épouse du roi était condamnée à l'invisibilité. La mère du dauphin devait composer avec les femmes du harem.

Le roi Hassan II s'était engagé sur la voie du dévoilement en autorisant ses filles à exposer leur visage à leurs noces. Son père, Mohammed V, avait subi l'outrage de l'exhibition de ses compagnes sur les écrans de cinéma des actualités Pathé. Les femmes voilées du harem avaient été filmées, valise à la main, quittant le palais puis montant dans un avion pour suivre le sultan déchu par la France et déporté à Madagascar. Au grand dam de Mohammed V, Hassan II n'était pas marié avant de monter sur le trône.

Mohammed VI a lui aussi attendu d'être roi pour prendre épouse. Une rumeur tenace prétend qu'il l'a choisie sur une liste de 50 sélectionnées. Ses noces sont un message à l'adresse des générations montantes : une époque rafraîchissante s'ouvre dans laquelle les femmes ont leur place. Lalla Salma, jeune femme éduquée et émancipée de la moyenne bourgeoisie, en est le témoin. Elle touche au cœur les Marocains, ravis de son bonheur. La princesse a été élevée à Rabat par sa grand-mère maternelle après la mort de sa mère quand elle avait 3 ans. Son père, Abdelhamid, enseigne à l'École normale supérieure de Fès et son oncle

est rhumatologue. Elle a une sœur aînée médecin en milieu hospitalier et trois demi-sœurs. Salma fréquente un lycée public puis intègre l'École nationale supérieure d'informatique et d'analyse des systèmes de Rabat. Brillante, elle sort major de sa promotion. L'énergique dame de cœur du roi fait la connaissance de son futur mari alors qu'elle est stagiaire à l'Omnium nord-africain (ONA), le conglomérat du roi. Commence pour Salma Bennani le basculement dans un univers parallèle. Elle doit passer *de l'autre côté du miroir*, comme Alice dans le roman de Lewis Carroll qui doit courir très vite pour rester sur place et se métamorphoser de pion en reine.

« C'est notre jardin secret ! »

L'informaticienne se reprogramme en maîtresse de maison d'un monarque. Au palais, elle apprend le métier de première dame dans un décorum de faux-semblants où chaque objet, chaque personne est à sa place. On retient d'elle son élégance naturelle, sa chevelure rousse qui tombe en boucles en dessous de ses épaules, son léger accent darija, la langue de tous les jours des Marocains, quand elle s'exprime en français. Ses tenues colorées sont du genre *working girl*, tailleur jupe ou pantalon à coupe droite ou évasée. En représentation, elle porte tantôt des caftans de haute couture, tantôt des robes longues. Elle découvre les voyages, New York et Paris bien sûr. Elle devient très vite une bonne cliente des grandes maisons parisiennes ou du très chic magasin londonien Harrods. Elle possède une collection complète de chaussures Zanotti, de sacs Hermès et de bijoux Cartier, Chopard et Harry Winston. Voilà pour le style. Son mari la présente au couple Chirac. Les deux femmes deviennent de bonnes amies. En 2016, à la mort

de Laurence, la fille aînée des Chirac, Lalla Salma propose à Bernadette de la rejoindre en France pour lui remonter le moral, mais la veuve du Président décline.

Lalla Salma donne naissance, le 8 mai 2003 – dix mois après le mariage –, à un héritier. Il est prénommé Hassan en mémoire de son grand-père. La famille s'installe dans l'intimité de la résidence Dar Es Salaam, l'ancien refuge de Mohammed V rénové pour l'occasion, qui jouxte le terrain de golf royal à Salé. Pour la première bougie du prince, le couple reçoit *Paris Match*, le magazine en contrat d'image avec la famille royale. Interrogé sur le partage du bonheur dans le couple, le roi répond : « C'est notre jardin secret ! » « Je souhaite une famille nombreuse, marocaine, méditerranéenne… Une grande maison très animée avec beaucoup de monde », dit-il. Un second enfant, la princesse Lalla Khadija, voit le jour en 2007.

Lalla Salma s'investit dans le domaine de la santé et de l'éducation. Une fondation portant son nom, dédiée à la lutte contre le cancer, est créée en 2005. Elle la préside, participe à des colloques sur la prévention du sida aux Nations unies et devient ambassadrice de bonne volonté de l'OMS. Elle assure des déplacements en solo et représente le roi dans les cérémonies du gotha princier, comme lors du mariage de Kate et William d'Angleterre en avril 2011. Elle a pris de l'assurance. Sous le masque des convenances s'affirme un caractère.

La presse people la compare, dans la galerie des *first ladies*, à Rania, la première dame de Jordanie. À tort. La Jordanienne parle, la Marocaine se tait. Rania se rend dans des camps de réfugiés sur l'île de Lesbos ou chez les Rohingyas birmans au Bangladesh. Féministe, elle dénonce les féminicides et les crimes d'honneur, quitte à déplaire. Assignée à un rôle de figuration et de procréation, la princesse marocaine respecte un devoir de réserve absolu. Lalla Salma

ne donne pas de prise : insaisissable, elle n'est pas critiquable. Elle va pourtant disparaître. En juin 2017, la visite d'Emmanuel Macron signe la fin de l'histoire. Le Président français est, sans le savoir, le dernier chef d'État étranger à s'asseoir à la gauche de la princesse pour un dîner. Elle passe l'été sans son époux en Grèce. Lalla Salma aime parcourir les Cyclades en yacht de luxe. Cet été-là, un membre de la famille royale acquiert une superbe villa intégrée au paysage rocailleux de Kéa, une île isolée, hors du circuit des *beautiful people*. Construite dans la roche par l'architecte grec Christos Vlachos, près de la plage de Koudouros, la maison appartenait à un banquier italien. En octobre, Lalla Salma apparaît en tenue Yves Saint Laurent pour inaugurer à Marrakech, avec Catherine Deneuve, le musée dédié au grand couturier parisien. La princesse est ensuite effacée des JT après un dernier tour au musée Mohammed-VI de Rabat le 12 décembre pour un hommage au peintre marocain Amine Demnati. Son agenda officiel s'arrête à cette date. Telle Alice, Salma Bennani est sortie d'un songe enchanté devenu un mauvais rêve. Son absence est éclatante lors de la visite en janvier 2018 du roi et de la reine d'Espagne, Felipe et Letizia, dont Lalla Salma est proche. Le 21 mars, le magazine espagnol *¡ Hola !*, l'hebdomadaire à grand tirage spécialisé dans les potins officieux et les exclusivités royales, dégaine son scoop : « Le roi Mohammed VI et la princesse Lalla Salma ont divorcé. »

Les rumeurs les plus folles circulent. Elle aurait été assassinée, elle serait séquestrée. Le fait est qu'aucun signe de vie, comme on dit dans les affaires d'otages, n'est donné. L'inquiétude sur son sort est amplifiée par deux articles malveillants du *Crapouillot marocain*, un site fantôme activé durant la crise du couple. Ce *Crapouillot* n'a pas d'audience mais peu importe : les articles sont envoyés par mail à des centaines de personnes, dont des diplomates, pour amplifier

leur retentissement. Salma est dépeinte en femme « dédaigneuse et méprisante, à l'ego démesuré » et en épouse « désobéissante » et « agressive », au caractère « colérique », qui cherche la confrontation avec les sœurs du roi malgré les « rappels à l'ordre répétés » de son mari. Marc Owen Jones, un chercheur de Doha spécialisé dans la propagande digitale, révèle sur Twitter que le bot du *Crapouillot* est identique à celui d'officines sécuritaires marocaines. « Les articles ont été soufflés par l'entourage proche du roi », estime une bonne connaissance du couple [1].

Le divorce est indirectement officialisé en juillet 2019, lorsque Salma Bennani est gratifiée du terme d'ex-épouse dans un démenti de l'avocat du couple pour faire taire les spéculations. « Le roi du Maroc et son ex-épouse Lalla Salma, écrit M^e^ Dupond-Moretti, font conjointement savoir que les rumeurs de fuite ou de séquestration d'enfants qui circulent sont intolérables. » La déclaration ne lève pas le voile sur les conditions du divorce. Le règlement de la séparation n'a pu que lui être imposé par le Palais. Lalla Salma se serait vu allouer une rente substantielle. Rien ne doit filtrer sur ses états d'âme, leurs querelles, l'intimité compliquée du couple. On n'est pas à la cour d'Angleterre. Il est admis du bout des lèvres que les rapports entre les sœurs de Mohammed VI et Salma Bennani sont exécrables.

Les difficultés étaient perceptibles depuis des années. Les intimes savaient que le couple battait de l'aile. Ils ont cependant été surpris que la crise éclate au vu et au su de la cour. Au cours d'un bal donné par le prince Moulay Rachid, les invités avaient assisté, médusés, à un incident. « Une dispute a opposé la princesse et une cavalière du roi,

1. Entretien avec l'auteur, décembre 2024.

et ce dernier a réprimandé son épouse », raconte un membre de la famille [1].

L'esclandre avait fait jaser. « L'été suivant, Lalla Salma était au palais de Tanger tandis que son époux résidait sur la côte à M'diq. La princesse lui a demandé si elle pouvait le rejoindre. Le roi a refusé. Elle a malgré tout pris la route mais a été refoulée par les gendarmes et reconduite sous leur escorte à Tanger », poursuit-il. Comme dans les divorces du commun des mortels se pose la question de la garde des enfants. Moulay Hassan est très attaché à sa mère et il est inconcevable qu'ils ne se voient plus. La santé vacillante de son père contribue à accélérer l'apprentissage de son futur métier : il est occupé par ses fonctions de représentation et ses études. Chaque été, il part en vacances avec sa mère qui a conservé son titre de princesse.

La situation de Salma est inédite. Jamais une épouse du roi n'a occupé une telle place et n'a divorcé. Des clichés d'elle en promenade avec ses deux enfants à New York sont diffusés, en septembre 2019, pour rassurer. Lalla Salma est passée de la lumière à l'ombre. Sa fondation est mise en veilleuse. Quelques images circulent sur les réseaux sociaux et des bribes d'informations se répandent dans le cercle des initiés : elle habiterait avec sa fille, la princesse Khadija, 17 ans, dans l'ancienne maison de Mohammed V et verrait beaucoup son fils. Reviendra-t-elle sur le devant de la scène quand celui-ci régnera ? La famille de son ex-époux le craint. En attendant, la place est libre, auprès du roi.

Or, en monarchie aussi, la nature a horreur du vide.

1. *Ibid.*

Chapitre 23

Dans la cage

Le scénario tient à la fois des *Trois Mousquetaires* et des frères Dalton. C'est que, comme dans le roman d'Alexandre Dumas, ses protagonistes ne sont pas trois mais quatre : Abu, Ottman, Omar et Khalid, le dernier arrivé à Rabat. Quatre frères. La joyeuse compagnie germano-marocaine n'a ni cape ni épée mais des biceps fort saillants et le torse en avant. Elle ne pratique pas l'escrime mais les arts martiaux. Son roi n'est pas Louis XIII mais Mohammed VI. Elle affronte l'hostilité non pas du Premier ministre, le cardinal de Richelieu, mais du « vice-roi » et de ses agents.

Abu Azaitar entre dans la vie de Mohammed VI quand la princesse Lalla Salma en sort. Il a été présenté au roi par Nadir Khayat, l'artiste marocain né à Tétouan et vivant en Californie, célèbre sous le nom de RedOne (Redouane), via le chambellan, Mohamed El Alaoui.

Au début du printemps 2018, Mohammed VI cumule les ennuis de santé. Convalescent, il vient de subir une opération dans une clinique de Neuilly-sur-Seine pour corriger son arythmie cardiaque. L'air fatigué, en surpoids, le visage empâté, il reçoit le 20 avril dans son palais de Rabat les frères Azaitar pour une de leurs premières apparitions publiques à ses côtés. Ce jour-là, ils sont trois : Abu et

Ottman, les gros bras issus du MMA, les arts martiaux mixtes, et Omar, leur manager et entraîneur, jumeau d'Abu. Abu, le leader du trio, a signé un contrat professionnel à l'Ultimate Fighting Championship (UFC). Il se fait appeler le « Gladiateur ». Ottman, son cadet, dit « Bulldozer », est champion du monde dans la catégorie poids légers d'une ligue moins huppée, la Brave Combat Federation, dirigée par un cheikh de la famille royale du Bahreïn. L'audience a lieu un vendredi, le jour de la prière. La fratrie est invitée à s'y joindre derrière le Commandeur des croyants.

Chez Mohammed VI, les frères Azaitar ont trouvé le gîte et le couvert. Ils suivent le souverain dans son quotidien de palais en palais, de séjour privé en vacances, et entraînent dans leur sillage leur entourage.

« C'est une erreur de s'afficher avec des va-nu-pieds »

En août, pour le 55e anniversaire du souverain, Redouane lui offre une chanson – *Happy Birthday Sidna* – avec en guest-star Gad Elmaleh et en cadeau la participation de son favori, Abu Azaitar, qui chante et danse. Mohammed VI est ravi. « Il a retrouvé le sourire qu'il avait dans sa jeunesse », glisse un proche [1].

Accro à Instagram, Abu Azaitar – qui revendique 2,1 millions de followers – est fier d'afficher son lien avec le souverain. Il inonde son compte de posts. « Votre Majesté, notre cher roi Mohammed VI… Je ne peux pas le remercier assez pour tout ce qu'il a fait pour nous », écrit-il le 4 juin 2018 en commentaire d'un selfie. Sa Majesté devient « mon maître » dans le commentaire du cliché pris

1. Entretien avec l'auteur, mars 2023.

bras dessus, bras dessous, serrés tous les deux dans un canapé célébrant le 60e anniversaire du monarque en 2022. Jamais une photo privée montrant une pareille proximité avec le roi n'avait été publiée. Même avec son ex-femme. Elle dit une complicité, quitte à choquer.

Dès 2018, une salle d'entraînement est installée au Dar el-Makhzen de Rabat, qui devient la base de combattants professionnels. Les invités défilent. Ils sont sportivement prestigieux ou tout simplement de bons amis ou des membres de la famille Azaitar, ébahis d'être à pareille fête. Khabib Nurmagomedov, la star absolue du MMA, surnommé « l'Aigle du Daguestan », débarque au royaume du « *King cool* ». Il est à l'apogée d'une carrière couvée par Ramzan Kadyrov, le satrape tchétchène engagé aux côtés de Poutine dans la guerre en Ukraine. Le personnage dépote. Il vient de remporter à Los Angeles le « combat du siècle » contre l'Irlandais Conor McGregor, un rouquin teigneux.

Pour percer en ligue UFC, il vaut mieux avoir une forte personnalité et le sens de la punchline. Le côté *bad boy* des combattants de MMA, au parcours souvent aussi cabossé que leur visage après un combat, n'effraie pas Mohammed VI, bien au contraire. Résident des palais marocains et des palaces internationaux, il est depuis sa jeunesse attiré par des figures parties de rien et ayant acquis une notoriété, des personnages issus de la rue, ce monde inaccessible et libre, aux antipodes du sien.

Passionné de musique, le monarque est passé de la collection de disques vinyles au CD puis au téléchargement et au streaming. Du rock pour bande FM de Supertramp au rap grand public de son copain Gims. Il apprécie la culture hip-hop, cousine du MMA. Surpris de pouvoir engager avec lui des conversations d'initiés, les artistes lui rendent son attention. L'Algérien Cheb Khaled a obtenu grâce à lui

la nationalité marocaine. Le chanteur Faudel lui est reconnaissant de lui avoir donné un coup de pouce pour tenter de relancer sa carrière via RedOne. « Il m'a filé des références musicales. H-Kayne [le groupe de rap de Meknès], que je ne connaissais pas, c'est lui qui me l'a fait découvrir », raconte Jamel Debbouze dans une interview au magazine marocain *TelQuel*. Abu Azaitar, lui, s'est essayé au rap. Il a enregistré avec son ami rifain Farid Bang, un « gangsta » rappeur allemand. La chaîne YouTube Strassensound (« Le son des rues ») avait publié en 2016 une interview trash de ce dernier avec Omar, le frère jumeau d'Abu, dans le rôle du journaliste. Hilare, Omar ponctuait ses questions de *Scheiße* (« merde » en allemand) tandis que Farid Bang jouait son rôle de provocateur grande gueule s'épanchant sur des gang-bang dans les toilettes de clubs.

Ces nouveaux amis sont des immigrés ayant grandi en Europe et se sont imposés dans leur milieu. M6 est aimanté par ceux qui ont échappé à leur destinée, de préférence par la sueur et le sang. Leur libération l'intéresse et peu importe qu'elle heurte. Être roi affranchit des contraintes. « Il assume ses préférences et sa nature profonde mais l'affichage est déphasé dans le contexte qui est le sien. Il témoigne d'un manque de recul », commente sévèrement – sous couvert d'anonymat – un membre de la famille vivant en Europe [1]. Et de tancer le souverain : « C'est une erreur de s'afficher avec des gens au passé trouble qui se baladent pieds nus dans le palais. »

1. Entretien avec l'auteur, août 2024.

Chapitre 24

Gangsta rap et dealers

Mohammed VI n'ignore rien du passé tourmenté de ses amis trentenaires.

La fratrie est née de parents immigrés originaires du nord du Maroc et arrivés en Allemagne au début des années 1970. Ce sont des *Gastarbeiter*, ces travailleurs « invités » pour répondre aux besoins d'une économie florissante. Les frères grandissent dans la périphérie de Cologne. Leur père est un pieux musulman.

Abu et ses frères sont inscrits à la King Fahd Academy, à Bonn, une école privée financée par Ryad. Son enseignement en arabe, qui baigne dans le rigorisme wahhabite, s'adresse à des gamins musulmans de la Ruhr et des pensionnaires venus de l'étranger. Élevé selon les préceptes du Coran, Abu est peu appliqué. Quand il passe son bac pour faire plaisir à son père, il a déjà pris un mauvais chemin. Il traîne dans les rues de Cologne et soigne sa réputation de petit voyou. Le jeune homme se bagarre, vole… Après une agression avec un de ses frères contre le propriétaire d'une Ferrari qu'il a tabassé, aspergé d'essence et menacé de mort pour lui voler son bolide, le duo est surnommé, par le quotidien le *Kölnische Rundschau*, « Les gangsters à la Ferrari ». Abu refait parler de lui pour l'agression d'une femme

sur un marché de Noël en décembre 2005, puis pour un passage à tabac. Il envisage un temps de s'engager dans la Légion étrangère à Paris avant d'y renoncer. Il trouve une forme de rédemption dans les arts martiaux puis dans la religion. Il transpire dans les salles de sport, s'acharne sur les appareils de musculation, tape dans un punching-ball plutôt que sur les passants. « Tout va vite dans la rue. Il n'y a pas de règles. Si un voyou est expérimenté, il l'emporte. Sur le ring, c'est différent. Il y a des règles à respecter et le temps est compté. Je préfère maintenant l'anneau de combat », explique-t-il dans une interview [1].

Sa carrière amateur décolle puis prend son envol chez les professionnels en 2016. Ottman, son cadet, marche dans ses pas. Les « trois frères » se pavanent dans le petit milieu fusionnel du rap hard-core, des sports de combat et de la mafia allemande, où, dans les années 2010, se renforcent jusqu'à la caricature les clichés sur les fils d'immigrés forcément criminels. Explorons les réseaux sociaux en langue allemande. « Mon frère Sammy Miri et moi te souhaitons beaucoup de succès à Las Vegas. J'espère que tu ramèneras la victoire. Bonne chance Azaitar », poste sur son compte Facebook le rappeur 18 Karat à la veille d'un combat, le 1er avril 2016. 18 Karat, Ivo Vieira Silva de son vrai nom, porte dans ses clips un masque doré parce qu'il a, dit-il, « beaucoup de choses à cacher ». Le déguisement contribue à son succès. Il chante les « putes », la « coke » et les grosses cylindrées. Difficile de distinguer l'homme de l'artiste. Sammy Miri est, lui, suspecté d'être un membre d'un clan de la pègre libanaise.

Au micro de TV Strassensound, Abu Azaitar loue l'un et l'autre. « 18 Karat est un bon ami. Il est également un

1. « Interview mit Abu Azaitar : "Ich lasse mich ungern schlagen" », *Rundschau Online*, 7 octobre 2014.

très bon ami d'un de mes amis, Sammy Miri. Sammy est comme un frère », dit-il. Le rappeur s'est associé au Libano-Allemand pour fonder le label Supremos. Mais 18 Karat est arrêté en juin 2022 à Dortmund et condamné en décembre à six ans et trois mois de prison pour trafic de stupéfiants et violation de la loi sur les armes. Il s'approvisionnait en herbe à Amsterdam et la revendait par dizaines de kilos. Quant à Sammy Miri, il est en cavale depuis juin 2021. Un mandat d'arrêt international a été délivré contre lui. Une unité spéciale de la police de Dortmund créée pour enquêter sur le clan Miri serait parvenue à réunir des preuves de son rôle dans un trafic de drogue à grande échelle. L'infiltration du réseau de communication crypté EncroChat par les polices française et néerlandaise a permis d'intercepter des dizaines de milliers d'échanges entre les membres du groupe mafieux et de percer les secrets du clan. Mais Sammy Miri a échappé au coup de filet. Il circulait dans sa Lamborghini à Marbella, sur la Costa del Sol espagnole, le jour de la perquisition de ses locaux. Après avoir nargué la police allemande sur les réseaux sociaux, il est arrêté en Turquie et extradé en juillet 2024. Le 17 mars 2025, il est condamné à Dortmund à neuf ans de prison ferme pour trafic de cocaïne [1].

Abu fréquente également Arafat Abou-Chaker, un Palestino-Allemand de Berlin. En 2018, le « Gladiateur » disserte avec lui en *livestream* sur la chaîne de ce promoteur du rap d'outre-Rhin, considéré par les médias allemands comme une figure de proue d'un clan mafieux familial.

S'ils ne sont mis en cause dans aucun crime en Europe depuis 2007, les frères Azaitar n'ont pas rompu avec certaines relations douteuses. Aux Pays-Bas, Abu entraînait en

1. Andreas Wegener, « Clan-Chef Miri muss 9 Jahre hinter Gitter », *Bild*, 17 mars 2025.

avril 2022 Mohammed J., un kickboxeur marocain de 28 ans. « À nouveau sur les rails. Merci pour l'entraînement et la motivation mon frère @abuazaitar. À bientôt pour mon camp d'entraînement », avait commenté sur les réseaux sociaux le combattant. Deux mois plus tôt, la salle de sport de cet athlète soupçonné d'appartenir à la Mocro Maffia avait été endommagée par une attaque à la grenade. Auparavant, l'étoile marocaine du kick-boxing avait connu un long exil à Dubaï. Il avait été mêlé en juin 2018 à une fusillade mortelle et un attentat avait visé la boucherie de son père, provoquant l'évacuation d'un pâté de maisons du quartier de Bois-le-Duc, dans le Brabant néerlandais.

« Je l'ai battu, il est à moitié mort »

En août 2022, le boxeur, qui préparait son retour sur les rings, passait ses vacances dans la région de Tanger où les frères Azaitar étaient en vacances avec le roi. Le combat n'a finalement pas eu lieu. Le 19 janvier 2023, Mohammed J. est arrêté et placé en détention provisoire. La justice le soupçonne de trafic de cocaïne, d'armes blanches et de blanchiment d'argent sale. Il s'en prenait dans un échange à un trafiquant qualifié de « chien cancéreux » l'ayant trompé en coupant de la cocaïne avec du paracétamol. Mohammed J. se vante alors de l'avoir sanctionné. « Je l'ai battu, il est à moitié mort », assurait-il. Son avocat, Jan-Hein Kuijpers, considère ces messages comme de simples « fanfaronnades ».

Abu Azaitar aime le fantasme du gangster m'as-tu-vu et ses attributs : les montres bijoux, les voitures de luxe, l'argent qu'on étale par besoin de reconnaissance. Son amitié avec Mohammed VI lui a ouvert la porte d'un univers doré. Au palais, il entretient son goût pour les objets et les voitures de luxe. Il porte des montres Audemars Piguet,

Richard Mille ou Patek Philippe. Le site marocain *Hespress* a calculé leur valeur sur la base de ses posts vus sur les réseaux sociaux. Il est parvenu à une estimation de plus de 2,3 millions d'euros. Le summum est atteint avec une Patek Philippe Nautilus 5719/10G d'une valeur de 411 227 euros. En tant que sportif, ses gains officiels à l'UFC sont de 12 000 dollars, avec un bonus de 4 000 dollars hors taxes.

À Rabat, l'ex-« gangster à la Ferrari » des journaux populaires allemands a ses entrées au garage royal de la route des Zaërs. Caverne d'Ali Baba de l'automobile, il abrite des centaines de véhicules bichonnés au polish. D'une Ford des années 1920 au dernier modèle d'Aston Martin, le garage serait, s'il était ouvert au public, un musée de l'automobile hors du commun. Mohammed VI a hérité du virus de la voiture et de celui des montres de son père.

À 37 ans, le combattant Abu Azaitar dégage une assurance décontractée et une forte impression de confiance en soi. Il est réfléchi et sait être poli. Le crâne rasé, la peau mate et le collier de barbe élégamment taillé, son sourire se veut charmeur avec une pointe d'ironie au coin des lèvres. Son corps est ciselé par l'entraînement de haut niveau qu'il peut pratiquer jusqu'à l'épuisement. Pas une once de graisse bien sûr et des muscles proéminents. Il a disputé trois combats en UFC. Après un succès initial, il a perdu à deux reprises. 2020 est une année noire pour le tandem Abu-Ottman. Abu est suspendu pour dopage : des tests révèlent la présence d'une substance interdite, du tamoxifène, dans ses urines. Ce médicament antiœstrogénique, prescrit aux femmes en préménopause qui ont souffert d'un cancer, augmente chez l'homme la production de testostérone naturelle. Abu écope d'une suspension. Il reprend la compétition mais subit une déroute.

Ottman est, lui, exclu de l'UFC pour avoir violé un protocole sanitaire dans des circonstances ridicules. En pleine

épidémie de Covid-19, la ligue a déplacé ses événements des États-Unis à l'île de Yas, à Abu Dhabi. Elle crée pour l'occasion une bulle bio-sécurisée mais un intrus aux talents d'acrobate parvient à percer le dispositif d'isolement. L'inconnu est repéré par les caméras de surveillance sur la façade de l'hôtel des combattants alors qu'il se glisse de terrasse en terrasse pour rejoindre la chambre d'Ottman afin d'y déposer un colis. « Ce type a livré un sac d'on ne sait quoi dans la chambre d'Azaitar. Il a changé de vêtements et est reparti. On a tout vu sur les vidéos. Azaitar ne se bat pas ce soir, il n'est plus un combattant de l'UFC », annonce Dana White, le patron de l'UFC [1]. Coup de théâtre un mois plus tard : son manager sauve sa tête. L'impresario remercie le patron de l'UFC de sa mansuétude à l'égard du combattant, mais aussi d'autres personnes qu'il ne cite pas nommément. Mohammed VI a-t-il intercédé ? Ottman Azaitar a, à l'époque, le potentiel pour devenir une star attractive pour le développement du MMA dans les pays arabes. Selon les commentateurs spécialisés, ce sont ces arguments qui ont penché en sa faveur.

Quand il repasse par l'Allemagne, Abu Azaitar ne fréquente pas que des rappeurs et des gangsters. Il s'entretient avec l'ambassadeur américain à Berlin Richard Grenell, un trumpiste pur jus. Le 19 août 2019, Abu Azaitar, serré dans un T-shirt rouge, est reçu par le diplomate. La rencontre n'est pas surprenante : Grenell est un passionné de MMA. L'ambassadeur assiste aux combats au bord de l'octogone, au premier rang, et apprécie cette ambiance où selon l'un de ses tweets « les athlètes et les fans de MMA sont massivement pour Donald Trump » car « ils savent à quoi ressemble un combattant ». D'après la lettre confidentielle *SpyTalk* de Jeff

1. Mike Bohn, « Inside "UFC fight island" during the Poirier vs. McGregor 2 fight », *Rolling Stone*, 25 janvier 2021.

Stein, un ancien correspondant Défense du magazine américain *Newsweek*, Richard Grenell serait intervenu pour obtenir au combattant maroco-allemand un visa pour un séjour privé aux États-Unis. Abu Azaitar aurait auparavant essuyé des refus de l'administration fédérale en raison de ses antécédents judiciaires. Deux fins de non-recevoir lui auraient été adressées en Allemagne et au Maroc. Accompagné d'Ottman, Abu débarque en octobre aux États-Unis pour accomplir un rêve : un « check », une poignée de main, avec Mike Tyson.

Dans ses révélations, *SpyTalk* indique que le diplomate américain puis directeur par intérim du Renseignement national s'est rendu au Maroc en septembre 2020. « Il s'est envolé pour une réunion avec Mohammed VI », selon un responsable américain cité par *SpyTalk* s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. Trump l'avait « engagé dans les efforts de l'administration pour amener le Maroc dans la nouvelle coalition anti-Iran israélienne avec les monarchies du golfe Persique », écrivait le site généralement bien informé [1].

Dans le second mandat Trump, ce porte-parole du courant MAGA à l'étranger occupe les fonctions d'« envoyé spécial » du Président pour des missions en lien avec l'Afrique du Nord, le Venezuela et la Corée du Nord.

Le favori de Sa Majesté ne joue aucun rôle politique à la cour et cela vaut peut-être mieux car sa fantasmagorie de la violence l'emporte parfois sur des terrains glissants. Le 12 octobre 2023, après les attaques du Hamas contre Israël, il poste sur TikTok une vidéo likée par 133 400 abonnés à la gloire d'un commandant d'une milice irakienne, réputé pour être un profanateur de cadavres. Le criminel de guerre pro-Iran y est célébré, entouré par ses admirateurs devant un portrait d'Ismaël Haniyeh, le chef du Hamas. Durant la guerre contre Daech, sa renommée était internationale.

1. *Ibid.*

L'« Ange de la mort » se vantait de découper les membres de l'État islamique « comme du shawarma ».

Loin des cages de MMA, les frères se muent en auto-entrepreneurs. Omar ouvre des franchises de la chaîne allemande de fast-food halal 3H's Burger and Chicken dans la marina de Tanger et à Rabat, rebaptisées par la suite Royal Burger. Une visite du fils du roi venu engloutir un burger leur garantit une large publicité, pas la prospérité. Des people marocains sont invités pour l'inauguration d'un bar à chicha, le Chérie Chéri, dans la marina de Salé. Ils sont les concessionnaires des bateaux Jeanneau à Tanger, créent un Royal Donuts et une myriade de sociétés ressemblant souvent à des coquilles vides qui intriguent les milieux d'affaires et attisent leur suspicion. « Ils sont peut-être bons dans une cage mais pas franchement impressionnants en affaires, au mieux ils bricolent… », commente un chef d'entreprise casablancais qui requiert l'anonymat [1].

À Rabat, les mauvaises manières des amis du roi indisposent l'entourage du souverain. Au Dar el-Makhzen, c'est le choc des civilisations. « Ces gens manquent d'éducation. Ils n'ont pas d'égard avec les serviteurs. Ils les traitent avec mépris et leur parlent comme s'ils étaient des moins-que-rien. Ils humilient pour un Perrier », commente sèchement un visiteur régulier sans s'attarder sur le sujet. « Ils se baladent pieds nus, roupillent et se vautrent dans les canapés en survêt. Ils sont vulgaires et se curent les dents la bouche ouverte », fulmine devant nous un familier du sérail [2].

C'est que, dans l'entourage du roi, les frères Azaitar n'ont pas que des amis.

---

1. Entretien avec l'auteur, mars 2023.
2. *Ibid.*

Chapitre 25

Haro sur les frères

Au palais, les Azaitar sont vus comme des chiens dans un jeu de quilles. Leur omniprésence dérange. Elle peut être un obstacle à l'accès à Mohammed VI, comme l'était au début des années 2000 celle d'un architecte américain apprécié du monarque. Hors des murs royaux, on prête aux frères, devenus la garde rapprochée du souverain, des pouvoirs d'éloignement des visiteurs. Dans les allées du palais, si la parole est d'argent, alors le silence est d'or. L'irritation ne s'exprime pas. Les conseils ne sont admis par le roi que s'ils viennent du carré historique de ses fidèles, ses amis qui le protègent depuis sa jeunesse et se comptent sur les doigts d'une main. Et encore : d'un tempérament ombrageux, Mohammed VI est capable d'emportements mémorables, de crises de colère et d'humiliations.

Les traits d'esprit sont considérés comme des crimes de lèse-majesté. Un bon mot osé par Alain Juillet, ancien directeur du renseignement de la DGSE et proche des strates sécuritaires marocaines, sur le divorce royal au cours d'une réception parisienne a valu à son auteur d'être déclaré *persona non grata* sur le territoire marocain. Ses propos avaient été repris sous couvert d'anonymat dans les colonnes du *Point*. Une enquête avait été diligentée par les

services, la liste des invités épluchée et la mauvaise langue, une fois identifiée, tranchée. Inquiet de la place occupée par la « nouvelle famille du roi » et sa visibilité tapageuse sur les réseaux sociaux, le sérail, qui semblait considérer l'intrusion des frères Azaitar comme une passade, orchestre une stupéfiante campagne de presse.

Longtemps, les médias n'avaient pas tari d'éloges sur ces combattants symboles de la fierté sportive de la nation. L'accueil royal réservé aux frères au Maroc avait été célébré par les sites d'information, l'agence officielle Maghreb Arabe Presse (MAP) en tête. Le ton change en 2020, à mesure que montent les crispations. Le site *Hespress* sonne la charge le 1er mai 2021. Titré « Certains ont le bras long, les frères Azaitar l'ont musclé et ils savent s'en servir », un article dramatise la protection royale dont bénéficie le trio. Un second enfonce le clou [1].

« Que font ici les gangsters à la Ferrari ? »

Le vieux royaume de la dynastie alaouite serait carrément ébranlé par les mauvais coups des lascars de Cologne. L'article énumère des crimes et des délits qui auraient été commis en Allemagne. Les frères ne réagissent pas.

Selon le site, leurs comptes sur les réseaux sociaux « révèlent leur mercantilisme, leur arrogance, leur exhibitionnisme outrancier avec des torses nus qui se bombent, paradant comme des paons ». La diatribe se termine par une mise en garde : « D'autres rappels suivront autour d'une seule question qui est sur toutes les lèvres : que font ici les gangsters à la Ferrari ? »

1. « Azaitar : le grand déclassement des symboles de la monarchie », *Hespress*, 28 mai 2022.

Premier des pure-players marocains, *Hespress* est leader sur le marché de la presse électronique en langue arabe avec une version française et anglaise. Sa loyauté au régime est constante dans un paysage médiatique où les journalistes indépendants ont fermé leurs claviers. L'audace agressive du papier convainc le Tout-Rabat que le tir de missile est parti de très haut. Une nouvelle salve de la guérilla médiatique part de Paris en juillet. Un obscur blogueur de *Mediapart* tire à boulets rouges sur Abu et compagnie. La contribution, publiée sur un espace participatif, est signée d'un certain Francis Sauvage, « politologue et journaliste d'investigation » inconnu au bataillon. L'auteur semble puiser aux meilleures sources. On apprend qu'Ottman a rejoint le Maroc alors que les frontières étaient fermées pendant la pandémie de Covid-19, par un vol de l'armée marocaine en provenance de Cologne spécialement affrété pour lui. La reprise du billet par *Barlamane*, un média dirigé par l'ex-patron de la communication du ministère de l'Intérieur, le sort de sa confidentialité au Maroc. À Paris, la direction de *Mediapart* qui sent le coup fourré le dépublie sur-le-champ. Les initiés marocains y vont de leurs commentaires. Samira Sitaïl, la directrice de la télévision publique 2M, une proche de Fouad Ali El Himma et actuelle ambassadrice du Maroc en France, commente sur X (ex-Twitter) : « Alors que le roi #MohammedVI donne ses instructions pour que les Marocains de l'étranger voyagent à des prix abordables, des @abu_azaitar postent des photos de leurs déplacements en jet privé de luxe. Il y a vraiment des coups de pied au cul qui se perdent. » « Ces assauts contre les amis de Mohammed VI sont probablement encouragés par les collaborateurs les plus proches du monarque pour l'inciter à se débarrasser des Azaitar, qu'ils considèrent comme toxiques », décrypte pour le site

Orient XXI le journaliste espagnol Ignacio Cembrero, spécialiste du décodage des intrigues royales [1].

Inflexible, Mohammed VI maintient sa confiance en ses amis germano-marocains. Le journaliste britannique Nicolas Pelham, de *The Economist*, voit en lui un rebelle par procuration. « Le roi admire, respecte et est ravi par les gens qui défient le système. Il est au sommet du système mais il se sent vraiment détendu quand il est avec ceux qui ont rejeté l'establishment. Abu Azaitar s'adresse au malaise de sa jeunesse vis-à-vis du Makhzen qu'il jugeait oppressif, contrôlant et restreignant sa liberté », commente-t-il pour le think tank américain CSIS (Center for Strategic and International Studies) [2].

Les hostilités cessent en décembre 2023 avec un maintien du statu quo. L'été 2024, Abu et Ottman ont posté sur TikTok et Instagram des photos sages de leurs vacances à M'diq. « Prêter attention aux gens qui vous critiquent est une perte d'énergie… Focalisez-vous sur ce que vous avez à faire et faites-le au mieux », tel était leur mantra.

« Pseudo-bandits » et vrais favoris (ou l'inverse), ils sont peu de chose face aux détenteurs des clés du royaume…

---

1. Ignacio Cembrero, « Les frères Azaitar, ces amis encombrants de Mohamed VI », *Orient XXI*, 19 juillet 2021.

2. Jon Alterman, Nicolas Pelham, « Morocco's Missing King », *CSIS*, 30 mai 2023.

Chapitre 26

Le vice-roi

Fidèles parmi les fidèles, ils sont les piliers du régime.

Le financier Mounir Majidi, le stratège politique Fouad Ali El Himma et le sécuritaire Yassine Mansouri sont des camarades d'enfance de Mohammed VI. Ils impriment depuis vingt-cinq ans leur marque sur la gouvernance du royaume. Mounir Majidi est dans l'organigramme officiel le directeur du secrétariat particulier du roi. Fouad Ali El Himma a le titre de conseiller royal. Yassine Mansouri est conseiller sécuritaire et patron de la Direction générale des études et de la documentation (DGED), le service de renseignement extérieur et de contre-espionnage. Ces hommes sont parmi les rares personnes à avoir un accès direct au monarque. Ils partagent ce privilège pour des raisons pratiques avec Mohamed El Alaoui, un cousin du roi, le chambellan responsable de l'intendance et gardien des secrets privés.

Sorti de ce noyau d'intimes gravite dans l'orbite royale le premier cercle des conseillers. Membres du cabinet ou électrons libres sans attributions réelles, ils bénéficient de la confiance de Mohammed VI et font la courte échelle à leurs protégés. À la cour, seule une poignée d'entre eux ont assez d'influence pour faire basculer en faveur de leur point de vue un arbitrage du roi. Les conseillers sont épaulés par

une équipe de collaborateurs regroupée dans une aile du palais d'où sortent, après avoir été filtrés, des avis, des enquêtes et des études.

L'influence des réseaux est changeante, de nouvelles figures s'imposent tandis que d'autres disparaissent au gré des luttes de clans, des problèmes personnels, des états de grâce et de disgrâces. Au sommet de l'édifice, Mohammed VI est redouté pour ses coups de sang, fruit d'une éducation favorisant une intolérance au désagrément. Des camarades de route de la « génération M6 », surnommée à ses débuts « la génération techno », n'ont pas tenu la distance. Des voies de garage leur sont ouvertes pour éviter les trahisons. Les luttes de pouvoir exigent une endurance de haut niveau dans ce premier cercle en proximité avec le roi depuis un demi-siècle. Elles esquintent la santé des bons vivants et rendent paranoïaques les austères.

Nous voici en banlieue de Rabat ; la villa de Fouad Ali El Himma, l'homme le plus puissant du Maroc, est dépourvue de signes extérieurs de richesse. Aimable et prolixe, il m'avait reçu chez lui sans façon en compagnie de Michel Zerr, le correspondant à Rabat du *Figaro* en 2007. Un de ses visiteurs assure que lorsqu'il quitte son domicile, le conseiller du roi désigne au dernier moment à son chauffeur le véhicule dans le lequel il va monter parmi les limousines garées sur son parking. « La manie le rassure : elle réduirait les risques d'être victime d'un sabotage », dit-il. Je n'avais rien remarqué.

Fouad Ali El Himma est le chef d'orchestre de la politique royale et le veilleur de nuit du régime. Quand le roi disparaît, il assure la permanence au palais, sauf si bien sûr Mohammed VI l'appelle toute affaire cessante pour qu'il le rejoigne dans la Ville Lumière ou sur un point du globe connu de quelques initiés.

Cet ami lui est indispensable depuis leur jeunesse commune. Fouad Ali El Himma est né à Ben Guerir, une ville

pauvre entre les mines de phosphate et Marrakech. Sélectionné pour étudier au Collège royal, il n'a pas oublié son village où il faut creuser à plus de 80 mètres pour trouver un peu d'eau. Fouad Ali El Himma passe à juste titre pour le vice-roi. Sa fonction officieuse s'est imposée au gré des péripéties. Il a appris le métier au ministère de l'Intérieur, alors sous la coupe de Driss Basri. C'est peu dire qu'il ne l'appréciait pas. En 1998, il est le chef du cabinet personnel du dauphin, une mini-structure où s'échafaude l'avenir.

« Himma dégage ! »

À l'avènement, le voici secrétaire d'État à l'Intérieur sous le gouvernement Youssoufi, puis ministre délégué à l'Intérieur. Il traite pour le souverain les dossiers sensibles. Il a un pied dans le Palais et l'autre dans le gouvernement pour que celui-ci avance en cadence. Il est confronté au défi du djihadisme géré par la répression sans aller jusqu'à l'interdiction du PJD, le courant politique religieux légal issu des Frères musulmans. Il déteste ces islamistes mais la mise hors la loi de ces royalistes de la vingt-cinquième heure est jugée contre-productive. L'homme ne manque pas d'idées. Sa pensée toujours en mouvement est parfois sinueuse. Ses conflits avec le financier Mounir Majidi ont alimenté la chronique des salons de Rabat et de Casablanca. En 2007, il crée la surprise en quittant son poste pour se présenter aux législatives. Ses bras de fer avec le grand argentier du royaume auraient-ils tourné en sa défaveur ? Il prétend qu'il n'en est rien, tout comme il assure que sa démarche ne répond pas à un agenda politique visant à le propulser à la tête du gouvernement.

« Si Fouad » veut imposer un parti libéral et social puissant en mesure de damner le pion dans les urnes aux barbus. Ce sera le PAM, le Parti authenticité et modernité,

à l'emblème du tracteur. L'attelage réunit un bric-à-brac de notables provinciaux, des gens venus de la gauche, anciens opposants à Hassan II, et des élus aux réflexes makhzéniens experts en transhumance partisane, ainsi que, on le lira plus avant, une palanquée de « brebis galeuses » agissant grâce à leur adoubement sous couverture politique. Pour contrer la poussée des islamistes, Fouad Ali El Himma veut tracer un nouveau sillage en redynamisant le camp moderniste. En 2009, il gagne les élections communales. Mais en 2011, durant les manifestations du Mouvement du 20 février, les contestataires réclament le départ de l'entourage de Mohammed VI accusé de corruption. Le chef du PAM n'est pas épargné. « Himma dégage ! » scande la foule. Alors que le tumulte est à son acmé, il est mis en cause sur la base de documents publiés par un quotidien à grand tirage dans une affaire de corruption et de violation des règles d'octroi des marchés publics. Il affirme que tout est faux.

Quand Abdelilah Benkirane, le chef du PJD, devient Premier ministre, Fouad Ali El Himma manœuvre pour réduire le pré carré de son rival malgré le vote d'une nouvelle Constitution censée élargir le périmètre et l'indépendance du chef du gouvernement. Il supervise la formation du gouvernement de coalition. Sous sa férule, le cabinet royal est un *shadow cabinet* au fort pouvoir de nuisance contre les ministres islamistes. Quand survient l'alternance, ce n'est toujours pas le PAM qui gagne mais le parti du milliardaire Aziz Akhannouch. Si côté cour Fouad Ali El Himma est au Palais, côté cuisine il détenait jusqu'en 2016 une société de conseil et de communication, le Cabinet Media Consulting, qui effectuait des prestations pour des acteurs publics et privés marocains. Peu avant son retrait, son bras droit en affaires, Karim Bouzida, entre à son tour au Palais comme conseiller en communication, un secteur refaçonné sur mesure pour mieux contrôler les médias.

Le vice-roi

Lorsque Mohammed VI est en retrait, autrement dit souvent, Fouad Ali El Himma gère et parfois galère. Conseiller politique et sécuritaire, son périmètre s'est élargi avec la marginalisation progressive de Taïeb Fassi-Firhi, le conseiller diplomatique officiel. Ce dernier avait commis un impair au cours d'une conférence à la Brookings Institution à Washington pendant les soulèvements arabes : il avait admis le manque d'indépendance des juges marocains. Le temps où le Maroc cherchait avant tout à plaire à l'UE est révolu. Sa diplomatie est décomplexée, nationaliste et offensive. Elle n'hésite pas à utiliser des leviers comme les migrants clandestins, les trafiquants de drogue ou des mesures de rétorsions diplomatiques dans ses rapports de force contre ses partenaires. Une stratégie payante : après le revirement américain sur le Sahara occidental, le royaume a obtenu de nouvelles garanties de Madrid puis de Paris.

Fouad Ali El Himma est le gardien des clés de la voûte du Makhzen, son appareil sécuritaire. Il ne se voit pas en « Basri bis », ni en vice-roi et encore moins en vizir. Il est pourtant un peu de tout cela. Moins grossières que celles de l'homme lige de Hassan II, ses méthodes policières se veulent chirurgicales. Le style erratique de gouvernance de Mohammed VI axé sur les arbitrages et l'intermittence rend le fonctionnement du duo opaque. Quand le roi délègue, il ne tient pas à le faire savoir, quand Fouad Ali El Himma exécute, il laisse supposer qu'il détient une parcelle de pouvoir. Il est l'indispensable complément de son maître, quand il n'est pas le substitut de M6.

Un souverain qui sait lui faire comprendre que son destin, lié au sien, lui appartient. Fouad Ali El Himma est à sa manière le maire du palais d'un roi fainéant. Il est le Pépin l'Ancien du roi Dagobert.

Chapitre 27

La sentinelle

Octobre 1999.

Quand à peine mûri par deux mois et demi de pouvoir Mohammed VI arrive à Tanger, il passe encore aux yeux des sceptiques pour « un garçon candide ». Dans les cercles parisiens, on ne lui prédit pas un grand avenir. On parle de lui comme du « dernier roi ». Pour sa première tournée dans le nord du pays, il ne débarque pas en terrain conquis. Il sait que cette région délaissée ne peut subsister sans l'argent de la contrebande, du kif et du transfert en devises des MRE, les Marocains résidant à l'étranger. Son père ne s'y aventurait pas, par mépris.

À l'aéroport, un comité d'accueil arbore son portrait en criant « *Acha al Malik* » (« Vive le roi »). La ville est décorée de petits drapeaux rouge et vert, les couleurs chérifiennes. Le cortège officiel emprunte un itinéraire balisé mais la visite ne se déroule pas comme prévu. Les checkpoints censés filtrer à intervalles réguliers le passage du roi ne sont pas en place. Au bout de quelques kilomètres, la caravane royale bifurque pour se replier et trouver refuge dans un palais royal. « Ce n'était pas une défaillance due à une mauvaise organisation. Des forces censées protéger Mohammed VI se sont volontairement abstenues. Le message était

clair : nous sommes ici chez nous ! » raconte un ancien collaborateur de Yassine Mansouri, le conseiller sécuritaire du roi, qui livre un récit inédit [1]. « Des gens ont voulu faire peur au roi en pensant qu'il était jeune, inexpérimenté et sans courage. Ils ont été déçus… Le Rif n'est pas une province comme les autres. Les réseaux occultes y sont puissants », poursuit-il.

S'agissait-il de la « pieuvre politico-mafieuse des narcos » ? Il ne le dit pas mais le laisse entendre. Menaces dans le Nord, tensions à la frontière algérienne, crainte d'un complot : la garde prétorienne du jeune roi, dont fait partie Yassine Mansouri, est sur les dents. Driss Basri, le ministre de l'Intérieur, est toujours en poste. Depuis la mort de Hassan II le 23 juillet, le monarque et ses proches le soupçonnent d'être tenté par des manœuvres de déstabilisation. Les fils tissés par cet homme d'appareil sont coupés en novembre : Basri est révoqué. Yassine Mansouri participe à l'opération.

Ancien camarade de classe du prince héritier au Collège royal, Yassine Mansouri a comme Mounir Majidi, le grand argentier du royaume, et Fouad Ali El Himma, le stratège politico-sécuritaire, grandi avec le roi. Il connaît son Driss Basri sur le bout des doigts pour avoir été, lui aussi, son « stagiaire » au ministère de l'Intérieur. Il s'est perfectionné en dirigeant la DGA (Direction des affaires générales), un poste d'observation idéal pour maîtriser le fonctionnement de l'appareil du ministère de l'Intérieur, et la MAP, l'agence de presse d'État d'un pays où le pouvoir et l'information ne sont pas séparés au point de feindre de croire qu'il en va de même dans les grandes agences internationales.

Yassine Mansouri n'est pas un personnage de l'ombre bien qu'il fuie les mondanités. Il tient sa religiosité de son père, Hadj Abderrahmane Mansouri, un érudit de Bejaâd,

1. Entretien avec l'auteur, février 2024.

siège d'une influente confrérie soufie. Décédé en 2004 à l'âge de 92 ans, cet intellectuel qui avait le titre de *alem* – grand savant – avait documenté les travaux de l'anthropologue Dale F. Eickelman, spécialiste du Moyen-Orient et auteur d'un livre sur le monde rural marocain : *Connaissance et pouvoir au Maroc.*

« Le premier flic du royaume »

« Mansouri tient à ses racines rurales. Il est sérieux et travailleur, calme et posé. Il est à l'aise avec le peuple. C'est d'abord un patriote, cela nécessite dans l'exercice de ses fonctions une part d'ombre », note l'un de ses interlocuteurs français qui l'apprécie [1].

Et cette ombre est grande depuis qu'il dirige la DGED, l'agence marocaine de renseignement extérieur. Nommé en 2005, il est le premier civil à la tête de ce corps de sécurité. Victime de deux tentatives de coup d'État, Hassan II se méfiait des militaires, son fils suit l'exemple. Yassine Mansouri démilitarise l'institution. Son champ d'action balaie le Sahara occidental, l'Algérie, le terrorisme, la religion, l'émigration clandestine, la drogue. Ses réseaux sont actifs aussi bien en Europe qu'en Afrique. « Les Marocains sont présents au Sahel pour rivaliser avec les Algériens », raconte un analyste de terrain qui a participé à la MINUSMA, la force des Nations unies installée pendant dix ans dans le désert malien. « Ils ont une bonne connaissance des groupes djihadistes et surtout des routes sahariennes des trafiquants de drogue qui négocient leur passage dans la zone. Ils ont infiltré des filières djihadistes et ont joué des rôles clés dans la libération d'otages », explique-t-il [2].

1. Entretien avec l'auteur, mars 2024.

2. Entretien à Tombouctou au Mali avec un analyste membre de la MINUSMA, janvier 2018.

Son dialogue compte moins d'accrocs avec les Américains qu'avec les Européens. Sauf sur la question des atteintes aux droits humains. Sermonné par le Département d'État en 2016, il plaide sa cause devant l'ambassadeur des États-Unis qu'il a fait convoquer par le ministre des Affaires étrangères marocain. Un incident qui ne risque pas de se reproduire de sitôt : sous Trump, il n'a plus à se justifier auprès de l'ami américain. En Europe, ses agents se déguisent en lobbyistes marocains ou en représentants de la communauté musulmane pour mener des actions considérées par ses partenaires comme des ingérences. Avec le Mossad, la coopération est féconde. Les accords d'Abraham ont sorti des relations sécuritaires datant de Hassan II de la clandestinité. En novembre 2021, Yassine Mansouri a reçu Benny Gantz, le ministre de la Défense israélien, dans son bureau. La guerre d'anéantissement des Palestiniens menée à Gaza par Israël avec ses bombardements massifs de civils, ses dizaines de milliers de femmes et d'enfants tués, ses crimes de guerre et sa crise humanitaire n'y a rien changé tant le Maroc est avide du savoir-faire et des outils du Mossad et de Tsahal.

Yassine Mansouri tient son influence de son accès direct au roi. Une proximité que Abdellatif Hammouchi, l'actuel directeur général de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), la police nationale, et directeur de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), le renseignement intérieur, n'a pas. Le « premier flic du royaume » est avant tout un opérationnel dont le rayon d'intervention s'est élargi au point que le service de contre-espionnage prend le pas sur le service d'espionnage. « Hammouchi est dans le sillage de Fouad Ali El Himma et non de Mansouri », estime un expert français du monde du renseignement [1]. Depuis

1. Entretien avec l'auteur, octobre 2024.

avril 2025, il traque JabaRoot, un mystérieux groupe qui publie des fuites massives d'informations ciblant l'appareil sécuritaire.

Surnommé « l'homme qui ne dort jamais », il surveille et punit. Quitte à essuyer les plâtres. Il est en première ligne dans les crises avec Paris et symbolise la reprise en main autoritaire du régime. Cela ne l'empêche pas d'avoir été décoré par arrêté paru au *Bulletin officiel* durant les Jeux olympiques de la médaille d'honneur en or de la police française décernée à titre exceptionnel. Mieux qu'une breloque, la CEPOL, l'agence de coopération policière de l'UE, a organisé en 2019 pour ses services un stage de formation aux techniques de désinformation portant notamment sur les faux comptes et les manipulations en ligne.

Pas sûr que ses agents en avaient vraiment besoin.

Chapitre 28

L'oligarque royal

Parmi les intouchables du royaume, Mounir Majidi, passé lui aussi par le Collège royal, pur produit de la méritocratie, est à part. Fils d'un fonctionnaire du ministère de la Justice, il est « adopté » par le Premier ministre Ahmed Osman au vu de son brillant carnet de notes de CM1. Le chef du gouvernement l'a choisi pour étudier avec son fils Nawfal dans un collège privé, quand ce dernier a perdu sa mère, la princesse Lalla Nezha, sœur de Hassan II, morte dans un accident de voiture. Dans les jardins du palais, Majidi rejoint la « bande des princes inséparables » formée par Sidi Mohammed et son cousin Moulay Nawfal. Le bac en poche, il suit des études de sciences puis d'informatique à Strasbourg. Toujours dans les pas de Nawfal, il part à New York pour passer un master en business administration. La parenthèse new-yorkaise de Mounir Majidi se termine à l'apogée des golden-boys de Manhattan qui ont transformé la Bourse en casino grâce au dérèglement des marchés et qui fascinent les futurs cadres et entrepreneurs de haut niveau des campus américains. La domination de la finance sur l'économie est en marche, et Mounir Majidi sera un de ses disciples.

« Le seigneur des panneaux »

Au Maroc, Nawfal meurt emporté par une maladie. Mounir Majidi lance First Contact Communication (Fc Com), une société d'affichage publicitaire. Il obtient une concession de trente ans pour implanter et gérer les espaces du mobilier urbain à Casablanca et l'exclusivité des panneaux dans les aéroports et les gares du royaume. Elle lui vaut d'être surnommé « le seigneur des panneaux ». Le businessman a pris des actions dans la société de téléphonie GSM Al Maghrib pour s'en séparer avec une jolie plus-value quand l'opérateur est revendu à Maroc Telecom en 2002. Toujours présent dans l'industrie des télécommunications, il s'est taillé une part de marché dans le secteur tandis que ses proches, selon *Africa Intelligence*, « se sont lancés dans le BTP ou encore la sécurité, souvent comme sous-traitants des sociétés royales [1] ».

Amateur de tableaux de maître, il est un nouveau riche et ne s'en cache pas.

Au Palais, Mounir Majidi a pris en main les intérêts du roi dont il connaît dans le détail les dépenses personnelles. Le roi lui fait confiance : il a investi dans un homme qui sait lui faire gagner de l'argent. Il est son secrétaire particulier et le président de son empire économique, la Siger, qu'il restructure de fond en comble. La holding royale retire ses participations dans Axa, La Monégasque (une société spécialisée dans les fruits de mer) et Amandis. Il se débarrasse de ses entreprises à faible rentabilité en cédant les huiles Lesieur, les sucres Cosumar ou la Centrale laitière. Ces sociétés ont en commun d'œuvrer dans les secteurs en cours

1. « El-Majidi, Inc. : comment le clan du secrétaire particulier de Mohammed VI prospère dans l'ombre de la holding royale », *Africa Intelligence*, 14 septembre 2020.

de dérégulation s'ouvrant à une véritable concurrence. Elles faisaient par ailleurs mauvais genre en collant à Mohammed VI l'image d'un monarque vendant à son peuple des produits de première nécessité. Le groupe garde en revanche la Banque commerciale du Maroc, qui devient sous le nom d'Attijariwafa Bank le premier groupe bancaire et financier national. La SNI/ONA, la holding principale de la famille royale, est convertie en un fonds d'investissement continental à long terme baptisé Al Mada. Les partenaires qui apportent le capital d'appoint dans l'actionnariat sont des organismes collecteurs d'épargne ou des caisses de retraite, la Caisse de dépôt et de gestion ou la caisse de Sécurité sociale. Ils suivent le mouvement sans se poser de questions. Les étrangers ne sont pas à la traîne, tel Lafarge-Holcim qui renforce sa joint-venture avec Al Mada. La holding se tourne dès lors vers des participations dans des domaines nouveaux et prometteurs de l'économie comme les énergies renouvelables, un secteur subventionné où les marges se gagnent aussi dans la capacité de négocier avec l'État. Les notes diplomatiques de l'ambassade des États-Unis dévoilées par WikiLeaks confirment le rôle de pivot de Mounir Majidi dans les affaires. Selon ces télégrammes, il est consulté pour toutes les décisions majeures d'investissement. Dans un câble de 2009 du consulat américain de Casablanca, un ancien ambassadeur des États-Unis évoque à ce propos « l'avidité consternante de ceux qui sont proches du roi [1] ».

Le bras droit de Majidi est à cette époque un polytechnicien formé chez Schlumberger. Bête noire des milieux d'affaires, Hassan Bouhemou est le cerveau du remodelage

1. Jean-Pierre Tuquoi, « WikiLeaks : au Maroc, la corruption s'institutionnalise et n'épargne pas le Palais royal », *Le Monde*, 10 décembre 2010.

de la SNI/Al Mada à coups de montages financiers. Son image est celle d'un requin des affaires. L'argent du commandeur des croyants est placé jusque dans des brasseries et des casinos au Maroc et à Macao. Comparé à Dark Vador, Bouhemou est affublé du sobriquet d'« Oufkir du business ». À en croire l'ex-banquier Khalid Oudghiri, « Mounir Majidi et Hassan Bouhemou dégagent des bénéfices records » mais ils sont à mettre à l'actif de l'« arbitraire royal » et non de leur sens du business.

Évincé à la suite de désaccords sur le mélange des genres entre pouvoir et business, ce banquier de haut vol avait été poursuivi et condamné à vingt ans de prison ferme par contumace pour complicité de faux en écriture publique dans une affaire aux allures de règlement de comptes [1].

Savamment répandues, ses confidences ont pu contribuer à sa réhabilitation judiciaire. Selon le journaliste Aboubakr Jamaï, ex-patron de l'hebdomadaire indépendant *Le Journal*, reconverti en doyen de l'Institut américain universitaire de Madrid, Mounir Majidi et Hassan Bouhemou ont incité le roi à s'impliquer davantage. « La monarchie qui bénéficiait de préjugés favorables n'avait pas d'intérêt politique à se comporter en prédateur », explique-t-il [2].

« Majidi et son second ont convaincu le roi que ses demandes de retrait des affaires du temps de Hassan II et entamé par ce dernier ne servaient pas les intérêts de la monarchie, ni du pays. Non seulement la monarchie devait étendre son emprise sur l'économie privée pour consolider son contrôle du Maroc, mais l'économie avait besoin d'une monarchie qui ferait ce que les hommes d'affaires marocains étaient réticents à faire : investir dans l'avenir du pays. »

---

1. Catherine Graciet, Éric Laurent, *Le Roi prédateur*, Paris, Le Seuil, 2012.

2. Entretien avec Aboubakr Jamaï, septembre 2024.

« L'absence de transparence »

Au printemps 2011, ils sont les têtes de Turc des manifestants qui défilent en réclamant des réformes. Hassan Bouhemou est limogé en 2014. « Il terrorisait la communauté des affaires avec ses méthodes brutales et manquait singulièrement de sens politique. C'était lui le cerveau de la prédation, pas Majidi », juge Aboubakr Jamaï [1].

Hassan Ouriagli, un ingénieur des ponts et chaussées qui dirigeait la stratégie financière du groupe royal, prend les rênes du fonds d'investissement d'Al Mada dont le système de gouvernance est revu par souci d'apaisement. Le régime a compris que l'affairisme débridé est un danger pour sa propre stabilité. Le climat des affaires semble gagner en sérénité. Le milieu du business s'élargit et mute sans que disparaissent les soupçons de perméabilité entre les intérêts privés et les organes de régulation. Malgré les changements constitutionnels de 2011, le cabinet royal reste omnipotent. Il fait et défait les carrières des commis de l'État et peut peser sur celles des entrepreneurs. Et l'opacité ambiante prête le flanc à la suspicion. Détenu majoritairement par les Émiratis, Maroc Telecom, le premier opérateur du pays, a dû payer en 2024 une amende record infligée par le régulateur de 514 millions d'euros à son concurrent Inwi appartenant au roi. Il avait déjà déboursé 310 millions en 2020. Le conflit de concurrence n'est pas sans conséquences. Il a perturbé les accords d'investissement de 2023 essentiels pour le Maroc signés entre Abu Dhabi et Rabat. « Ce sont les petits copains de Majidi et d'autres qui ont été nommés à la tête du gendarme de la Bourse de Casablanca, des agences de régulation de l'économie et des investisseurs institutionnels gardiens de l'épargne marocaine », avance Aboubakr Jamaï [2].

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*

« L'absence de transparence a détruit des opportunités économiques. Au cours des vingt dernières années les fortunes se sont construites grâce à des coups boursiers et des coups fonciers sur des programmes immobiliers », poursuit-il.

Partenaire, à travers ses sociétés, des entreprises contrôlées par la famille royale, Mounir Majidi représente un modèle inédit de gestionnaire de fortune : l'oligarque royal. Selon des documents de la CNSS, la caisse de sécurité sociale marocaine, piratés en avril 2025 par JabaRoot, un groupe de hackers non identifié, il gagnerait 120 000 euros par mois en tant que dirigeant de la holding royale. Son niveau de rémunération pourrait choquer mais paraît réaliste. Il est quoi qu'il en soit sans commune mesure avec les revenus de son employeur, Sa Majesté !

Chapitre 29

Une addition salée

Un chef d'État à 670 000 euros par jour.

C'est le luxe que s'offre le Maroc. Mohammed VI est un monarque onéreux à en juger par l'examen du budget du pays. Les dépenses globales de la Maison royale sont de 2 669 896 000 dirhams (245 millions d'euros) dans le projet de loi de finances (PLF) de 2024 approuvé par le Parlement marocain. Le budget personnel alloué à Sa Majesté est de 543 456 000 dirhams (50 millions d'euros environ). Il comprend 26 292 000 dirhams (2,4 millions d'euros) de Listes civiles, c'est-à-dire le salaire du chef de l'État, des membres de la proche famille ainsi que les pensions destinées aux membres de la dynastie, et 517 164 000 dirhams (47,5 millions d'euros) de lignes de crédit à la disposition de la famille royale. Celle-ci inclut le coût des réceptions organisées en l'honneur d'invités de prestige.

La Cour royale compose une deuxième rubrique d'un montant total de 2 126 440 000 dirhams (195 millions d'euros). Les crédits se divisent entre les frais de personnel, avec une enveloppe de 587 257 000 dirhams (54 millions d'euros), et l'entretien du patrimoine fixé à 1 539 183 000 dirhams (141 millions d'euros).

Avec 245 millions d'euros par an, de dépenses globales, le coût annuel de la Maison royale équivaut au budget du ministère marocain de la Transition énergétique. Quant au parent pauvre du gouvernement, le ministère des Transports, il encaisse quelque 300 millions de dirhams (27,6 millions d'euros), soit moins que les frais de réception de la monarchie.

Au Parlement, le budget royal n'est pas détaillé. Il est adopté chaque année sans soulever de questions de la part des députés. Dans le système marocain de monarchie exécutive, le roi n'a pas de comptes à rendre.

Au Royaume-Uni, les dépenses publiques liées à la monarchie s'élèvent à 125 millions d'euros, soit près de deux fois moins que celles de la royauté marocaine. En Espagne, la Maison royale a tourné en 2024 avec un fonds de roulement de 8 431 150 euros. Des chiffres qui donnent une idée du gouffre politique et culturel qui sépare deux mondes.

À des années-lumière de ce que vivent au quotidien les Marocains.

Acte II

LE ROYAUME

Partie I

La fortune du « roi des pauvres »

Chapitre 30

La marche des éléphants blancs

Un pays moderne et séduisant.

Telle est la première impression qui saisit le voyageur. Le visiteur découvre des aéroports récents, des autoroutes qui relient 70 % des grandes villes, des infrastructures performantes et des services qui marchent. Il peut emprunter le TGV – le premier mis en service en Afrique – de Tanger à Casablanca, en attendant l'extension de la ligne jusqu'à Marrakech et Agadir. L'étranger distingue peu de différences de standard avec les pays européens ou la Turquie. Le Maroc a investi dans de grandes infrastructures, élargissant le « pays utile » cher à Lyautey – la plaine côtière – jusqu'à Tanger par l'industrie au nord et à Marrakech par le tourisme au sud. Le réseau d'autoroutes est passé de 100 à 1 800 kilomètres en vingt ans. Il est aisé depuis Rabat de rallier Meknès en voiture…

Mais, passé la barrière de péage de l'ancienne ville impériale, l'automobiliste pénètre dans la cité vétuste d'un Maroc de seconde zone, le pays réel, pauvre, délabré et déshérité, celui du quotidien de la population. Rares sont les visiteurs à connaître cet envers du décor. « Vous voyez ce que l'on appelle des éléphants blancs (des réalisations prestigieuses peu bénéfiques), ce sont des vitrines, derrière

les magasins ne sont pas achalandés. Les grands chantiers ne répondent pas à des choix en fonction des besoins du pays. Le TGV et la moitié des autoroutes ne sont pas rentables », commente le chercheur Najib Akesbi [1].

À Rabat, cependant, il est vrai que le tram a changé le quotidien des habitants de la capitale et de sa ville jumelle, Salé. La ville est une capitale politique où il fait bon vivre grâce à la rénovation de la médina et l'aménagement de la vallée du Bouregreg. Casablanca, elle, est un chantier. On y construit pour pallier le besoin de logements autant que pour spéculer sur l'immobilier. Hassan II s'est offert la grande mosquée de la ville, l'une des plus grandes du monde. Mohammed VI a pour sa part son nom associé à une tour futuriste en forme de fusée spatiale ou de suppositoire, selon les appréciations, dans le quartier d'affaires d'Anfa, près de l'aéroport de Rabat-Salé. Haute de 250 mètres, l'édifice compte 55 étages. Il est le plus haut d'Afrique. Tout un symbole. L'ouvrage a été financé par le milliardaire Othman Benjelloun, P-DG de la Bank of Africa et passionné d'architecture. Il s'inscrit dans une ambition patriotico-privée entretenue par le monarque, qui a longtemps confié à des ministres son rêve de transformer le Maroc en eldorado émirati.

Le miracle n'a pas eu lieu…

« Il ne faut pas s'y méprendre… »

À défaut du pétrole des Émirats, le royaume chérifien a du phosphate. Fleuron marocain, l'Office chérifien des phosphates (OCP) contribue à 3,2 % du PIB. Contrairement à une idée reçue, le mastodonte n'appartient pas au

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

roi mais à l'État. À la différence de la holding royale, il publie d'ailleurs ses résultats. Nommé par le monarque, son directeur général, Mostafa Terrab, en place depuis bientôt vingt ans, exerce une influence qui va bien au-delà des engrais chimiques. À tel point que sa réussite et sa longévité lui valent d'être honni et vilipendé par les mauvaises langues du Palais. Elle est économique, avec une diversification vers les énergies renouvelables et l'« agritech », et de l'ordre du *soft power* en adossant l'entreprise à des universités aux États-Unis et en France. À Paris, l'OCP est un des contributeurs importants de l'Institut français des relations internationales, l'IFRI, fondé et présidé par Thierry de Montbrial, un laudateur du royaume. L'OCP a bâti à Ben Guerir, au milieu de nulle part, une cité universitaire futuriste baptisée « Ville verte Mohammed VI ». Peuplée de 4 000 habitants, elle rêve d'en compter 100 000 dans une vingtaine d'années grâce à l'université privée polytechnique (UM6P) inaugurée en 2017. Elle recycle ses déchets et couvre en partie ses besoins en énergie grâce à une centrale solaire. On y circule à vélo et à trottinette électrique en libre-service. Les sociétés high-tech s'agrègent au campus. Les bureaux et les salles d'études sont ultra-connectés. Le bâtiment principal de la fac a été dessiné par Ricardo Bofill et Elie Mouyal. L'UM6P a noué des partenariats avec les plus grandes universités du monde, recrute les meilleurs professeurs et compte nombre d'étudiants africains. Dans cette bulle qui se rêve en Maroc du futur, les visiteurs pourraient se croire à Palo Alto en Californie. Passé le boulevard, ils retrouvent la pauvreté et la poussière des souks.

Ouvert à la concurrence internationale, le royaume sous-traite en attirant des capitaux étrangers et séduit les investisseurs chinois. Commerçant, le pays vend ses compétences, ses services et son savoir-faire. La balance commerciale du Maroc reste cependant déficitaire depuis cinquante ans. « Il

ne faut pas s'y méprendre, la sous-traitance apporte peu de valeur ajoutée permettant d'inverser la tendance : c'est Renault et non le Maroc qui exporte 700 000 véhicules depuis Tanger. Pour être dans les gagnants du développement, il est nécessaire de s'approprier les processus technologiques », critique Najib Akesbi [1].

L'innovation réside en fait dans une orientation vers le sud : le pays est le deuxième investisseur international sur l'ensemble du continent et le premier dans l'Ouest africain. Dans le secteur bancaire et les assurances, il a profité du retrait de banques françaises qui jugeaient leurs marchés peu rentables. Dans les transports, la compagnie aérienne Royal Air Maroc dessert autant de destinations en Afrique qu'Air France. La diplomatie économico-politique marocaine a gagné en profondeur stratégique. Elle a renforcé ses zones d'influence traditionnelles situées à l'ouest et au centre du continent pour s'étendre à l'est, de l'Éthiopie au Rwanda. Sa réintégration au sein de l'Union africaine, qu'elle avait dû quitter en 1984 en raison du conflit au Sahara occidental, a couronné son élan tandis que son rival algérien s'isolait et reculait dans le Sahel. Le Maroc tire de ses avancées une confiance en soi qu'il a prévu de mettre en scène en coorganisant avec l'Espagne et le Portugal le Mondial 2030 de football. Si tout va bien, le temps d'une Coupe du monde, la Méditerranée cessera de séparer l'Europe de l'Afrique du Nord. En attendant, le Maroc patine : il ne s'est pas hissé, comme l'affirme la propagande, au rang de cinquième puissance africaine puisqu'il occupe cette place depuis le règne de Hassan II.

Sans parler des zones d'ombre qui recouvrent le royaume…

---

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

Chapitre 31

Illusions perdues

Cent vingt-troisième sur 189. C'est la place à laquelle le Programme des Nations unies pour le développement situe le Maroc, selon son rapport 2021-2022, soit un classement sensiblement identique à celui qu'il occupait au début du règne de Mohammed VI. En guise de lot de consolation, le royaume est entré dans le top 10 des pays ayant enregistré des progrès en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes. Ces statistiques sur la qualité de la vie individuelle et sociale donnent une tendance générale qui n'incite pas à l'autosatisfaction. L'État n'a pas varié son discours et sa politique : il dit concentrer ses efforts sur la couverture sociale pour tous, les infrastructures de santé et le système éducatif. Tout juste assure-t-il, sous la pression des manifestations de septembre 2025 de la GenZ 212, qu'il va les accélérer.

S'il s'améliore, le niveau d'instruction reste faible et le taux d'alphabétisation bas. Dix millions de personnes, soit un adulte sur trois, sont illettrées. Ils sont incapables de lire, écrire et calculer correctement d'après l'Agence nationale contre l'analphabétisme (ANCLA). Endémique, la pauvreté a régressé au cours des deux dernières décennies avant de remonter dans les villes sous l'effet combiné du

Covid-19 et de l'inflation. Le « roi des pauvres » a certes perdu des sujets mais en compte tout de même 3 millions. « Le Covid a été un moment de vérité : 5,4 millions de ménages, à raison de 4,2 personnes par famille, soit environ 23 millions des 37 millions d'habitants ont eu besoin d'une aide d'urgence et la majorité de la population se sent pauvre », rappelle l'économiste Najib Akesbi [1].

Le taux du chômage officiel à 13 % est aussi mauvais qu'il y a vingt ans. Il a doublé pour les jeunes au cours des dix dernières années.

« Une situation de pénurie absolue en 2030 »

Près de la moitié des jeunes urbains sont demandeurs d'emploi ou sont sous-employés, selon les chiffres donnés par le Haut-commissariat au Plan. Le secteur parallèle représenterait la moitié des activités si l'on y intègre l'agriculture. « La prépondérance du travail informel se traduit par des salaires bas, des emplois de mauvaise qualité et des compétences insuffisantes », note l'OCDE [2]. Elle a pour conséquence une absence de sécurité sociale et de prestations sociales. Les femmes en sont les premières victimes.

La misère et la détresse poussent les jeunes des villes et encore plus des campagnes sur le chemin de l'immigration illégale. Parmi eux, de nombreux mineurs encouragés par leur famille. Selon un document à diffusion restreinte de Frontex [3],

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.
2. « Études économiques de l'OCDE : Maroc 2024 », *OCDE*, septembre 2024.
3. Ignacio Cembrero, « La UE quiere que los paises africanos acepten devoluciones de migrantes : este es el "drinking" de quien lo hace y quién no », *El Confidencial*, 11 septembre 2024.

le Maroc est le pays d'Afrique dont le plus grand nombre de ressortissants entrent irrégulièrement dans l'UE.

Ils étaient 101 435 durant la période 2015-2022. En septembre 2024, attirés par des appels lancés sur les réseaux sociaux, des milliers de Marocains ont convergé vers la barrière de l'enclave espagnole de Ceuta. La déferlante humaine venait de M'diq et de Tétouan, lieux de villégiature de Mohammed VI. Dans les zones rurales, le stress hydrique, conséquence du dérèglement climatique, ralentit les cultures. La courbe des ressources en eau ne cesse de décroître alors que la demande augmente. Les sécheresses engendrent une pénurie d'eau et une avancée du désert. Comble de malchance, les températures montent et les pluies baissent plus vite qu'ailleurs dans un pays qui recèle les terres parmi les plus pauvres en eau du monde. La Banque mondiale estime que le Maroc pourrait se trouver dans « une situation de pénurie absolue en 2030 », ce qui réduirait à néant la croissance et entraînerait l'exode de « 1,9 million de Marocains vers les zones urbaines d'ici aux années 2050 » [1].

Le royaume a entrepris la construction de grands barrages et prévoit de recourir à des usines de dessalement d'eau et de traitements des eaux usées pour relever le défi. Problème : l'eau est utilisée dans toutes les phases de la production d'énergie et d'électricité. En agriculture, le plan vert puis le plan « génération green » ne permettent pas, faute de contraintes imposées aux exploitants, de réduire la consommation captée par l'irrigation. Les agriculteurs intensifient leur production en consommant davantage d'eau pour accroître leurs exportations.

Envisagée au début du règne de Mohammed VI, l'ambition d'une entrée du Maroc dans le club des pays émergents

1. « Maroc – Rapport sur le climat et le développement du pays », nº 182262, *Banque mondiale*, 22 mai 2023.

est un mirage. L'hypothèse n'est pas pertinente, jugent les experts de la Banque mondiale. Depuis 2008, la croissance est dans une moyenne de 3 % par an avec une dépendance alimentaire et des investissements intérieurs ayant peu d'impact sur l'emploi. À titre comparatif, celle du Vietnam est de 6 à 7 %. Pour espérer se rapprocher des pays développés, la croissance du Maroc devrait être d'au moins 8 %.

Et pourtant, s'il en est un qui tire bien son épingle du jeu, c'est le roi…

Chapitre 32

L'homme qui valait plus de 6 milliards de dollars

Il y a une dizaine d'années, le magazine *Forbes* classait Mohammed VI au cinquième rang des grandes fortunes d'Afrique et en tête de la liste des rois les plus riches du continent. Le redéploiement des avoirs du souverain entamé depuis le début de son règne avait, semble-t-il, permis de faire fructifier sa fortune dans des proportions massives. Sur le plan mondial, il occupait la septième position dans le top 10 des têtes couronnées. Mohammed VI réussissait le tour de force d'être aussi riche que l'émir du Qatar, sans pétrole mais grâce à des montages financiers. En 2014, sa fortune était estimée à 2,5 milliards de dollars. En 2015, elle avait plus que doublé en passant à 5,7 milliards de dollars. *Forbes* expliquait ce bond en avant par de « nouvelles informations sur la valeur des actifs de la SNI, la holding royale ». Depuis, la SNI devenue Al Mada est sortie de la Bourse de Casablanca. La holding royale n'a plus l'obligation de rendre publics ses résultats et elle se garde bien de se prêter à l'exercice de transparence. La fiche du roi dans le « Who's Who » de *Forbes*, dont le classement est une référence, n'est plus réactualisée faute d'informations. Il faut examiner les comptes société par société pour y voir clair.

Avant la dissolution de la SNI dans Al Mada, un dernier bilan financier émanant du conseil d'administration de la société avait été repris par l'agence officielle MAP. On y apprenait que la SNI/Al Mada, qui est détenue majoritairement par la famille royale, avait réalisé en 2017 un résultat net de 4,65 milliards de dirhams (420 millions d'euros), en hausse de 5,12 % par rapport à l'exercice précédent, selon les états financiers consolidés du groupe. En 2020, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* plaçait Al Mada à la 37e place de son classement des 500 plus grandes entreprises d'Afrique sur la base de ses comptes de 2018. Le fonds d'investissement a depuis disparu de sa liste.

En dépit des écrans de fumée, il est certain que la fortune de Mohammed VI s'est accrue ces dernières années – même pendant le Covid-19 –, grâce à la bonne santé de ses entreprises, au rachat de sociétés agglomérées au groupe, aux investissements dans l'immobilier et bien sûr aux dividendes versés à la famille royale. Selon la lettre confidentielle *Africa Intelligence* [1], l'assemblée générale d'Al Mada avait proposé de verser en 2022 la coquette somme de 305 millions d'euros à ses heureux actionnaires royaux, malgré des résultats en forte baisse. La fortune de Mohammed VI pourrait aujourd'hui dépasser les 10 milliards de dollars.

Tel le roi Salomon de l'Ancien Testament, le roi possède des mines d'or. En 2023, Managem, le groupe minier marocain dont il détient 81 % des actions, a redistribué à ses actionnaires 239 739 420 dirhams, soit plus de 27 718 317 d'euros, une somme qui figure dans le PV de son assemblée générale annuelle.

Bien qu'il soit presque anecdotique au regard des avoirs cumulés du souverain marocain, le montant du pécule

1. « Pluie de dividendes pour Al Mada, la holding de Mohammed VI », *Africa Intelligence*, 16 mai 2022.

minier illustre une histoire et une stratégie globale où les petits ruisseaux font les grandes rivières et les bons filons les grandes fortunes. Au début fut le cobalt. En 1928, un géologue français en vacances à Marrakech découvre sur la place Jemaa el-Fna des minéraux de ce métal vendus dans les échoppes comme insecticides. Le cobalt recueilli par des tribus berbères provient des veines à fleur de roche de Bou Azzer, près de Ouarzazate. Jean Épinat, un capitaine d'industrie français du Maroc colonial, débute l'exploitation en 1933 en s'associant à Thami El Glaoui, le pacha de Marrakech. L'homme d'affaires auvergnat fonde l'ONA, une holding qui opère dans plusieurs secteurs dont les mines. Sur ses vieux jours, il vend les parts de son conglomérat à BNP Paribas, le banquier du protectorat. En 1983, le conglomérat est repris par Hassan II. C'est l'époque où son conseiller économique, l'ex-banquier André Azoulay, organise une opération de privatisation des entreprises publiques. La famille royale, les entreprises et de grandes familles proches du Makhzen se taillent des parts de lion dans ce jeu de Meccano financier et l'ONA devient un géant.

En 1996, la CTT de feu Jean Épinat se transforme en Managem afin de gérer l'ensemble des activités minières de l'ONA. Son siège international est installé au bord des eaux scintillantes du lac de Zoug, en Suisse, haut lieu du courtage des matières premières connu pour ses taux d'imposition fiscale particulièrement bas. Le tarissement des mines d'or nationales n'a pas enlevé ses couleurs à Managem. La société a multiplié par trois ses résultats en dix ans. Pour y parvenir, elle s'est tournée vers l'Afrique. Elle a investi pour exploiter une dizaine de complexes miniers de métaux précieux au sud du Sahara. Les chercheurs d'or marocains sont partis à la conquête de la côte ouest africaine et du Soudan.

Le placement est lucratif : le prix du gramme a augmenté de plus de 400 % en vingt ans.

La société a acquis des actifs dans des projets en production ou en exploration au Sénégal, au Mali et en Guinée, avec son site aurifère de Tri-K. Elle s'est associée à des compagnies canadiennes et chinoises et s'adapte à des contextes compliqués. Au Gabon, la convention autorisant l'exploitation des ressources de Bakoudou avait été signée entre Mohammed VI et son ami de jeunesse Ali Bongo. La chute du Président gabonais, renversé par un coup d'État, n'a pas perturbé les intérêts marocains. Au Soudan, en proie à la guerre civile, les mines de Gabgaba sont exploitées en association avec une société chinoise, dans une partie du pays contrôlée par les forces du général et seigneur de la guerre Abdel Fattah al-Burhan, soutenu par l'Égypte.

« Concentrations d'arsenic très élevées »

Au Maroc, Managem n'a pas de rivaux à sa taille. La société règne en sous-sol sur l'argent, le cobalt, le cuivre, le zinc et le plomb. Des activités souvent polluantes. À Imider, en pays berbère, au pied du Haut Atlas marocain, la veine argentifère produit des lingots d'une pureté rare. Chaque année, 240 tonnes sont extraites et exportées vers l'Europe et les pays du Golfe mais cet argent ne fait pas le bonheur des habitants. La région montagneuse est déshéritée et l'exploitation de l'argent assèche ses sols. En 2011, pendant les printemps arabes, la population a occupé une colline pour contrôler la vanne qui alimente en eau la mine et les villages. La répression qui s'est abattue avec son lot d'emprisonnements n'est pas venue à bout de sa persévérance. Un documentaire intitulé *Amussu*, du réalisateur Nadir Bouhmouch, raconte cette histoire : au bout de huit

ans, le groupe royal a cédé et a enfin accepté d'investir dans le traitement de ses déchets.

À Bou Azzer, la mine de cobalt née de la découverte fortuite du géologue du souk de Marrakech, ce sont des rejets de poison qui font polémique. Un centre pour la recherche environnementale de Magdebourg, en Allemagne, affirme avoir détecté sur des échantillons d'eau de la vallée des concentrations d'arsenic « très élevées » représentant « un danger ». Managem a réfuté ces allégations et déclaré adhérer à des normes environnementales et sociales strictes. Elle a signé en 2020 un contrat d'approvisionnement en cobalt – un métal recherché pour les batteries des voitures électriques – avec le groupe allemand BMW ainsi qu'avec Stellantis pour alimenter ses *gigafactories*, ses usines à batteries pour véhicules électriques ouvertes dans les Hauts-de-France et en construction à Kénitra.

Un filon d'avenir qui vaut, lui aussi, de l'or.

Chapitre 33

Mes sujets sont mes clients

Au-dessus du sous-sol, la terre, ou plutôt, les terres.

Mohammed VI est le plus grand propriétaire terrien de son royaume. La superficie de ses biens varie selon les estimations entre des milliers et des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers d'hectares. Des écarts qui s'expliquent par la difficulté à documenter l'activité économique la plus ancienne de la monarchie

En 1956, la fin du protectorat a redessiné les cartes cadastrales. Un total d'un million d'hectares de superficies cultivables, les meilleures, appartenant à des étrangers, étaient répertoriées sur les registres fonciers marocains. Une partie d'entre elles fut récupérée en 1963 via la réforme agraire. Selon le géographe américain Will D. Swearigen, les colons les vendirent de gré à gré à de riches Marocains de 1956 à 1973, date à laquelle le reste des terres de colonisation furent expropriées via la marocanisation pour être distribuées par la monarchie à ses obligés. « Les officiers militaires, les officiels du gouvernement, les grands marchands urbains et autres riches Marocains se sont joints à la vieille élite terrienne, créant une puissante force de 8 500 à 9 000 familles de grands propriétaires », écrit

Will D. Swearigen [1]. Il faut y ajouter la royauté. Combien d'hectares ont-ils été accaparés par la famille régnante ? Personne n'a la réponse.

Ne la cherchez pas sur le site Les Domaines agricoles (ex-Domaines royaux fondés par Hassan II) : il est bien habillé par ses graphistes mais peu nourri en information. L'unique enquête journalistique sur le sujet remonte à quinze ans. Selon le magazine *TelQuel*, le chiffre d'affaires des Domaines était en 2008 d'environ 150 millions de dollars, dont les deux tiers à l'exportation, pour un parc global de 2 000 salariés dont 200 cadres. Purement indicatives, ces données donnent le chiffre de 12 000 hectares de surface arable sans plus de précisions. Inutile de poser la question sur les stands des Domaines installés sous une immense bulle au Salon de l'agriculture 2024 de Meknès. Les communicants ne sont pas là pour ça. Dans les allées élégantes customisées de bois et d'un vert nature, le marketing des marques du roi prône une agriculture « raisonnée », guidée en ces temps de sécheresse structurelle par les discours de Mohammed VI qui dénoncent l'« exploitation anarchique et irresponsable » de l'eau. Cela n'empêche pas la famille royale de cultiver depuis trois ans des avocats, un fruit très rentable mais qui réclame 1 000 litres d'eau pour produire 1 kilo.

Fertiles et bien irriguées, les terres cultivées sont dispersées dans les régions agricoles comme dans le Gharb, et même à Dakhla, au Sahara occidental. Hassan II les a fait fructifier en les alignant sur les standards internationaux et en recherchant une productivité performante. Sous Mohammed VI, les Domaines se sont alliés à leurs principaux rivaux à l'exportation en créant une entité commune,

1. Will Davis Swearingen, *Moroccan Mirages* : *Agrarian Dreams and Deceptions, 1912-1986*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

Maroc Fruit Board. Le nouveau groupement est parti à la conquête des marchés européens en s'appuyant sur les accords de libre-échange entre le Maroc et l'UE. Sa position hégémonique à l'exportation lui vaut d'être décrié par les opérateurs mineurs du marché qui soupçonnent un partenariat étendu à une entente sur les prix.

« Un coup de force »

Le business oblige le roi à des choix cornéliens entre ses intérêts et le bien commun. En 2014, il s'est résolu à supprimer l'exonération fiscale dont bénéficiaient les grands propriétaires terriens depuis Hassan II, un privilège qu'il prorogeait depuis le début de son règne. Mais il n'est pas allé jusqu'à se priver de niches fiscales. Les Domaines œuvrent dans tous les secteurs – à l'exception du vin –, des fruits aux légumes, de la viande aux produits laitiers, des céréales à l'aquaculture. Ses vaches, ses taureaux, ses moutons et ses béliers de compétition sont exposés en majesté dans un hall du salon de Meknès dans des enclos ornés de portraits de lui sur son trône. Au royaume des bovins et des ovins aussi, le roi est souverain.

Les Domaines maîtrisent la chaîne alimentaire, de la semence à la semoule de blé, du producteur au consommateur qui se fournit chez Marjane, les supermarchés du fonds d'investissement royal Al Mada. Les familles marocaines peuvent se nourrir, si elles en ont les moyens, exclusivement avec des aliments venant des fermes royales. Être marocain, c'est ainsi être sujet du roi et son client. Un « en même temps », version marocaine.

Première entreprise de distribution du Maroc, les supermarchés royaux Marjane se sont débarrassés sans ménagement en 2007 de leur associé, le groupe Auchan, pour

contrôler un pôle particulièrement rentable et en forte croissance.

« Deux logiques s'affrontaient : les hommes d'affaires du roi étaient dans une logique d'actionnaire, ils voulaient les produits du roi en tête de gondole. Le groupe Mulliez dans celle d'un distributeur, qui mettait en évidence le produit qui fait le plus de marge. Les premiers ont obtenu gain de cause car ils avaient la main sur les permis d'ouverture et les emplacements des magasins », raconte un connaisseur du dossier tranché à la défaveur d'Auchan par la justice marocaine [1].

La présence dans la grande distribution est complétée par des épiceries vendant des produits frais naturels et des boutiques haut de gamme. Les touristes en vadrouille à Marrakech s'offrent sans le savoir des produits de beauté du roi, des cosmétiques bio de chez Tiyya et des huiles essentielles des Arômes du Maroc. Les Parisiens trouvent des cosmétiques à la boutique marocMaroc, rue des Francs-Bourgeois, dans le quartier parisien du Marais. La marque est également distribuée au Royal Mansour, l'hôtel de Marrakech de Mohammed VI, chez Harrods à Londres ou à Dubaï.

Discrète, la griffe royale est omniprésente dans le monde…

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

Chapitre 34

L'astre de la financiarisation

Les mines et les champs sont deux rayons d'un astre financier nommé Al Mada.

Il s'agit du fonds d'investissement privé dont l'actionnaire majoritaire est la Siger – l'anagramme de *regis* (roi en latin) –, la holding personnelle de la famille royale. Il attire dans sa galaxie une nébuleuse de sociétés présentes dans la finance, les assurances, les télécoms, la distribution, les médias, le tourisme, le BTP et les matériaux de construction, les énergies vertes… La liste n'est pas exhaustive. Elle comprend la chasse au gibier et les hôtels d'hyper-luxe – la marotte du souverain –, ou encore l'immobilier. Une autre société, la Somed, détenue conjointement par des capitaux royaux et institutionnels avec une participation émiratie, a des tentacules dans l'hôtellerie, l'enseignement privé, des raffineries. Elle est engagée dans des projets de promotion et d'aménagement immobiliers d'envergure sur des terrains royaux situés sur des emplacements à haute valeur ajoutée, à Casablanca et Marrakech.

L'une des dernières acquisitions à l'international de Mohammed VI est gourmande. Sa Majesté a désormais dans son giron l'italien Nutkao, un fabricant de pâte à tartiner au cacao et aux noisettes, rival de Nutella. Un achat couplé avec

la reprise de la marque belge Boerinneke, connue pour sa pâte au chocolat à étaler sur les crêpes et les gaufres.

L'enrichissement des Alaouites a commencé sous Mohamed V. L'ex-sultan ne vivait pas dans l'opulence. Il lui arrivait même de s'inviter chez des grands bourgeois pour se voir offrir des cadeaux. Devenu roi, la fortune lui a apporté de la sécurité et de la puissance. Il l'a fait fructifier en la mettant en partie à l'abri en Europe. Son fils a amplifié le mouvement tout en le rendant visible avec la construction de palais somptueux. De feu Hassan II, le roi Mohammed VI a hérité d'une richesse nimbée d'un épais brouillard. Dans les années 1990, Abdelmoumen Diouri, opposant au régime et homme d'affaires, avait tenté de faire l'inventaire des avoirs royaux. Il évaluait son capital à quelque 10 milliards de francs, soit 230 millions d'euros, dont une partie en dépôt aurait été dispersée dans différentes banques européennes et américaines. Le Palais s'était empressé de contester l'estimation.

Hassan II détenait via la SNI des participations dans des sociétés cotées en Bourse, dont une grande banque du pays, la société minière Managem, le producteur de sucre Cosumar ou la société laitière Centrale Danone. Démultiplicateur de son héritage, Mohammed VI a fait modifier l'architecture des entreprises en les élaguant, en les financiarisant et en investissant dans de nouveaux secteurs économiques porteurs. La triple manœuvre a boosté ses avoirs et ses dividendes. Elle a rattaché la famille royale à un processus mondial qui rend les ultra-riches encore plus riches grâce à la maximalisation des profits.

« État de droit renforcé » pour une compétition tronquée

Mounir Majidi, qui a repris en main les intérêts privés royaux, a dirigé l'ex-SNI devenue Al Mada vers les secteurs

à forte croissance. Il a également défini les lignes directrices de l'économie marocaine : c'est la politique dite « des champions nationaux ». Les grandes entreprises marocaines doivent être les locomotives performantes du développement… au risque d'une confusion des genres.

Mohammed VI peut-il concilier ses pouvoirs politiques et son statut de businessman sans que les arbitrages lui soient naturellement favorables ? Dans un pays où le roi est l'autorité administrative et judiciaire suprême, les entreprises dont il est actionnaire et qui sont subventionnées par l'État partent-elles vraiment sur un pied d'égalité avec les autres ? Et surtout, question cruciale pour le pays : cette politique est-elle un frein ou un accélérateur économique ?

Les défenseurs du système tel qu'il a été modelé sous Mohammed VI insistent sur les réels progrès accomplis, mettant en avant un Maroc moderne qui gagne et se hisse au rang de puissance moyenne. Ils assurent que « l'État de droit s'est renforcé », que les entreprises royales sont dotées d'une gouvernance « propre et autonome », qu'elles sont « assujetties à la concurrence » au même titre que les autres entreprises marocaines ou étrangères. Leur vision est contestée par des experts libéraux et quelques économistes de gauche. Pour eux, la faiblesse de l'environnement concurrentiel a un impact négatif. La réussite de la maison mère, Al Mada, sa surface financière et la domination qu'elle exerce à travers ses filiales dans la plupart des secteurs écraseraient la compétition plutôt qu'elles ne la stimuleraient.

L'argent est là, il profite à quelques-uns…

Partie II

L'ombre du doute

Chapitre 35

Le poison de la corruption

Le « en même temps » a sa déclinaison marocaine. Depuis l'indépendance, le pays emprunte autant à l'État-nation et à sa bureaucratie moderne qu'au vieil empire musulman des sultans. La fonction publique était historiquement une charge, par laquelle le représentant du pouvoir se payait au sens propre du terme sur la bête. Les collecteurs d'impôts du Makhzen ponctionnaient les richesses pour les remettre au Palais en prélevant leur part. La culture de la prévarication s'est incrustée sous la colonisation française puis poursuivie après l'indépendance. Encouragé par le Fonds monétaire international (FMI), Hassan II a composé avec le fléau pour favoriser la naissance d'une bourgeoisie locale. L'idée était de développer une élite pour qu'elle devienne entrepreneuriale. L'État a distribué les terres des colons et du foncier public puis a marocanisé l'économie pendant que la corruption demeurait la norme.

Selon Najib Akesbi [1], le royaume reste freiné dans sa progression vers la croissance par la rente et les conflits d'intérêts. « Au Maroc, les élites locales ont prospéré dans une grande proximité avec l'État, celui-ci s'appuyant sur elles

1. Auteur de « Maroc : une économie sous plafond de verre », *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, 2022.

pour asseoir son autorité. Un "capitalisme de connivence" s'est installé sur cette constance depuis les années 1960. La rente au Maroc n'est pas énergétique mais politique », explique-t-il [1]. « La première source d'enrichissement est la proximité avec le pouvoir et l'allégeance qu'on lui montre. L'État favorise l'opulence des élites économiques pour maintenir son hégémonie et réduire leur autonomie. »

Selon sa grille de lecture, les organismes de contrôle des marchés et de régularisation de l'économie qui sont dirigés par des responsables nommés par le roi dévoieraient les règles de la concurrence, de la compétitivité et seraient exonérés de l'obligation de rendre des comptes. « La rente protège. Elle ne stimule pas l'innovation, le dynamisme, la prise de risque. Elle dilue les responsabilités et réduit la performance économique. Les faveurs accordées ont développé une classe qui s'en est accommodée et n'est pas allée plus loin. On ne touche pas à certains domaines. Beaucoup d'hommes d'affaires se plaignent, mais en privé, quand ils n'en prennent pas prétexte pour justifier leur inertie. On se contente du plafond de verre », assure le professeur.

« Le niveau de corruption est élevé »

Le pays figure au 97e rang mondial sur 180 de l'indice de perception de la corruption 2023 conçu par Amnesty International. En douze ans, il a perdu neuf places. Ses résultats sont à peine meilleurs que ceux de l'Algérie et moins bons que ceux de la Tunisie. « L'ensemble des parties concernées par la question de la corruption considère qu'elle est endémique et systémique. Endémique car elle touche tous les secteurs et systémique car elle est un pilier

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

majeur du fonctionnement du pays et des relations sociales », assure Fouad Abdelmoumni, l'une des voix critiques du régime. D'après l'OCDE, la majorité des entreprises prévoient des « cadeaux » pour s'assurer des marchés publics. Une étude de l'institut V-Dem indique que 83 % des personnes concernées considèrent qu'il s'agit d'une pratique répandue et 61 % qu'elle est extrêmement répandue. « Le niveau de corruption est élevé, en particulier au sein de l'appareil législatif. Dans ce système prospère le détournement de fonds », écrit l'OCDE dans un rapport daté de septembre 2024 [1]. « Des contreparties sont souvent nécessaires pour obtenir une licence, une autorisation d'exploitation ou un permis de construire », lit-on. « Le Maroc n'a pas de système de détection efficace des conflits d'intérêts, la Cour des comptes vérifie superficiellement les déclarations de patrimoine des fonctionnaires et ne régit pas les activités de lobbying. » L'organisation internationale constate qu'il est difficile d'obtenir des informations sur les affaires judiciaires, d'où une absence d'effets dissuasifs.

Selon le FMI, la corruption coûte chaque année au Maroc 2 % de son PIB. Et il ne fait pas bon la dénoncer. L'un de ses contempteurs, l'historien Maâti Monjib, est sorti de prison à l'été 2024 mais il est interdit de sortie du territoire. Fouad Abdelmoumni, qui m'avait accordé une interview par téléphone depuis le Maroc en septembre 2024, est arrêté le mois suivant pour « diffusion d'informations mensongères ». On lui reproche un commentaire posté sur Facebook. Il a été condamné le 3 mars 2025 à six mois de prison ferme et a fait appel. Deux cas parmi tant d'autres.

Étonnez-vous, dans ce contexte, que certains s'enrichissent à grande vitesse…

---

1. « Études économiques de l'OCDE : Maroc 2024 », *OCDE*, septembre 2024.

Chapitre 36

Milliardaire et Premier ministre

À lui seul, il personnifie la consanguinité entre les milieux d'affaires et ceux de la politique.

L'actuel Premier ministre, Aziz Akhannouch (64 ans), est d'origine amazighe. Il a hérité du conglomérat Akwa Group, fondé par son père en 1932. Présents dans le pétrole, le gaz, la chimie, les médias et l'hôtellerie, le magnat et sa famille pèsent 1,6 milliard de dollars selon *Forbes*. Il est l'homme d'affaires le plus riche du royaume si l'on exclut Mohammed VI, et le 17e en Afrique. Aziz Akhannouch entre au gouvernement en 2007 pour ne plus en sortir. Durant deux septennats, il est ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts. Face aux islamistes, il est une vigie du Palais qui lui témoigne sa confiance.

En 2021, Aziz Akhannouch gagne les législatives. Les échecs successifs des socialistes puis des islamistes ont ouvert à l'homme d'affaires un boulevard dans un champ de ruines politiques. Avec lui, une forme d'oligarchie se dessine. Il marque l'ère du « Enrichissez-vous ! », la formule attribuée à Guizot, président du Conseil sous la monarchie de Juillet. Le milliardaire se désengage de la gestion

quotidienne de son groupe qu'il confie à sa femme, Salwa, pour se consacrer à son poste de Premier ministre.

Flash-back : en 2005, la société de distribution de carburants Somepi, principal concurrent d'Afriquia, le navire amiral du groupe d'Aziz Akhannouch, est en difficulté. Elle se voit refuser un prêt par Attijariwafa Bank, la banque de Mohammed VI, qui lui coupe ses facilités de paiement. Mustapha Amhal, le propriétaire de l'entreprise, est contraint de vendre sa dette à son rival. Pour sa part, Aziz Akhannouch n'a guère de difficulté pour financer son rachat : il met à contribution Attijariwafa Bank. En reprenant le réseau de stations-service de Somepi, Afriquia devient le premier distributeur de pétrole avec 30 % des parts du marché. Mustapha Amhal tente de remonter la pente en s'associant au groupe saoudien Savola pour lancer une filiale de production d'huiles alimentaires. Mauvaise idée : ce sont les plates-bandes du roi, actionnaire principal des huiles Lesieur. Quant à Aziz Akhannouch, il prospère dans les hydrocarbures. Pour suivre le Dallas du pétrole marocain, un feuilleton où les stations-service remplacent les derricks, il faut revenir au premier épisode : la vente en 1997 de la Samir, unique raffinerie du Maroc. La société d'État a été cédée à une grande fortune saoudienne, Mohammed Al Amoudi, en remerciement, sans doute, des services rendus par le royaume d'Arabie qui aidait à boucler les fins de mois difficiles du budget marocain. Pendant dix-huit ans, le P-DG s'attribue plus de 500 millions de dollars de bonus jusqu'à la mise en cessation de paiements en 2015. La faillite est retentissante : le groupe saoudien laisse à son départ une ardoise estimée à 4,3 milliards d'euros.

Le scandale va de Charybde en Scylla. On découvre que le cahier des charges visant à pérenniser l'outil n'a pas été respecté. Aucune solution de reprise n'est validée par les créanciers en dépit de propositions sérieuses. Les pouvoirs

publics se tiennent à l'écart du dossier. L'hypothèse d'un démantèlement de la carcasse du complexe industriel aiguise les appétits des promoteurs immobiliers. Tout le monde ou presque semble jouer le pourrissement. Une raffinerie en état de marche fournirait pourtant 60 % de la demande en pétrole raffiné grâce à ses capacités de stockage. Elle permettrait de réguler un marché des carburants soumis au cours fluctuant du baril. Enfin, elle favoriserait la concurrence au détriment des majors mais pour le plus grand bien du portefeuille des automobilistes. En attendant, les prix à la pompe montent, même lorsque le marché mondial baisse.

« Une entente illicite sur les prix »

Quand survient la libéralisation du marché des hydrocarbures en 2015, le pétrolier n'a pas à se plaindre : la structure et le fonctionnement concurrentiel restent quasi identiques à ceux de l'époque où les prix étaient fixés par les pouvoirs publics et amortis par des subventions. Mieux, les bénéfices du cartel composé d'Afriquia, de Shell et du français Total explosent. TotalEnergies Maroc – la seule major à publier ses bilans – triple ainsi ses profits entre 2015 et 2020. Pour Aziz Akhannouch, Afriquia est, comme le dit sa pub, « l'essence du bonheur ». Face à la grogne des consommateurs, une commission d'enquête parlementaire démontre en 2018 que les distributeurs ont capté des marges d'un montant de 1,6 milliard d'euros, dont la légitimité pose question.

Saisi, le Conseil de la concurrence chargé d'« assurer la transparence et l'équité dans les relations économiques » ne peut se prononcer : il est en sommeil depuis cinq ans faute d'un président désigné par le roi. En novembre 2018,

Mohammed VI de retour dans son pays après une éclipse prolongée se décide à en confier les rênes à Driss Guerraoui, un économiste au profil de travailleur intègre. Le rapport sur les superprofits conclut en février 2020 à « une entente illicite sur les prix [1] ». Il estime que les prix à la pompe ont été surévalués de cinq centimes par litre pour un total de 8 milliards de litres d'essence écoulés, permettant une plus-value de 1,8 milliard d'euros en dix-huit mois partagée par les trois principales majors et dix autres compagnies de moindre envergure.

Le Conseil se prononce pour l'amende maximale fixée par la loi à 9 % du chiffre d'affaires des compagnies qui devront donc débourser la coquette somme de 600 millions d'euros. Les recommandations du Conseil sont transmises au roi. Mais Driss Guerraoui est accusé d'avoir commis des irrégularités de procédure. « Des membres de la commission ont fort opportunément évoqué des pressions qu'ils auraient subies pour imposer des sanctions aux firmes », commente l'économiste Fouad Abdelmoumni [2]. Le président est congédié par le monarque et remplacé par Ahmed Rahou, ancien P-DG de Lesieur Cristal, une société ayant appartenu au roi.

En février 2022, au début de la guerre en Ukraine, quand les prix à la pompe flambent de 40 %, Aziz Akhannouch qualifie de « mensonges » les accusations d'entente illicite pesant sur le cartel. En novembre 2023, l'affaire se dénoue : neuf compagnies sont condamnées, à la suite d'un accord négocié, à verser quelque 165 millions d'euros pour pratiques anticoncurrentielles. Une sanction « ridicule », réagit l'économiste Mohammed Benmoussa sur X. Le

1. Thomas Savage, Aïcha Akalay, « Carburants, l'essence même du scandale », *TelQuel*, 22 février 2019.

2. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

Conseil de la concurrence a rétréci l'amende au point qu'elle représente une rétrocession de moins de 10 % des marges encaissées.

Le scandale est vite relégué aux oubliettes pour être supplanté par le suivant. Dans une démarche trumpienne, le Premier ministre, ou plus exactement sa holding familiale, dirigée par sa femme, a remporté en décembre 2024 avec un consortium le juteux marché de la gigantesque station de dessalement d'eau de mer de Casablanca, dans le cadre d'un partenariat public-privé. Peu transparente, la procédure avait été diligentée par la commission nationale des investissements présidée par… lui-même, qui s'accordait des subventions. Ce qu'il dément [1].

Aziz Akhannouch aspire toujours à faire bénéficier les classes moyennes atrophiées du fameux phénomène de ruissellement. Les automobilistes et les Casablancais en doutent. Beaucoup, à l'intérieur même des cercles du sérail, également.

Quant à la jeunesse, elle se cabre tandis qu'une partie se rebelle. En septembre 2025, la génération Z – les moins de 30 ans – fait une sortie fracassante : les premiers natifs de l'ère numérique déferlent dans les rues marocaines aux cris de « Le peuple veut faire tomber la corruption », « Akhannouch dégage », ou encore « Nous voulons des hôpitaux, pas des stades ». Ils réclament des centres de santé efficaces et des écoles plutôt que des temples du football, alors que le royaume se vante d'engager en un temps record des travaux pharaoniques pour organiser aux côtés de l'Espagne et du Portugal la Coupe du monde 2030.

Un drame a mis le feu aux poudres. En août, huit femmes enceintes sont mortes après avoir subi des césariennes à

1. Jassim Ahdani, « Station de dessalement de Casablanca : le projet au cœur du nouveau bras de fer entre Aziz Akhannouch et le PJD », *Jeune Afrique*, 14 janvier 2025.

l'hôpital Hassan-II d'Agadir, le principal établissement hospitalier de la région du Souss. Un militant associatif, youtubeur de surcroît, dénonce le scandale de ce centre de soins laissé dans un état déplorable. Ouvert en 1967, il est mal entretenu et ses équipements souvent obsolètes. Les patients, habitants de la métropole du Sud et des campagnes environnantes, sont accueillis dans des murs délabrés aux vitres parfois brisés.

Il manque dans les pharmacies des médicaments de base, dans les salles d'opération, infestées de cafards, des médecins, et, dans les chambres, d'une propreté douteuse, des infirmières. Le personnel est débordé, l'hygiène est sujette à caution. Des témoignages rapportent des faits de corruption, des négligences et des cas de mauvaise gestion.

L'hôpital Hassan-II est l'angle mort du million de touristes de passage chaque année à Agadir qui sont soignés lorsqu'ils tombent malades dans des cliniques privées pour étrangers. Des femmes venues pour donner la vie ont perdu la leur dans l'envers du décor des cartes postales pour comptes Instagram.

À la mi-septembre, les protestations relayées sur les réseaux sociaux prennent une ampleur nationale. Le 27 septembre, des milliers de jeunes se rassemblent un peu partout dans le pays. À Inezgane, une agglomération voisine d'Agadir et fief d'Aziz Akhannouch, les manifestants font reculer les forces antiémeutes. Ils saccagent des banques et des magasins, et tentent de piller l'hypermarché de la chaîne Marjane, propriété du roi. Les flammes des incendies montent dans la nuit. À Oujda, à l'autre bout du royaume, les affrontements dégénèrent. Des fourgons de police foncent sur des émeutiers. Un étudiant de 19 ans est gravement blessé aux jambes. Les images de répression font le tour de la Toile. Elles amplifient la violence. C'est à Lqliâa, près d'Agadir, que des morts sont à déplorer. Le

1er octobre, les gendarmes d'une brigade assiégée par des contestataires ouvrent le feu, abattant trois personnes dont un jeune cinéaste.

Les arrestations se comptent par centaines et les blessés par dizaines. Beaucoup de manifestants sont mineurs et issus des quartiers populaires. Dans les grandes villes, des islamistes de la mouvance souterraine de Justice et Bienfaisance se mêlent aux étudiants et aux militants de gauche. Mais le mouvement reste informel.

Le collectif GenZ 212 (l'indicatif téléphonique du Maroc), à l'origine des rassemblements, a échappé dans un premier temps à la surveillance numérique des autorités grâce à Discord, une plateforme destinée aux amateurs de jeux vidéo. Les activistes ont créé des espaces de discussion en temps réel relativement anonymes avec des canaux de partage d'informations, de photos, de vidéos et de messages vocaux. Ils sont suivis début octobre par 200 000 utilisateurs. Les échanges sont amplifiés par TikTok et X. Ils racontent la *hogra*, le sentiment d'humiliation, et la volonté de ne plus la subir. Les forums et les défilés sont le miroir d'un malaise diffus. Ils font craquer le vernis triomphaliste des élites marocaines de plus en plus déconnectées des réalités et d'un système politique qui a épuisé ses capacités de renouvellement. Les partis et les syndicats ne sont plus des courroies de transmission entre le pouvoir, celui du Palais qui fixe dans l'opacité les orientations économiques et sociales, et une jeunesse en déshérence.

GenZ 212 dénonce la connivence des puissants. Ses revendications sont simples : le collectif sans leaders déclarés réclame une refonte du système de santé avec des hôpitaux dignes de ce nom où l'accès aux soins ne passerait pas, pour pallier les pénuries, par la *r'chwa*, le dessous-de-table. Il veut selon les mêmes principes une réforme de la justice, de l'éducation et la fin du clientélisme et du favoritisme

pour accéder à l'emploi, bref il appelle à l'égalité des chances. GenZ 212 exige en priorité la démission du gouvernement du Premier ministre en exercice, Aziz Akhannouch, symbole de la collusion entre le Palais, la classe politique et les milieux affairistes. La personne de Mohammed VI est en revanche épargnée. Le roi est respecté mais la monarchie est critiquée en creux puisqu'elle n'est pas en mesure de garantir à ses sujets les droits accordés par la Constitution réécrite en 2011 pour contrer les printemps arabes. Sa politique de grands travaux de prestige, au détriment de l'entretien et du renouvellement des infrastructures de base, est mise en cause puisque les choix dépendent *in fine* du monarque. C'est toute l'ambiguïté d'un mouvement dénué de maturité.

En cet automne 2025, où la rumeur d'un roi malade et diminué est passée du cercle des initiés au petit peuple des souks, GenZ 212 concentre ses attaques sur le « Monsieur du Mazout », le surnom du Premier ministre, dont la famille détient Afriquia, le géant de la distribution de carburants. Le 10 octobre, Mohammed VI lui a ordonné dans son adresse annuelle au Parlement d'agir avec « une plus grande célérité » dans les secteurs en jachère et de mieux lutter contre les inégalités sociales. Un discours jugé décevant par les contestataires, mais qui permet aux conseillers de l'ombre de gagner du temps avant la Coupe d'Afrique des nations, la grande fête du ballon rond africain organisée de décembre 2025 à janvier 2026. « Du pain et des jeux », ou plutôt un peu de pain et beaucoup de jeux, telle est la promesse royale perçue comme une stratégie de diversion face aux injustices et à une corruption qui gangrène la société et qui s'exporte.

Hors des frontières du royaume, la pratique marocaine des « cadeaux » a infusé jusque dans les cercles les plus étroits des institutions européennes. Plusieurs eurodéputés ont mordu à l'hameçon.

Chapitre 37

Valises de cash à Bruxelles

Au mois de décembre 2022, Abderrahim Atmoun s'est littéralement volatilisé.

D'un commerce affable, cet homme de 69 ans aimait à dire que la fidélité et la confiance « ne se nouent pas seulement dans un bureau entre quatre murs [1] ». Il ne précisait pas comment il les obtenait…

Abderrahim Atmoun a été président du groupe d'amitié entre le Maroc et le Sénat français, coprésident de la commission parlementaire mixte Maroc-UE et ambassadeur du Maroc en Pologne. À Paris, il était salué et distingué par le gratin de la classe politique française.

À Bruxelles, Abderrahim Atmoun est surtout au cœur du Marocgate, appelé aussi le Qatargate, puisque s'y entremêlent des circuits marocain et qatari de corruption présumée d'eurodéputés. Le Maroc aurait cherché à s'attirer leurs bonnes grâces dans les dossiers du Sahara occidental et du droit de la pêche par des dons d'argent, des cadeaux et des voyages offerts. Avec ses rendez-vous discrets et ses valises

1. « Abderrahim Atmoun, ambassadeur du Maroc en Pologne : "Les provinces du Sud sont devenues une destination d'investissements par excellence" », *Maroc diplomatique*, 27 janvier 2021.

de billets, ses agents secrets et ses eurodéputés ripoux derrière les barreaux, l'affaire a tout d'un mauvais roman d'espionnage.

Marocain de souche mais français d'adoption, Atmoun possède la double nationalité. Sa carrière politique décolle avec la mise en orbite par le Palais royal du PAM. À partir de 2009 et jusqu'en 2015, Abderrahim Atmoun préside le groupe d'amitié de la Chambre des conseillers du Maroc et du Sénat français. En 2011, il entre au Parlement européen de Bruxelles. Le parlementaire marocain copréside la commission parlementaire mixte Union européenne-Maroc. Depuis l'application du traité de Lisbonne, le Parlement européen a gagné en importance et la tâche est a priori plus complexe qu'à Paris où un large consensus pro-marocain est de rigueur chez les parlementaires de tous bords. Dans l'auberge espagnole bruxelloise, il s'agit de contrer le lobby des partisans du Sahara occidental indépendant et de convertir aux vues marocaines les députés de groupes politiques transnationaux dont les sensibilités varient sur les questions internationales en fonction de leur nationalité.

« Travail remarquable en coulisses »

Abderrahim Atmoun se rapproche de Pier Antonio Panzeri, un europarlementaire de gauche adepte comme lui du réseautage. Le Milanais, qui a la manie de transporter ses dossiers dans des sacs en plastique, est connu pour ses prises de position en faveur des droits humains et préside depuis 2009 la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb. L'eurodéputé a été évalué par Rabat avant son recrutement : il pourrait se révéler soit « un allié de poids », soit « un adversaire redoutable », indique un câble diplomatique marocain de 2011 inclus dans un piratage de documents confidentiels

postés anonymement sur Twitter en 2014 [1]. D'autres mails piochés dans la même fournée encensent a posteriori la justesse de son choix. Ils décrivent Pier Antonio Panzeri en « allié pour combattre l'activisme grandissant des ennemis du Maroc en Europe » et se félicitent du « travail remarquable en coulisses… entrepris par les coprésidents Panzeri et Atmoun pour rallier le maximum d'eurodéputés membres de l'intergroupe, et particulièrement les Italiens ».

Atmoun et Panzeri coprésident la commission parlementaire mixte UE-Maghreb de 2011 à 2019 en l'orientant dans le bon sens, celui voulu par le Maroc. Le tandem maroco-italien est récompensé de manière royale. Protégé du soleil par un parasol rouge, Mohammed VI décerne, le 30 juillet 2014, dans la cour de son palais de Rabat, le Wissam Al-Alaoui à Pier Antonio Panzeri pour services rendus au royaume. Abderrahim Atmoun reçoit lui aussi sa médaille.

« Les ploucs du Sud »

Le 9 décembre 2022, durant la perquisition de son domicile bruxellois, les policiers belges découvrent 669 950 euros en liasses de billets de banque. D'importantes sommes d'argent sont également trouvées dans l'appartement d'une vice-présidente socialiste du Parlement européen, la Grecque Éva Kaïlí, proche de Doha. L'enquête avait démarré durant l'été 2021. Alertés, selon toute vraisemblance, par les services de renseignement français ou espagnols, les services de sécurité belges ont placé Pier Antonio Panzeri sur écoute téléphonique et tapissé son

1. Louis Colart, Joël Matriche, *Qatargate*, Paris, HarperCollins, 2024, p. 29-30.

appartement de micros. Verdict : « Il existe au sein des institutions européennes un réseau impliquant un lobbyiste, plusieurs parlementaires européens et des assistants parlementaires [qui] travaillent de manière clandestine afin d'influencer les décisions des institutions de l'UE en faveur du Maroc d'une part et du Qatar d'autre part. Le travail en faveur du Maroc est coordonné par la DGED, le service de renseignement extérieur marocain », précise une note déclassifiée de sept pages de la Sûreté de l'État belge [1]. « Le groupe travaille en échange de soutien électoral orchestré par les autorités marocaines et des sommes considérables (au total plusieurs millions d'euros) sont payées clandestinement, en liquide, par le Maroc et le Qatar. » Une enquête pour corruption et blanchiment d'argent en bande organisée est ouverte. Dans l'attente de son procès, Pier Antonio Panzeri admet être à la fois un corrupteur et un corrompu.

Deux personnages clés apparaissent au lendemain de sa reconversion dans le lobbyisme et du départ à Varsovie d'Atmoun, nommé ambassadeur du Maroc en Pologne en février 2019 : le premier, Mohamed B., est un insaisissable responsable des services marocains. Le second est haut placé à la DGED. Dans ses dépositions, Panzeri déclare l'avoir rencontré à trois reprises au Maroc. Cité dans le livre *Qatargate*, il raconte ses rencontres au timing millimétré avec un chef du renseignement marocain : « À Rabat, à l'hôtel Sofitel, une chambre m'était réservée où j'arrivais vers 13, 14 heures. On m'a conduit ensuite vers 20, 21 heures chez ce monsieur. À ces réunions, il n'y avait pas de remise d'argent. C'était son assistant Mohamed B. qui s'occupait des détails. »

À Strasbourg, dans les allées du Parlement, l'affaire a laissé des traces. « Lorsqu'il y a cadeaux et voyages payés à

1. Louis Colart, Joël Matriche, *op. cit.*, p. 40-41.

l'étranger, au Qatar ou à Marrakech, on ne peut que s'interroger sur d'éventuelles contreparties », assure l'eurodéputée Renaissance, Nathalie Loiseau. « Je n'ai jamais fait l'objet de ce type d'approches, sans doute parce que les autorités marocaines me connaissent. J'ai été en poste de diplomate à Rabat, elles savent que ce n'est pas le genre de la maison », me confie-t-elle en février 2024 lors d'un entretien à Strasbourg. « Ce qui ressort de cette affaire étonne et met mal à l'aise : il y a une espèce de voile un peu gris. C'est évidemment contre-productif pour tout pays de se livrer à ce type d'ingérence [1] », poursuit-elle prudemment.

Les enquêteurs recensent plus de 300 tentatives présumées de « manipulation de la démocratie européenne » par le lobbying du Maroc et du Qatar. Selon Panzeri, son équipe aurait perçu 180 000 euros pour torpiller les amendements anti-Maroc. Et, de manière générale, veiller à la protection des intérêts du royaume et de son suzerain.

Le dossier a terni l'image du Maroc, jugé jusque-là dans les arènes européennes comme un partenaire stable, fiable et modéré et l'un des plus dynamiques parmi ceux cherchant dans l'espace géographique proche de l'Europe à renforcer leur coopération. L'UE est le plus important partenaire commercial du Maroc et plus de la moitié des investissements étrangers qui se font dans le royaume viennent d'Europe. Dans le sens inverse, deux tiers du commerce extérieur marocain se font avec l'UE. Le Maroc devrait bénéficier pour la période 2021-2027 de contributions européennes à hauteur de 1,6 milliard d'euros. « Un palmarès difficile à dépasser », estimait à Rabat Josep Borrell [2], le représentant de l'UE pour les affaires étrangères,

1. Entretien avec l'auteur, février 2024.

2. « Maroc : Visite du Haut représentant/vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, 5-6 janvier », *European Union External Action*, 7 janvier 2023.

en janvier 2023, quelques semaines après la vague d'arrestations.

Pourquoi alors avoir voulu orienter par des procédés supposés illégaux des décisions et des prises de position politiques du Parlement ? Le jeu en valait-il vraiment la chandelle ? L'ancien directeur du *Journal*, Aboubakr Jamaï, y voit un « mélange d'hubris et de panique ». Le régime marocain cherchait à contrer à Bruxelles son ennemi le Front Polisario. S'il a perdu en crédibilité, il a en revanche gagné la joute judiciaire.

Les suspects marocains de l'enquête belge ont été entendus à Rabat le 16 décembre 2023. Aujourd'hui, Abderrahim Atmoun conteste les faits et se fait oublier, et Mohamed B. a conservé son don d'invisibilité. La justice belge a été dessaisie du dossier en raison d'un conflit d'intérêts du premier juge, puis son successeur a été délesté du volet marocain pour que – si les faits sont avérés – les deux suspects, qui réfutent les accusations, soient jugés à Rabat…

Il est temps de repartir dans le Rif, où une autre sorte d'économie parallèle promet, elle aussi, un ruissellement qui profiterait à beaucoup.

L'argent facile.

En toute illégalité.

Chapitre 38

Le royaume du cannabis

La circulation est dense, sur la route en lacets. Les phares balaient à travers le brouillard des forêts de sapins et des champs de cannabis accrochés aux montagnes. À Issaguen, à 1 500 mètres d'altitude, les passants s'apparentent, en cette nuit du début d'automne 2016, à des ombres en anorak. Des SUV sont alignés sur le parking d'un ancien parador espagnol. Le grand chalet rustique ne vaut pas ses quatre étoiles en dépit de sa clientèle bien mise.

Les chambres sont froides et la peinture défraîchie. Au bar, aucun des étrangers de passage n'a le look d'un randonneur en quête d'air pur. Issaguen est plus connu sous le nom de Ketama. Le bourg est, sous ses airs de trou perdu, la capitale mondiale du haschich, la porte de sortie du grenier à cannabis vers l'Europe et la France. Et les clients étrangers de l'hôtel sont des narcos.

Les touristes consommateurs de joints qui s'aventurent ici sont pris d'assaut sur la route, bien avant d'arriver à destination, par des haies de vendeurs à la sauvette de *chira* (la résine de cannabis). Les téméraires atteignent la localité d'Issaguen, les autres rebroussent chemin. Il leur est déconseillé d'aller au-delà de la consommation personnelle de quelques « bédos ». Un achat à l'aveugle pourrait leur

coûter cher car ils ont toutes les chances d'être dénoncés aux gendarmes et aux douanes. À Issaguen, bourgade hors-la-loi, on se couche et on se lève tard. Le matin, l'unique consommateur de la terrasse du café Dahdouh sirote son café au lait en se roulant sa première cigarette de haschich. La rue principale au goudron défoncé ne s'anime pas avant midi. Ketama vit et respire au rythme de la fumette. Le « *teush* » est dans les poches, au coin des rues et dans l'esprit embrumé des consommateurs. Le village à l'urbanisme anarchique ne paie pas de mine. Les façades des maisons sont délabrées, les murs de la gendarmerie lépreux et la mosquée détruite. Le lieu de prière a été rasé pour prévenir les risques d'effondrement. Le vendredi, les fidèles prient dans un garage. « À chaque élection, les candidats promettent une nouvelle construction mais *makach*. Ils n'y peuvent rien, ça ne dépend pas d'eux mais de gens qui sont loin et qui s'en fichent », avance Abdullah, le muezzin [1].

Le vieil homme est père de neuf enfants, dont sept sont mariés et tous chômeurs. Il partage avec sa progéniture le même toit.

Le muezzin ne chante pas. Il cultive, comme tout le monde, des lopins de chanvre derrière son jardin. « Pour ma consommation personnelle, pas pour vendre. Le kif n'est pas *haram*, c'est une plante créée par Dieu », dit-il. Abdullah est pauvre comme la grande majorité des habitants de Ketama. Si le haschich peut rapporter gros, il ne fait pas que des gagnants. Le revenu moyen des agriculteurs de la région est d'environ 350 euros par mois. Mais la culture rapporte toujours dix fois plus que le blé, les amandes ou les olives.

---

1. Entretien avec l'auteur à retrouver dans l'article « Maroc : Ketama, ville hors-la-loi du Rif et grenier à haschich de l'Europe », *Le Figaro*, 10 octobre 2016.

« On sacrifie une personne qui va faire deux ans de taule »

Demandant peu d'efforts, l'herbe est plus rentable que le safran, proposé un temps en plantation de substitution dans les piémonts du Rif. À la sortie de la bourgade, Rachid, 80 ans et quelques dents, a depuis sa bicoque une vue plongeante sur ses cultures. Sa moisson d'été sèche dans son hangar. Il a passé plusieurs mois derrière les barreaux. L'État tolère plus ou moins son activité. Il ferme les yeux sur la consommation qu'il ne pourrait combattre totalement qu'avec les méthodes expéditives des talibans, mais il est censé interdire son commerce. « Rien à part le kif ne pousse. Chaque famille a l'un des siens qui est allé, est ou va aller en prison. C'est comme payer un impôt. On sacrifie une personne qui va faire deux ans de tôle. Nous n'avons pas le choix car il y va de notre survie », commente Saïd, l'animateur d'une association de jeunesse [1].

La crainte d'un séjour en détention entretient dans cet univers clos une ambiance de complicité méfiante. Dans les campagnes, les champs se sont étendus au détriment des forêts et des pâturages. Les chèvres ne sont pas les bienvenues. Les *fellahs* se disputent les points d'eau. Une banale querelle peut dégénérer en dénonciation.

Les riches cultivateurs-entrepreneurs vivent à l'extérieur de l'agglomération, dans des demeures cossues. Ils embauchent pendant les récoltes une main-d'œuvre d'ouvriers agricoles payés avec un complément en nature. Leurs laboratoires installés au fond des cours tournent à plein régime à la haute saison. Leur parc automobile est à l'image de leur standing. Insérés dans les circuits internationaux de distribution, ils vantent leur production à la manière des vignerons bourguignons célébrant leurs grands crus classés. Ils étudient la qualité des sols, tiennent compte de l'altitude, de l'orientation

1. *Ibid.*

du terroir et de l'air marin venu de la Méditerranée. Ils cultivent la Beldia, qui a fait la réputation du Rif, un cannabis « authentique » et « naturel » à forte teneur en THC, le tétrahydrocannabinol, connu pour ses effets psychoactifs. La plante traditionnelle est concurrencée par des plants transgéniques, exigeant des engrais, des pesticides et un arrosage au compte-goutte. Ils ont pris l'ascendant sur la culture à l'ancienne. « Les grossistes insistent pour convaincre les planteurs de faire les bons choix, c'est-à-dire de planter du transgénique. Le bénéfice est pour eux puisqu'ils récupèrent la marchandise en Europe. Les petits paysans n'ont pas trop le choix », dit Saïd [1].

Les gènes modifiés ont l'avantage d'augmenter les rendements et la teneur en cannabinoïdes. Les barons de la drogue subventionnent les cultivateurs pour doper le secteur. Ils versent des crédits qu'ils retranchent du prix payé à l'achat de la marchandise. Les hybrides multiplient par cinq au minimum la production, mais la course au profit appauvrit les sols et détruit l'environnement. Elle abîme également, à l'autre bout de la chaîne, la santé des consommateurs.

Selon un rapport alarmant du Sénat français [2], l'introduction de variétés hybrides au Maroc au début des années 2000 a fait du cannabis une drogue plus puissante. « On constate une augmentation constante du taux de THC dans le cannabis depuis 2012 : de 15,9 % à 30 % pour la résine, de 11 à 14 % pour l'herbe. Le cannabis n'a plus rien de commun avec celui qui circulait il y a quelques décennies. »

---

1. *Ibid.*

2. Rapport de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier, conclusions remises au Sénat le 14 mai 2024.

Pour Osman, la trentaine, le débat entre anciens et modernes n'a pas lieu d'être. La rentabilité et l'adaptation à la demande sont son credo. Osman est tombé dans la *chira* quand il était petit. Il partage son temps entre le domaine familial, Marbella et Barcelone. Dans le salon de son hacienda montagnarde avec baie vitrée donnant sur une forêt de conifères et en contrebas de vastes étendues cultivées, un home cinéma diffuse sur un écran des clips musicaux. Entre deux appels en Espagne, il fait le tour du propriétaire. Entrepôt de séchage, laboratoire de pressage mécanique de la poudre qui est insérée dans des moules, de conditionnement ou de transformation en huile de cannabis. Dans la salle de stockage, chacune des plaquettes de résine entreposées en piles forme un rectangle de 20 centimètres sur 10, épais de 2 centimètres, estampillé et enveloppé dans du plastique. « Nous cultivons le cannabis depuis des générations, depuis des siècles. Je travaille sur l'amélioration de la qualité de nos produits à la réputation mondiale », commente Osman [1] en présentant non sans fierté des échantillons.

« Nous sommes dans des structures familiales qui reposent sur la confiance », ajoute-t-il. Il est d'une famille de *baznassas*, ces grands producteurs historiques en position de joint-venture avec le trafic international. Inventé à Ketama, le mot *baznassas* est une traduction littérale en arabe de l'anglais *businessmen*.

Faciles à transporter dans des ballots, les cargaisons circulent à bord de camionnettes pour les kilos, de camions pour les quintaux. Les routes vers la côte méditerranéenne, les ports ou la frontière mauritanienne sont « sécurisées », précise Osman. Les trafiquants rémunèrent des intermédiaires

1. Entretien avec l'auteur à retrouver dans l'article « Maroc : Ketama, ville hors-la-loi du Rif et grenier à haschich de l'Europe », *op. cit.*

– souvent des petits voyous – et des protecteurs, du douanier de base aux divers niveaux de l'administration, des forces de l'ordre et de la sphère politique. La corruption endémique est le carburant du négoce.

Une partie du haschich traverse la Méditerranée sur des bateaux aux moteurs surpuissants, dans des conteneurs ou sous les châssis des poids lourds. Lancés à 100 kilomètres/heure, les narcolanchas transportent jusqu'à trois tonnes de plaquettes compressées par voyage. Elles naviguent en flotte. Un modèle de ces bateaux pneumatiques semi-rigides a été adapté pour embarquer en supplément des cargaisons de migrants clandestins.

« Les complicités reposent en grande partie sur les réseaux familiaux élargis à la corruption », confie le guide, originaire de Ketama, qui m'accompagne dans la tournée des popotes. « Boucler ses fins de mois n'est pas facile. On a développé une mentalité de la débrouille avec un esprit qui s'arrange avec la loi. Nous nous méfions de l'État. Il n'a jamais rien fait pour nous, à part nous opprimer », dit-il.

« Plus de 50 % de l'économie régionale tourne autour de l'activité illicite du cannabis et de la contrebande avec les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Plus d'un million de personnes en vivent directement ou indirectement. Cette réalité a longtemps été taboue », reconnaissait en 2016 Ilyas El Omari [1], qui présidait alors la région Nord et dirigeait le PAM. On le retrouvera dans ce récit.

À Tanger, comme dans les autres métropoles du Rif, l'immobilier – qu'il s'agisse des immeubles de bureaux, d'habitations ou d'hébergement touristique – est la valeur refuge des blanchisseurs. Les bâtiments poussent comme des champignons après la pluie et ne sont pas toujours achevés. Sur la côte, l'enclave espagnole de Melilla est la

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2016.

plaque tournante des flux financiers illégaux avec un solde moyen des dépôts bancaires le plus élevé d'Espagne.

En Europe, les Rifains de la Mocro Maffia néerlandaise ont pris le contrôle du marché des drogues du Benelux. En 2017, ils se sont déchaînés aux Pays-Bas à coups d'assassinats, d'attentats contre la presse et de menaces contre des personnalités. Leur chef emblématique, Ridouan Taghi, a été condamné en février 2024 à la prison à vie par le tribunal d'Amsterdam, transformé le temps du procès en bunker survolé par des hélicoptères. Peu après le verdict, je me rends à Bni Selmane, le douar natal du trafiquant international, près de Chefchaouen, la ville aux maisons bleues et au décor de carte postale. La propriété du clan Taghi est un complexe agricole protégé par des guetteurs. Il est toujours en activité malgré la bataille remportée par les polices européennes contre le réseau. D'importantes quantités de cannabis arrimées à des bâches reposent dans un entrepôt à ciel ouvert. « Ridouan Taghi et ses proches venaient souvent ici bien qu'ils soient recherchés », raconte Mohammed, un ancien employé de la maison Taghi. L'exploitation produit, selon lui, une tonne de cannabis par an. La branche de la famille restée dans le berceau est relativement discrète. Yazid, l'oncle de Ridouan, a été maire de la commune puis président du Conseil provincial de Chefchaouen sous l'étiquette du parti d'Aziz Akhannouch.

En 2015, la présence de Ridouan Taghi, alors en cavale, avait été signalée par la police néerlandaise à Rabat, mais le criminel avait été prévenu des risques d'arrestation. « Le roi a donné des ordres… Les services secrets marocains sont à fond sur moi », écrivait-il à un complice dans un SMS crypté intercepté par les enquêteurs néerlandais. « Je vais prendre un Zodiac et me réfugier en Espagne. » Il revient l'année suivante sans être inquiété, avant d'être finalement

arrêté en décembre 2019 à Dubaï par les forces spéciales émiraties. Et au Maroc, ses protecteurs l'ont lâché.

Un ennemi public numéro un peut passer inaperçu, pas un journaliste français. À mon retour de Bni Selmane, des policiers en civil m'ont suivi dans les rues de Chefchaouen et ma chambre d'hôtel a été fouillée. Au royaume de la *chira*, il vaut mieux pour voyager en paix être un gros bonnet…

Chapitre 39

Les réseaux de la pieuvre

Vieux de trente ans, le rapport n'a rien perdu de son caractère inflammable.

Daté de 1995, et signé de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) [1], un organisme français, le document détaille le niveau de corruption remontant jusqu'aux proches du Palais qui a permis d'en arriver là. Son auteur, le chercheur Alain Labrousse, a édulcoré, par souci diplomatique, sa version publique. Son travail constitue encore à ce jour la seule étude jamais réalisée sur la participation des autorités chérifiennes au trafic [2].

Un enquêteur marocain, devenu depuis une personnalité politique de premier plan, qui a participé au recueil des informations, est persuadé qu'elle avait été « commandée et pilotée par les services de renseignement français pour faire pression sur le roi ».

Hassan II réplique à l'époque en menaçant de poursuites judiciaires les médias qui relaient les informations contenues dans le document, tout en disant engager une lutte « sans

1. Entretien avec l'auteur, avril 2024.

2. Erich Inciyan, « Un rapport confidentiel met en cause le pouvoir marocain dans le trafic de haschisch », *Le Monde*, 3 novembre 1995.

merci » contre les trafiquants. Le ministre de l'Intérieur, Driss Basri, lance de spectaculaires coups de filet anticorruption, s'attirant au passage le ressentiment de la bourgeoisie mafieuse et des milieux d'affaires. L'élan répressif ne dure pas : l'argent du cannabis remplit de toute évidence trop de poches et le roi ne considère pas le haschich comme une drogue vraiment dangereuse, tout comme plus tard son fils, qui ne s'est jamais prononcé publiquement sur le sujet mais a arboré un T-shirt frappé d'une feuille de cannabis et d'un drapeau américain.

« Au moins en prison j'étais à l'abri des représailles »

Drogue et politique sont intimement liées dans le nord du Maroc et l'ont toujours été tant le chanvre imprègne la société rifaine.

À l'origine, le cannabis est réservé aux rituels mystiques. La plante aux vertus planantes est à l'époque des sultans l'apanage des religieux des confréries soufies. La permission de cultiver le chanvre accordée par un dahir de Moulay Hassan I^er^ dans la deuxième moitié du XIX^e^ siècle a déjà des motivations politiques. Sous la domination française, la puissance coloniale s'accapare le monopole du commerce dans son territoire. Elle a fondé en 1906 la Régie des tabacs et du kif, calquée sur le modèle de la Régie indochinoise de l'opium, et confié son exploitation à la banque de Paris et des Pays-Bas qui deviendra BNP-Paribas. Peu à peu, la pipe à kif trouve sa place près des verres de thé à la menthe.

En 1932, Paris étend sa législation de prohibition dans l'Hexagone à ses colonies afin de respecter ses engagements internationaux. À l'indépendance, en 1954, Mohammed V renforce la prohibition. Le kif ne disparaît pas pour autant. Il est toléré dans la région de Ketama.

À la fin des années 1960, les voyageurs anglo-saxons de la Beat Generation, suivis des hippies, « font la route du

Maroc ». Ils fument et goûtent aux gâteaux au miel et aux amandes, les « *space cakes* ».

« Le business s'est monté avec les acheteurs, le caïd et le commandant de la gendarmerie. Les bénéfices étaient partagés en trois mais le commandant qui avait un dahir l'autorisant à cultiver a exigé la moitié. Le caïd l'a dénoncé à Rabat qui a diligenté une enquête. Le commandant a été condamné à dix ans de prison et des textes de loi ont été promulgués pour qualifier pénalement l'infraction », raconte Ilyas El Omari [1]. Depuis, le commerce parallèle n'a pas varié dans ses principes de partage des bénéfices et le marché connaît un taux de croissance hallucinant. Les zones cultivables passent d'une centaine d'hectares au mitan des années 1960 à plus de 100 000 hectares à la fin du siècle.

Face aux défis de la culture et du trafic la position du Makhzen consiste à « ne pas troubler les réseaux existants tout en contrôlant leur évolution », écrit l'anthropologue Khalid Mouna, dans son livre tiré de sa thèse *Le Bled du kif : économie et pouvoir chez les Ketama du Rif*. « La gestion de l'économie du kif en tant que dossier sensible relève de l'autorité du Palais royal. Les acteurs politiques acceptent la règle du jeu et laissent les relais monarchiques gérer ce type de situation », explique le chercheur [2]. Le propos date de 2010, il est toujours d'actualité.

« En 2006, j'avais écrit une lettre au roi pour dénoncer le trafic qui se déroulait dans la lagune de Nador en toute impunité et au vu de tous », me racontait, dix ans plus tard, Chakib Al Khayari, un militant associatif défenseur des paysans rifains [3].

---

1. Entretien avec l'auteur, avril 2024.
2. Khalid Mouna, *Le Bled du kif*, Paris, Ibis press, 2010, p. 129.
3. Entretien avec l'auteur à retrouver dans l'article « Maroc : Ketama, ville hors-la-loi du Rif et grenier à haschich de l'Europe », *op. cit.*

« J'ai écopé d'une peine de trois ans d'emprisonnement pour avoir dit, à la suite du démantèlement d'un réseau, que les arrestations avaient épargné les gros poissons et les détenteurs de postes sensibles », ajoutait-il. Avant de conclure, dans un sourire amer : « Au moins, en prison, j'étais à l'abri des représailles des grands trafiquants. » La justice marocaine avait estimé que ses déclarations étaient dénuées de tout fondement, qu'elles portaient atteinte aux « efforts déployés dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue » et qu'il avait « perçu des fonds de parties étrangères » [1]. Il n'est pas bon, au Maroc, d'être un lanceur d'alerte dénonçant l'existence de complicités à haut niveau au sein d'institutions étatiques : Chakib Al Khayari avait, selon ses termes, « brisé un tabou » en affirmant que « les barons avaient trouvé leur place au Parlement » [2].

Les islamistes du PJD, au gouvernement de 2011 à 2021, ne disaient pas autre chose quand ils étaient au pouvoir. Pour eux, le rival du PAM était « le parti des trafiquants ». En 2015, durant la campagne des régionales, le Premier ministre Abdelilah Benkirane affirmait quant à lui que « l'argent utilisé par le PAM » durant les élections était « issu de la poudre que l'on connaît tous » [3]. Le parti a toujours réfuté.

Mais le ver était dans le fruit du parti du roi dès sa naissance, en 2008. Initié par Fouad Ali El Himma, le conseiller politique du monarque, le PAM s'est appuyé à sa fondation sur une solide base rifaine.

Il a rallié, dans la région d'Al Hoceïma, Saïd Chaou. Né en 1967, ce cousin d'Ilyas El Omari, dirigeant du PAM, a

1. Rachid Nahli, « Maroc : 3 ans de prison ferme pour le militant Chakib Al Khayari », *Yabiladi*.

2. Entretien avec l'auteur, *op. cit*.

3. Mohamed Etayea, Yassine Majdi, « Abdelilah Benkirane : "L'argent du PAM est issu de la poudre" », *TelQuel*, 30 août 2015.

émigré aux Pays-Bas dans les années 1980 pour gagner sa vie dans le commerce de stupéfiants. Il avait pignon sur rue à Roosendaal, dans le Brabant, près de la frontière belge, une localité où les consommateurs et les dealers français venaient s'approvisionner en cannabis dans les coffee-shops, en toute légalité à l'époque.

Il rentre riche au pays avec des ambitions. L'« enfant prodigue » du Rif est élu député en 2007 sous les couleurs d'un micro-parti, Al Ahd, qui obtient une demi-douzaine d'élus au Parlement. Sa formation est absorbée l'année suivante par le PAM dont l'objectif est de gagner les prochaines échéances électorales. Ilyas El Omari le présente, selon le média en ligne *Le Desk*, « comme un digne fils de la diaspora rifaine revenu au pays pour investir ». En 2010, Chaou prend la poudre d'escampette et rentre à Roosendaal. Il est lâché par ses amis politiques et déchu de son siège de député.

En 2015, la justice marocaine délivre un mandat d'arrêt international contre lui. Il aurait convoyé plusieurs tonnes de cannabis par canots pneumatiques. Les policiers bataves parviennent à le coincer au cours d'une opération conjointe avec leurs homologues français et espagnols pour avoir écoulé… plus que les 500 grammes de cannabis par jour autorisés par la loi néerlandaise. Il est emprisonné quatre mois puis relâché faute de preuves suffisantes. Ses démêlés judiciaires ne l'empêchent pas de ruminer sa vengeance contre l'establishment royal.

Le Rifain fonde depuis Roosendaal le Mouvement du 18 septembre pour l'indépendance du Rif, une organisation séparatiste dont l'appellation renvoie à la date de proclamation, en 1921, de la République du Rif par Mohamed ben Abdelkrim El Khattabi. En octobre 2016, il soutient le *hirak*, la révolte des jeunes du Nord. « Lorsque les voies pacifiques et efficaces se trouvent fermées devant l'envie de

changement, la violence politique devient l'un des moyens, et peut-être le seul moyen, pour le changement politique et social », affirme l'agitateur sur sa webtélé, Anoual TV. Rabat l'accuse de financer en sous-main le soulèvement et délivre contre lui un mandat d'arrêt pour association de malfaiteurs, corruption et trafic international de stupéfiants. Son extradition est refusée par la justice néerlandaise. Le tribunal invoque un « réel danger » de procès « inéquitable ». Aux dernières nouvelles, il serait en quête de réhabilitation.

Telle l'anguille, Saïd Chaou glisse dans la vase. Quant à Ilyas El Omari, il est mis à l'écart.

La trajectoire de ce fils d'imam est peu banale. Ancien militant de l'extrême gauche révolutionnaire, il aurait connu l'aventure de la clandestinité sous Hassan II après une condamnation à la prison par contumace. Une légende urbaine prétend qu'il a travaillé dans un coffee-shop aux Pays-Bas et qu'il aurait placé des économies en Espagne. Lui assure qu'il n'a jamais quitté le sol marocain pendant sa période cachée et qu'il n'est pas riche [1].

À l'avènement de Mohammed VI, Ilyas El Omari s'est rapproché du Palais dans la mouvance de Driss Benzekri, un ex-détenu politique de la gauche radicale chargé par le roi de piloter la réconciliation nationale avec le soutien de Fouad Ali El Himma. Patron du PAM, il ne parvient pas à supplanter dans les urnes les islamistes du PJD aux législatives de 2016. Président de la région Nord, Il est contraint à la démission après le *hirak* et disparaît de la vie publique. Lorsque je le rencontre en avril 2024, il a changé : il était moustachu et chauve, le voilà avec des cheveux et une barbe de trois jours. « Oui », certains de ses anciens proches sont des « gros trafiquants », confie-t-il. Selon lui, « on ne peut

1. Entretien avec Ilyas El Omari, avril 2024.

pas changer du jour au lendemain les mentalités et la réalité économique du Rif ». « Les gens n'ont pas confiance en l'État car le Rif a été trop longtemps oublié », explique Ilyas El Omari.

Chapitre 40

Foot, coke et politique

Ce 16 septembre, dans la banlieue d'Agadir, la gendarmerie royale intercepte un camion suspect.

Nous sommes en 2015, l'année du lancement du mandat d'arrêt contre Chaou, le cousin d'Ilyas El Omari, signe d'un ménage dans l'architecture des trafics. Les gendarmes ont eu du flair : dans le camion, ils mettent la main sur neuf tonnes de résine de cannabis. Le poids lourd se dirigeait vers la Mauritanie. Le chef présumé du convoi et son chauffeur sont arrêtés et interrogés. Le dossier est transmis à un magistrat de Casablanca et un communiqué de presse est publié dans les médias. Quelques semaines plus tard, une autre saisie spectaculaire de *chira* défraie la chronique. Le 4 décembre, 40 tonnes sont saisies sur l'autoroute reliant Casablanca à El Jadida. Le convoi se dirigeait aussi vers la Mauritanie. Le 23 décembre, deux lampistes du réseau sont condamnés à vingt ans de prison. Le procès est étrangement très surveillé ; des policiers postés autour du tribunal et dans la salle interdisent l'accès à l'audience aux personnes non munies d'une convocation judiciaire. Nul ne voit poindre une affaire politico-économique majeure.

Le chef présumé du réseau est un certain Ahmed Ben Brahim, surnommé « le Malien » et connu du Casablanca

des soirées dorées et cokées. Né dans le désert à Kidal, capitale des Touaregs maliens, d'un père malien et d'une mère marocaine, il bénéficie de nombreuses complicités et de protections au Maroc et dans le Sahel. Mais la roue a tourné : recherché par Interpol, le narco est capturé en Mauritanie, où il écope de quatre ans d'emprisonnement. Une paille !

Le « Pablo Escobar du Sahara »

À sa libération en 2019, il prend un avion pour revenir au Maroc. Celui que la presse va surnommer le « Pablo Escobar du Sahara » est arrêté à l'aéroport de Casablanca. Du fond de sa geôle, Ahmed Ben Brahim semble convaincu que ses influents associés vont le tirer d'affaire. Un de ses principaux complices lui aurait fait miroiter un transfert à Bamako grâce à l'appui du ministre de la Justice. Il espère également récupérer ses biens à Casablanca et des appartements dans une marina touristique. Rien ne vient. Le prisonnier aurait attendu 2023 pour se confesser au capitaine Najih, un ancien officier de liaison de l'ambassade marocaine aux Pays-Bas où il suivait les dossiers de la Mocro Maffia. Tel est le récit livré en exclusivité par le magazine *Jeune Afrique* le 9 août 2023. D'autres enquêtes journalistiques l'ont depuis partiellement recoupé.

« Le Malien » a en tout cas donné le casting de son réseau : on y découvre deux ténors de la scène politico-économique, des notables, des commissaires de police, des gendarmes, et pour les seconds rôles des prostituées et une chanteuse connue. Il déclare s'être associé en 2006 avec Abdenbi Bioui, le patron de la région frontalière de l'Algérie, l'Oriental, et géant du BTP marocain. En dix ans, les deux partenaires auraient écoulé 200 tonnes de stupéfiants.

La marchandise circule dans les camions d'Abdenbi Bioui, sur les routes qu'il a bâties.

En octobre 2023, la police passe enfin à l'action. Elle saisit trois camions, du cannabis, de la cocaïne et des drogues de synthèse en grandes quantités, ainsi que des sommes d'argent en espèces dans la ferme du frère cadet d'Abdenbi Bioui, un notable du PAM de la commune d'Aïn Sfa dans l'Oriental [1]. Le scandale politico-mafieux remonte jusqu'au cœur du système. Élu au Parlement et cadre influent du PAM, Saïd Naciri tient les rênes du conseil préfectoral de Casablanca. Ce promoteur immobilier possède des parts dans une radio privée, Médina FM, et dépense apparemment sans compter. Mais il est surtout connu des Marocains en sa qualité de président du Wydad de Casablanca, le club de football le plus titré du royaume dont ce gestionnaire controversé a renfloué les caisses on ne sait trop comment. Il doit sa place dans la cour des grands à Fouzi Lekjaa – son « ami intime », selon ses dires –, le président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) en charge de l'organisation du Mondial 2030 et ministre du Budget du gouvernement.

Quant à Abdenbi Bioui, ce mastodonte du BTP à l'ascension fulgurante brasse des fortunes en bâtissant des routes, des ponts, des barrages. Ex-« sans-papiers » en Europe, il a créé son entreprise de construction *ex nihilo*. La société se présente quelques années plus tard comme « le leader des travaux publics au Maroc ». Il rafle dans un secteur en principe concurrentiel des marchés publics du ministère de l'Équipement, de la Société nationale des autoroutes du Maroc et de l'Office national des chemins de fer.

1. Alexandre Aublanc, « Au Maroc, les "révélations" d'un narcotrafiquant secouent les milieux du sport et de la politique », *Le Monde*, 30 décembre 2023.

Bioui emploie 3 000 salariés et a engrangé un carnet de commandes pour trois ans d'activité.

Membre du bureau politique du PAM, qui délivre les investitures aux élections, sa gestion de la région est pourtant sujette à caution. En 2019, il écope d'une peine de prison ferme pour détournements de fonds publics et fraude, une condamnation effacée par un acquittement en cassation. Le notable est défendu par Abdellatif Ouahbi, le secrétaire général du PAM entré au gouvernement en octobre 2021 avec le portefeuille de ministre de la Justice. L'une des premières initiatives du nouveau garde des Sceaux est de retirer du projet de modification du Code pénal présenté au Parlement un article de loi dédié à l'incrimination de l'enrichissement illicite. Puis il annonce vouloir interdire aux associations de la société civile de porter plainte contre des élus.

À sa sortie durant l'été 2023, l'affaire du « Pablo Escobar du Sahara » fait l'effet d'une bombe mais elle n'est pas à fragmentation.

Marqué par l'absence aux audiences du « Malien », le procès qui a débuté le 23 mai 2024 se poursuivait encore en septembre 2025. Abdenbi Bioui et ses avocats dénoncent le « manque de rigueur » de l'enquête et des « violations du droit à une défense équitable ». Les représentants de Saïd Naciri contestent la légalité des écoutes téléphoniques, invoquent une prescription des faits et réclament sans succès l'audition de « témoins clés ». Les deux hommes plaident non coupables.

Des pistes ne semblent pas explorées et des questions essentielles restent sans réponses. Comment un tel réseau politico-mafieux a-t-il pu prospérer aussi longtemps sans attirer l'attention du Palais ? De l'argent sale a-t-il financé des campagnes politiques ? L'entourage politique des mis en cause affirme qu'il ne se doutait de rien. Difficile à

croire. Un bloggeur, Hamid El Mahdaoui, s'était interrogé sur les zones d'ombre de l'affaire. En novembre dernier, il a écopé de un an et demi de prison ferme pour « diffusion de fausses allégations » et « diffamation ». On ne s'interroge pas impunément sur les réseaux de la pieuvre.

Peut-être parce qu'elle étend ses tentacules jusqu'à l'entourage du roi.

Chapitre 41

Aux portes du Palais

En avril 2024, je débarque au Maroc afin d'enquêter, pour le magazine *Le Point*, sur cette organisation criminelle. Mon enquête sur les nouvelles mafias marocaines est publiée à la mi-août.

Elle se prolonge en septembre, quand je prends connaissance d'un document de la gendarmerie royale marocaine. C'est le procès-verbal du déroulement de la première grande saisie de 2015, celle des neuf tonnes de cannabis interceptées près d'Agadir. Il éclaire d'un jour nouveau les ramifications des trafics. L'opération a eu lieu un 16 septembre, au lendemain des élections régionales. En fait, elle ne résulte pas d'un contrôle routier fortuit : les gendarmes ont suivi le poids lourd et sa voiture suiveuse et un hélicoptère a participé à la capture sur l'autoroute Marrakech-Agadir. M.B., le transporteur, a chargé dans un entrepôt de Larache, une ville du nord, le stock de marchandise. Le cannabis est conditionné et emballé en lots dans des sachets en plastique. Il vient de la région de Ketama et pèse à vue de nez 10 millions d'euros. En façade, la société tangéroise de M.B. transporte à l'international des fruits et légumes. Cette fois ce sont des oignons. Le sceau posé sur la remorque et les papiers tamponnés par un complice agent des douanes l'attestent.

Prévoyant, M.B. s'est fourni en coke qu'il sniffe durant le long trajet du nord au sud du pays et a retiré 150 000 dirhams (14 000 euros) en billets au guichet de sa banque pour bakchicher en cas de contrôle volant. Le poids lourd met le cap sur la Mauritanie. Après le passage de la frontière, prévu au poste de Bir Gandouz, dans le Sahara, M.M., son chauffeur, doit rallier Nouadhibou, port de transit de la drogue vers la façade Atlantique de l'Europe, de la France au Benelux, ou point de bascule vers le vaste espace sahélien. Le patron lui a donné 40 000 dirhams à remettre au responsable mauritanien de la cargaison lors du paiement.

M.B. s'attend à un voyage sans histoires. Quand il aperçoit l'hélicoptère des gendarmes, il ne panique pas. Il demande au routier de ne s'arrêter sous aucun prétexte et tente en vain d'activer des contacts. Il passe des appels à un « agent du Palais » et à un haut gradé, un colonel de gendarmerie, des complices présumés. Dans ses déclarations aux enquêteurs, M.B. affirme avoir agi sur instruction de M., un employé d'A.O., l'agent qui « travaille à la cour du roi » et qu'il a appelé sans succès pendant la course-poursuite. Il dit avoir créé, à la demande de ce dernier, une société écran dénommée LASCOTEM couverte par l'agent du roi, par le chef d'un grand parti politique lié au Palais qu'il « connaît de Tanger » et par des responsables de la gendarmerie royale. Le trafiquant possède une flotte de cinq camions remorques et ponctionne un tiers des bénéfices générés. Selon lui, le collaborateur de son protecteur au Palais lui avait assuré que le transport serait facilité en soudoyant des fonctionnaires à plusieurs étapes et à divers niveaux de l'administration.

Il évoque un réseau organisé qu'il qualifie de « pieuvre ». Sûr de lui, il n'en dira pas plus et « réserve de plus amples explications au tribunal ». M.M., son chauffeur, corrobore

ses déclarations et va plus loin, beaucoup plus loin. Son boss, qui l'emploie depuis deux ans, lui a confié avoir des contacts avec des responsables de l'État à Rabat, Tanger et Larache. Et surtout être en cheville avec un puissant conseiller du roi. Le chauffeur raconte qu'au cours du voyage le portable de M.B. sonnait souvent et qu'il s'adressait la plupart du temps à ses interlocuteurs avec déférence. Rédigé en arabe, le procès-verbal est bouclé par le service de police administrative et judiciaire de la gendarmerie royale le 17 septembre. Signé par sept fonctionnaires, il est transmis au procureur général de la Cour d'appel de Casablanca, Hassan Matar.

Que se passe-t-il ensuite ? Mystère ! Le juge Hassan Matar n'est plus là pour nous éclairer. Mis à la retraite en 2017, le magistrat est mort le 9 janvier 2023 dans un accident de la route. Apparemment, son véhicule aurait dérapé sur le périphérique de Casablanca. En charge de dossiers sensibles, il avait géré les dossiers sur les révoltés du Rif et sur l'assassinat du député Abdellatif Merdas. J'interroge, pour comprendre les tenants et aboutissants du dossier, un ancien commissaire de police français spécialisé dans la grande délinquance financière internationale et les stups. « Quand un important réseau est grillé, c'est en général pour s'en débarrasser et le remplacer par un autre », commente-t-il. L'année 2015 est en effet celle d'un grand remue-ménage dans les filières marocaines de cocaïne et de cannabis.

« Toutes les institutions légitimes ont été pénétrées »

Quant au procès du « Malien » et de ses complices, il est peu probable que les audiences livrent les secrets d'une affaire qui n'a levé qu'un coin de voile sur l'alliance entre

certains cercles du pouvoir et les narcos. Selon la définition du Fonds monétaire international, un narco-État est un État dont « toutes les institutions légitimes ont été pénétrées par le pouvoir et la richesse issus du trafic illicite de drogue ». Difficile à évaluer, le concept prend en compte divers facteurs. Dans le cas du Maroc, le pays coche plusieurs cases : il est un important fournisseur de stupéfiants (premier producteur mondial de cannabis selon les Nations unies), il connaît une forte corruption (5 % des parlementaires ont été traduits devant des tribunaux au cours des dernières années) et il souffre d'un taux de pauvreté de la population préoccupant (120e rang mondial sur 193 à l'indice de développement humain). La part de son économie provenant du narcotrafic est, elle, discutée.

Les statistiques de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) confirment année après année la position de leader mondial du cannabis du royaume, malgré une baisse des surfaces cultivées et la reconversion récente d'agriculteurs dans le cannabis thérapeutique ou de bien-être. Environ 50 000 hectares seraient toujours consacrés à cette culture qui rapporterait en moyenne 10 milliards d'euros par an aux réseaux mafieux internationaux. En mars 2017, un rapport du département d'État américain avait surpris en affirmant que la production de cannabis au Maroc équivalait à 23 % de son PIB. Elle dégagerait ainsi un chiffre d'affaires trois fois supérieur aux estimations communément admises. Qu'ils soient majorés ou minorés, les calculs sont à prendre avec des pincettes. Le chiffre noir d'une activité clandestine a par nature une valeur purement indicative tant il masque des réalités complexes. Si les bénéfices générés par le trafic sont astronomiques, leurs retombées se dispersent sur plusieurs continents. Les gains enrichissent aussi bien le royaume que

les nouvelles mafias internationales que des places financières, des Pays-Bas à Dubaï.

Selon des études croisées, 80 % du haschich consommé en France – le pays champion d'Europe du cannabis – par quelque 800 000 fumeurs réguliers a pour origine le nord du Maroc. Le business impliquerait 240 000 personnes et afficherait plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel. Un milliard en cash d'argent sale qu'il faut laver ! Une partie de cette manne constitue avec le tourisme et les virements légaux des Marocains résidents à l'étranger (MRE) une des premières ressources en devises du royaume. L'argent est recyclé via les *saraf*, des agents de change clandestins, grâce à une technique qui permet d'échanger des fonds d'un pays à l'autre par un système de compensation. Les trafiquants investissent dans l'immobilier et les services à Tanger, Tétouan, Casablanca, sur la côte, en Espagne, ou en France dans des kebabs, des bars à chicha, des épiceries et, depuis peu, dans des commerces de la communauté chinoise de la région parisienne et dans des ongleries. Ils préfèrent les beaux quartiers aux banlieues. Les blanchisseurs marocains ne sont pas inquiétés même lorsqu'ils sont condamnés par contumace par la justice française. « Je n'ai pas le souvenir d'une affaire en douanes où on ait pu récupérer quelques millions d'euros ou des biens immobiliers au Maroc », confie un haut responsable de la Direction nationale des enquêtes douanières [1].

En 2021, Rabat et Dubaï ont été épinglés par le GAFI (Groupe d'action financière, organisation internationale de lutte contre le blanchiment) qui les a classés en « zone grise », une catégorie soumise à une surveillance financière internationale renforcée. Une mesure levée en 2023. « La sortie de la liste de ces pays mondialement connus comme

1. Entretien avec l'auteur, 4 juin 2024.

des plateformes de blanchiment a été vue comme un signal assez mauvais », commente un dirigeant des enquêtes de douanes françaises [1].

Comment s'extraire du cercle vicieux ? En 2011, l'historien du Maghreb contemporain Pierre Vermeren avait imaginé un plan Marshall pour le Maroc financé par l'UE pour briser un trafic « au vu et au su des États ». « Le Maroc est le plus proche allié méditerranéen de l'Union européenne. C'est un État ami, efficace quand il le veut, soucieux de respectabilité, mais taraudé par son besoin de croissance. Il redoute de perdre l'argent de la drogue », estimait cet auteur d'ouvrages sur le royaume [2].

Sa proposition n'a pas trouvé d'écho. Son approche bousculait sans doute des intérêts, car, comme le souligne l'essayiste Roberto Saviano, la force des organisations criminelles réside dans leur capacité à se fondre dans l'économie légale et à en être partie prenante. Aujourd'hui, il est bien tard pour agir. Dopé à la coke, à la MDMA et aux médicaments, le trafic est devenu non plus une pieuvre mais une entité hybride, ultraviolente et hors de contrôle. En France comme ailleurs en Europe et d'abord aux Pays-Bas, le royaume de la Mocro Maffia.

La France, justement, et sa relation ambivalente avec un roi qui se veut diplomate à ses heures perdues…

1. Entretien avec l'auteur, 6 juin 2024.
2. Entretien avec l'auteur, mars 2023.

Partie III

Partenaire particulier

Chapitre 42

L'encombrant tonton

Ce 14 juillet 1999, la République rencontre la monarchie.

Les troupes à pied marocaines défilent sur les Champs-Élysées. Toute de rouge vêtue, turban bleu sur la tête, la clique de Sa Majesté ouvre la marche. Ils sont 500 à descendre les Champs, l'arme à l'épaule. Hassan II et Jacques Chirac les attendent debout sur l'estrade dressée place de la Concorde. Les musiciens jouent *Al Massira Al Khadra*, « la Marche verte », les soldats crient « Dieu, la patrie, le roi ». Ils appartiennent à l'une des plus vieilles compagnies militaires du monde, la Garde noire. Son histoire remonte au XI^e^ siècle, lorsque les sultans almoravides venus du Sahara recrutèrent des soldats d'Afrique noire pour se protéger. Pour la première fois – à l'exception des défilés de la victoire des deux guerres mondiales –, des troupes étrangères arpentent le bitume parisien le jour de la fête nationale. Hassan II savoure-t-il l'instant ? Les yeux mi-clos, la mine blafarde, engoncé dans sa djellaba blanche, le souverain chérifien observe sa garde, le visage impassible. Sa santé est chancelante depuis plusieurs semaines. Épuisé, victime de malaises, il souffre des poumons et son cœur est près de lâcher.

Le roi et le Président se tiennent côte à côte. Ils échangent peu de mots. Dans son livre *Majesté, je dois beaucoup à votre père*[1], le journaliste et écrivain Jean-Pierre Tuquoi raconte que Hassan II aurait adressé à son hôte un souhait post mortem : il lui demande de veiller sur ses enfants lorsqu'il aura rejoint l'au-delà, d'être un père de substitution et d'aider le futur Mohammed VI dans son métier de roi. Hassan II meurt le vendredi 23 juillet. Les funérailles sont grandioses. La procession funèbre couverte par la musique d'une fanfare d'instruments à vent monte jusqu'au mausolée Mohammed-V sur l'esplanade de la tour Hassan. Elle est empreinte de la ferveur de 2 à 3 millions de Marocains. L'événement est retransmis en direct dans 65 pays. Le gotha mondial s'est déplacé. Se pressent dans l'assistance Bill Clinton, le Premier ministre israélien Ehud Barak, le roi d'Espagne Juan Carlos, l'Algérien Abdelaziz Bouteflika, une vingtaine de chefs d'État africains… Une époque, celle de la décolonisation, tire sa révérence.

Jacques Chirac a interrompu une visite au Nigeria pour rallier la capitale marocaine. À l'issue de la cérémonie, il promet à Mohammed VI d'être « son allié des bons et des mauvais jours », écrit Jean-Pierre Tuquoi. Fort de son expérience, il entend lui éviter de commettre les erreurs du débutant. Vingt ans plus tard, le 29 septembre, Mohammed VI est absent des funérailles de son « parrain » adoptif. Il a dépêché son fils, le prince héritier Moulay El Hassan, 16 ans. Selon la tradition alaouite, le souverain marocain n'assiste jamais à des enterrements. Le roi adresse en témoignage de sa peine des gerbes d'orchidées déposées en l'église Saint-Sulpice à Paris. Dans sa lettre de condoléances adressée à Bernadette et à sa fille, Claude, il confie être « profondément affecté ».

---

1. Jean-Pierre Tuquoi, *« Majesté, je dois beaucoup à votre père », France-Maroc, une affaire de famille*, Albin Michel, 2016.

L'hommage est sans doute sincère mais Mohammed VI s'est émancipé de ce père de substitution sympathique et généreux, utile dans bien des circonstances mais à la présence encombrante. Chirac ne peut que lui rappeler la pesanteur de la tutelle paternelle dont il a effacé les traces en se débarrassant de ses proches.

Ce Président appartient au monde d'avant pour lequel Mohammed VI a peu d'appétence. Il est une pièce rapportée de l'héritage à condition de respecter une certaine distance. Chirac est le meilleur avocat du royaume, il n'en reste pas moins un pur produit de la décolonisation et de son travers congénital, le paternalisme. Chirac confie avant la disparition de Hassan II une part de l'éducation diplomatique de celui qu'il considère comme son poulain marocain à des fidèles, Jean-François Girault et Bernard Emié. Moulay Mohammed est convié à une formation informelle au château. L'apprenti roi découvre les rouages de la politique d'un État membre permanent du Conseil de sécurité.

Mohammed VI finira par faire comprendre, sans rompre les ponts, qu'il n'a pas besoin d'un « parrain ». Il n'en a pas pour autant fini avec le cercle chiraquien. Après avoir servi en Syrie, en Irak – « un pays baigné par trois fleuves : le Tigre, l'Euphrate et le sang », selon sa formule –, Jean-François Girault achève sa carrière d'ambassadeur à Rabat qu'il quitte en 2019. Au départ de l'un de ses collaborateurs, il lui glisse, à propos des Marocains : « Je crois qu'ils ne nous aiment pas [1]. »

Hassan II et Jacques Chirac se sont rencontrés en marge d'un congrès de la Fédération mondiale des cités unies tenu à Fès à la fin des années 1970. Son poste de maire de Paris et l'écho de ses ambitions lui servent de sésame pour être reçu en audience royale. Le roi a l'art de s'imbriquer dans

1. Entretien avec un collaborateur de l'ambassadeur, janvier 2024.

la vie politique française dont il connaît tous les secrets. Quant à Chirac, il connaît le Maghreb seulement par son service militaire pendant la guerre d'Algérie et ses inclinations culturelles le font pencher plutôt vers l'Extrême-Orient. En quête d'une stature internationale, il trouve en Hassan II un guide pour l'introduire dans la complexité du monde arabo-musulman, le plonger dans les méandres du conflit israélo-palestinien et lui apprendre les subtilités des dynasties orientales.

La défense des droits de l'homme n'est pas la tasse de thé de Chirac. En 1990, quand éclatent les révélations du livre *Notre ami le roi* de Gilles Perrault, il se précipite au Maroc pour « déplorer l'atteinte portée à l'image du royaume [1] ». Ce monarque est pour lui un homme à mille facettes à qui il pardonne ses extravagances mortifères.

« Je dois beaucoup au roi Hassan II »

Chirac élu Président, le duo devient inséparable. Dans *Chirac d'Arabie*, les journalistes Éric Aeschimann et Christophe Boltanski évoquent « une amitié inégalée, presque fusionnelle, où tout s'entremêlait, dans la grande tradition chiraquienne : intérêts d'État, calculs politiques, sympathie personnelle et empathie familiale [2] ». Chirac évoque cette « alchimie mystérieuse » dans une lettre écrite le 23 juin 2000 pour la prochaine inauguration de la place Mohammed-V du parvis de l'Institut du monde arabe à Paris [3]. « Je dois beaucoup au roi Hassan II. […] Je lui dois des analyses

1. Éric Aeschimann, Christophe Boltanski, *Chirac d'Arabie*, Paris, Grasset, 2006, p. 318.

2. *Ibid.*, p. 317.

3. Lettre de Jacques Chirac adressée à Sa Majesté Mohammed VI sur les relations franco-marocaines et le rôle de l'amitié du Président

visionnaires sur les drames, mais aussi sur les chances de la paix au Proche-Orient. […] Beaucoup des contacts internationaux que j'ai noués ces trente dernières années le furent sur Son conseil ou avec Son appui. […] Ce que je dois à Feu le roi Hassan II, j'entends le rendre à Sa Majesté Mohammed VI. Ce n'est pour moi ni un devoir ni une nécessité, mais l'affectueuse fidélité à une mémoire et à un lignage. »

L'entente revendiquée par Chirac est si intense qu'elle lui vaut d'être surnommé en Espagne « Chirac El Alaoui ». Maniaque des appels téléphoniques, le Président appelle Mohammed VI autant pour des affaires d'État que pour des sujets futiles. Sa passion marocaine est telle qu'il s'implique ouvertement dans des sujets sociétaux sensibles du royaume. En octobre 2003, il affiche son soutien enthousiaste, à la tribune du Parlement de Rabat, à la réforme du Code du statut personnel, la Moudawana, que le roi souhaite engager et qu'il vient à peine d'annoncer devant la même assemblée. Cette avancée notoire de la condition féminine est dans l'esprit de Chirac la sienne puisqu'il a incité le souverain à aller de l'avant. Ailleurs, son énergique prise de position serait perçue comme une ingérence risquant de faire passer le pays pour une monarchie bananière. À Rabat comme à Paris, elle ne choque personne.

Lorsque le roi prend une initiative intempestive, Chirac rame. En juillet 2002, Mohammed VI décide d'occuper l'îlot Persil, un rocher désert parcouru par quelques chèvres, perdu en Méditerranée mais disputé entre Rabat et Madrid. L'Espagne envoie un commando pour capturer les intrus – une poignée de gendarmes royaux –, replanter le drapeau espagnol et rétablir le statu quo. « C'est une déclaration de

---

pour le souverain chérifien Sa Majesté le roi Hassan II et sur la prochaine inauguration de la place Mohammed-V, Paris, 23 juin 2000.

guerre », riposte le gouvernement marocain. Sollicité par le Premier ministre José María Aznar au nom de la solidarité européenne, le Président français botte en touche alors que l'UE condamne le Maroc. Il faut une intervention vigoureuse du secrétaire d'État américain Colin Powell en faveur de Madrid pour désamorcer l'escalade.

Sur le dossier du Sahara occidental, la France de Chirac est le meilleur allié de Hassan II dans les réunions et les couloirs new-yorkais du Conseil de sécurité des Nations unies à New York. En 2001, Chirac s'offre depuis le Maroc une transgression sémantique : il reprend la terminologie marocaine sur le territoire disputé qu'il appelle les « Provinces du Sud ». Il tente cependant de jouer un rôle de médiateur dans le conflit, se rapproche d'un accord, mais le ministre marocain des Affaires étrangères fait capoter l'initiative. Mohammed VI a écarté la piste d'une solution par un référendum. Quelques jours avant de quitter le pouvoir, sort la proposition d'autonomie marocaine concoctée avec Paris dont il juge le contenu « constructif ».

Le jeu chiraquien consiste à assumer ses choix pro-marocains sans s'aliéner l'Algérie. Le contexte joue pour lui : pendant son premier mandat, Alger est affaiblie par la guerre civile. Ses dirigeants, qui préfèrent la droite aux socialistes, sont concentrés sur leur lutte vitale contre l'insurrection islamiste. Durant son second mandat, sa popularité est au zénith dans les rues d'Alger du fait de son opposition à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Il suggère la signature d'un traité d'amitié franco-algérien qui s'englue en France.

Faute d'un assainissement du passé et d'un présent assumé, le projet est enterré.

Chapitre 43

La tribu de Marrakech

Une forme d'âge d'or.

Sous Chirac, l'alliance franco-marocaine connaît son apogée. Le pays est devenu fréquentable depuis que Hassan II a mis fin à la répression systématique des opposants. Les classes dirigeantes des deux pays paraissent à l'unisson. Le pays est labouré par les visites ministérielles. Chargée de leur organisation, l'ambassade de France est baptisée par les chancelleries de Rabat l'« agence de voyage ». De nombreuses personnalités politiques de premier plan ont en commun d'avoir vu le jour sur la terre du royaume ou d'avoir eu une enfance marocaine. Tous ont conservé un attachement pour la contrée. Ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre, Dominique de Villepin est le chantre de la tribu. Il vante à chaque occasion « la lumière que l'on n'oublie pas d'un pays béni [1] ».

Dominique Strauss-Kahn conserve la nostalgie de son enfance à Agadir. Au faîte de sa puissance, le ministre de l'Économie et des Finances est un familier de Marrakech où son épouse, Anne Sinclair, possède un *riad*. Attaché à

1. « Solidarité Maroc », *France 2*, diffusée le 11 septembre 2023.

la ville, il s'y installe et fait construire une immense villa contemporaine dans une palmeraie, à l'écart de la foule. Aux dernières nouvelles, celui qui se déclarait au lendemain du séisme de Marrakech « autant marocain que français » projette de bâtir une demeure du côté d'Asilah, une discrète ville côtière du nord très tendance et préservée, où il a acheté un terrain.

Dans cette galerie d'aficionados, Hubert Védrine, né dans la Creuse, se distingue. Son père, Jean, qui l'a prénommé Hubert en mémoire du maréchal Lyautey, était un partisan de l'indépendance marocaine. En guise de remerciement, il fut avec le petit Hubert âgé de 9 ans et demi l'invité de Mohammed V en 1957. Le collaborateur de François Mitterrand en garde un souvenir ému. « Mon regard d'enfant sur ce voyage – j'ai tout noté sur un petit carnet – est que nous sommes sur une sorte de tapis-volant, accueillis merveilleusement, avec reconnaissance (envers mon père), chaleur et affection », raconte Hubert Védrine au magazine marocain *Zamane* [1].

Depuis, il y retourne tous les ans.

« Le 21e arrondissement de la capitale »

Les natifs du Maroc partagent Marrakech avec les nostalgiques de l'Algérie de leur enfance. « Déçus par l'Algérie, beaucoup de Français se sont retournés vers le Maroc, note la chercheuse Khadija Mohsen-Finan. Une grande partie de la classe politique, des artistes, des individus qui sont nés en Algérie ont fait un transfert sur le Maroc. Yves Saint Laurent a recréé l'Oran de son enfance, peut-être en plus

1. Sami Lakmahri, « La Grande Interview – Zamane », *Hubert Védrine*, 27 août 2020.

joli, à Marrakech. Hassan II a très bien répondu à cette demande en ouvrant la porte de son pays où tout était possible [1]. »

Les amis du Maroc se réunissent à Paris sous l'égide du sémillant peintre marocain Mehdi Qotbi, un intime du Palais et de Dominique de Villepin. L'artiste est la locomotive du Cercle d'amitié France-Maroc qui regroupe le Tout-Paris pro-Rabat. C'est l'époque où le gratin français est invité pour des séjours dans les meilleurs hôtels de Marrakech, billets d'avion compris. Avec une prédilection pour La Mamounia, l'un des plus beaux palaces du monde, perpétuant ainsi des habitudes qui remontent aux septennats de François Mitterrand.

Chirac, le « grand manitou » du clan, préfère La Gazelle d'Or de Taroudant, sa quiétude et sa discrétion. Il loge dans un pavillon du jardin de cet établissement de grand luxe entouré d'une orangeraie, avec vue sur les cimes de l'Atlas. Oasis de volupté et de raffinement, La Gazelle d'Or respire la simplicité avec un côté comme chez soi. Il s'y rend avec Bernadette, parfois deux fois par an, pour les vacances de Noël et de Pâques. Marrakech et son exotisme facile de village global deviennent le « 21e arrondissement de la capitale ». On assiste à la messe de minuit ou on participe à des fêtes débridées. La médina a été nettoyée de ses mendiants, pas de ses amours multi-sexes tarifés. Les hommes d'affaires, les industriels, les banquiers, les directeurs de médias, les publicitaires, les intellectuels se retrouvent dans leurs pied-à-terre. Les plus fortunés, comme Pierre Bergé, Liliane Bettencourt et Albert Frère, s'offrent des palais. Le ministre de la Ville Jean-Louis Borloo, Bernard-Henri Lévy et d'autres y ont des résidences secondaires. Les maisons d'hôtes fleurissent, la prostitution

1. Entretien avec l'auteur, septembre 2024.

féminine et masculine aussi. Les Français suivent le mouvement. Avec plus d'un demi-million de visiteurs venus de l'Hexagone en 2005, la destination bat des records pour le bonheur du tourisme marocain. Encore aujourd'hui, près de la moitié des visiteurs de la ville ocre sont français. Dans ce paysage enchanté, l'économie occupe une place flatteuse grâce à des liens anciens. La France est le premier fournisseur, le premier client, le premier investisseur étranger et le premier créancier du Maroc. Elle est aussi la championne de son aide au développement. La quasi-totalité des entreprises françaises du CAC 40 sont implantées sur le sol marocain. Des pans entiers de l'industrie sont sous pavillon tricolore. Vivendi, Accor, Bouygues, Lafarge, Danone, Renault se taillent des parts du lion sur leurs marchés respectifs.

Au fur et à mesure du deuxième mandat, des signaux montrent qu'un ciel bleu ne correspond pas à un baromètre au beau fixe. Aux anciennes critiques françaises sur l'entourage de Mohammed VI se superposent des piques de diplomates visant le roi. Il ne serait pas très assidu à la tâche tandis que Sa Majesté est lasse de l'insistance chiraquienne. Mohammed VI inflige l'année suivante un revers à son parrain sur un dossier commercial à 2 milliards d'euros. Il informe d'abord le Président français qu'il entend renouveler sa flotte d'avions de chasse. Chirac propose des Rafale, les nouveaux avions de combat de Dassault que la France ne parvient pas encore à exporter. Des tractations non publiques et infructueuses s'engagent. La partie marocaine opte pour des F16 américains. La claque est sévère. Elle suit la signature d'un accord de libre-échange avec les États-Unis préjudiciable aux entreprises françaises. Le roi réaffirme son axe stratégique avec Washington sans prendre de gants au lendemain de la campagne américaine de *french bashing* sur l'Irak.

Le 16 mai 2007, Chirac quitte l'Élysée. Six jours plus tard, il pose ses valises avec Bernadette pour des vacances à La Gazelle d'Or. Son épouse assiste avec les princesses Lalla Salma, la femme de Mohammed VI, et Lalla Meryem, la fille aînée de Hassan II, à un concert de la diva Barbara Hendricks en ouverture du Festival de Fès des musiques sacrées du monde. Chirac a décliné l'invitation.

On ne le reverra plus jamais en public au Maroc.

Chapitre 44

Les jambes trop croisées

Entre Alger et Rabat, le cœur des Présidents français balance. Au début de leur prise de fonctions du moins.

Nicolas Sarkozy n'échappe pas à la règle. Avant la présidentielle de 2007, « Sarko » se laisse séduire par Abdelaziz Bouteflika. Le candidat à la magistrature suprême fait en novembre 2006 le pèlerinage à Alger pour être reçu par le locataire d'El Mouradia, la présidence nichée sur les hauteurs de la capitale algérienne. L'occasion de se démarquer de « Chirac El Alaoui » et de son ennemi juré Dominique de Villepin, le natif de Rabat, qu'il veut « pendre à un crochet de boucher ». L'entretien avec le chef d'État algérien – un monologue historico-politique de Bouteflika truffé de digressions – est interminable. Le déjeuner, tout comme les tapes sonores dans le dos sur le perron, est compris dans la visite de quatre heures. Sarkozy sort satisfait de la bâtisse à l'architecture arabo-andalouse dont les modestes proportions doivent rappeler à son occupant que « son pouvoir ne dépasse pas la superficie des lieux », selon l'expression d'un haut responsable sécuritaire algérien. Le soir, calé dans un fauteuil en cuir, le ministre de l'Intérieur confie sa satisfaction devant une cohorte de journalistes. L'harmonie qui se dégage du salon de la villa des Oliviers,

la résidence de l'ambassadeur de France, est au diapason de la rencontre. Celle-ci n'annonce-t-elle pas un avenir apaisé dont les premiers jalons viennent d'être posés ? Dans sa causerie, Sarkozy, sous le charme de Bouteflika, expose les raisons qui le rendent optimiste. L'expérience prouve pourtant qu'il vaut mieux se méfier des tours de magie verbale et les mettre en balance avec le poids des « services ». Rappeler l'évidence vaut un haussement – volontaire – d'épaules. Elle ne s'inscrit pas dans le storytelling du jour dont les médias raffolent. Elle s'imposera au Président au cours de son mandat.

Une fois élu Président, en mai 2007, Nicolas Sarkozy se heurte à la bipolarité maghrébine. Avant d'accéder à la présidence, il entretenait déjà des rapports personnels avec le roi du Maroc. Mohammed VI lui réservait le meilleur accueil. L'occasion était trop belle pour le monarque de jeter des pierres dans le jardin de son intrusif tuteur français et pour Sarkozy de narguer Chirac. « J'allais même le voir du temps où j'étais ministre de l'Intérieur, sans que Jacques Chirac le sache », dira-t-il dans une interview accordée au *Parisien* en juin 2015. Ces relations ne sont d'aucun secours quand se pose le casse-tête du calendrier de la première visite du nouveau chef de l'État sur l'autre rive de la Méditerranée. Elles sont même un désavantage. Le voyage doit commencer à Alger et finir à Rabat. Le royaume est relégué au second rang dans ce qui ressemble à un tour de piste pressé. L'ordonnancement du programme froisse la susceptibilité marocaine : l'étape marocaine est reportée *sine die*.

En octobre 2007, la visite d'État au Maroc pose un problème protocolaire plus facile à résoudre qu'en juillet. Nicolas Sarkozy, qui vient d'annoncer officiellement son divorce quelques jours plus tôt, doit trouver une cavalière pour les mondanités. Le rôle est confié à la ministre de la Justice Rachida Dati. Elle est sa dame de compagnie à la table du

roi et lors des présentations à la famille royale. La fausse note protocolaire vient en définitive du président Nicolas Sarkozy : il se tient les jambes croisées et montre sa semelle au souverain, au mépris des règles de bienséance, au cours du premier entretien à Marrakech. La posture est le comble de l'impolitesse dans les pays arabes, elle tourne à l'affront face à un monarque. Sur la photo, Mohammed VI jette un regard noir à son interlocuteur, mais l'incident ne perturbe pas outre mesure une « réception en grande pompe » selon le mauvais jeu de mots d'un confrère.

L'ombre des avions Rafale plane sur la visite. L'échec de la vente de l'avion de combat de Dassault est dans les esprits, même si Nicolas Sarkozy la met au passif de son prédécesseur. La signature d'un contrat pour la livraison de rames de TGV détend l'ambiance. « La perte du dossier Rafale avait mis Sarkozy en colère. Il fallait trouver en compensation un grand projet emblématique à réaliser. Ce fut celui du train à grande vitesse Tanger-Kénitra », raconte Christophe Lecourtier [1], l'ancien directeur du cabinet de Christine Lagarde au ministère de l'Économie et des Finances et actuel ambassadeur de France à Rabat. La relation privilégiée chère à Chirac semble renaître.

Avec Sarkozy, le Maroc n'est plus une obsession mais il est surligné dans l'agenda présidentiel. « Sarko » s'applique à accompagner les redéploiements engagés par Mohammed VI dans son économie sur la base de la politique des grands contrats et de concentration capitalistique. Les sociétés françaises composent avec des partenaires marocains toujours plus gourmands. La galaxie des holdings royales entend traiter d'égal à égal avec leurs partenaires hexagonaux. Dans l'esprit marocain, le rééquilibrage passe par le grignotage systématique des intérêts français et une

1. Entretien avec l'auteur, avril 2023.

ouverture accrue des marchés aux concurrents internationaux. Durant son quinquennat, Nicolas Sarkozy n'apporte pas un soutien renforcé au Maroc sur la question du Sahara occidental. Il est certes le défenseur à l'ONU des thèses marocaines, mais la France ne reconnaît pas la souveraineté du royaume sur le territoire disputé. En 2010, Paris s'oppose toutefois, avec Pékin, à une proposition d'élargissement du mandat de la MINURSO (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) aux questions de droits de l'homme. Sur le fond, la position du Quai d'Orsay est inchangée : Paris privilégie la proposition marocaine d'autonomie élargie du Sahara occidental comme base de discussion. Rien de plus, rien de moins.

« Chaque nouveau Président veut réinventer la roue au Maghreb »

Nicolas Sarkozy apprécie le Maroc au point de s'y rendre à quatre reprises pour des visites d'agrément durant son quinquennat. À Marrakech, il se balade en famille avec Mohammed VI. Durant les fêtes de fin d'année, il n'est pas absurde d'imaginer un mini-Conseil des ministres délocalisé à Marrakech. Il rassemblerait autour du Président le ministre de la Défense Hervé Morin et le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux qui logent dans le même hôtel, la ministre de la Justice Rachida Dati, le ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo… la liste est longue. Les vacances sont l'occasion de contacts plus ou moins informels avec des officiels marocains. Derrière les têtes d'affiche politiques on croise d'anciens ministres, d'Alain Carignon à Dominique Bussereau, des élus, d'Olivier Dassault à Jean-Christophe Cambadélis, des patrons comme Alexandre Bompard, Jean-René Fourtou…

Sous Sarkozy, le charme de « Kech » n'échappe pas à Patrick et Isabelle Balkany. Le couple achète un pied-à-terre dans la palmeraie. L'achat lui vaut d'être condamné définitivement en 2020 par la justice française à des peines de prison ferme pour « blanchiment de fraude fiscale ». Il avait été dissimulé au fisc via un montage complexe de sociétés écrans. La propriété avait été cédée en mai 2009 aux Balkany par un pharmacien à la retraite pour quelque 5 millions d'euros.

Elle était à l'image des fraudeurs : hors norme. Dar Gyucy, la contraction des prénoms de deux petites-filles du couple, s'étendait sur un parc de deux hectares à la pelouse d'une verdeur à rendre jaloux un jardinier normand. Il était agrémenté de plantations de rosiers et de bougainvilliers taillés au cordeau et d'une piscine bordée de palmiers. La villa comptait 1 200 mètres carrés et un nombre incalculable de pièces.

Rien de tel pour Rachida Dati qui, prudente, a offert à sa famille une maison et un appartement à Casablanca et dispose d'un compte bien garni dans une banque de la place. Fille d'un maçon marocain et d'une femme au foyer algérienne, elle s'est battue pour « mettre le pied dans la porte de ce pays », comme elle l'a déclaré au quotidien marocain *Libération*. Empêtrée dans l'« affaire Ghosn » depuis 2021, elle est soupçonnée d'avoir touché des fonds de Renault Nissan – 900 000 euros d'honoraires – non justifiés. Mise en examen et présumée innocente, elle s'est justifiée en affirmant être intervenue pour la firme en qualité d'avocate afin de trouver des financements institutionnels pour le constructeur au Maroc, notamment, ce que le constructeur dément.

Aujourd'hui, l'envoûtement marocain opère toujours sur Nicolas Sarkozy. L'ex-Président passe parfois des vacances de Noël au palais Antarès, une des résidences du souverain.

Dans *Le Temps des combats*[1], deuxième tome de ses Mémoires paru en 2023, on apprend qu'il aurait aimé naître en Afrique du Nord « pour une raison qu'[il] ignore ». « J'ai toujours ressenti cette proximité avec les Marocains. C'est un peuple hospitalier et profondément généreux. Même lorsqu'ils ont peu, ils sont toujours prêts à le partager, à ouvrir leur maison, à entamer la discussion, à offrir ce thé brûlant qui est leur boisson nationale », écrit l'auteur.

L'ancien Président français est un zélateur de Mohammed VI, qu'il qualifie de personnalité « unique dans le monde des têtes couronnées et des chefs d'État ». Il se pare de vertus morales pour défendre le pauvre Maroc qui « ne dispose pas des richesses en matières premières de son voisin ». Selon lui, Emmanuel Macron a été victime de son « tropisme algérien ». « C'est un pari dangereux, de surcroît condamné d'avance », prévenait-il. Un pari qu'il a lui aussi tenté, oubliait-il de préciser dans sa mise en garde.

La morale de l'histoire nous est contée par l'ancien ambassadeur Bernard Bajolet.

« Chaque nouveau Président croit réinventer la roue au Maghreb[2] », assure-t-il. « Il veut son traité avec l'Algérie, sans se rendre compte qu'il propose peu ou prou la même chose que son prédécesseur. »

1. Nicolas Sarkozy, *Le Temps des combats*, *op. cit.*
2. Entretien avec l'auteur, octobre 2024.

Chapitre 45

Un Président si normal

D'un Président l'autre.

Après le couple fusionnel Hassan II-Chirac et le duo de camarades bling-bling Mohammed VI-Sarkozy, voici, à partir du printemps 2012, une paire improbable : le roi mystérieux et le Président normal. Elle n'est pas très bien assortie, contrairement au scénario idéal qui se profilait un an avant le scrutin avec le duel annoncé entre Sarkozy et le socialiste Dominique Strauss-Kahn, l'enfant d'Agadir. DSK éliminé, le Palais compose. Hollande et le souverain chérifien ne se connaissent pas, les socialistes historiques de la « tribu du Maroc » sont plutôt rares dans son premier cercle et le royaume est pour lui une terre presque inconnue.

En 2012, les connaissances en politique étrangère de l'ancien chef du Parti socialiste sont plutôt limitées. Son parcours personnel et sa culture politique lui indiquent la direction de l'Algérie comme porte d'entrée au Maghreb. Élève de la promotion Voltaire à l'ENA, il a effectué un stage de huit mois à l'ambassade de France d'Alger. Il y est retourné avec l'historien Benjamin Stora dans une quasi-indifférence, en simple postulant à la candidature socialiste pour la présidentielle en 2011. De quoi éveiller en principe la méfiance marocaine. Une suspicion dont Rabat ne va

jamais se départir. Le roi, en séjour privé à Paris, est pourtant le premier chef d'État étranger à monter les marches du perron de l'Élysée le 24 mai 2012. François Hollande se rend ensuite en Algérie sans que le Maroc s'offusque outre mesure.

« Gouverner, c'est pleuvoir ! »

En janvier 2013, au déclenchement de l'opération militaire française contre les djihadistes au Mali, le roi ouvre l'espace aérien marocain aux avions de combat français contraints à un détour en raison de l'interdiction de survol de l'Algérie. Le Président, qui a endossé le costume de chef de guerre, apprécie le geste. Le jour de l'arrivée de Hollande, évidemment, il pleut à Casablanca…

Mais des contrats sont engrangés, des accords bilatéraux sont signés, le « partenariat d'exception » mis en exergue. La coopération s'annonce sous de bons auspices. Elle vole en éclats le 20 février 2014 quand une escouade de policiers sonne à la porte de la résidence de l'ambassadeur du Maroc à Neuilly-sur-Seine. Les forces de l'ordre sont venues notifier une demande d'audition d'Abdellatif Hammouchi, le patron de la Direction générale de la surveillance du territoire nationale (DGST), par une magistrate parisienne. Recherché pour être entendu dans un dossier de tortures présumées, le chef du contre-espionnage dînait le soir précédent à Paris avec Patrick Calvar, le directeur général de la Sécurité intérieure, qui ne savait rien de la démarche de la justice. L'ambassadeur, Chakib Benmoussa, refuse de réceptionner le « papier bleu ». La missive émane du parquet du tribunal de Paris spécialisé dans les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, la torture et les disparitions forcées. Elle est signée Sabine Khéris, une magistrate

chevronnée, habituée aux dossiers sensibles. Créé deux ans plus tôt, à l'instigation de Bernard Kouchner, au nom d'une vision universaliste des droits humains, ce pôle permet à la justice française d'étendre ses compétences hors des frontières quand des victimes françaises sont concernées ou quand des auteurs de crimes de nationalité étrangère sont présents sur le territoire français. Le directeur de la DGST marocaine est susceptible de répondre aux deux conditions. Il est dans le viseur d'initiatives dont la liste s'allonge de jour en jour. Sabine Khéris instruit la plainte déposée par Adil Lamtalsi, un ressortissant franco-marocain condamné au Maroc pour trafic de cannabis, qui dit avoir passé des aveux sous la contrainte. L'ONG Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) vient de déposer une autre plainte de la même nature pour défendre Naâma Asfari, un militant pour l'autodétermination du Sahara occidental emprisonné au Maroc dans le cadre du dossier des sanglantes émeutes de Laâyoune en 2010. Et l'ancien sportif franco-marocain Zakaria Moumni s'est adressé au tribunal via Patrick Baudouin, l'avocat de la Fédération internationale des droits de l'homme. Tous trois assurent avoir été torturés par la police marocaine.

« Une maîtresse qu'on doit défendre »

La vie de Zakaria Moumni, champion du monde de boxe thaïlandaise en 1999, a basculé quand il s'est vu refuser après sa retraite sportive une intégration au ministère marocain des Sports. Il demandait en vain pour sa reconversion un poste de conseiller à la Fédération royale marocaine de boxe auquel il estimait avoir droit. Dépité, l'ancien champion de kick-boxing s'était adressé en dernier recours au roi qu'il avait tenté de rencontrer en sonnant à la grille de son château de Betz, dans l'Oise. On l'avait éconduit.

En septembre 2010, il est arrêté à sa descente d'avion par la police des frontières de l'aéroport de Rabat. Selon son témoignage, il est exfiltré en voiture pour être conduit dans un centre de détention où il est attaché et frappé à coups de barres métalliques et de câbles. Des hommes cagoulés le photographient puis lui remettent un bandeau sur les yeux. Il parvient à se relever et prétend avoir aperçu face à lui Abdellatif Hammouchi parmi ses subordonnés. Il ne le connaît pas mais l'identifie plus tard à la télévision. Transféré au tribunal de Rabat, il est condamné à trente mois de prison pour une petite escroquerie qui lui est attribuée sur la base d'un document qu'il affirme avoir signé à son insu. À sa sortie de prison, il demande à nouveau une audience au roi, afin de « lui raconter directement ce qu'il a subi ». Une médiation financière s'engage. Elle n'aboutit pas. L'ancien boxeur porte plainte à Paris.

En cet étrange hiver franco-marocain, un protagoniste inattendu s'invite à ce casting éclectique. L'acteur espagnol Javier Bardem, à la carrière consacrée par Hollywood, a présenté le 18 février à Paris son documentaire sur le Sahara occidental, *Enfants des nuages, la dernière colonie*. Engagée en faveur de la cause sahraouie, la star de *No Country for Old Men*, des frères Coen, critique dans sa conférence de presse la position diplomatique française favorable aux thèses de Rabat. « Le Maroc est dans une situation de constante violation des droits de l'homme. Or, la France est un pays pionnier en matière de libertés. On est devant quelque chose qui n'est ni logique ni acceptable », dénonce l'acteur. Pour lui, Paris est dans une connivence embarrassante et embarrassée. Il en veut pour preuve les propos que lui a tenus Gérard Araud, le représentant permanent de la France au Conseil de sécurité des Nations unies. « Le Maroc est une "maîtresse avec laquelle on dort toutes les nuits, dont on n'est pas particulièrement amoureux, mais

qu'on doit défendre" », lui avait déclaré, en marge du tournage, ce diplomate qui n'a pas sa langue dans sa poche [1].

Prise entre le feu croisé de bavardages mondains et des récits glauques de commissariats, la machine diplomatique s'enraie. À Rabat, les « mauvaises » manières françaises sont prises comme autant de gifles. Les autorités marocaines jugent « absurdes » les accusations portées contre Hammouchi et « inadmissible » la pirouette de Gérard Araud. L'ambassadeur de France à Rabat est convoqué tandis que des milliers de manifestants pro-Sahara défilent sous ses fenêtres. À Paris, le Quai d'Orsay se défausse. Il « regrette » l'« incident » de Neuilly-sur-Seine sur lequel « toute la lumière [sera] faite ». La position ne satisfait ni le Maroc ni les avocats des plaignants, inquiets d'une ingérence dans un processus judiciaire légal. François Hollande appelle Mohammed VI en visite privée à Paris. Le roi ne répond pas.

La crise gèle les échanges judiciaires et assèche le partage d'informations dans la lutte contre le terrorisme alors que plus de 3 000 Français, Marocains et binationaux ont rejoint en Syrie et en Irak les rangs de l'État islamique. Fouad Al Himma, le numéro 2 du régime, profite de l'imbroglio pour tenter de marginaliser son rival Yassine Mansouri, patron du renseignement extérieur. Il interdit aux agents de la DGED de communiquer avec leurs homologues français.

À la rentrée, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, Mohammed VI rend la monnaie de sa pièce à l'« arrogant » Gérard Araud qui a quitté son poste durant l'été pour l'ambassade de France à Washington. Il dénonce, sans la citer, la France mais aussi l'Espagne dans un plaidoyer contre le néocolonialisme. « Le premier appel que je

1. Sandrine Marques, « L'acteur Javier Bardem admoneste la France et sa "maîtresse", le Maroc », *Le Monde*, 20 février 2014.

lance du haut de cette tribune est un appel pour le respect des spécificités de chaque pays, dans son itinéraire national […]. Cela vaut surtout pour les pays en voie de développement qui pâtissent encore des effets de la colonisation. […] Le colonialisme a causé de grands préjudices aux États qui en ont subi la tutelle », dit-il.

Il ne manque plus qu'une bonne affaire d'espionnage pour embrouiller la dispute. Elle survient avec le « WikiLeaks marocain ». À partir d'octobre, un mystérieux « Chris Coleman » diffuse via Twitter un flot de documents, de mails piratés et de photos volées qui visent le pouvoir marocain. Rabat soupçonne les services algériens d'être à la manœuvre. Quelques observateurs penchent, sans avancer de preuves concrètes, en faveur d'un coup de billard à trois bandes impliquant la DGSE. Des centaines de câbles diplomatiques et de correspondances à caractère privé sont mis en ligne sur Twitter et Facebook. Dans la masse de documents déversés par le compte, certains sont authentifiés, d'autres pas. On apprend qu'un patron de média marocain qui emploie à la pige des journalistes français est en cheville avec la DGED, le service de renseignement extérieur marocain.

Les fuites sont une mine d'informations sur la diplomatie parallèle du royaume et sa lutte pour défendre la marocanité du Sahara occidental contre les visées indépendantistes du Front Polisario. Elles contiennent les prémices du « Marocgate » qui a secoué le Parlement européen en décembre 2022. « On savait depuis longtemps que le royaume s'appuyait sur les cabinets de lobbying et les groupes de pression pro-israéliens à Washington. Les documents donnent des noms et des montants, mais ces détails n'intéressent que les spécialistes », commente dans les colonnes du *Monde* Ahmed Benchemsi [1], le fondateur du magazine

1. Ahmed Benchemsi, « Un hacker ne peut déstabiliser à lui tout seul la monarchie marocaine », *Le Monde*, 31 décembre 2014.

marocain *TelQuel* et actuel porte-parole de Human Rights Watch. « Que certains faiseurs d'opinion français mangent à quelques râteliers marocains, ça aussi, on le savait depuis un moment », commente-t-il en notant le peu de réactions au Maroc. « La "diplomatie pastilla" et les séjours tous frais payés à La Mamounia de journalistes et politiciens "amis" de la monarchie sont un vieux classique des relations franco-marocaines. Là aussi des noms et des montants sont révélés ? Bof… » L'opération ne déstabilise pas le royaume. Mais est-ce le but ?

Le psychodrame franco-marocain prend fin en janvier 2015. En toute discrétion, Julien Dray, visiteur du soir du Président, et l'ambassadeur du Maroc à Paris, Chakib Benmoussa, se sont démenés pour trouver une sortie à la crise tandis qu'en coulisses le club des « amis du Maroc » recueille les doléances du Palais. Paris et Rabat négocient une révision de leur collaboration judiciaire. Les attentats contre *Charlie Hebdo* et à l'Hyper Cacher précipitent le dénouement. Une nouvelle convention d'entraide judiciaire est largement approuvée par les députés de la majorité et de l'opposition, seuls les écologistes et les communistes s'abstiennent. Élisabeth Guigou, la présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, est satisfaite. « Qui sommes-nous pour juger nos amis marocains ? Ils ont tout à fait la capacité de régler leurs affaires », avait-elle plaidé [1].

Désormais, la convocation d'un responsable marocain doit faire l'objet au préalable d'une information des autorités judiciaires marocaines et ouvrir la possibilité d'un renvoi de ce type d'affaire sur l'autre rive de la Méditerranée où elle aura de fortes chances d'être enterrée. Un exemple

1. Omar Brousky, *La République de Sa Majesté*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2017, p. 110.

inspirant pour l'Algérie qui demande et obtient un protocole similaire. Le replâtrage ne change rien à l'approche marocaine [1].

Quant à Zakaria Moumni, son dossier judiciaire a été transmis à la justice marocaine qui l'a classé sans suite pendant que la procédure française s'enlisait. Opposant au régime, il a obtenu l'asile politique au… Canada. Pour François Hollande, la querelle se termine une soirée de septembre par une balade en coupé Mercedes, vitres baissées, dans le Tanger *by night* le long de la corniche, le roi au volant. La virée clôture un dîner détendu au milieu de 200 invités réunis pour un buffet. Le lendemain, le Président français fait l'éloge de ses deux ministres d'origine marocaine présentes, Najat Vallaud-Belkacem et Myriam El Khomri. Dans son gouvernement, les Franco-Marocaines ont remplacé le club des amis du Maroc. Le happy end est médiatique mais la crise laisse des traces. « Le spectacle de Tanger sonnait faux », note un acteur de l'épilogue [2].

Le quinquennat s'achève comme il avait commencé. Mohammed VI est l'un des derniers chefs d'État à se rendre à l'Élysée en mai 2017 entre les deux tours de la présidentielle. Le déjeuner rassemble le vernis franco-marocain dans sa version « années Hollande ». Ségolène Royal et Audrey

---

1. Coordinateur du renseignement français entre juin 2015 et juillet 2016, Didier Le Bret a pu s'en rendre compte au cours de ses entretiens avec le ministre de l'Intérieur et le chef des services marocains. Les responsables sécuritaires marocains n'imaginent pas qu'un juge français puisse agir de manière indépendante sans que le ministère français de l'intérieur en soit avisé, ni que Sa Majesté le roi puisse être brocardé impunément sur les réseaux sociaux par un ancien boxeur. Pour apaiser les esprits, le chef de la police marocaine, Abdellatif Hammouchi, est promu au rang d'officier de la Légion d'honneur. Il « n'avait rien fait pour [la] mériter », écrit l'ex-diplomate Bernard Bajolet dans son livre, *Le soleil ne se lève plus à l'est*, Paris, Plon, 2018.

2. Entretien avec l'auteur, mai 2024.

Azoulay sont de la partie. Issue d'une famille juive marocaine originaire d'Essaouira, la ministre de la Culture et de la Communication, qui n'a pas la double nationalité, incarne la gauche culturelle. Son père, André, est un vieux routier du Palais. Son réseau dans les milieux d'affaires lui a permis de survivre à la disparition de Hassan II mais le conseiller royal ne joue plus qu'un rôle marginal. Jack Lang, l'indéboulonnable président de l'Institut du monde arabe, est à la table, tout comme l'artiste Mehdi Qotbi dont les réseaux de lobbying ont décliné. Les écrivains sont représentés par Leïla Slimani, Tahar Ben Jelloun et l'islamologue Rachid Benzine. Enfin, Jamel Debbouze, gamin de Trappes comme Rachid Benzine, apporte un grain de légèreté.

À la différence de Chirac et de Sarkozy, Hollande préfère se ressourcer dans le sud de la France après son départ de l'Élysée. Mais le royaume n'est pas loin. Le 20 mars 2018, l'ex-Président donne à Rabat une conférence sur « la culture comme ciment entre les peuples ».

Une intervention « bénévole », tient-il à préciser, pour bien se démarquer de son prédécesseur.

Chapitre 46

Un roi à l'écoute

Emmanuel Macron est furieux.

Sa colère contre le roi du Maroc ne retombe pas depuis qu'il a appris que l'un de ses smartphones personnels serait ciblé par un logiciel espion. L'Élysée a été prévenu par le consortium de journalistes internationaux *Forbidden Stories*, qui révèle le 18 juillet 2021 le listing d'un utilisateur étatique du logiciel espion israélien Pegasus. Le Président est en bonne compagnie. Les enquêteurs du « projet Pegasus » ont repéré dans le registre les coordonnées de personnalités, notamment politiques, dont l'ex-locataire de Matignon Édouard Philippe et 14 ministres – de Gérald Darmanin à Jean-Yves Le Drian. Dans la majorité des cas inspectés par le laboratoire d'analyses d'Amnesty International, la preuve d'une présence du virus est établie. L'existence de cette liste signifie qu'un client du logiciel espion vendu à des États par la firme israélienne NSO a au mieux envisagé une infection, au pire infiltré les téléphones. Le Maroc est suspecté. Aux côtés des personnalités françaises apparaissent en effet les numéros d'appel de centaines de Marocains. Ce sont des opposants, des journalistes, des avocats et même des membres de la famille royale. L'analyse de la liste montre que les commanditaires de cet espionnage de masse

s'intéressent à l'actualité hexagonale, marocaine ainsi qu'algérienne. L'onde de choc du déboulonnage du président Bouteflika est suivie au plus près. Les conversations de l'ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, ainsi que de nombreux responsables de la région, ministres des Affaires étrangères et diplomates de pays clés en Afrique également. Au Maroc, figurent dans le Bottin mondain le Premier ministre islamiste Saadeddine El Othmani mais aussi Salma Bennani, l'ex-épouse du monarque, le gratin de la cour et tant d'autres.

Les révélations instaurent un climat de paranoïa durable à Rabat. En mars 2023, un interlocuteur de haut rang que je rencontre d'ordinaire sans façon s'entoure de mille précautions pour me rencontrer. Le rendez-vous est fixé au dernier moment dans un lieu qu'il sait discret. Nos téléphones portables respectifs sont laissés à distance. Il s'installe au fond d'un jardin-terrasse désert pour que le clapotis de l'eau d'une fontaine couvre ses paroles.

Il n'a pourtant aucune confidence à me livrer.

« Je ne vous crois pas »

Le mouchard Pegasus est vicieux : il incruste ses virus vite et bien pour accéder aux messageries, aux données, aux sons et aux images de n'importe quel téléphone. Il prend le contrôle de l'appareil pour siphonner un ordinateur connecté. Emmanuel Macron utilise fréquemment le 06 visé par ce logiciel espion, vendu à des États par NSO Group, une firme de la « start-up nation » israélienne, et ce avec l'assentiment de son gouvernement. La vérification du smartphone n'apaise pas l'état d'esprit de « Jupiter », selon un ambassadeur qui suit l'affaire depuis le Proche-Orient.

Le Président appelle Mohammed VI. La conversation est brève et tendue. Il demande au roi si le royaume l'a

espionné. Mohammed VI est catégorique : il ne l'a jamais fait et aucun ordre n'a été transmis dans ce sens, il en donne sa parole. « Je ne vous crois pas ! » répond, glacial, le Président français. L'appel s'interrompt. « Macron a été très, très maladroit. Il a manqué de respect au roi du Maroc, ce que je sais de sources très sûres », croit savoir l'écrivain franco-marocain, ami du Palais, Tahar Ben Jelloun [1].

Un conseil de défense extraordinaire dédié à l'affaire se tient le 22 juillet. « La première question était de savoir qui était responsable. NSO, Israël, le Maroc ? La réaction a été de figer les relations avec les Israéliens et de laisser le Maroc s'enfoncer dans ses dénégations », indique l'ambassadeur français [2].

« Il y avait de l'acrimonie »

La crise dure cinq mois avec Israël. Le temps pour les autorités israéliennes de reconnaître en creux, par la voix de Yaïr Lapid, alors Premier ministre, avoir autorisé la vente du logiciel en rejetant la responsabilité sur le gouvernement précédent. Il se défausse et cela suffit à Paris. Un accord est passé pour que les licences d'exportation des logiciels d'espionnage soient alignées sur le régime des Américains et des Britanniques. Les numéros en +33 sont bridés en vertu d'une clause particulière. Frappée de plein fouet par le scandale, la société NSO est démonétisée : elle est concurrencée en Israël sur son propre terrain par d'ingénieux et discrets rivaux tandis qu'Apple la traîne devant les tribunaux américains. Ironie de l'histoire, quelques mois

1. Révélation faite lors de l'émission *Conversations avec Anna Cabana* du 31 mai 2023, diffusée sur i24NEWS.

2. Entretien avec l'auteur, novembre 2021.

avant les révélations de *Forbidden Stories*, la France était en négociation avec elle pour acheter Pegasus.

Avec le Maroc, la dispute est sourde. Rabat se mure dans ses démentis. L'Élysée est embarrassé et rien ne filtre sur les résultats de l'analyse du téléphone du chef de l'État. Emmanuel Macron s'est emporté contre le roi sans faire machine arrière, ni aller de l'avant. Au jeu d'échecs, il serait en position de pat. « La difficulté était de fournir une réponse à un acte hostile du Maroc alors que nos services de renseignement respectifs coopèrent de près en matière de lutte antiterroriste. Il y avait de l'acrimonie. Faute d'être traité, le virus de l'affaire Pegasus s'est propagé à l'ensemble des relations franco-marocaines », constate un acteur du dossier [1].

Emmanuel Macron n'a pas d'atomes crochus avec Mohammed VI, ni de liens privés avec son royaume. Et, pour sa part, Mohammed VI ne peut être que dans la retenue face à un Président à la personnalité aussi jupitérienne que celle de son père. Le Maroc n'est pas pour Emmanuel Macron un jardin méridional où l'on prend ses aises, séduit par le charme de l'hôte. Il n'est pas cet autre chez soi si proche et si lointain vanté par Nicolas Sarkozy. Le Président accorde pourtant, en juin 2017, à peine élu, son premier déplacement en Afrique du Nord au Maroc et non à l'Algérie. Le voyage est présenté comme une visite personnelle « d'amitié et de travail ».

Au cours de sa première année diplomatique, Emmanuel Macron effectue pas moins de 47 déplacements à l'étranger et le Maroc est une étape parmi d'autres. Le Président reprend le fil des relations entre Paris et son ancien protectorat sans inclination particulière. Faute d'avoir été renouvelées, les relations sont sur une pente déclinante, avec des

1. Entretien avec l'auteur, avril 2023.

hauts et des bas au gré des conjonctures. Rabat demande à être considérée comme un partenaire avec qui Paris doit traiter d'égal à égal en conservant l'intégralité des avantages acquis. La France gère cahin-caha l'héritage d'un lien ancien sans prendre en compte son vieillissement et sa dégradation.

Depuis Jacques Chirac, on ne dérange plus le roi pour un oui ou pour un non. Les diplomates en poste à Rabat se sont habitués à ne plus avoir un accès direct et permanent au Palais. Les réseaux d'influence se sont émoussés. Le modèle de connivence postcolonial est à bout de souffle, comme dans l'ensemble du continent africain francophone.

« Ça ne se fait pas, ça commence mal ! »

Emmanuel Macron arrive au Maroc sans expérience de touriste mais il a déjà goûté à la cuisine politico-économique franco-marocaine : il connaît la mécanique des avoirs royaux. Alors banquier d'affaires associé chez Rothschild, le futur chef d'État a participé à une négociation au cours de la restructuration de la holding SNI destinée à mieux rentabiliser son empire. Emmanuel Macron a été mandaté pour le rachat du spécialiste de l'huile de table Lesieur Cristal, filiale de la SNI grâce à un montage ouvrant 41 % des actifs de la société au géant français de l'agro-industrie, Sofiprotéol. Conseiller financier de l'acquéreur, Macron s'est rendu à l'usine de raffinage d'Aïn Harrouda pour évaluer la valeur de l'outil. En face, le conseil du cédant marocain n'est autre que l'ancien patron socialiste du Crédit Lyonnais, Jean Peyrelevade, un membre du cercle de Macron que l'on retrouve plus tard dans son entourage au ministère des Finances jusqu'à leur rupture à la création du mouvement En Marche. Xavier Belin, l'acheteur, est le

président de Sofiprotéol, devenu le groupe Avril. Il est aussi le patron de la FNSEA, lobbyiste du Maroc à Bruxelles et préside l'IPEMED, un think tank pro-Rabat dirigé par Jean-Louis Guigou. Le deal rapporte au final 115 millions d'euros à la holding royale qui recrutera Peyrelevade en 2019 en qualité d'administrateur. « Emmanuel a compris qu'il s'agissait d'un dossier à part, à la fois technique et très politique », confiera en 2017 au *Point* Philippe Tillous-Borde [1], le directeur général français du groupe Avril qui l'avait mandaté.

Macron et Mohammed VI font connaissance le 14 juin 2017 sur le tapis rouge de l'aéroport de Rabat, en plein ramadan. Le Président français répond à l'invitation « spéciale » du roi. Il est venu sans ministres, sans chefs d'entreprise, sans personnalités de la société civile. « Un format resserré » en langage élyséen. Une visite de courtoisie en français commun. André Azoulay, le conseiller économique d'honneur du palais, et l'écrivaine Leïla Slimani passent une tête au salon VIP. L'audience suivie par le prince héritier Moulay Hassan, 14 ans, dure une bonne heure. Mohammed VI propose un thé. Macron estime que ce n'est pas l'heure et demande un café. « Ça ne se fait pas, ça commence mal ! » commente un photographe marocain [2].

L'immense territoire algérien, ses ressources et son histoire sont déjà au centre de la cartographie élyséenne, le Maroc en périphérie. Le 6 décembre 2017, Emmanuel Macron est à Alger pour ouvrir la voie de la réconciliation des mémoires de la colonisation. Puis le voici à nouveau au Maroc. En novembre 2018, le Président est à Tanger pour inaugurer la fameuse ligne du premier TGV africain reliant

1. Marie Bordet, « Macron, ses années Rothschild », *Le Point*, 11 mai 2017.

2. Propos rapportés à l'auteur, mars 2023.

la capitale du Rif à Casablanca et à terme le « pays utile » du Nord au Sud. Réuni par ce projet symbolique, le binôme franco-marocain tire en réalité à hue et à dia. Dans leur ex-domaine privilégié marocain, les sociétés françaises se font tailler des croupières par la concurrence étrangère.

Quand, sous l'impulsion de Donald Trump, le Maroc rejoint les accords d'Abraham, modifiant ainsi la donne diplomatique sur le Sahara occidental, il ne prévient pas Paris. L'Élysée rechigne à s'aligner sur la position américaine de reconnaissance de la marocanité du territoire disputé. Pour Rabat, si la France n'avance pas sur cette cause « existentielle », c'est par volonté de plaire à l'obsédant rival algérien. L'aigreur est d'autant plus vive que les Marocains sont convaincus que le Président français s'enferre en tentant de purger la relation franco-algérienne. « Les Algériens ont besoin de revenir sans cesse en arrière pour légitimer leurs spoliations. Ils ne vont pas lâcher la rente mémorielle », pronostique un proche de Mohammed VI [1].

1. Entretien avec l'auteur, avril 2023.

Chapitre 47

« Mais qu'est-ce qu'il a, ce mec ? »

Paris s'agace de la désinvolture des autorités marocaines sur le sujet en apparence secondaire mais politiquement sensible des mineurs étrangers isolés. Fin 2016, une trentaine d'enfants et adolescents errants arrivés clandestinement du Maroc squattent le square Alain-Bashung, dans le quartier de la Goutte-d'Or, au nord de Paris. Ils sont accros à la colle qu'ils sniffent et aux « médocs » qu'ils ingurgitent, ils chapardent… Certains n'ont pas 14 ans. Il ne s'agit pas d'orphelins, ni d'enfants de rue de Casablanca : ils sont souvent en contact téléphonique avec des proches. Assez rapidement, de nouveaux groupes de mineurs marocains apparaissent à Bordeaux, Montpellier, Rennes, Lyon, Toulouse ou Nantes. Paris tente de les rapatrier mais Rabat est inerte. L'affaire du square est pour l'administration française l'expression du manque de coopération dans la lutte contre l'immigration illégale. « Ils n'en ont rien à faire. C'est à se demander si ce n'est pas une politique volontaire et cynique qui vise à se débarrasser à nos dépens de gens qu'ils ne veulent pas chez eux, à déverser en France les problèmes que le Maroc ne parvient pas à résorber », se plaint un participant aux tractations [1].

1. Entretien avec l'auteur, mai 2018.

Rabat est accusée d'avoir fait preuve sciemment de mauvaise volonté alors qu'en France l'opinion publique s'exaspère de l'immigration clandestine. La droite pointe du doigt le nombre dérisoire de reconduite aux frontières des personnes frappées d'un arrêté d'expulsion.

« Allez les Bougnoules, restez chez vous ! »

En 2021, les chiffres des expulsions des ressortissants maghrébins sont calamiteux. À peine un éloignement de clandestin sur dix est exécuté faute de coopération des pays d'origine. Rabat refuse sous différents prétextes les laissez-passer consulaires, le document indispensable pour exécuter une expulsion. Taxé de laxisme, Emmanuel Macron décide en septembre de faire du respect des obligations de quitter le territoire français (OQTF) sa variable d'ajustement des relations avec le Maghreb : il réduit les visas accordés à ses citoyens. Leur nombre est divisé par deux pour le Maroc. Des étudiants inscrits dans les universités françaises ratent leur rentrée scolaire. Ils sont plus de 40 000 à suivre un cursus universitaire dans l'Hexagone après leur scolarité dans des établissements français au Maroc. Des familles se voient interdites de retrouvailles avec leurs proches pour des événements familiaux dans une communauté forte de 800 000 personnes, dont 250 000 sont binationaux. « Au-delà des micro-drames familiaux et personnels vécus par nos compatriotes, on a voulu nous punir et nous infantiliser, on nous a dit "Allez les Bougnoules, restez chez vous" », s'énerve un haut responsable marocain connu pour sa francophilie [1].

« On s'en est pris à nos élites en sachant que la réciprocité n'était pas possible puisque nous sommes dépendants

1. Entretien avec l'auteur, mars 2023.

du tourisme. On punit ceux qui suivent des études, ceux qui ont de l'argent, les non-belliqueux. »

Habituée à côtoyer avec aisance les milieux professionnels et culturels hexagonaux, la bourgeoisie francophone et francophile développe une profonde amertume. Son ressentiment participe au choix des jeunes générations de privilégier l'anglais, la langue de l'Internet, qui supplante le français dans les familles éduquées. La politique des quotas se révèle à l'heure des premiers bilans un fiasco. Les restrictions ne fluidifient pas les procédures d'expulsion et ne favorisent pas une meilleure collaboration des autorités marocaines, bien au contraire. Durant le premier semestre de 2022, la France n'était parvenue à renvoyer chez eux que 80 des 3 301 Marocains frappés d'une OQTF, soit… 2,4 %. Dans le sens inverse, les demandeurs de visas contournent l'obstacle des consulats français en s'adressant aux consulats espagnols et italiens. Leur laissez-passer Schengen en poche, ils débarquent à Paris.

En novembre 2022, le nouvel ambassadeur de France à Rabat, Christophe Lecourtier, annonce la levée des restrictions et fait son mea culpa sur la radio marocaine 2M. « On ne gère pas une relation aussi intime entre la France et le Maroc avec des statistiques. Je suis convaincu qu'il faudra du temps pour effacer ce gâchis, ces humiliations », regrette-t-il.

Quand éclate au Parlement européen, en décembre 2022, le Marocgate, le Maroc y voit immédiatement la main de Macron. Paris mènerait une cabale antimarocaine à l'échelle de l'Europe en allumant un front judiciaire en Belgique. Quand les eurodéputés adoptent en janvier 2023 une résolution non contraignante invitant le Maroc à respecter la liberté de la presse, ce serait Stéphane Séjourné, président du groupe Renew Europe à Strasbourg, qui serait à la manœuvre. Rabat en veut pour preuve le retrait de l'agenda parlementaire appuyé par Renew d'une motion du

même acabit visant l'Algérie alors que se profilait le projet de visite d'Abdelmadjid Tebboune en France.

Les frictions vont jusqu'à déborder sur la Coupe du monde de football. La demi-finale France-Maroc est la continuation des confrontations géopolitiques par d'autres moyens. Le Président français est présent au stade. Mohammed VI a célébré le succès en quarts de finale – inédit pour une équipe africaine à un tel stade de la compétition – dans les rues de Rabat avec ses sujets. Il regarde le match chez lui. Le Président et le roi s'entretiennent après la rencontre : la conversation est lapidaire. Jamel Debbouze est la victime collatérale du conflit. Déchiré entre ses deux nationalités, il porte dans les tribunes un maillot aux couleurs des deux drapeaux. Son refus de choisir un camp aurait froissé Mohammed VI. Le Marrakech du Rire qui était diffusé chaque année sur M6 est supprimé et l'humoriste liquide ses investissements dans ses sociétés au Maroc. Selon le site *Le Desk*, il aurait mis au nom de sa mère le *riad* qu'il avait restauré à Marrakech et baptisé La Chabat House, en hommage à son complice des *Nuls*, Alain Chabat.

« Emmanuel Macron ne calcule pas le roi »

Par le hasard du calendrier, la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna se rend le lendemain de la rencontre à Rabat où elle est fraîchement reçue. En février, Emmanuel Macron qualifie ses relations personnelles avec le roi d'« amicales » et assure qu'elles le « demeureront ». « Les relations ne sont ni amicales ni bonnes, pas plus entre les deux gouvernements qu'entre le Palais royal et l'Élysée », rétorque une source officielle marocaine [1].

1. « La réponse du Maroc à Macron : "Nos relations ne sont ni bonnes ni amicales" », *Jeune Afrique*, 2 mars 2023.

À Rabat, l'ambassadeur de France est en quarantaine et ses collaborateurs s'ennuient. « Emmanuel Macron ne calcule pas le roi. Il ne le comprend pas et cela ne le dérange pas outre mesure. Il éprouve à son égard une forme d'indifférence », raconte un conseiller spécial d'Emmanuel Macron [1].

Lors d'une réunion, informé des récriminations adressées par Mohammed VI, le Président se lâche : « Mais qu'est-ce qu'il a, ce mec ? » s'agace-t-il. La diplomatie parallèle n'est d'aucun secours. Les anciens piliers français de la « Maroc Connection » ne sont plus dans le coup. Même Bernard-Henri Lévy se fait discret. Il s'est lassé de sa maison de Tanger avec vue sur le détroit de Gibraltar et ne compte dans son portefeuille immobilier local que le palais de la Zahia, à Marrakech, ayant appartenu à Talitha et Paul Getty Jr. L'époque a changé. Le 31 juillet 2023, l'ambassade du Maroc reçoit dans les salles de réception de l'hôtel The Westin, un quatre-étoiles du quartier de la place Vendôme, pour la fête du Trône marquant le 24e anniversaire de l'intronisation de Mohammed VI. Un écran géant diffuse un reportage de promotion des réussites industrielles du royaume. Le roi apparaît à l'image amaigri et visiblement malade. Les invités sont moroses. Habitués aux fluctuations franco-marocaines, ils trouvent que cette fois « la raison tarde à l'emporter ». Le chargé d'affaires marocain Saad Bendourou scrute devant les portes battantes grandes ouvertes l'arrivée d'officiels français. Il doit se contenter de Christophe Béchu, le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Le buffet dédié à l'excellence de la gastronomie du royaume est déjà bien dégagé lorsque débarque en retard enfin une tête connue de tous : Francis Szpiner, sénateur LR mais surtout ex-avocat du royaume.

1. Entretien avec l'auteur, janvier 2024.

Le 8 septembre 2023, le séisme surprend Mohammed VI en séjour privé dans son hôtel particulier à Paris, dans le quartier des Invalides. Cette nuit-là, le roi et le locataire de l'Élysée sont presque voisins. Il est 23 h 11 dans le sud du Maroc. Le sol se dérobe sous les pieds des habitants et les bâtiments tanguent dans le triangle Marrakech-Taroudant-Ouarzazate. Toute une région est dévastée en quelques secondes. Des immeubles sont éventrés, des maisons rasées, des *douars* rayés de la carte. La mort saisit ses victimes chez elles. Le séisme atteint une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter. Son épicentre se trouve dans les montagnes du Haut Atlas, dans la province d'Al Haouz. L'onde de choc est ressentie jusqu'à Lisbonne. C'est le plus important tremblement de terre enregistré dans l'histoire du pays. À Agadir, où les murailles de la casbah se sont effondrées, les secousses de 1960 qui avaient tué plus de 12 000 personnes étaient d'une magnitude de 5,7. À Marrakech, la nuit est un cauchemar. Les résidents de la partie ancienne de la cité ocre ont fui leurs logements dans les cris et la panique. Ils se faufilent dans le lacis des ruelles de la médina, boyaux étroits obstrués par les gravats, longent des façades lézardées et des maisons éventrées. Les touristes hébergés dans les *riads* se réfugient avec des sinistrés sur l'esplanade de la place Jemaa-el-Fna où des murs et le minaret de la mosquée Kharbouch sont tombés. Déjà les secouristes investissent les décombres de la casbah.

Marrakech est la vitrine internationale d'une tragédie en vase clos. À l'heure des bilans, 18 morts sont dénombrés dans la province de Marrakech contre 1 684 dans la province d'Al Haouz pour un total de 2 946 décès et des milliers de blessés. Plongés dans l'obscurité, les villages du Haut Atlas se sont changés en d'énormes tas de terre, de blocs de béton et de poutres enchevêtrés. Des montagnes dans les entrailles desquelles les rescapés retirent à la pelle

et à la pioche les cadavres de leurs proches avec l'espoir de trouver des survivants. Pendant des jours, les *douars* reculés de l'épicentre du séisme sont coupés du reste du monde. Les routes sont impraticables. Les secours sont largués par des hélicoptères militaires. Partout, les Marocains se mobilisent dans des chaînes d'aide aux sinistrés.

Au Maroc, peu de personnes sont informées du séjour parisien de Mohammed VI. En son absence, ni le Premier ministre, ni le ministre de l'Intérieur, ni les membres du gouvernement, ni le maire de Marrakech n'osent prendre la parole pour rassurer la population. Ce mutisme des autorités donne une impression de flottement au sommet de l'État. Revenu à Rabat le lendemain en début d'après-midi, le roi dirige enfin une première réunion de travail devant une caméra.

Les propositions de secours d'urgence affluent du monde entier. La France s'est portée candidate, comme une quarantaine de pays. « Nous sommes tous bouleversés après le terrible séisme au Maroc. La France se tient prête à aider aux premiers secours », annonce Emmanuel Macron sur X depuis l'avion qui le conduit au sommet du G20 à New Delhi. Le message est reçu zéro sur cinq par Mohammed VI. Le Maroc accepte uniquement l'offre d'envoyer des équipes de recherche et sauvetage de quatre pays : l'Espagne, le Royaume-Uni, le Qatar et les Émirats arabes unis. Les quatre nations élues sont, pour l'anecdote, toutes des monarchies, mais le choix dit surtout la volonté de s'émanciper de Paris et de ne plus considérer la France comme une « police d'assurance ».

Le séisme révèle au grand public les failles d'une amitié. En France, la décision de Mohammed VI étonne. Elle n'est pas comprise par les Français qui ignorent pour la plupart l'existence d'une crise franco-marocaine. Au point d'être le premier sujet d'interrogation des internautes en 2023 sur

Google dans la catégorie Actualités devant la guerre à Gaza. Le 12 septembre, l'Élysée publie sur le réseau X une vidéo du chef de l'État sous-titrée en arabe. Il s'adresse directement aux Marocains pour leur exprimer sa solidarité et celle de son pays. « Nous sommes à vos côtés », répète-t-il. Le 16 septembre, la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, annonce un déplacement prochain d'Emmanuel Macron au Maroc. Quelques heures plus tard, l'agence officielle MAP indique dans une mise au point qu'elle n'est « ni à l'ordre du jour ni programmée ».

« Le Maroc peut-il s'en sortir sans l'aide de la France ? »

Sur le terrain, un bon quart des médias internationaux sont français : les chaînes d'information en continu et les journaux télévisés se mobilisent pour couvrir le drame en direct. Ils saturent leurs antennes de reportages et, pour meubler, de commentaires. La caravane de la « séquence séisme au Maroc » s'est posée à Marrakech et monte à l'assaut des contreforts du Haut Atlas et de ses vallées de larmes pendant que les plateaux parisiens fabriquent des débats dont ils ont le secret. « Le Maroc peut-il s'en sortir sans l'aide de la France ? » questionne une chaîne. Les médias locaux, férus d'actualité hexagonale, accusent de sensationnalisme et de condescendance leurs confrères français. « Il ne fallait pas s'étonner de voir jaillir une posture méprisante envers le Maroc. Le traitement médiatique n'a fait que montrer que la pensée coloniale, celle qui voudrait que les Africains et les Arabes soient des races "inférieures" aux "Blancs" à tous les niveaux, n'a toujours pas quitté l'esprit de certains », commente *Hespress*. « Seules les attaques et les critiques étaient aux rendez-vous », déplore le média d'info en ligne le plus suivi au Maroc.

Sur X, Ali Lmrabet, journaliste et opposant installé à Barcelone, réplique sur le mode ironique : « Vous ne lisez pas l'espagnol ou l'allemand ? On peut vous traduire les articles les plus saillants si vous voulez. » Le *Washington Post* a souligné qu'à la surprise des responsables étrangers le Maroc a tardé à accepter les offres d'assistance humanitaire, même celle émanant des Nations unies. Un retard à l'allumage qu'il attribue à « la gouvernance fortement centralisée autour du roi, sans qui rien ne peut se faire [1] ».

Des caricatures de Mohammed VI parues dans *Libération* et dans *Charlie Hebdo* sont jugées offensantes. Dans *Libération*, Mohammed VI est croqué assis sur un trône soulevé par des porteurs ensevelis dans les décombres du tremblement de terre. La dessinatrice Coco lui fait dire : « Personnellement, je n'ai rien senti. » La une de *Charlie* est un appel satirique à envoyer des dons à Mohammed VI, « l'un des monarques les plus riches du monde ». Le roi est représenté sous l'aspect d'un énorme tas de dollars écrasant son peuple. Le Syndicat national de la presse marocaine exprime en retour « sa ferme condamnation de l'horrible acte criminel commis » par *Charlie Hebdo* « à travers l'insulte directe » au roi. Les médias proches du Palais répliquent. Et visent clairement sous la ceinture. Le site 360 dépeint Emmanuel Macron en « homosexuel honteux ». « Être en même temps "un peu homme, un peu femme" dans la vie privée peut comporter des agréments, mais en tant que Président d'un État, cela dénote un défaut de virilité politique… préjudiciable à la France. » En résumé, Macron n'a pas de courage.

Le message est limpide : pas touche au roi.

---

1. Claire Parker, « How rigid government, state neglect hobbled Morocco's earthquake response », *The Washington Post*, 12 septembre 2023.

Chapitre 48

Le TGV sifflera deux fois

Macron risque de perdre sur les deux tableaux.

En Algérie, il a misé sur Abdelmadjid Tebboune. Son déplacement en août 2022 avait confirmé la bonne entente entre les deux chefs d'État. En retour, une visite du Président algérien était prévue en France pour 2023. Une date avait été fixée pour le printemps sans que les dossiers bilatéraux progressent. En février, la fuite d'Algérie de l'opposante franco-algérienne Amira Bouraoui, avec l'assistance de Paris, avait agi comme un énième coup de frein. Au lieu de se rendre à Paris, Tebboune va à Moscou serrer la main de Poutine. La faute aux « décideurs » militaires ? Pas vraiment. Abdelmadjid Tebboune est sur la même longueur d'onde que ceux qui l'ont fait président. La cause paraît perdue. « La nouvelle génération de dirigeants algériens est formatée sur le moule de l'ancienne, issue de l'école Boumediene. On pensait que l'espèce s'éteindrait d'elle-même, elle s'est reproduite », glisse un diplomate. « Qu'est-ce que je suis content de te voir ! » lance Emmanuel Macron à son homologue au sommet du G7 en juin 2024 en Italie. Puis il lui annonce qu'il va appuyer la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Le Président a pris sa décision en novembre, alors qu'après le séisme marocain le dernier

point d'ancrage français solide en Afrique du Nord et au Sahel était au bord de la rupture.

Durant six ans, Alger a tergiversé. Les ruptures ont été suivies de silence, les dégradations censées pousser le partenaire à négocier dos au mur débouchaient sur des rétablissements devenus, à force, des répétitions prévisibles. Chaque dénouement heureux conduisait à la crise suivante. Seul l'entêtement du chef de l'État dans son pari algérien a retardé l'échéance. Pris entre le chantage marocain et l'étranglement algérien, Emmanuel Macron a opté pour le moindre mal. Avec le Maroc, ses renoncements égratignent son ego. Avec l'Algérie, ils touchent à la mémoire, son thème de prédilection, un domaine où il entendait laisser son empreinte.

« Notre position n'a pas changé, elle a évolué »

Emmanuel Macron et Mohammed VI se reparlent au téléphone et Emmanuel Bonne, le sherpa du Président, rencontre à Rabat et à Paris Fouad Ali El Himma, l'homme fort de la monarchie. En février 2024, Stéphane Séjourné, n'est pas reçu sur un tapis de roses à Rabat mais les critiques se sont tues. Bruno Le Maire débarque dans la foulée avec des promesses de prêts en échange de contrats pour les grands groupes tricolores. Le tabou de la présence française au Sahara occidental tombe avec l'annonce de la participation de Proparco, filiale de l'Agence française du développement, et d'Engie à des projets industriels dans le Grand Sud.

L'ambassadeur de France Christophe Lecourtier démêle les fils et démine les sujets sensibles. Il est le couturier et l'habilleur de la scène du rapiéçage. Alstom revient dans la course au marché de la nouvelle ligne de TGV Casablanca-Marrakech très convoitée. La reconnaissance par la France

de la marocanité du Sahara occidental est offerte par Emmanuel Macron le 30 juillet 2024, pour l'anniversaire de l'intronisation du roi. Sa lettre est remise en mains propres par Rachida Dati. Le décor est prêt pour la scène finale des retrouvailles avec ses personnages, ses dialogues et ses non-dits. Dans sa lettre au roi, Emmanuel Macron écrit : « Notre soutien au plan proposé par le Maroc en 2007 est clair et constant. Pour la France, celui-ci constitue désormais la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Au demeurant, la poursuite du développement économique et social de cette région est un impératif. La France l'accompagne dans cette démarche. »

La décision est dictée par le réalisme, assure l'entourage du Président. « Notre posture n'a pas changé, elle a évolué pour l'adapter à un environnement diplomatique qui n'est plus celui de 2007 : les Africains, les Européens ont modifié leur approche [1]. »

Des investissements français au Sahara occidental ne soulèveraient pas, selon l'Élysée, d'objections de droit international insurmontables. Reste à traiter le dossier empoisonné de la drogue. Le Maroc est, avec Dubaï, le pays de repli des têtes d'affiche du narcotrafic. En avril 2024, le ministre français Gérald Darmanin, puis, en septembre, son successeur Bruno Retailleau ont insisté auprès de leur homologue marocain, Abdelouafi Laftit : « 99 % des grands trafiquants internationaux recherchés par la France trouvent refuge aux Émirats arabes unis ou en Afrique du Nord, aidez-nous [2] ! »

---

1. Entretien avec un diplomate à la présidence de la République, novembre 2024.

2. Propos rapportés à l'auteur par un diplomate français, novembre 2024.

À Dubaï pour la frime et à Marrakech pour le fun : les narcos en cavale ou au vert fréquentent les mêmes spots. Le nord du Maroc est leur aire d'activité professionnelle directe lorsqu'ils sont des enfants du Rif. Beaucoup d'entre eux, au patrimoine supérieur à 10 millions d'euros, sont en télétravail et agissent en back-office. Au Maroc, il n'est pas rare que les trafiquants soudoient des juges pour s'en tirer à bon compte.

Le peu d'empressement des autorités marocaines à exécuter les notices rouges d'Interpol est un secret de polichinelle dans les milieux diplomatiques prompts à laisser la poussière sous le tapis sur ce sujet politiquement délicat. « Lorsque des demandes sont transmises, la réponse est : "Avez-vous des preuves ?" » constate, blasé, un ancien diplomate [1] en poste à Rabat, pendant qu'un ambassadeur invite, au cours d'un entretien, à regarder ailleurs quand j'évoque le sujet.

Le 8 mars 2024, le chef présumé de gang marseillais du clan Yoda, Félix Bingui, était arrêté à grand renfort de communiqués. Il était de notoriété publique que celui que Gérald Darmanin considérait comme « un des plus grands narcotrafiquants marseillais » s'était replié depuis plus d'un an au Maroc pour fuir la guerre avec le gang rival de la DZ Mafia. L'annonce de son interpellation coïncidait avec la reprise des contacts entre Emmanuel Macron et Mohammed VI après des années de brouille, marquée par un déjeuner réunissant la femme du Président et les sœurs du roi. « Le baromètre de la coopération judiciaire est étroitement corrélé à celui des relations politiques bilatérales. Il est impossible de ne pas faire de lien entre le tout récent réchauffement des relations franco-marocaines, matérialisé par le soutien du ministre de l'Europe et des Affaires

1. Entretien avec l'auteur, janvier 2024.

étrangères au "plan d'autonomie du Maroc pour le Sahara marocain", et l'arrestation de Félix Bingui, chef du gang marseillais Yoda », confirmait en avril 2024 la commission d'enquête transpartisane du Sénat sur les narcotrafics [1].

Trois ans et une volte-face française sur le Sahara occidental plus tard, le 22 janvier 2025, Bingui était enfin extradé en France, et le même jour le rappeur Maes recherché par la police française était arrêté à Casablanca. Mais Paris reste l'otage des humeurs de Rabat.

En France, la lutte contre le trafic international de stupéfiants dirigée conjointement par le ministère de l'Intérieur et celui de la Justice s'est renforcée. Le Quai d'Orsay n'y est que partiellement associé. La question n'est pas traitée comme une question géopolitique et les diplomates s'en désengagent. « Ce n'est pas une matière noble. Elle est perçue comme un sujet de voie publique dont on cherche à se débarrasser en la refilant au représentant de l'Union européenne alors qu'elle a des répercussions majeures », confie un diplomate passé par un poste à Rabat [2].

Avec le Maroc, le sujet du cannabis était tabou. « Ils se fermaient comme des huîtres ! » confie Bernard Bajolet, ex-coordinateur du renseignement sous Sarkozy et directeur de la DGSE sous Hollande [3].

En octobre, pour la première fois, un Président français a parlé publiquement du « narcotrafic » au Maroc. Emmanuel Macron a estimé qu'il « nécessite une coopération judiciaire très étroite et encore plus rapide ». Il table sur la bonne volonté du partenaire marocain, autrement dit sur des vœux pieux.

---

1. Rapport de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier, conclusions remises au Sénat le 14 mai 2024.
2. Entretien avec l'auteur, janvier 2024.
3. Entretien avec l'auteur, octobre 2024.

Épilogue

Les secrets de la succession

Un règne s'achèvera bientôt et, déjà, il faut préparer le suivant.

En monarchie, la succession passe, pour augmenter ses chances de réussite, par la transmission. Mohammed VI a peu bénéficié du retour d'expérience de son père. Hassan II avait coutume de dire qu'il avait commencé avec un hors-bord et avait fini son règne avec un paquebot. « Le problème c'est qu'il ne lui a jamais dit comment il l'avait fabriqué », commente le prince Moulay Hicham [1].

Mohammed VI associe depuis plusieurs années au plus près Moulay Hassan à son exercice du pouvoir. Sa santé fragile l'oblige à dessiner tôt les contours de sa succession. Elle a précipité l'initiation du futur roi à sa charge, telle qu'elle est pensée par Mohammed VI et le Palais, c'est-à-dire celle d'un dirigeant exécutif aux très larges attributions.

Mohammed VI a pu être sujet à la tentation de Venise. Un renoncement était évoqué par des relais du Palais dans les années 2016-2018, mais Hassan II a appris à son fils qu'un Alaouite plie et résiste, qu'il ne lâche rien. Dans l'histoire de la dynastie, l'abdication ne peut être que

1. Entretien avec l'auteur, octobre 2023.

contrainte. Derrière les murs du palais, la transmission n'est pas taboue. En 2016, Moulay Hassan n'a que 13 ans lorsque le cabinet royal fait adopter une loi organique pour pallier une éventuelle vacance du pouvoir. Il jugeait indispensable de fixer les règles de fonctionnement de la régence. C'est que le royaume garde un souvenir traumatique du dernier intérim : le vizir Bahmad légua en 1900 à l'inexpérimenté sultan Moulay Abdelaziz un royaume partant à vau-l'eau qu'il avait criblé de dettes. Le jeune homme avait 20 ans et était un brin foutraque. Il fit aménager une ligne de chemin de fer privée reliant son palais à ses jardins. Faute de roues à sa locomotive, le petit train importé d'Europe circulait tiré par des mulets. Plus sérieusement, sa politique d'emprunts contraints précipita le pays dans les bras de la France.

« Le petit Prince »

Moulay Hassan, qui a hérité du nom de son grand-père, est né le 8 mai 2003. Il est aujourd'hui étudiant en géopolitique à la Faculté de gouvernance, des sciences économiques et sociales (FGSES) bâtie sur mesure. Elle est une annexe de l'UM6P de Ben Guerir, la « Rolls-Royce » de l'enseignement marocain financée par l'OCP, l'exportateur marocain de phosphate. Le complexe a surgi dans la verdure au bord de la rocade Salé-Rabat, près de son domicile. L'ouvrage a été livré en un temps record. Moulay Hassan l'a intégré à la rentrée 2020-2021, peu après son ouverture. Inspirés du modèle universitaire américain, les programmes d'études de géopolitique visent, selon le site de la fac, à « favoriser l'autonomie dans l'apprentissage, le recul dans la réflexion et le discernement dans la prise de décision ». Moulay Hassan suit les cours de son cursus en distanciel.

Quand il lui arrive de descendre sur le campus, l'université est bouclée. Le prince héritier se forme ainsi, comme avant lui son père, dans son propre pays plutôt que dans une université anglo-saxonne ou française. Il a été scolarisé – forcément – au Collège royal dans le huis clos de l'enceinte du palais où il a appris l'arabe classique ainsi que l'anglais, le français et l'espagnol. « Nous avons eu une solide éducation religieuse à l'école coranique du palais », expliquait Mohammed VI dans une interview à *Paris Match*. « Je veux que mon fils apprenne les mêmes principes de base », ajoutait-il. Il était en revanche peu disert sur ses propres méthodes d'éducation, lui qui avait subi celles très musclées de son propre père, tout en se montrant en public affectueux avec ses deux enfants.

Côté sport, Moulay Hassan a pratiqué le basket et le football au centre sportif de Maâmora où sont entraînés les joueurs promis à l'équipe nationale. Il est bon cavalier, une tradition chez les membres de la famille royale alaouite, et pratique le kitesurf. En vacances, il aime sortir en boîte. Fan d'aviation, il ne pourra pas assouvir sa passion en devenant pilote mais voyage dans son propre avion, un jet Gulfstream G650. Réceptionnée par les Forces armées royales et frappée des armoiries princières, sa plaque d'immatriculation « CN-AMH » signifie CN pour le Maroc, AMH pour Amir (« Son Altesse ») Moulay Hassan. Personnalisé, l'appareil peut parcourir 14 000 kilomètres sans escale et accueillir huit passagers et quatre membres d'équipage. Il est équipé d'un système de défense antimissile israélien J-Music, un brouilleur qui génère au laser de fausses données transmises à la tête chercheuse de la fusée ennemie et la dévie de sa trajectoire. Coût du bijou : 64,7 millions de dollars.

Moulay Hassan passe chaque été de luxueuses vacances avec sa mère et sa sœur. En 2019, le Palais a mis à sa

disposition lors d'un séjour sur l'île de Skiathos un yacht de croisière de 72 mètres, le *Serenity*, à louer 550 000 euros la semaine.

Son père lui a inculqué des notions de sa future charge dès l'enfance. À 15 ans, il siège à droite de Mohammed VI dans le parterre des chefs d'État assistant à Paris aux cérémonies du 100e anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale et vit un moment de solitude : son père s'endort en dodelinant de la tête pendant le discours d'Emmanuel Macron sous le regard courroucé et appuyé de Donald Trump

Grand et mince, les cheveux rasés sur les côtés et le front haut, il prend de l'assurance. Moulay Hassan dispose de son propre secrétariat particulier qui gère son agenda en coordination avec le cabinet royal. Son allergie au baise-main royal – il s'essuie la main après un baiser – est notoire. On le voit au cinéma avec sa mère, au volant d'un SUV dans les rues de Casablanca pendant le mois de ramadan, ou se dirigeant vers le Palais royal de Rabat pour assister à une causerie religieuse. À l'occasion d'une de ces veillées, il remet à sa place le ministre des Habous et des Affaires islamiques Ahmed Toufiq qui s'était avancé devant lui pour rejoindre le roi. Il a, paraît-il, du caractère : il aurait piqué une colère homérique devant l'état du chemin truffé de nids-de-poule le conduisant en 2019 à la maison de sa grand-tante, Lalla Malika, malade et décédée deux ans plus tard. Des travaux auraient immédiatement été engagés. Il a le grade de colonel major dans l'armée.

En cas de succession prématurée, le Conseil de régence à fonctionnement collégial devait accompagner le futur Hassan III jusqu'à ses 20 ans, l'âge fixé par la Constitution de 2011 pour exercer pleinement sa fonction. Il était composé de dix personnalités choisies par le roi, à l'identité non

dévoilée, et de représentants des institutions. Âgé de 22 ans, il peut désormais s'en passer.

Le roi n'a pas d'autre descendant que son fils, une situation inédite depuis l'indépendance. S'il était empêché de monter sur le trône, le pouvoir reviendrait dans l'ordre de succession à son frère Moulay Rachid, défenseur des intérêts familiaux et peu impliqué, hors de ses propres affaires, dans la marche du pays, puis à ses deux fils, Moulay Ahmed, l'aîné âgé de 9 ans, et Moulay Abdeslam, 3 ans, et enfin au cinquième rang à Moulay Hicham, le cousin marginalisé

Le processus préparant le prince à gouverner avance à grands pas. Il est presque arrivé à son terme. Le futur Hassan III s'entoure d'une nouvelle génération, issue notamment de la haute administration, et d'un noyau de collaborateurs qui, au contraire de la garde rapprochée de son père, ne sont pas passés par le Collège royal.

Le jeune homme a grandi dans l'instabilité familiale. Le divorce tourmenté de ses parents au début de son adolescence n'a pu que le marquer. Il a assisté aux premières loges à l'ostracisation de sa mère, à laquelle il est très attaché. Il a vécu la campagne de dénigrement humiliante qu'elle a subie. Cherchera-t-il à réhabiliter Lalla Salma, qui a conservé son titre de princesse, et à la venger ? Il est probable que des conseillers de son père passeront la main. La question est de savoir quand. Quel sera le sort de Fouad Ali El Himma, le vice-roi ?

Au-delà des intrigues de palais, ses idées, ses ambitions, sa conception du monde, de l'économie, des libertés, de la société marocaine ne sont pas connues. Quand viendra son tour, le début de son règne constituera pour les Marocains, attachés à la monarchie et à Mohammed VI – dont la popularité n'a jamais été démentie, malgré ses absences –, un saut dans l'inconnu. Si son visage leur est familier, sa

voix leur est inconnue. Ils ignorent s'il aura la force, la capacité et les moyens de répondre aux aspirations de sa génération, la GenZ, qui représente pas loin de la moitié du peuple marocain.

Interrogé sur sa personnalité, un de ses professeurs de fac a répondu : « Vous avez aimé Hassan II ? Vous allez adorer Hassan III ! »

Table

Avant-propos 9
Prologue 13

Acte I
LE ROI

Partie I
L'OMBRE

Chapitre 1. Le roi du silence 23
Chapitre 2. Dans les pas du sultan 29
Chapitre 3. La maman et le harem 39
Chapitre 4. Les années de plomb 43
Chapitre 5. Notre précieux ami 49
Chapitre 6. Au Collège royal 53
Chapitre 7. La dolce vita 57
Chapitre 8. L'apprenti roi 59

Partie II
LE SOLEIL

Chapitre 9. Le jeune roi 69
Chapitre 10. Les purges 77
Chapitre 11. Tout changer… pour ne rien changer ? 81
Chapitre 12. L'allégeance 85
Chapitre 13. Une certaine habileté politique 89
Chapitre 14. Le roi et les islamistes 97
Chapitre 15. À l'épreuve des djihadistes 105
Chapitre 16. La balafre du Rif 113
Chapitre 17. Sexe, ânes et vidéos 119

Partie III
LE ROI VAGABOND

Chapitre 18. Nomade de luxe 125
Chapitre 19. Un roi en cavale 129
Chapitre 20. France terre d'asile 135
Chapitre 21. *Selfie king* 141

Partie IV
RUPTURE ET EMPRISE

Chapitre 22. La princesse disparue 149
Chapitre 23. Dans la cage 157
Chapitre 24. Gangsta rap et dealers 161
Chapitre 25. Haro sur les frères 169
Chapitre 26. Le vice-roi 173
Chapitre 27. La sentinelle 179
Chapitre 28. L'oligarque royal 185
Chapitre 29. Une addition salée 191

Table

Acte II
LE ROYAUME

Partie I
La fortune du « roi des pauvres »

Chapitre 30. La marche des éléphants blancs 197
Chapitre 31. Illusions perdues 201
Chapitre 32. L'homme qui valait plus de 6 milliards de dollars 205
Chapitre 33. Mes sujets sont mes clients 211
Chapitre 34. L'astre de la financiarisation..... 215

Partie II
L'ombre du doute

Chapitre 35. Le poison de la corruption 221
Chapitre 36. Milliardaire et Premier ministre 225
Chapitre 37. Valises de cash à Bruxelles..... 233
Chapitre 38. Le royaume du cannabis 239
Chapitre 39. Les réseaux de la pieuvre..... 247
Chapitre 40. Foot, coke et politique..... 255
Chapitre 41. Aux portes du Palais 261

Partie III
Partenaire particulier

Chapitre 42. L'encombrant tonton..... 269
Chapitre 43. La tribu de Marrakech..... 275
Chapitre 44. Les jambes trop croisées..... 281
Chapitre 45. Un Président si normal..... 287
Chapitre 46. Un roi à l'écoute..... 297
Chapitre 47. « Mais qu'est-ce qu'il a, ce mec ? »..... 305
Chapitre 48. Le TGV sifflera deux fois 315

Épilogue..... 321

MOHAMMED VI
Le mystère

Roi mystérieux, roi errant, roi malade, Mohammed VI est un monarque au règne opaque. Capable de s'absenter plusieurs mois sans même prévenir sa garde rapprochée, comme d'obtenir la reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental au terme d'un long combat diplomatique, le roi du Maroc partout interroge.

Qui est réellement cet homme au pouvoir depuis vingt-cinq ans ? Quel rôle joue-t-il face à la corruption, à la répression et au narcotrafic qui minent le royaume ? Comment le « roi des pauvres » est-il devenu l'un des monarques les plus riches du monde ?

Cette plongée dans les arcanes de la monarchie chérifienne permet de dresser le portrait d'un souverain atypique, un hédoniste à la personnalité écrasée par la figure de son père, Hassan II, un homme usé par l'épreuve du pouvoir. Quel pays va-t-il laisser à son fils, le futur Hassan III ?

Spécialiste du Maghreb et du Proche-Orient, ancien grand reporter au service international du *Figaro*, Thierry Oberlé est aujourd'hui journaliste indépendant.

Flammarion

26-I Création Studio Flammarion
Photo © Balkis Press / ABACA